

Jeudi 15 Mars

# Le Monde

CAHIER SPÉCIAL  
Voyages  
en Terres du Nord



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16519 - 7,50 F

SAMEDI 7 MARS 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Kosovo : répression sanglante

Les forces de police serbes sont de nouveau violemment intervenues au Kosovo, provoquant la mort d'au moins vingt personnes. p. 4

## Suharto tient bon

Émeutes et manifestations d'étudiants en Indonésie n'ont pas déstabilisé le général-président à la veille des élections. Le FMI renâcle à fournir une aide sans avoir l'assurance d'obtenir des réformes économiques et sociales. p. 5

## M. Mançel accepte le soutien du FN

Le président sortant du conseil général de l'Oise (RPR), battu lors d'une triangulaire aux dernières législatives, accepte la main tendue du FN contre la gauche. p. 8

## Régions : la Lorraine

Le Monde continue sa série de portraits des 22 régions métropolitaines. La Lorraine n'a pas totalement compensé la fermeture des mines et la perte de son industrie lourde. Elle commence sa deuxième reconversion. p. 14

## Etre femme

Deux points de vue, à la veille de la Journée de la femme, sur la surmortalité des petites Chinoises et la lutte essentielle des femmes algériennes. p. 17 et notre éditorial p. 18

## Travailler à Tchernobyl



6 000 personnes vivent dans la zone irradiée. La plupart travaillent encore à la centrale, certains organisent même la visite des lieux. p. 15

## Paris et ses « sites présidentiels »

Les présidents successifs ont multiplié, avec leurs grands travaux, les espaces culturels : colline de Chaillot, quai Branly, Bastille... et laissé de vastes espaces inoccupés à l'abandon. p. 29

## Economie : le tableau de bord

Affaires et entreprises : les faits du jour et les indices essentiels. p. 23

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 13 S ; Belgique, 40 B ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 228 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Italie, 1.360 L ; Japon, 100 ¥ ; Luxembourg, 40 F ; Pays-Bas, 10 G ; Norvège, 14 NOK ; Portugal, 200 Esc ; Espagne, 166 Ptas ; Suède, 6 F ; Suisse, 2,20 F ; Thaïlande, 50 B ; Turquie, 18 Liras ; USA, 1 \$ ; USA (hors), 2,80 \$

M 0147 - 307 - 7,50 F

## Nouveaux rebondissements dans l'affaire Elf

● L'enquête dévoile un vaste circuit de comptes suisses ● Les 59 millions versés à M<sup>me</sup> Joncour l'auraient été sur ordre de l'ancien PDG du groupe pétrolier ● Les mouvements sur le compte parisien de M. Dumas avaient intrigué sa banque ● L'ancien ministre s'explique dans « Le Monde »

LE GROUPE ELF n'en finit plus de compter ses millions détournés, entre 1989 et 1993, sous la présidence de Loïc Le Floch-Prigent. Les juges Eva Joly et Laurence Vicini ont démontré la preuve que la commission de 45 millions de francs versée en Suisse à Christine Deviers-Joncour, ancienne collaboratrice et amie de Roland Dumas, a été extraite des caisses du groupe pétrolier. Un autre virement de 14 millions a été effectué, apparemment sans rapport, cette fois, avec le marché des frégates de Taiwan, mais pour une raison inconnue. Les recherches conduites en Suisse, entre Genève et Lugano, dévoilent l'existence d'un véritable labyrinthe bancaire, où d'énormes sommes ont circulé avant d'être retirées en espèces.



francs ont été déposés en espèces sur ce compte, causant « l'inquiétude » des employés de la banque, dont Le Monde cite les témoignages. « Je pourrais justifier toutes ces sommes », nous a déclaré le président du Conseil constitutionnel, invoquant « la réalisation d'actes personnels » et expliquant la circulation de telles sommes par la vente d'œuvres d'art et par ses « activités professionnelles », bien qu'il fit jusqu'en mars 1993 ministre des affaires étrangères.

Lire page 10

## Croissance : Lionel Jospin ne renonce pas à réduire les inégalités

TOUT EN jugeant que la France n'en est qu'« au début d'une certaine reprise de la croissance », Lionel Jospin, s'est engagé, jeudi 5 mars, à en répartir les fruits entre les créations d'emplois, le pouvoir d'achat et la réduction de l'endettement public, « de façon à ce qu'ils profitent à tous les Français mais en tenant compte de l'inégalité des revenus, des fortunes et des patrimoines ». Le premier ministre, qui avait réuni ses ministres sur ce thème le même jour, a souligné qu'il voulait conduire « une politique de gauche » et non « une politique orthodoxe ». Samedi 7 mars, trois associations de défense de chômeurs organisent des manifestations contre le chômage et l'exclusion. Elles espèrent rassembler 50 000 personnes.

Lire pages 6 et 7

## Les images du suicide assisté de Ramon Sampedro bouleversent l'Espagne

MADRID de notre correspondant Les centaines de milliers de téléspectateurs qui, à l'heure du dîner, ont regardé, mercredi 4 mars, le journal télévisé d'Antena 3, la principale chaîne privée espagnole, en ont été estomacés. Sur l'écran, un homme couché, au visage serein et aux membres atrophiés cachés par les draps, approchait avec peine sa bouche d'un verre muni d'une paille. Après avoir siroté le liquide, du cyanure, dans un chuintement sinistre, il se laissa retomber sur ses oreillers pour attendre la mort. Celle-ci intervint après vingt minutes d'une agonie que les téléspectateurs n'ont pas vue. Antena 3, pour des raisons évidentes, avait coupé la fin de cette vidéo amateur qui, selon la direction de la chaîne, lui est discrètement parvenue de Galice.

dit-il. Quand j'aurai bu ce cyanure de potassium, je serai libéré de la pire des humiliations, être une tête vive attachée à un corps totalement mort... Le visage et surtout l'histoire de Ramon Sampedro, retrouvé mort à la mi-janvier dans la maison qu'il partageait avec des amis, près de La Corogne en Galice, sont bien connus des Espagnols. A travers d'autres journaux télévisés, ils ont suivi le combat de cet homme, auteur de poèmes - Lettres de l'enfer - qui se comparait à « un naufragé au milieu de l'Océan qui ne touchera jamais terre », pour obtenir « une mort digne ». Un combat pour le droit à l'euthanasie porté en 1994 devant les tribunaux puis, sans succès, devant les instances européennes pour les droits de l'homme.

mon Sampedro, un débat s'est ouvert sur ce qui reste un tabou. L'euthanasie est combattue par l'Eglise catholique et une majorité d'hommes politiques : plus de 60 % des Espagnols ont osé dire qu'ils approuvent « si un malade face aux pires souffrances la réclame ».

En revanche, l'irruption brutale des images de la mort de Ramon Sampedro a choqué, relançant la polémique sur la déontologie des médias. La famille du mort, « indignée », estime que la diffusion de ces images cache une « affaire de gros sous ». L'Association pour le droit à mourir dignement, dépositaire de la vidéo voulue par Ramon Sampedro, dit l'avoir remise le mois dernier au juge chargé de l'affaire et se sent « dégoûtée » par ce qui arrive. Certains parlent « des limites du droit à l'information », d'autres d'« escalade du sensationnalisme ». Quant à Antena 3, elle cite, pour se défendre, les paroles du mort, qui avait dit vouloir en finir « sous les projecteurs », pour que « les autorités judiciaires, religieuses et médicales », qui avaient repoussé sa requête, soient placées face à leurs responsabilités.

Marie-Claude Decamps

## El Niño le gigantesque

L'ANOMALIE climatique El Niño a provoqué ces derniers mois une série impressionnante de catastrophes naturelles. Selon l'Organisation météorologique mondiale, « ce Niño est le plus puissant qui ait été enregistré dans les annales météorologiques ». Son bilan est déjà plus lourd que celui de l'épisode précédent, en 1982-1983, qui passait pour un record. Les victimes se comptent par milliers, les dégâts en dizaines de milliards de dollars. Des pluies diluviennes ont ravagé l'Afrique orientale et la côte pacifique de l'Amérique du Sud. La sécheresse s'est établie sur l'Asie du Sud-Est et dans le Pacifique sud. Et ses conséquences sur le dérèglement climatique devraient se prolonger encore deux ou trois mois.

Lire page 2

## Le carnaval des critères de Maastricht

LE SOULAGEMENT, dans les capitales européennes, est immense. Au prix d'efforts budgétaires soutenus, tous les pays de l'Union - Grèce exceptée - sont parvenus à respecter le critère décisif de déficit public en ramenant celui-ci sous la sacro-sainte barre de 3 % du produit intérieur brut

(PIB) fixée par le traité de Maastricht. Les gouvernements de l'Union se sont félicités de ce succès, dont ils ont aussitôt revendiqué la paternité. Les communiqués d'auto-satisfaction se sont multipliés à Paris, Rome, Madrid, Lisbonne, Bruxelles, Bonn, passant sous si-

lence l'annonce de résultats nettement moins flatteurs en matière de dette publique (61,3 % en Allemagne, 121,6 % en Italie, 122,2 % en Belgique, alors que le seuil devait être de 60 %) : des chants de victoire aux accents curieusement nationalistes pour des statistiques censées ouvrir la voie à la création

d'une monnaie unique en Europe. Le chancelier allemand, Helmut Kohl, s'est empressé d'affirmer que « l'Allemagne est clairement devant ». Le ministre italien du Trésor, Carlo Azeglio Ciampi, a souligné que Rome avait « ses papiers en règle », ce qui lui permettait d'avoir « son mot à dire » lors de l'examen des résultats des autres pays. Le premier ministre espagnol, José María Aznar, enfin, s'est félicité que l'Espagne remplisse mieux les critères que « certains pays plus importants ».

Dans cet exercice scolaire, « on peut se demander si certains élèves n'ont pas copié sur leurs petits camarades », estime Philippe Brossard, économiste à la banque ABN-Amro. « C'est, bien sûr, une authentique coïncidence si l'Italie et l'Allemagne affichent le même déficit », ajoute-t-il. Ou encore de voir le Portugal avec un résultat légèrement meilleur (2,5 %, contre 2,6 %) que son grand rival espagnol.

Les milieux économiques et financiers ont porté un jugement beaucoup moins enthousiaste sur les comptes publiés. Pour eux, cet exercice a relevé de la manœuvre politique plus que de la science économique.

Pierre-Antoine Delhommais

Lire la suite page 18 et nos informations page 19

## « Professeur » trouble-fête



LA SAISON de formule 1 commence, dimanche 8 mars à Melbourne, par le Grand Prix d'Australie. Williams, McLaren et Ferrari en sont les favoris. Surnommé « le Professeur » pour la manière dont il conçoit quatre titres de champion du monde des pilotes, Alain Prost, devenu patron d'écurie, espère jouer les trouble-fête face aux grandes écuries.

Lire page 25

International	2	Finances/Quartiers	23
France	6	Aujourd'hui	25
Société	10	Météorologie, jeux	26
Carnet	13	Culture	29
Régions	14	Guide culturel	31
Horizons	15	Kiosque	32
Entreprises	19	Abonnements	32
Compassion	22	Presse/Télévision	33

VI

L'EDITION FRANÇAISE

● Bibliophile en de nouvelles mains. Pour la reprise de la librairie parisienne Bibliophane, spécialisée dans la culture juive...

● Écrivains face au cinéma. Pour la huitième année consécutive, à Bordeaux, le centre Jean-Vigo invite des écrivains à donner un texte inédit sur leur rapport avec le cinéma...

● Jules Verne inédit. Les éditions de la Bibliothèque de la Pléiade publient un nouvel inédit de Jules Verne, En Magellan (258 p., 120 F), écrit en 1897 et dont l'action se déroule en Terre de Feu...

● Orsenna adapté. Le roman d'Erik Orsenna, Deux étés, paru aux éditions Fayard, devrait faire l'objet d'une adaptation cinématographique...

● Best-sellers en « Bouquins ». Les éditions Laffont annoncent pour le mois de mai, dans la prestigieuse collection « Bouquins », une « innovation éditoriale et commerciale »...

● Prix littéraires. Les prix du Syndicat français de la critique de cinéma (voir « Le Monde des Livres » du 13 février) ont été également décernés à Roger Tallier pour Vitre le cinéma (Actes Sud) et à Michael Powell pour Une vie dans le cinéma (Actes Sud)...

Rectificatif

Une erreur de composition a rendu inintelligible une phrase de l'article sur Marcel Mauss (« Le Monde des Livres » du 27 février). En bas de la page 1, il fallait lire: « Le citoyen Mauss, comme les socialistes aimaient l'appeler entre eux à l'époque (...) ».

autrepart La grande revue des pays du Sud Vient de paraître: Communautés déracinées dans les pays du Sud n° 5 en librairie ou par abonnement (fax 04 90 07 53 02). 224 pages / 120 FF Orstom / l'aube

Deux générations de poètes slovaques à Paris

Pendant quatre semaines, la Maison de la poésie accueille les principales figures de la poésie slovaque

Suivant le cours de son Danube (1986), Claudio Magris fut l'un des rares à prendre le temps de flâner dans Bratislava la slovaque, ce carrefour négligé de la Mitteleuropa - allus Presbourg l'allemande et Pozsony la hongroise. Une capitale provinciale alors confinée aux seconds rôles par le poids politique et culturel de Prague. Le promoteur y découvrait sa « sympathie à l'égard de ce qui est mineur et caché, des petits peuples, qui, comme les Slovaques, restent longtemps un substrat patient et invisible, une terre humble et féconde qui attend pendant des siècles le moment de sa germination ».

Il en voyait surgir des poètes, donnant forme au chant de la terre, accord de danses et de rythmes agrestes avec une langue, le slovaque, tardivement codifiée (au milieu du XIXe siècle). Et comment, en effet, ne pas s'attendrir devant une nation qui se donnait comme référent un Hviezdoslav (1849-1921), poète dont pas une ville n'ignore le bronze, plutôt qu'un quelconque guerrier? « Les besoins intérieurs de la nation sont passés par la parole, la chanson, la poésie », confirme Milan Rúfus (soixante-dix ans cette année), considéré, toutes proportions gardées, comme le Hviezdoslav d'aujourd'hui. « Le grand art n'existe que dans la tragédie, et notre nation n'est pas faite pour que sa part de sang à l'histoire, mais peut-être s'agit-il de la lutte éternelle de Jacob et de l'ange, nécessaire pour s'affirmer. » Proche des symbolistes français (« leurs poèmes sont comme des prières »), le poète, que s'arrachent le pouvoir et l'opposition, tente de demeurer à l'écart de la mêlée politique depuis l'indépendance du pays (1er janvier 1993), comme il avait su le faire avant 1989, durant la période socialiste. Seul le christianisme, estime-t-il, lui apporte la distance nécessaire: « L'homme a besoin de sentir que quelque chose le surmonte. Le sens de la religion est de rendre l'homme plus humain, le ne pourrais autrement m'expliquer les raisons de son existence. » Et il ajoute: « La poésie aussi a pour objectif d'approcher l'Être. » Ce n'est pas à l'« Être », mais à

l'« avoir », que s'intéresse le régime national-populiste de Vladimír Mečiar qui détient, depuis le 2 mars, tous les pouvoirs. L'avidité du premier ministre et de son entourage est sans limites. Soucieux de se voir ouvrir les portes européennes après avoir mis la Slovaquie en coupe réglée, ils ont placé, face à l'intransigeance de la diplomatie allemande, tous leurs espoirs dans la France. Et voici pourquoi, durant quatre semaines, vingt-deux poètes slovaques, résistants d'un moment et oppositionnels de toujours, fonctionnaires douces et artistes authentiques, sont rassemblés (et sagement séparés) à la Maison de la poésie, à Paris, pour tenter de faire passer l'image fallacieuse d'un pouvoir pluraliste, dans le moment même où Vladimír Mečiar étend son empire sur l'information en décidant de faire passer la première société de distribution de la presse sous le contrôle de ses proches.

Le ministre de la culture, Ivan Hudec - dont le principal titre de gloire est d'avoir dirigé la maison de repos où se remettaient les palas (apparatchiks) du régime précédent -, a reconstitué l'infrastructure d'une nouvelle bureaucratie soumise, qui s'est contentée de raboter légèrement la langue de bois pour remplacer le mot socialisme par celui de liberté. L'appareil est puissant, de contact de ce fait plus difficile à éviter que le pays est étroit. Il domine l'Union des écrivains slovaques, où se mêlent ex-communistes et « patriotes » néo-nationalistes, à laquelle s'oppose l'Association des organisations des écrivains slovaques, pluralistes et « cosmopolites ». L'apparition de maisons d'édition indépendantes n'en laisse pas moins une part décisive aux mains officielles, largement subventionnées, plus soucieuses de mesurer la fidélité des hommes que la qualité des œuvres. Une politique d'autant plus préjudiciable que, en moins de dix ans, le prix des livres a été multiplié par dix, réduisant d'autant le nombre de lecteurs, les tirages et les titres.

Dans ce contexte, l'annulation, au dernier moment, de la visite à Paris du grand-poète-national, Milan Rúfus, « pour des raisons de santé » ne manquera pas d'être commentée. La Maison de la poésie n'en présente pas moins quelques figures importantes. Comme celle de Jan Bazassy (né en 1935), dont la poésie « philosophique », demeure issue du fonds spirituel et religieux slovaque traditionnel: « La respiration des morts fait bouger le paysage, bruit dans l'herbe, / et ordonne: encore! / Même si tout n'est que route vers la poussière, / encore! / Même si chaque forme n'est que le contour de la décomposition / et chaque cri rien que de la musique / Le grand visage de pierre du paysage / se dresse à l'encontre de toute réalité. »

Le rituel des soldes en Suède

Les livres sont une denrée chère en Suède. Frappés d'une TVA de 25 %, l'un des taux les plus élevés d'Europe avec le Danemark, ils coûtent souvent l'équivalent d'au moins 200 francs pour un quelconque roman. Aussi les amateurs attendent-ils avec impatience les mois de février et de mars. L'espace de quelques semaines, ils peuvent bénéficier de prix enfin raisonnables. C'est la période des soldes, un phénomène quasi unique sur le continent. Les librairies et les rayons livres des grands magasins sont alors pris d'assaut. Cette année, le coup d'envoi a été donné le 25 février. Une date décidée en commun par la fédération des éditeurs et celle des libraires et qui, ce n'est évidemment pas un hasard, correspond au jour où les Suédois reçoivent leurs salaires. A zéro heure précise ce mercredi-là, les portes des librairies se sont ouvertes pendant deux heures, laissant entrer les plus fanatiques, qui avaient bravé le froid pour bénéficier de tarifs encore plus intéressants proposés au premier jour de l'opération.

« C'est devenu un rituel festif », raconte Annika Holmgren, la directrice d'un des magasins d'Åkademibokhandeln, la plus grande librairie de Scandinavie. « Les gens vont dîner au restaurant et boire quelques bières avant d'aller faire la queue dans la nuit. » Des monceaux de livres les attendent à l'intérieur, disposés en piles qui ne tardent pas à s'aplanir. Certains clients repartent sous la neige avec des sacs pleins à craquer, d'autres se contentent d'un ou deux titres, qu'ils ont pu commander au préalable, par fax ou par internet. Les éditeurs publient à l'occasion un

catalogue commun recensant tous les ouvrages soldés, fort cette année d'un millier de titres provenant de soixante-dix-sept maisons d'édition. Quelques chaînes de librairies y vont aussi de leurs propres catalogues. Classés par genres, tous les livres sont résumés de façon très succincte, avec mention des prix de vente (normal et soldé). Ces derniers ne sont qu'indiqués, les prix étant libres en Suède. Les réductions proposées vont de 20 % à 80 % environ, selon les cas. Tout le monde semble s'y retrouver dans ces soldes. A l'origine de l'idée, les éditeurs peuvent épuiser leurs stocks tout en faisant des bénéfices, explique la directrice de leur fédération, Kristina Ahlinder. « Cela dépend des titres: parfois nous ne gagnons presque rien, parfois beaucoup. » Ils jugent en tout cas l'opération suffisamment rentable pour réimprimer des exemplaires de certains livres, destinés uniquement aux soldes (parfois d'une qualité inférieure aux originaux). Les libraires, eux, prélèvent leurs marges et parviennent toujours à vendre à la vague de visiteurs des ouvrages non soldés pendant ces quelques semaines. Les soldes représentent jusqu'à 20 % de leurs chiffres d'affaires annuels, à peine moins que pour la période de Noël. Quant aux lecteurs, ils peuvent garnir leurs bibliothèques relativement bon marché, y compris de livres récents. Si les éditeurs marchent auparavant attendre quatre ans avant de solder leurs inventaires, « ils peuvent aujourd'hui agir selon leur bon vouloir », regrette Marianne Larsson, au fond de sa petite librairie de quartier.

AGENDA

- LE 6 MARS. DAIVE. A Marseille, lecture-débat avec Jean Daive à propos des sept volumes de son roman, La Condition d'Infini, publiés chez POL (à 19 heures à La Vieillesse Charité, 2, rue de la Charité, 13002-Marseille).
● LES 9, 18 ET 30 MARS. MORT. A Paris, l'association des historiens organise trois conférences sur la mort dans l'Occident chrétien, avec Eric Rebillard, Alain Erlande-Brandenburg et Pierre Chauvaud (à 19 heures à la Maison

- de l'Europe, 25, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris, inscriptions: 01-48-75-13-16).
● DU 11 AU 13 MARS. GLISSANT. A Paris, colloque sur les « Poétiques d'Edouard Glissant », placé sous le patronage de l'Unesco (à la Sorbonne, salle Louis-Liard, commissariat général du colloque: 01-43-72-09-55).
● LE 12 MARS. PORTUGAL. A Paris, conférence de Georges Boisvert sur « La génération de 1870 et la première expérience libérale portugaise » (à 19 h 30, Centre culturel Calouste-Gulbenkian, 51, avenue d'Iéna, 75116 Paris, tél. 01-53-23-93-93).
● LE 14 MARS. JEUNESSE. A Lyon, débat dans le cadre du salon du livre-jeunesse sur le thème « Y a-t-il une littérature pour la jeunesse? », avec le concours du Monde de l'éducation, à 14 h 30 à Eurexpo.
● LES 14 ET 15 MARS. ANCIENS. A Bordeaux, salon du livre ancien et de collection (Hangar 3, quai Louis-XVIII, tél. 05-57-87-57-31).
● LE 15 MARS. PSYCHANALYSE. A Paris, 9e symposium du collège des études juives sur le thème « Psychanalyse et Judaïsme, si proches, si loin. » (de 9 h 30 à 18 heures, salle de l'IPAG, 184, bd Saint-Germain, 75006 Paris, réservation: 01-53-32-88-55).
● LES 26 ET 27 MARS. PÉGUY, BERNANOS. A Montpellier, colloque sur le thème « Péguy, Bernanos et le monde moderne », organisé par le centre d'études du XXe siècle (Université Paul-Valéry-Montpellier III, reus.: Jean-François Durand 04-66-90-23-81).

LES MALAISES DE NOVEMBRE Jacques DARCANGES « Darcanges a écrit la 98e une oeuvre admirable » Qui JENSEN (Président du Pen Club Scandinave) Editions de l'Orme Surcou 3919 Ruelle France France Inter France Culture France Info Radio Bino France Culture Banque REVUE DE PRESSE LIVRES 102PLI Distribution: See Nite DISTRO 05 5660 Luisset - Fax: 02 31 20 57 12

CHRISTOPHE BARBIER Les derniers jours de François Mitterrand Une reconstitution saisissante, jamais complaisante. Superbe. «Un coup de maître.» «Un excellent livre.» «Un journaliste rigoureux.» Grasset

Handwritten Arabic text at the bottom of the page.

1997 1520

(Publicité)

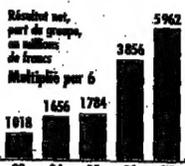
LE MONDE / SAMEDI 7 MARS 1998 / 3

## Le groupe BNP en 1997

# PROGRESSION DE 55% DU BÉNÉFICE NET

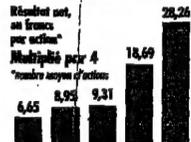
- Un bénéfice net part du groupe de 5 962 millions de francs, multiplié par six par rapport à 1993, année de la privatisation
- Une amélioration en profondeur des performances de l'entreprise
- Des provisions de 3 020 millions de francs sur cinq pays asiatiques
- Une nouvelle amélioration de la qualité des actifs • Une stratégie de création de valeur.

### Un bénéfice net part du groupe de 5 962 millions de francs



Le résultat net, part du groupe, est de 5 962 millions de francs, en hausse de 54,6 % par rapport à 1996. Le bénéfice net par action est de 28,3 francs. Par rapport à 1993, année de sa privatisation, le groupe BNP a multiplié son bénéfice net par 6, son bénéfice par action par 4.

L'exercice 1997 s'est inscrit dans un environnement très contrasté. Il a bénéficié de la conjonction de facteurs favorables : marchés boursiers porteurs, revalorisation du dollar, restructuration des dettes péruvienne et russe, démarrage de la reprise économique en France. Mais il a été affecté, dans la deuxième partie de l'année, par la crise qui a touché plusieurs pays d'Asie et par les incertitudes qui en résultent. Dans ce contexte, le groupe a amélioré ses performances.



Le produit net bancaire du groupe s'établit à 44 066 millions de francs, en progression de 11,6 % : les commissions augmentent plus rapidement (+ 13,6 %) que la valeur ajoutée sur capitaux (+ 10,6 %). Le résultat brut d'exploitation s'élève à 13 435 millions de francs, en hausse de 23,9 %. Les dotations aux provisions sont de 6 785 millions de francs, dont 3 020 millions de francs sur cinq pays d'Asie considérés comme sensibles. Les éléments de résultats exceptionnels et divers s'élèvent à 1 566 millions de francs. Compte tenu du doublement de la charge d'impôts à 1 997 millions de francs, le bénéfice net d'ensemble ressort à 6 219 millions de francs (+ 50,6 %).

### Les deux pôles d'activité du groupe ont très significativement amélioré leurs performances

Le résultat brut d'exploitation des Activités Bancaires en France, soit 5 069 millions de francs, est en hausse de 13,2 %. Les recettes, d'un montant de 24 611 millions de francs, augmentent de 2,3 %, la baisse des marges d'intermédiation étant plus que compensée par la progression des commissions, elle-même liée aux innovations commerciales proposées aux clients. La productivité est à nouveau améliorée avec une baisse des frais de gestion, qui atteint 0,3 % dans le réseau. Le résultat net avant impôt s'établit à 2 014 millions de francs soit un triplement par rapport à 1996.

Année	1997	1996	1995	1994	1993
PNB	44 066	39 502	35 793	32 793	28 260
Frais de gestion	(13 435)	(11 939)	(11 939)	(11 939)	(11 939)
Dotations	(6 785)	(3 793)	(3 793)	(3 793)	(3 793)
Exceptionnels et divers	1 566	(1 939)	(1 939)	(1 939)	(1 939)
Résultat net avant impôt	2 014	5 112	5 112	5 112	5 112
Impôt	(1 997)	(983)	(983)	(983)	(983)
Résultat net d'ensemble	6 219	4 129	4 129	4 129	4 129

Le résultat brut d'exploitation de Banque et Finance Internationales est de 6 637 millions de francs, en hausse de 46,0 %. Les lignes de métier mondiales ont enregistré des performances satisfaisantes au cours de l'exercice : le commerce international, les financements structurés, la gestion, la banque privée, les actions et les dérivés d'actions, les activités de taux et de change, à l'exception des activités obligataires, la gestion des participations et des créances souveraines, ont toutes contribué significativement à la croissance des résultats de la banque. Avant sa stratégie sur le développement des lignes de métier mondiales, sur la maîtrise des actifs moyens pondérés et sur l'accroissement de sa rentabilité, le réseau international a, pour ce qui le concerne, accru de près de 40 % son résultat brut d'exploitation. Le résultat net avant impôt s'élève à 5 560 millions de francs en hausse de 22,6 % par rapport à 1996.

Année	1997	1996	1995	1994	1993
PNB	11 484	7 157	7 157	7 157	7 157
Frais de gestion	(437)	(413)	(413)	(413)	(413)
Dotations	(318)	(15)	(15)	(15)	(15)
Résultat net avant impôt	10 729	6 729	6 729	6 729	6 729
Impôt	(520)	(226)	(226)	(226)	(226)
Résultat net d'ensemble	10 209	6 503	6 503	6 503	6 503

### Des provisions globales de 3 milliards de francs pour l'Asie.

La BNP est, de longue date, active en Asie, l'un des points forts de son ancrage international. La crise ouverte à mi-97 a concentré l'attention sur cinq pays de la zone (Corée du Sud, Indonésie, Thaïlande, Philippines et Malaisie) touchés à des degrés divers. La BNP a procédé à un recensement complet de ses engagements sur ces cinq pays, et les évalue à 28,4 milliards de francs (4,7 milliards de dollars) à fin janvier 1998. De façon précise, ces engagements comprennent les risques de bilan et de hors-bilan, les crédits de toute maturité y compris le court terme et les opérations de négoce, les titres en portefeuille y compris le trading, les crédits en devises et en monnaie locale. Ils incluent l'ensemble de ces opérations faites au profit des Etats, des banques et des entreprises - hors filiales de sociétés multinationales non originaires de la zone sensible ; ils excluent la partie des risques

garantis hors zone par les institutions publiques (Coface...) et internationales ou par des sûretés en espèces formellement nanties.

Sur la base des procédures de provisionnement dossier par dossier de l'ensemble de ses débiteurs dans les cinq pays, la banque a constitué une provision de 592 millions de francs. A titre prudentiel, une dotation complémentaire de 2 428 millions de francs a également été constituée selon une approche multicritères permettant d'évaluer les conséquences d'une détérioration supplémentaire de risque liée à une aggravation éventuelle de la situation économique et financière de ces pays. La dotation globale sur ces cinq pays s'élève donc à 3 020 millions de francs (500 millions de dollars). Les autres dotations aux provisions pour risques spécifiques s'élèvent à 3 765 millions de francs, montant analogue à celui de 1996.

D'autres provisions ont été constituées. Au titre des engagements sociaux, une dotation de 611 millions de francs couvre les perspectives d'évolution de l'emploi en France et à l'étranger, et les coûts de réorganisation des activités de change intra-européennes. Une provision complémentaire de 285 millions de francs est destinée à couvrir les surcoûts de passage à l'an 2000 et à la monnaie unique notamment dans les entités du réseau international. La perspective de l'Euro a aussi conduit la banque à accélérer l'achèvement de la migration des systèmes informatiques vers un référentiel unique et à constater une charge exceptionnelle de 133 millions de francs à ce titre.

### Une nouvelle amélioration de la qualité des actifs

La banque a procédé en 1997 à une actualisation de la valeur de son propre parc d'immobiliers d'exploitation. Cette opération est restée sans influence sur le résultat consolidé, comme l'avait été l'opération initiale de réévaluation de ce parc menée en 1991-1992. Elle s'est traduite par la constitution d'une provision de 3 374 millions de francs, imputée sur les capitaux propres pour sa valeur nette d'impôt (2 758 millions de francs) et sur l'impôt différé passif pour l'impôt qui lui est attaché (616 millions de francs).

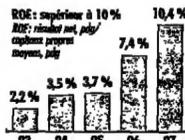
Le taux de couverture des encours douteux spécifiques par des provisions est de 64 %. Les risques douteux et litigieux sur professionnels de l'immobilier en France, qui n'ont plus nécessité en 1997 qu'une dotation de 101 millions de francs, sont couverts par des provisions à hauteur de 70 %.

La provision pour risques sectoriels éventuels reste au niveau atteint à fin 1996, soit 1 430 millions de francs. Les fonds pour risques bancaires généraux progressent légèrement à 6 718 millions de francs.

Grâce à une maîtrise volontariste des actifs moyens pondérés - qui n'ont crû que de 3,0 % au premier semestre 1997 et de 0,1 % au second semestre - le ratio international de solvabilité est de 9,9 %, dont 5,9 % au titre du noyau dur contre 9,1 % et 5,4 % au 31 décembre 1996.

### Une stratégie de création de valeur

La stratégie de création de valeur centrée sur la banque de proximité en France et la banque de grande clientèle au niveau mondial qui avait été définie au moment de la privatisation continue à porter ses fruits. Le rendement des capitaux propres (résultat net rapporté aux capitaux propres moyens) s'élève à 10,4 %, contre 2,2 % en 1993 et 7,4 % en 1996, en avance sur le plan de marche. Le résultat net par action, soit 28,3 francs, est le quadruple de celui de 1993.



En dépit de la progression des résultats récurrents, et sous l'effet notamment de la réévaluation du parc d'immobiliers d'exploitation, le résultat net de la BNP SA pour l'exercice 1997 ressort à 2 100 millions de francs, en baisse de 11,6 % par rapport à 1996.

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 13 mai 1998 un dividende unitaire de 7 francs par action, soit 10,50 francs par action avoir fiscal compris, en hausse de 30 % par rapport à 1996. Le montant des sommes mises en distribution s'élèverait ainsi à 1 493 millions de francs, en hausse de 31 %. Les actionnaires pourront opter pour le paiement du dividende en espèces ou en actions du 26 mai au 15 juin inclus. Le Conseil envisage de supprimer cette possibilité l'année prochaine.

### Tableau de synthèse des résultats

Montant en MF	1997	1996	Variation en %
PNB	44 066	39 502	11,6
Frais de gestion	(13 435)	(11 939)	6,9
ROE	13 435	10 844	23,9
Dotations aux provisions	(6 785)	(3 793)	78,9
Exceptionnels et divers	1 566	(1 939)	N.S.
Résultat net avant impôt	8 216	5 112	60,7
Impôt	(1 997)	(983)	103,2
Résultat net d'ensemble	6 219	4 129	50,6
Résultat net, part du groupe	5 962	3 856	54,6
Capitaux propres moyens, part de groupe	57 296	52 097	10,0

Relations actionnaires : 01 40 14 93 00 / 01 40 14 24 34



BANQUE NATIONALE DE PARIS

**CLIMAT** Les dérèglements climatiques dus au phénomène naturel El Niño ont provoqué une impressionnante série de catastrophes en chaîne - sécheresses, inondations et tem-

pêtes - d'un bout à l'autre de la planète. L'épisode 1997-1998 passera sans doute pour l'une des plus grandes calamités naturelles du siècle. ● AU PÉROU ET EN ÉQUATEUR,

éboulements et inondations sont quotidiens. La capitale péruvienne, Lima, a été touchée pour la première fois par des torrents de boue venus des contreforts des Andes. En Équa-

teur, 18 des 21 provinces que compte le pays sont touchées. Une catastrophe qui oblige les deux pays andins à réviser à la baisse leurs prévisions de croissance. ● LA COMMUNAUTÉ

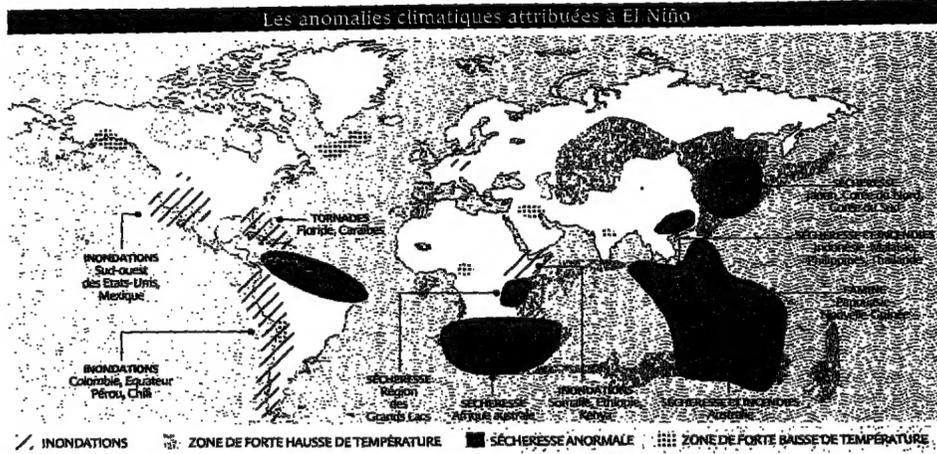
SCIENTIFIQUE a lancé en 1985 un programme d'observation et a étudié pendant dix ans ce phénomène, pour comprendre les effets de balancier climatique que provoque El Niño.

## El Niño a provoqué une des plus grandes catastrophes naturelles du siècle

Le déplacement périodique de cette masse d'eau chaude de la taille des États-Unis, située habituellement dans le Pacifique ouest, est à l'origine des dérèglements climatiques - sécheresses, inondations et tempêtes - survenus d'un bout à l'autre de la planète

**L'ANOMALIE** El Niño est sur le point de mourir, mais ses conséquences sont loin d'être épuisées. Les dérèglements climatiques auquel ce phénomène naturel a donné lieu depuis qu'il est apparu, en mars 1997, et qui devraient se prolonger jusqu'en mai ont provoqué une impressionnante série de catastrophes en chaîne - sécheresses, inondations et tempêtes - d'un bout à l'autre de la planète. Selon l'Organisation météorologique mondiale, « ce Niño est le plus puissant qui ait été enregistré dans les annales météorologiques ». Plus fort que l'épisode de 1982-1983, qui avait été qualifié de « Niño du siècle ».

Cette fois, cependant, l'alerte a été donnée suffisamment tôt, dès le début de l'été 1997, grâce aux moyens de prévision et d'observation mis en place. TAO, un système de bouées, couvre toute la ceinture équatoriale et fournit en permanence des informations sur la température de l'eau. Cela a permis à certains pays d'éviter les plus graves conséquences. Du moins ceux qui le pouvaient. Car, en s'abattant sur des populations parmi les plus démunies et sur des pays disposant de maigres budgets et de régimes souvent imprévisibles, El Niño a provoqué d'immenses dégâts. Aucun bilan global n'a encore été dressé tant les conséquences sont multiples sur les récoltes, les infrastructures et la santé, mais les victimes humaines se comptent par milliers, les dégâts économiques en



milliards de dollars, les pertes écologiques en espèces et territoires entiers. Le précédent El Niño avait fait 2 000 morts et son coût a été évalué entre 10 et 13 milliards de dollars. Le bilan du cru 97-98 sera beaucoup plus lourd. Il passera sans doute pour une des plus grandes catastrophes du siècle.

C'est au moment où on annonce

la disparition d'El Niño que ses manifestations reprennent là où elles ont commencé. De nouveaux incendies viennent en effet de se déclarer sur la partie indonésienne de l'île de Bornéo et à Sumatra, là où, aux mois de septembre et d'octobre 1997, de gigantesques feux de forêt et de tourbe avaient empoisonné l'air d'une partie du Sud-Est

asiatique, de la Malaisie aux Philippines en passant par Singapour et l'Indonésie. El Niño avait alors inversé les saisons, accablant la région d'une terrible sécheresse, au moment où aurait dû s'abattre la mousson, et favorisant le développement des incendies.

Selon des études du World Wildlife Fund (WWF), confirmées par

la *Christian Science Monitor*, plus de deux millions d'hectares de forêt - près de trois fois l'Autriche - ont brûlé dans le seul archipel indonésien. Des espèces végétales et animales ont été mises à mal. Les fumées toxiques ont entraîné une multiplication des maladies respiratoires et un nombre indéterminé de décès prématurés. En outre, la récolte de riz a été gravement perturbée par la sécheresse. Aujourd'hui, le gouvernement indonésien doit importer, selon la Banque mondiale, 4 millions de tonnes de riz (la capacité du marché mondial est de 18 millions de tonnes) pour faire face à un risque de disette, ce qui provoque hausse des prix et émeutes de la faim. En se cumulant avec la crise financière et l'agonie d'un régime féodal, cette situation déstabilise un peu plus ce pays qui est un des plus peuplés du monde.

### MANGER DES RACINES

Le Pacifique sud a aussi été soumis à rude épreuve pendant l'été austral : inondations sur la côte occidentale et sécheresse à l'intérieur en Nouvelle-Zélande, où l'eau est rationnée dans plusieurs régions, sécheresses très accentuées dans la majeure partie de l'Australie, où de vastes feux de brousse ont menacé jusqu'aux portes de Sydney. Les capacités de ces deux pays ont permis

de limiter les dégâts pour les populations. Ce n'est pas le cas de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, où, selon le Vatican, un quart de la population (1,2 million de personnes) en est réduite à manger des racines en raison de la sécheresse, qui a « transformé la terre en ciment ». Combien de personnes sont-elles mortes de faim et continuent de disparaître dans ce pays coupé du monde ? Des milliers, probablement.

C'est aussi vers la fin de l'année 1997 que les conséquences d'El Niño se sont abattues sur la partie orientale du continent africain. Cette fois, il ne s'agit plus de sécheresse, mais d'inondations catastrophiques. Elles ont frappé des pays particulièrement pauvres : le Kenya, la Somalie, les hauts plateaux éthiopiens. En décembre 1997, on enregistrait des précipitations de cinq à dix fois supérieures à la normale. Les populations ont fui en masse ces pluies destructrices, provoquant de longs cortèges de réfugiés de l'environnement ». Les fleuves ont débordé, noyant les récoltes. Les sans-abri se comptent par centaines de milliers.

En Somalie, on dénombre au moins 2 000 morts et, au Kenya, plus de 1 500 personnes sont décédées du paludisme propagé par les inondations. La région des Grands Lacs, qui n'avait pas besoin de ça, a été touchée elle aussi. La sécheresse, consécutive au retard de la saison des pluies, a laissé la place, depuis février, aux inondations.

Autre continent, autres drames. L'Amérique du Sud a payé, et continue de payer, un lourd tribut à El Niño. Les zones côtières du Pacifique, du Mexique au Pérou, connaissent depuis le début de l'année des pluies diluviennes et des inondations dramatiques. L'Amérique du Nord n'a pas été épargnée. La manifestation la plus spectaculaire s'est produite le 23 février aux États-Unis, où « les tornades les plus dévastatrices de l'histoire de la Floride », selon les services météorologiques, ont provoqué l'épouvante et fait une quarantaine de morts.

Le bilan n'est pas cios. Phées exceptionnelles et sécheresses extrêmes continuent de sévir, en particulier sur la façade Pacifique des Amériques. Et des cyclones extrêmement violents sont annoncés, cet été, dans le Pacifique sud.

Jean-Paul Besset

## Le déplacement d'une énorme masse d'eau chaude

DEPUIS DES LUSTRES, les pêcheurs péruviens savent que les eaux froides qui longent leurs côtes - et qui les font bénéficier de très bonnes pêches - deviennent certaines années pauvres en poissons, en raison d'un réchauffement des eaux de surface. Ce phénomène se manifeste en général aux environs de Noël, aussi les Péruviens l'ont-ils baptisé El Niño, en référence à l'Enfant Jésus. Sa périodicité est très variable. Selon un recensement effectué par la National oceanic and atmospheric administration (NOAA), notre siècle a totalisé 23 épisodes, dont trois en 1991, 1994 et 1997. L'écart est court (2 à 3 ans), ou long (7 à 10 ans).

Connu depuis longtemps, ce phénomène devra attendre les années 80 et 90 pour recevoir un début d'explication. Pour savoir si un tel phénomène est prévisible, la communauté scientifique a lancé en 1985 le programme d'observation international TOGA (Tropical ocean and global atmosphere). Les travaux vont durer dix ans et se traduiront par la mise en place d'un ré-

seau de bouées dans l'océan Pacifique et l'utilisation du satellite altimétrique franco-américain Topex-Poseidon, capable de percevoir les dénivellations des eaux océaniques à 2-3 cm près.

En temps normal, une grande masse d'eau chaude de la taille des États-Unis est positionnée à l'ouest du Pacifique, et s'enfonce en profondeur dans l'océan. Les alizés, des vents qui soufflent d'est en ouest dans la zone équatoriale, maintiennent cette « poche » à l'ouest, ce qui a pour effet de surélever le niveau de l'eau de 50 cm. Mais, certaines années, le mécanisme se dérègle. Les alizés faiblissent, relâchent leur pression, et l'eau chaude se propulse alors à la vitesse de 250 km par jour en direction des côtes andines, où elle vient buter. Le niveau de l'eau s'élève alors vers l'est du Pacifique de 25 à 30 cm. Ce phénomène est dû à une différence de pression atmosphérique entre Darwin et Tahiti, que l'on appelle oscillation australe.

Ce phénomène climatique a des répercussions sur toute la planète. Quand la tempéra-

ture de l'eau de mer atteint 28 °C, il se produit une évaporation intense. La vapeur d'eau monte dans l'atmosphère, se refroidit, se condense et provoque des pluies diluviennes. Cela explique qu'en temps normal les pays situés à l'ouest du Pacifique - Philippines, Nouvelle-Calédonie, Asie du Sud-Est, nord de l'Australie et Papouasie-Nouvelle-Guinée - bénéficient d'un climat très humide. Quand elle se décale vers l'est, lors d'un El Niño, la masse d'eau chaude entraîne également vers l'est les pluies diluviennes et les cyclones qui lui sont associés. Pour cette raison, les côtes du Pérou et de l'Équateur, sèches et désertiques habituellement, reçoivent des pluies diluviennes, tandis que les zones habituellement humides connaissent sécheresses et incendies. L'épisode 1997-1998, encore plus spectaculaire que celui de 1982-1983, n'illustre que trop bien cet effet de balancier climatique.

Christiane Gabus

## Le Pérou et l'Équateur redoutent encore le pire

**LIMA**  
de notre correspondant  
De l'eau jusqu'à la ceinture, Alberto Fujimori, en polo vermilion et en short, pose pour les photo-

**REPORTAGE**  
Éboulements, inondations, sécheresse : les pays andins sont sinistrés

graphes dans le lac qu'il a baptisé « la Niña » (la gamine) par opposition au Niño (le gosse) qui ravage le pays. Avant s'étendait ici l'aride désert de Secura. Les travaux de prévention du phénomène climatique ont permis de dévier une centaine de millions de mètres cubes d'eau provenant des fleuves du nord du pays, évitant ainsi l'inondation des villes de Chiclayo et de Piura. Moutettes et flamants roses survolent cette lagune artificielle. Le chef d'État jubile. Il a su dompter El Niño. « Tout n'est pas négatif, assure-t-il. Cette zone peut devenir un centre touristique... »

Partout ailleurs, cependant, le Niño et ses frasques continuent à dévaster le pays tandis que les travaux de prévention paraissent moins efficaces. Éboulements et inondations sont catastrophiques

autant que quotidiens. Le 23 février dernier, Lima, la capitale, où vivent huit millions d'habitants - le tiers de la population du Pérou - et où sont concentrées plus des deux tiers des industries, a été touchée pour la première fois. Des torrents de boue venus des contreforts des Andes ont envahi les quartiers populaires situés à l'est de la ville, jusqu'à atteindre l'autoroute, à cinq cents mètres derrière le palais présidentiel.

Le pire peut arriver à n'importe quel moment dans la capitale alors que la météo a annoncé des pluies « diluviennes » pour le mois de mars, un qualificatif très fort pour une capitale où il ne pleut quasiment jamais et où seul un fin crachin, la *garza*, tombe parfois pendant l'hiver, entre juin et septembre. Pourtant, selon le Centre de prévention des catastrophes, des pluies intenses et continues mettraient en danger quatre cent mille familles qui vivent près des berges des fleuves Rimac, Chillón et Lurín. Des districts entiers comme celui de Huaycan - qui compte 70 000 habitants - blottis dans d'énormes ravins au pied des contreforts des Andes, pourraient être enterrés sous les éboulements.

Depuis quelques semaines, les avalanches sont presque quotidiennes à moins de quarante kilo-

mètres de la capitale, sur les deux routes qui se dirigent vers l'Altiplano, à l'est. Jours et nuits, de longues files de camions attendent que la voie soit déblayée. L'approvisionnement de la capitale étant irrégulier, les prix des denrées alimentaires flambent. Dans l'extrême nord du pays, le fleuve Tumbes est sorti de son lit pour la cinquième fois en deux mois, inondant de nouveaux quartiers. Toute la province est isolée par l'interruption de la route Panaméricaine en plusieurs points, comme le sont aussi le département de Cajamarca, à l'est, ou celui du Madre de Dios, au sud-est.

### LA LENTEUR DES SECOURS

Partout, ce qui frappe, c'est la lenteur des secours, centralisés depuis Lima. Ni l'armée, ni la défense civile, ni les maînes ne sont utilisées comme elles pourraient l'être pour porter secours et aider les populations des quatre départements sinistrés. En réalité, personne ne doit porter ombrage au président Fujimori, qui, avec trois ans d'avance, a profité de la catastrophe pour lancer la campagne qui, espère-t-il, devrait le conduire pour la troisième fois consécutive à la présidence du pays. Mais comme le chef de l'État n'a pas le don d'ubiquité, la population sinistrée attend stoïque-

ment sa visite messianique... En Équateur, voisin du Pérou, la situation est tout aussi désespérée : 18 des 21 provinces que compte le pays sont touchées. Un million de mètres cubes d'eau se sont abattus, le 26 février, dans la forêt, près de la ville d'Esmeraldas, à 180 kilomètres de la capitale, Quito, provoquant la rupture de l'oléoduc et un incendie gigantesque. La presse parle de sept morts, d'une quarantaine de disparus et de plus d'une centaine de blessés. Depuis octobre dernier, le Niño a provoqué la mort d'environ 140 personnes et causé des dégâts supérieurs à 800 millions de dollars.

C'est un coup dur pour les deux pays andins, qui vont devoir réviser à la baisse leurs prévisions de croissance. La Banque mondiale estime que le phénomène du Niño pourrait coûter au moins 1,5 % de croissance à l'Équateur, tandis que les autorités péruviennes pensent que chez eux la chute de l'activité sera de 3 %. En Bolivie, victime également de la catastrophe, la sécheresse dans les vallées tempérées et sur l'Altiplano, soit le tiers du territoire, aurait détruit 60 % des cultures vivrières. Près de cinquante mille familles indigènes seraient réduites à la famine...

Nicole Bonnet

## Dépôt de bilan.

Béatrice Majnoni d'Intignano  
L'usine à chômeurs

280 P  
120 F

PLON

السنة 1350

ts au Kosovo

proprie les mises en garde

Bratko, qui n'a rien de plus que son rôle de président de la République, les forces armées serbes ont récemment procédé à une offensive en force de

MARGINALISER LES... Les forces armées serbes ont récemment procédé à une offensive en force de... Les forces armées serbes ont récemment procédé à une offensive en force de...

ions avec Monica

Les forces armées serbes ont récemment procédé à une offensive en force de... Les forces armées serbes ont récemment procédé à une offensive en force de...

age transatlant

Les forces armées serbes ont récemment procédé à une offensive en force de... Les forces armées serbes ont récemment procédé à une offensive en force de...

De violents combats ont fait 300 morts dans l'est du Congo-Kinshasa

AU MOINS trois cents personnes ont été tuées, fin février, lors de combats entre l'armée et des milices tribales mai mai, dans le Nord-Kivu, une zone frontalière du Rwanda et de l'Ouganda, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), a annoncé, jeudi 5 mars, l'Association zaïroise de défense des droits de l'homme (Azadho).

Selon l'association, les combats ont débuté le 20 février à Butembo, ville proche de la frontière ougandaise située à 300 km au nord de la capitale provinciale, Goma (1 600 km à l'est de Kinshasa). Des miliciens mai mai, « armés de pions, de machettes, de flèches et de quelques fusils » ont pris de nuit le contrôle de la ville et se sont attaqués « particulièrement aux soldats » de la garnison, originaires du Katanga (sud).

L'arrivée de renforts a permis aux militaires de reprendre Butembo. « C'est alors que les soldats se sont mis à tirer sur d'innocents civils pour exercer une pression morale sur les Mai mai, afin qu'ils décrochent. Des jeunes garçons, des filles et des enfants accusés d'être des Mai mai ont été systématiquement massacrés », accuse l'Azadho, qui cite notamment un des militants originaires de la ville.

« Le 22 février, un secouriste réquisitionné pour évacuer les corps parle d'au moins 200 morts, dont plus de la moitié seraient des civils », ajoute le texte.

Des accrochages se sont poursuivis jusqu'à fin février dans les localités voisines de Butembo, selon la même source, qui cite les villages de Kyondo et d'Isaï, où « les militaires ont incendié plusieurs maisons » et arrêté des hommes adultes pour les « emmener vers une destination inconnue ». L'Azadho assure que « des sources non gouvernementales concordantes confirment que les chiffres de 300 victimes et plusieurs dizaines de maisons détruites sont largement dépassés ».

« EAU MAGIQUE » PARE-BALLES Frontalières de quatre pays (Ouganda, Rwanda, Burundi et Tanzanie), les deux provinces du Kivu (Nord et Sud) sont depuis 1993 en proie à une insécurité caractérisée par des troubles ethniques. La région subit aussi les contre-coups des guerres civiles rwandaise et burundaise et de plusieurs rébellions actives en Ouganda. Des groupes armés ougandais, rwandais et burundais utilisent le Kivu comme base arrière, accroissant encore l'instabilité d'une région déjà troublée par des conflits fonciers, des rivalités de chefs coutumiers et des litiges entre éleveurs et cultivateurs.

Le président indonésien maîtrise encore la crise

Laborieuse poursuite des négociations avec le FMI

En l'absence d'une opposition organisée, le président Suharto conserva une marge de manœuvre pour faire face à la crise. Le chef de l'Etat indonésien éprouve,

par contre, de sérieuses difficultés pour obtenir l'aide du Fonds monétaire international sans en appliquer les remèdes.

DJAKARTA

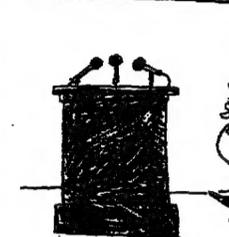
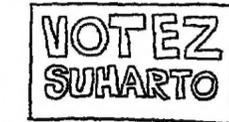
Depuis deux semaines, plusieurs campus universitaires du pays-archipel sont le théâtre de manifestations anti-gouvernementales. Mais cette agitation pacifique, que les forces de sécurité observent sans intervenir, n'occulte pas encore une apathie politique assez générale. Si quelques violences ont eu lieu depuis le début de 1998, les Indonésiens éprouvent toujours du mal à cerner les causes de leur crise la plus sérieuse depuis les années 60.

Dans l'immédiat le président Suharto conserve une relative marge de manœuvre. Les violences sporadiques, dont des commerces chinois ont souvent fait les frais en janvier et février, ont pris fin, pour l'instant, sans avoir gagné les grandes villes. Les gens manifestent contre le coût de la vie, l'inflation ayant, officiellement, atteint près de 20 % en deux mois.

L'agitation sur des campus universitaires a une consonance plus politique. A Djakarta, Yogyakarta, Bandung, Surabaya et dans quelques autres villes, des étudiants et parfois leurs professeurs se sont rassemblés sur leurs campus pour réclamer des réformes et, parfois, le départ de Suharto.

Washington a menacé de bloquer toute aide au gouvernement indonésien si le programme du Fonds n'était pas suivi à la lettre. Quelques étudiants ont entamé des grèves de la faim. Jeudi 5 mars, à Yogyakarta, une dizaine de milliers d'étudiants ont assisté à un forum au cours duquel plusieurs orateurs ont sévèrement critiqué les autorités.

« SUHARTO INC. CONTRE FMI » Le FMI doit-il ou non verser les 3 milliards de dollars attendus par Djakarta le 15 mars ? S'il le fait, il risque de se décredibiliser et entravera durablement sa capacité à imposer ses positions à d'autres pays en difficulté. S'il le bloque, il risque à l'inverse d'ébranler un peu plus la confiance des investisseurs et de provoquer des remous monétaires dans la région. Dilemme.



masse, le chef de l'Etat, qui tient le pays d'une poigne très ferme, demeure assez libre de ses mouvements. L'un de ses critiques les plus en vue, Amien Rais, dirigeant de la Muhammadiyah, organisation musulmane qui regroupe une vingtaine de millions de fidèles, lui a cependant donné « un semestre » pour redresser la situation.

En auraient-ils les moyens, ces opposants ne sont pas prêts à passer à l'action. Amien Rais est favorable à une action populaire non violente du type de celle qui avait abouti au renversement des Marcos aux Philippines. Elle demande à Megawati Sukarnoputri, fille aînée de feu Sukarno, a relevé, de son côté, la « crise de confiance dans le gouvernement ».

Ces assurances interviennent alors que le FMI pourrait reporter, de deux ou trois semaines, une tranche de 3 milliards de dollars de crédits. Cette possibilité a de nouveau fait chuter la roupie : vendredi 6 mars, elle a franchi le plafond des 32 000 roupies pour 1 dollar.

Structurelles se font attendre, les monopoles n'ont pas été démantelés, le système financier n'est pas assaini. Pis, le vieux patriarcat s'accroche à l'idée de lier la roupie au dollar, ce qui provoquerait une fuite des capitaux massive dont sa famille ne serait pas la dernière à profiter.

Certains observateurs pensent que ce serait une folie que le FMI et les Etats-Unis se désengagent en ce moment. Mais l'administration Clinton, qui a déjà du mal à défendre l'augmentation de capital du FMI au Congrès, ne peut se permettre d'être faible à l'égard de l'Indonésie, qui est devenu le symbole des défaillances de l'institution dans la gestion de la crise asiatique.

Le FMI s'appuie à opter pour la fermeté. Michel Camdessus, le directeur général du Fonds, rappelle volontiers que le FMI travaille « avec des gouvernements souverains à qui on ne peut pas forcer la main ». Cette règle va peut-être trouver ses limites à Djakarta.

Babette Stern

Trente morts et deux cents blessés dans un attentat au Sri Lanka

NEW DELHI. Trente morts, plus de deux cents blessés, la capitale du Sri Lanka a de nouveau été, jeudi 5 mars, le théâtre d'un sanglant attentat attribué aux Tigres de libération de l'Eelam Tamoul (LTTE) qui luttent pour un Etat indépendant au nord de l'île. C'est un bus vide de tout passager qui a explosé à l'heure du déjeuner dans un quartier populaire de Colombo. C'est la quatrième fois en six mois que le LTTE, qui ne revendique jamais ces actions, porte la guerre en pleine rue alors que le gouvernement a lancé une offensive militaire et politique pour tenter d'obtenir une solution à un conflit qui a déjà fait plus de 50 000 morts, depuis 1983.

Violents affrontements entre l'armée colombienne et la guérilla. BOGOTA. Les renforts de l'armée envoyés dans la jungle de Caguán, département du Cauca (dans le sud de la Colombie), où ont lieu de très violents combats depuis dimanche, ont été, jeudi 5 mars, le contact avec l'unité de l'armée encerclée par la guérilla. Le ministre de la défense, Gilberto Echeverry, a expliqué dans un communiqué qu'un « pont aérien a été établi pour permettre l'évacuation des blessés et des soldats se trouvant dans la zone ».

Un peu plus tard, lors d'une conférence de presse, il s'est refusé à donner un bilan des pertes de l'armée. Dans la matinée de jeudi, le commandant en second de l'armée de terre, le général Fernando Tapias, avait avancé le chiffre d'une centaine de victimes sans faire la distinction entre soldats et guérilleros.

PROCHE-ORIENT. IRAK: l'inspecteur américain de l'ONU, Scott Ritter, que l'Irak avait empêché en janvier de travailler, est arrivé, jeudi 5 mars à Bagdad, pour procéder aussitôt à des inspections. Vendredi 6 mars, M. Ritter devrait à nouveau se rendre sur des sites irakiens. Les inspections de l'expert américain accusé par les Irakiens de multiplier les provocations pourraient être un test de la bonne volonté de Bagdad après l'accord intervenu entre l'ONU et l'Irak à propos des visites des sites prosaïdiens.

EUROPE. UNION EUROPEENNE: le président de la Commission européenne Jacques Santer a estimé, jeudi 5 mars à Rostock (Allemagne), que le fort taux de chômage qui frappe l'Europe ne pourra vraiment reculer que dans cinq ans. La condition de ce recul est une coopération internationale à tous les échelons, selon les propos de M. Santer, qui s'exprimait devant les ministres-présidents des Länder (Etats régionaux) issus de l'ex-RDA. Cette coopération internationale ne signifie pas que l'Union européenne a l'intention de se lancer dans de coûteux programmes pour l'emploi, a cependant ajouté M. Santer.

EUROPE. HONGRIE/SLOVAQUIE: le gouvernement hongrois a décidé, jeudi 5 mars, de reporter la signature d'un accord avec la Slovaquie sur le barrage de Gabčíkovo, alors que la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye avait ordonné aux deux Etats de trouver un compromis avant le 25 mars. Un projet d'accord, prévoyant notamment des travaux côté hongrois, à Nagymaros, avait été conclu entre les deux pays le 27 février, mais il avait entraîné, le lendemain, des manifestations en Hongrie.

EUROPE. SLOVAQUIE: l'élection présidentielle, organisée jeudi 5 mars au Parlement de Bratislava, s'est soldée par un nouvel échec, aucun des deux candidats inscrits n'ayant obtenu la majorité nécessaire au Parlement.

EUROPE. BIÉLORUSSIE: les représentants de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) en Biélorussie se comportent comme des « avocats au service de l'opposition » a déclaré, jeudi 5 mars, le président autoritaire de cette République ex-soviétique, Alexandre Loukachenko. La mission de l'OSCE a été inaugurée le 27 février par le président en exercice de cette organisation, le ministre polonais des affaires étrangères, Bronislaw Geremek.

Advertisement for 'S'envoler ça donne des ailes' featuring a list of flight destinations and prices from Paris. Destinations include Rome, Pisa, Malte, Catane, Marrakech, Santorin, Chypre, Hurgada, Los Angeles, Abidjan, Bombay, Mombasa, and Saint Domingue. Prices range from 680F to 4900F.

# Nouvelle opération de la police serbe : au moins 20 morts au Kosovo

## La répression policière dans la province à majorité albanaise se poursuit, alors que la communauté internationale multiplie les mises en garde à l'intention des dirigeants de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro)

Une nouvelle opération des forces de l'ordre de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) s'est déroulée, jeudi 5 mars, dans la province du Kosovo, peuplée à 90 % d'Albanais. Selon

un bilan provisoire, l'attaque contre une dizaine de villages proches de Pristina aurait fait au moins vingt morts parmi la communauté albanaise. Deux policiers serbes ont été tués. A Belgrade, le minis-

tre de l'intérieur a annoncé que la police avait découvert « un arsenal recouvert de bombes et d'autres explosifs ». La population tentée de fuir les combats en empruntant des

moyens de fortune. Cette poursuite de la répression au Kosovo a été dénoncée par la communauté internationale. Le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, a averti le président Slobodan Milosevic, jeudi à

Belgrade, qu'un « règlement politique » était urgent au Kosovo. Les Etats-Unis ont annoncé leur décision de suspendre certaines mesures récentes prises dans le domaine commercial en faveur de la RFY.

DES TIRS ont repris tôt, vendredi 6 mars, près de Drenica, dans le centre du Kosovo (sud de la Serbie), selon Adem Meta, secrétaire du comité local des droits de l'homme, qui habite à Srbica (région de Drenica). Les forces serbes avaient lancé jeudi une attaque massive contre une dizaine de villages peuplés d'Albanais en utilisant des canons, des blindés et des hélicoptères.

Le pilonnage de l'artillerie serbe visait particulièrement le secteur de Srbica - bastion de « l'armée de libération du Kosovo » (UCK) - et aurait fait plusieurs dizaines de morts et de nombreux blessés, selon un porte-parole du « Centre d'information de la république du Kosovo » (indépendantiste). Selon des réfugiés albanais, des attaques à l'artillerie lourde ont visé les propriétés de deux familles qui sont soupçonnées d'entretenir des liens avec l'UCK. Ce sont ensuite les villages situés dans les environs de la ville de Srbica, à 25 km à l'ouest de Pristina, la capitale du Kosovo, qui ont été attaqués. Femmes et enfants fuyaient par

certains, jeudi soir, à bord de tracteurs, de charrettes tirées par des chevaux ou à pied la région de Drenica, théâtre depuis l'aube de violents affrontements entre

tion au régime serbe. Un groupe d'une dizaine de femmes parties à pied du village de Galica parcourent en fin d'après-midi les derniers kilomètres de l'étroit

week-end à Oriz et Likoshani [où 25 Albanais ont été tués]. Dès que nous avons appris que la police serbe commençait à assiéger des villages voisins, nous avons fui », ont raconté ces femmes qui allaient se réfugier chez des parents à Vucitran. Le ministre serbe de l'intérieur a pour sa part confirmé à Belgrade la conduite d'une opération dans le secteur de Srbica « en réponse à une attaque des terroristes » et a annoncé que vingt « terroristes » albanais et deux policiers avaient été tués lors des affrontements. Cette attaque est intervenue cinq jours après des affrontements entre Albanais et la police serbe qui ont fait dans la même région vingt-cinq morts côté albanais et quatre morts dans les rangs de la police.

geants et étudiants albano-phones. Il est « urgent de redoubler nos pressions diplomatiques sur Belgrade et lui indiquer que la communauté internationale ne restera pas sans rien faire (...) pendant que la répression policière sévit » au Kosovo, a déclaré aux journalistes le chef de la diplomatie britannique, dont le pays assure la présidence tournante de l'Union européenne. Robin Cook a indiqué qu'il avait eu un entretien téléphonique avec Ibrahim Rugova, chef de la LDK et « président de la République du Kosovo », non reconnue par la communauté internationale. M. Cook a indiqué que « d'autres initiatives diplomatiques seront prises » pour amener Belgrade à coopérer davantage. Il a mentionné notamment la réunion, lundi à Londres, du Groupe de contact (Allemagne, France, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Russie, Italie). M. Cook a dit espérer que M. Milosevic accepterait l'ouverture d'un bureau de l'Union européenne à Pristina, chef-lieu de la province. Selon le secrétaire au Foreign Office, Slo-

bodan Milosevic a maintenu sa position, à savoir que le Kosovo est une « affaire intérieure » serbe. « Plus l'intérêt de la communauté internationale sera grand pour ce problème, plus nous serons en mesure d'exercer des pressions » sur Belgrade, a précisé Robin Cook.

« MARGINALISER LES TERRORISTES »  
A l'exception de certains progrès possibles sur l'enseignement des Albanais du Kosovo, Belgrade ne semble pas admettre, selon M. Cook, que « d'autres mesures significatives doivent être prises pour [octroyer] une autonomie accrue au Kosovo ». Le ministre britannique a jugé nécessaire de « marginaliser les terroristes » et d'apporter un soutien plus ferme aux éléments modérés, notamment à M. Rugova. Il a exclu une éventuelle « action militaire » internationale au Kosovo, car « ce que nous recherchons, c'est une solution politique ». M. Milosevic « a un temps limité » pour l'admettre, a ajouté le ministre, et « je lui ai transmis clairement ce message ». (AFP Reuters.)

### Washington hausse le ton

Washington a durci le ton à l'égard de Belgrade, jeudi 5 mars, en annonçant sa décision d'annuler certaines mesures prises en faveur de la Serbie, par mesure de rétorsion pour son attitude dans la crise au Kosovo. L'émissaire américain pour les Balkans, Robert Gebard, avait annoncé, le 23 février, plusieurs mesures pour récompenser Belgrade de sa coopération dans l'application des accords de Dayton, comme par exemple des droits d'atterrissage à la compagnie aérienne yougoslave JAT et une augmentation du nombre de diplomates serbes aux Nations unies. La secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright doit proposer, lundi à Londres, devant des homologues européens des sanctions contre la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro). Le président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, Benjamin Gilman, a demandé qu'une éventuelle « option militaire » soit examinée. (AFP)

la police serbe et Albanais. Plusieurs centaines d'autres les avaient déjà précédés dans la journée, selon Hajzer Krasniqi, responsable à Vucitran de la LDK, principal parti albanais d'opposi-

chemin de terre menant à Vucitran (30 km au nord-ouest de Pristina), à travers la montagne de Scavica. « Nous n'avons pas osé rester chez nous après le massacre du

### INITIATIVES DIPLOMATIQUES

Cette nouvelle flambée de violence survient alors que le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, est en visite officielle à Belgrade, où il a rencontré le président yougoslave, Slobodan Milosevic, ainsi que des diri-

## Neuf membres présumés du GIA ont été arrêtés en Belgique

BRUXELLES  
de notre correspondant

Une vaste opération de police, menée dès l'aube du jeudi 5 mars dans plusieurs quartiers de Bruxelles, ainsi qu'à Verviers, a abouti à l'arrestation de neuf membres présumés des Groupes islamiques armés algériens (GIA). Le seul homme dont l'identité a été établie avec certitude est Farid Melouk, trente-deux ans, un Français d'origine algérienne, condamné par défaut le 18 février à sept ans de prison par le tribunal correctionnel de Paris pour sa participation à la vague d'attentats terroristes en France, au cours de l'été 1995.

Farid Melouk était l'un des piliers du groupe de Chasse-sur-Rhône, une localité de la banlieue lyonnaise où avaient été préparés des attentats perpétrés notamment par Khaled Kelkal, qui fut tué en essayant d'échapper aux gendarmes.

était également interpellé dans un autre quartier de Bruxelles. Mais Farid Melouk avait réussi à se réfugier dans les combles de la maison avec des armes et menaçait de faire sauter l'immeuble en cas d'assaut. Après blocage du quartier et évacuation des habitants des immeubles avoisinants, les gendarmes parvenaient à s'emparer de Melouk dans la soirée, en le contraignant à sortir de son refuge à l'aide de grenades lacrymogènes.

Johan Vandé Lanotte, ministre belge de l'intérieur, présent sur les lieux, a salué cette opération comme un « succès » de son pays dans la lutte antiterroriste, prouvant que la Belgique pouvait mener à bien ce type d'opérations. Il notait cependant que ce succès avait été permis par l'envoi de renseignements spécialisés italiens de localiser avec précision le repaire des militants des Groupes islamiques armés.

Le ministre belge de l'intérieur, M. Vandé Lanotte, a salué cette opération comme un « succès » de son pays dans la lutte antiterroriste

Les interpellations de Bruxelles, opérées par l'escadron spécial d'intervention de la gendarmerie (ESI) - équivalent belge du GIGN - ont nécessité un siège de douze heures d'une maison située dans le faubourg d'Ixelles. L'irruption des gendarmes a permis, dans un premier temps, d'arrêter six occupants des lieux après une brève fusillade, au cours de laquelle un des présumés terroristes a été légèrement blessé. Un autre suspect

**DETAILLANT GROSSISTE**  
VEND AUX PARTICULIERS  
MATELAS & SOMMIERS  
Tous les dimanches - Paris ou réverbères  
SYNSELIX - TRESA - REEDA - SHOKS  
DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC...  
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC  
CUIRS - Tissus - Alcantara  
Steiner - Coulon - Duvalier - Sulfon - Etc.  
Vente par téléphone possible  
Livraison gratuite sur toute la France  
**MOBECO**  
741, rue de Belleville PARIS 19<sup>ème</sup> Téléphone  
30 avenue d'Italie PARIS 12<sup>ème</sup> P. de laite  
**01.42.08.71.00** - 7j/7

## Le témoignage de Bill Clinton tend à confirmer ses relations avec Monica Lewinsky

WASHINGTON  
de notre correspondant

L'affaire Monica Lewinsky est peut-être entrée dans une phase critique. L'évolution du scandale de la liaison présumée du chef de la Maison Blanche avec l'ancienne stagiaire de la présidence (ainsi que le sort des autres affaires ayant échaoué M. Clinton depuis cinq ans), incite cependant à ne pas tirer de conclusions hâtives quant à d'éventuelles conséquences politiques. Les révélations du Washington Post apparaissent embarrassantes pour le chef de l'exécutif, d'autant qu'elles ont été implicitement confirmées, jeudi 5 mars, par son avocat personnel, Robert Bennett.

Elles reviennent à paraphraser le texte de la déposition sous serment faite par Bill Clinton, le 17 janvier, dans le cadre de l'affaire Paula Jones, cette jeune femme qui l'accuse de « harcèlement sexuel ». Les avocats de M<sup>me</sup> Jones, qui cherchent à accréditer l'idée que l'intéressé n'en est pas à sa première « aventure » sexuelle, avaient interrogé le président pendant cinq heures. Celui-ci s'était livré à une série de mises au point, lesquelles, selon le Washington Post, tendent à accréditer l'existence de relations privilégiées entre Bill Clinton et M<sup>me</sup> Lewinsky.

Alors que Mike McCurry, porte-parole présidentiel, a « catégoriquement » démenti que la Maison Blanche soit à l'origine de ces « fuites », M. Bennett a fait la déclaration suivante : « La pr-

ation [du compte rendu] de la déposition constitue un acte blâmable et immoral, qui montre le plus grand respect pour le juge Johnson [qui préside les auditions du Grand jury sur l'affaire Lewinsky]. Il est pratiquement impossible de savoir comment ces « fuites » se sont produites, a ajouté l'avocat, mais il n'y a aucun doute qu'elles sont le fait des adversaires du président.

### DELICATE POSITION POUR LE PROCUREUR

An cours de son audition, M. Clinton aurait démenti avoir eu une relation sexuelle avec la jeune femme. Le président ne nierait pas que M<sup>me</sup> Lewinsky lui ait rendu visite dans son bureau (au moins à cinq reprises) et qu'ils aient pu y être seuls. Sans fournir d'explications sur la fréquence de ces visites, il affirme par ailleurs qu'il n'est pas personnellement à l'origine des recommandations appuyées dont Monica Lewinsky a bénéficié pour trouver du travail après avoir quitté la Maison Blanche. Toujours selon le Washington Post, c'est par Bruce Lindsey (son conseiller le plus proche) que le chef de l'exécutif aurait permis que Monica Lewinsky soit choisie comme témoin dans l'affaire Paula Jones. Le recommander avait évoqué cette échéance avec l'ancienne stagiaire.

Il exercé des pressions sur la jeune femme pour qu'elle nie les faits ? Aucun des vingt-cinq témoins qui ont déjà été entendus par le Grand jury n'était probablement en mesure de répondre à ces questions. Vernon Jordan, lui, le peut.

L'effacement médiatique qui a entouré son audition tient au fait que les relations entre les deux hommes étaient réputées tendues depuis quelque temps, l'avocat reprochant au président de ne pas l'avoir informé de la convocation de M<sup>me</sup> Lewinsky dans l'affaire Paula Jones. Mardi, Vernon Jordan a coupé court aux rumeurs, en soulignant que ses relations d'amitié avec Bill Clinton sont intactes, et en étant ouvertement hostile à la jeune femme de mentir. Cette mise au point n'est pas de son propre chef pour le procureur spécial, Kenneth Starr, dont l'enquête sur l'affaire Lewinsky semblait pénétrer.

Celles-ci peuvent être gênantes pour M. Clinton, mais M. Starr est également dans une position délicate : si Monica Lewinsky confirme la version des faits du président, le procureur indépendant doit impérativement trouver des témoins directs susceptibles d'étayer ses accusations. Faute de quoi, celles-ci ne pourront que renforcer la thèse des conseillers de la Maison Blanche, pour qui le procureur Starr est l'instrument d'un « complot » politique contre Bill Clinton.

Laurent Zecchini

## Paris est hostile à un traité de libre-échange transatlantique

BRUXELLES  
de notre correspondant

Sir Leon Brittan, le vice-président de la Commission européenne chargé de la politique commerciale, veut faire approuver mercredi 11 mars par ses collègues un projet de traité transatlantique à négocier avec les Etats-Unis d'ici à la fin 1999. L'idée est de supprimer un maximum d'obstacles aux échanges entre les deux principales puissances commerciales mondiales. La France est hostile à cette initiative, craignant qu'elle fragilise l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et convaincue qu'elle ne peut être que dangereuse pour l'agriculture et l'audiovisuel européens, deux secteurs jusqu'ici encore protégés contre les assauts des Américains.

Mercredi 4 mars, à Bruxelles, lors d'un premier débat d'orientation, certains ont émis des doutes sur l'opportunité de l'exercice, si près du Millénaire Round (le nouveau cycle de négociations commerciales dans le cadre de l'OMC). Mais les deux Commissaires français, Edith Cresson et Yves-Thibault de Silguy, ont été les seuls, avec Ritt Bjerregaard, la Commissaire danoise, à s'opposer avec netteté à la démarche de Sir Leon. Si bien que, selon toute probabilité, son projet sera approuvé par le collège la semaine prochaine et que le débat se déplacera alors devant les ministres des affaires étrangères, le 30 mars.

La première conséquence de

l'initiative de M. Brittan pourrait être ainsi de susciter de nouvelles tensions entre les quinze puis d'aggraver le dialogue déjà difficile entre l'Union et les Etats-Unis. Les contentieux existants sont en effet déjà nombreux : bananes, boeufs aux hormones, OGM (organismes génétiquement modifiés), normes sanitaires et surtout les deux bois extra-territoriaux, Helms-Burton et D'Amato.

### LE PROJET DE « NTM »

On prête à M. Brittan l'intention d'obtenir du Conseil un mandat de négociation avec le traditionnel Sommet euro-américain de printemps, qui réunira à la mi-mai Bill Clinton, Tony Blair (sa tant que président en exercice du Conseil européen) et Jacques Santer, le président de la Commission, avec comme objectif de recueillir un feu vert politique sur lequel il serait ensuite difficile de revenir. Plusieurs des thèmes abordés par le projet de traité requerrant une décision prise à l'unanimité, la France devrait pouvoir, si elle le veut, opposer son veto.

supplémentaire pour réduire les obstacles non tarifaires ; la mise en place d'un organisme transatlantique de règlement des différends.

Les premières réactions américaines ont été tout sauf enthousiastes. L'administration est apparemment divisée, comprenant que dans une telle entreprise, les Etats-Unis devraient, eux aussi, lâcher du lest, alors que le Congrès est des plus réticents, comme l'a illustré son refus, en novembre, de donner un quasi blanc-seing (fast track) au président Clinton pour les négociations commerciales à venir.

Une telle réticence n'est pas faite pour rassurer les Français. Malgré les promesses de la Commission de tenir à l'écart de la négociation tant l'agriculture que l'audiovisuel, ils comprennent qu'un des moyens d'attirer les Américains sera de leur promettre de les y inclure, tout de suite ou plus tard. Ils sont convaincus que Leon Brittan l'a déjà fait.

Commissaire chargé des affaires industrielles, se prête à un tel glissement.

Paris fait valoir que l'élimination des derniers droits de douane industriels profiterait principalement à des pays tiers, tels le Japon ou la Corée, puisque le bénéfice leur en serait étendu en application de la clause « NPF ». Les derniers « pics » tarifaires appliqués par l'Union concernent des secteurs sensibles tels les voitures (droit de 10 %), l'électronique grand public, l'aluminium et les textiles. Y renoncer pourrait se révéler lourd de conséquences en termes d'emplois.

Au-delà de ces craintes sectorielles, les Français soulignent que la conclusion d'un tel traité avec les Etats-Unis serait contraire à l'approche multilatérale que l'Union a jusqu'ici privilégiée en matière commerciale. Pour celle-ci, dont la cohésion est trop fragile pour jouer le jeu du bilatéralisme comme le font les Américains (Alena, Apec), l'OMC et son organisme de règlement des différends constituent une protection efficace. Elle ne peut donc prendre le risque de débattre le système multilatéral en engageant une négociation bilatérale avec la première puissance économique mondiale, en vue de s'accorder un traitement mutuellement privilégié. D'après Paris, Renato Ruggiero, le directeur général de l'OMC, aurait déjà fait connaître tout le mal qu'il pensait du projet de M. Brittan.

Philippe Lemaître

السيد محمد الحبيب

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

# Les associations de sans-emploi manifestent à Paris et en province

## Elles réagissent diversement au plan de lutte contre l'exclusion

Trois associations de défense des chômeurs - ACI, Apeis, MNCP - et le comité national des privés d'emploi CGT espèrent rassembler 50 000 personnes, dont 20 000 à Paris, aux manifestations organisées à travers la France, samedi 7 mars, « contre le chômage, les inégalités, les exclusions et pour une redistribution des richesses ».

LA PRÉSENTATION du programme gouvernemental contre les exclusions par Martine Aubry au conseil des ministres du 4 mars n'a pas calmé les ardeurs des associations de défense des chômeurs qui se sont fait connaître cet hiver par les occupations tournantes d'Assezi et d'autres lieux publics et privés. Au contraire. Les trois collectifs ACI, Apeis et MNCP, ainsi que le comité national des privés d'emploi CGT ont décidé de maintenir leur manifestation, annoncée il y a un mois et prévue pour le samedi 7 mars, à Paris et dans trois villes de province.

Leurs réactions au programme Aubry ont été contrastées. Si le MNCP a, dans l'ensemble, approuvé les mesures annoncées, l'Apeis, proche des communistes, s'est montré beaucoup plus sévère, estimant que Lionel Jospin était « passé à côté du mouvement des chômeurs ». De même, dans sa déclaration, la CGT a surtout pointé « l'écart considérable entre les ambi-

tions affichées et les mesures prévues ». Avec comme thème retenu « pour l'égalité des droits de toutes et de tous contre le chômage, les inégalités, les exclusions et pour une redistribution des richesses », la manifestation de samedi rassemble toutes les organisations qui sont favorables à l'émergence d'un mouvement social. Parmi les signataires, on retrouve les associations de défense des chômeurs, mais aussi de lutte contre l'exclusion, comme le comité des sans-logis (CDSL), DAL et Droits devant I, la coordination nationale des sans-papiers, le collectif national Droits des femmes et Act up, les syndicats CFDT opposés à Nicole Notat et affiliés à l'association Tous ensemble, la CGT financée, la FSU, le Groupe des dix, les syndicats SUD.

**LIGNE DE PARTAGE**  
Cette ligne de partage traverse le gouvernement, puisque la manifestation a reçu le soutien des Verts et du PCR. Lutte ouvrière et la LCR se sont présentés dans le cortège. Les anarcho-syndicalistes de la CNT, qui participent à une marche contre le chômage, partis le 23 février de Vaux-en-Val (Rhône), pour arriver le 7 mars, à Paris, seront aussi représentés. La CGT est coorganisatrice de la manifestation. Des frictions sont cependant apparues entre la CGT, qui souhaitait plusieurs rassemblements en province, et les associations de chômeurs qui préconisaient une grande manifestation à Paris. Ainsi, à Nancy, un appel a été lancé par la CGT seule.

Les organisateurs espèrent rassembler autour de 20 000 personnes à Paris et 50 000 à l'échelon national. Des manifestations régionales sont organisées à Marseille, Toulouse et Rennes. A Paris, le cortège se rend de la gare du Nord à la place de la Nation. Comme pour la manifestation du 17 janvier, qui avait rassemblé 12 000 personnes à Paris, le cortège parisien qui sera grossi des apports du Nord, de la Haute et Basse-Normandie, de la région Centre et d'une partie de l'Est risque d'être essentiellement composé de militants associatifs.

« La jonction avec des salariés intégrés n'a pas été réalisée », reconnaît François Desanti, respon-

sable du comité national des chômeurs CGT. De même, la mobilisation du côté des syndicats promet d'être limitée. En revanche, six cars sont attendus de Belgique et une délégation d'associations de chômeurs allemands fera le déplacement. Elles ont organisé, dans une centaine de villes allemandes, une deuxième journée nationale d'action qui a rassemblé plusieurs milliers de chômeurs et précaires.

Le 7 mars sera une journée-test pour les associations de défense des chômeurs, mais déjà d'autres actions sont en préparation. Le comité des chômeurs CGT a annoncé un tour de France des chômeurs pour l'emploi qui partira le 1<sup>er</sup> mai de plusieurs endroits pour converger vers Paris, début juin. D'autres marches de chômeurs, organisées par les associations, sont aussi prévues. Par ailleurs, les occupations ponctuelles de lieux publics ou privés ne se sont pas arrêtées. Une cinquantaine d'opérations de ce type se sont tenues au mois de février.

Alain Beauvieux-Méry

# Douze listes de chômeurs et précaires seront présentes aux élections régionales

## Ces regroupements, nés dans la foulée du mouvement de l'hiver mais n'émanant pas des associations qui l'ont animé, expriment une méfiance générale à l'égard des partis politiques

ELLES S'APPELLENT « Urgence sociale », « Chômage basta ! », ou bien encore « Ensemble combattons la misère ». Douze listes, présentes dans dix régions, se sont montées en vue du scrutin du 15 mars, pour défendre la cause des chômeurs et des précaires. Elles ont plus surgi d'initiatives locales spontanées que d'un dessin concerté dans la foulée du mouvement des chômeurs de l'hiver.

Lundi 2 mars, huit d'entre elles se sont réunies à Paris pour se constituer en « coordination de chômeurs », avec une plate-forme commune. Ce n'est pas sans réticences que les associations de défense de chômeurs (ACI, MNCP et Apeis) ont vu ces listes se former. Dans les Alpes-Maritimes, la constitution d'une liste de chômeurs, RMistes, contrats emploi-solidarité, prétraités, nommée « Assez ! », autour de Samuel Allé, a aussitôt entraîné une mise au point de l'antenne départementale d'ACI pour expliquer que l'une n'était pas l'émanation de l'autre. De même, Simon Hadjedj, premier, à

Paris, sur une liste de chômeurs et de victimes de l'administration, s'est mis en congé du Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP), dont il est vice-président. Sur sa liste, on retrouve trente-six membres de l'Association de défense des usagers de l'administration publique et privée (ADUA), présidée par Jean-Claude Delarue, lui-même second de liste.

**PLUTÔT À GAUCHE**  
Présente dans la Somme, la liste « Pour l'avenir par un emploi », dirigée par Jean-Claude Masse, président de l'Association de défense et d'entraide des chômeurs (ADEC), une petite association de chômeurs, proche du MNCP, implantée en Picardie, ne se réclame d'« aucune attache politique ». Marc Quintard, à la tête d'une liste « Citoyens pluriels » dans le Lot, entend rassembler « des personnes qui ne se reconnaissent plus au travers des partis politiques » et qui englobent toutes les sensibilités, « sauf les extrêmes ». Lui-même se qualifie de « gaulliste », alors que son second est un des respon-

sables du comité départemental des chômeurs CGT. La plupart sont cependant éti-quetables à gauche. La liste « Urgence sociale », en Indre-et-Loire, entend « piquer des voix au Front national ». Son responsable, Christophe Rossignol, formateur à la recherche d'un emploi, a été exclu du PS pour avoir présenté une liste qui comprend onze demandeurs d'emploi, « tous issus des milieux associatifs et très peu encartés » (un membre du PRG, un LCR). D'autres listes ont été formées par des personnes ayant participé aux actions du mouvement des chômeurs, comme Patrice Blanzat, à Limoges, responsable du « mouvement de résistance des chômeurs et précaires », ou bien Joseph Michel, en Gironde. Selon Philippe Sarrus, qui mène une liste « Réunir » dans le Gard, « neuf millions de personnes ne sont représentées par personne en France. L'objectif à terme serait de créer une ligue européenne des sans-emploi et précaires ».

A. B.-M.

### Martine Aubry écrit à Nicole Notat

Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a indiqué avoir écrit, mercredi 4 mars, à la présidente de l'Unedec, Nicole Notat, pour lui dire qu'il serait souhaitable « que les partenaires sociaux réfléchissent à l'indemnisation du chômage » pour les jeunes. « Beaucoup de jeunes rentrent aujourd'hui sur le marché du travail par une succession de contrats précaires qui ne leur donnent pas droit à l'indemnisation du chômage, alors qu'on ne leur donne pas la possibilité d'avoir un contrat à durée indéterminée. La restriction du nombre d'heures travaillées pour avoir droit à une indemnisation introduit un rejet de beaucoup de jeunes », a déclaré M<sup>me</sup> Aubry, jeudi, au Sénat. En réponse à une question de Nicole Borvo (PC, Paris), elle a souligné que « le gouvernement souhaite mettre en place pour les jeunes, loin de l'emploi ou d'une qualification directe, un parcours individualisé d'une durée de dix-huit mois pendant lesquels ils pourront être rémunérés ».

### Des députés socialistes apostrophent le gouvernement sur les chômeurs âgés

GROGNE PASSAGÈRE ou offensive concertée ? Le sort des chômeurs âgés, objet d'une proposition de loi examinée en deuxième lecture, jeudi 5 mars à l'Assemblée nationale, a donné lieu à de vives explications entre une partie du groupe socialiste et le gouvernement. L'enjeu de cette bataille concerne le mode de calcul de l'allocation spécifique qui sera versée aux chômeurs âgés de moins de soixante ans ayant cotisé quarante ans à l'assurance-vieillesse. Examiné en première lecture en plein mouvement des chômeurs, le texte est issu d'une proposition communiste, qui retient le principe d'un versement forfaitaire. Le gouvernement, par la voix du secrétaire d'Etat à la santé, Bernard Kouchner, a accepté de reprendre à son compte un amendement fixant un plancher à cette allocation, qui sera fixée par décret de telle sorte que l'ensemble des allocations dont bénéficient ces chômeurs atteigne 5 000 francs, conformément à l'engagement pris par le premier ministre. Mais il a refusé de retenir, conjointement au versement d'une allocation forfaitaire, le principe d'un versement plafonné, sur la base du dernier salaire perçu. Prévu dans la proposition initialement déposée par le groupe socialiste, ce mode de calcul, qui aurait permis d'intégrer au dispositif les anciens bénéficiaires de salaires plus conséquents, avait été approuvé en commission des affaires sociales du Sénat, mais déclaré irrecevable par le gouvernement en séance publique, le 3 février. M. Kouchner avait alors

chiffré le coût de l'amendement à 150 millions de francs. « 125 millions », a corrigé Véronique Neiertz (PS, Seine-Saint-Denis), qui s'est exprimée avec véhémence dans l'hémicycle, jeudi, contre la décision du gouvernement de rejeter à nouveau cette proposition. « Nous sommes vraiment perplexes, surtout après avoir entendu M<sup>me</sup> Aubry déclarer qu'il faut des minima sociaux et un accès au droit qui mettent fin à l'assistance », a-t-elle expliqué. « Je n'ose imaginer que le gouvernement puisse spéculer un instant sur la disparition d'une catégorie à laquelle il a fait une promesse ! », a-t-elle conclu, sous forme d'une mise en garde adressée au nom de « tout le groupe socialiste ». La grogne a été suffisamment vive, lors d'une réunion à huis clos du groupe socialiste, mardi 3 mars, pour que certains, dans l'entourage du président du groupe, Jean-Marc Ayrault, y voient la patte du président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius. Le mode de calcul proportionnel au revenu était prévu dans une proposition défendue, sous l'ancien ministre Besson. Le rapporteur général du budget, Didier Migaud, relayé par Gérard Fuchs (Seine-Maritime) dans le huis clos de la salle Colbert, a fait part de son mécontentement, par écrit, au premier ministre. Trop d'indices, dans un climat de méfiance réciproque, aux yeux des plus fidèles du gouverne-

Jean-Baptiste de Montvalon

Ce soir-là, à la " Old Jameson Distillery " de Bow Street, Dublin...

Par Saint Patrick...  
Distillé 3 fois !...

Et par des Irlandais...

JAMESON IRISH WHISKY

**JAMESON L'IRLANDAIS...**

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE, CONSOMMEZ AVEC MODERATION.

AGRICULTURE, dans l'après-midi avait exprimé son désaccord avec les propositions de la Commission de Bruxelles sur la politique commune.

tes publics  
l'alignement  
Strauss-Kahn

et baisse du chômage

agriculteurs

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 7 MARS 1998

LE En de de Pa 22

ceux met con la, d golt réel alon sion avrai ravt pui- Apr que avat ti t dait Chû Tari Dar vral de J con leur roy: Saïl lauv ven pita blei de por dit me Mo trer L en i peu sat pas var trav kilh pre ent ligr pen

**GOVERNEMENT** La réunion bimensuelle du gouvernement, à l'hôtel Matignon, a été consacrée, jeudi 5 mars, à un débat sur la gestion des comptes publics et sur l'utili-

setion des bénéficiaires attendus de la croissance. Lionel Jospin a affirmé, en réponse aux conceptions rigoureuses de Dominique Strauss-Kahn, sa volonté de faire prévaloir une « ma-

trise de gauche » des dépenses de l'Etat. **DEVANT LES CANDIDATS** de la gauche aux élections régionales en Ile-de-France, jeudi soir, le premier ministre a précisé que ses priorités

seront, dans les arbitrages futurs, la lutte contre l'exclusion et la création d'emplois, « en tenant compte de l'inégalité des revenus, des fortunes et des patrimoines ». **AU SALON**

DE L'AGRICULTURE, dans l'après-midi, M. Jospin avait exprimé son désaccord avec les propositions de la Commission de Bruxelles sur la politique agricole commune.

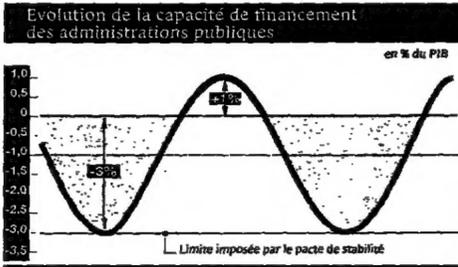
# Lionel Jospin préconise une « maîtrise de gauche » des comptes publics

### Dans le débat sur le partage des fruits de la croissance, qu'il faut d'abord « faire mûrir », le premier ministre rejette l'alignement sur une « politique orthodoxe », formule dans laquelle il est permis de reconnaître les positions défendues par Dominique Strauss-Kahn

DEPUIS que l'on sait que la France est parvenue à abaisser à 3 % du produit intérieur brut (PIB) ses déficits publics en 1997, le nouveau cap économique à poursuivre, dans un contexte de reprise de la croissance, fait débat au sein du gouvernement. Pour éviter tout flottement, Lionel Jospin a visiblement jugé utile de préciser, jeudi 5 mars, ce que sera sa doctrine. Celle-ci tient en une formule, qu'il a utilisée à deux reprises, d'abord en milieu de journée, à l'occasion de la réunion des ministres et des secrétaires d'Etat à l'hôtel Matignon; puis, le soir, lors du meeting au Zénith, à Paris, de la gauche « plurielle »: oui, le gouvernement continuera à œuvrer à une maîtrise des comptes publics, mais il s'agira d'une « maîtrise de gauche ».

Le premier ministre a souhaité, en effet, que la réunion des membres du gouvernement soit consacrée à la « nouvelle donne économique et budgétaire ». Il ne s'agissait donc pas d'évoquer précisément les futurs arbitrages du projet de loi de finances pour 1999, mais plutôt de débattre des perspectives de moyen et de long terme.

Dominique Strauss-Kahn a fait un exposé introductif, avec distribution de graphiques, en insistant sur la nécessité de réduire les déficits et de rembourser la dette. En l'absence de Jean-Pierre Chevènement, le tour de table a été plutôt consensuel et n'a pas révélé de réelles « dissonances », selon un participant, qui parle de « interventions extrêmement convergentes ». Les ministres se sont ainsi retrouvés autour de l'idée de « soutenir



Cette courbe schématisée ce que pourrait être, en théorie, l'évolution des comptes publics, en fonction du cycle économique.

la croissance ». Ils sont aussi convenus qu'il fallait réduire la dette, car sinon, selon un ministre, « ça bouffe de la marge » et le pays risque d'être entraîné d'un « cercle vertueux » vers un « cercle vicieux ».

#### PAS DE DISSONANCES

Les ministres sont tombés d'accord sur le fait que le surplus de rentrées fiscales dégagé par la croissance devra être aussi affecté à la lutte contre l'exclusion ou, encore, bénéficier aux salaires et aux retraites, mais à la condition, selon le mot d'un autre ministre, que l'on écarte toute « anarchie distributive ». Le ministre communiste des transports, Jean-Claude Gyssoot, s'est lui-même déclaré « d'accord » avec M. Strauss-Kahn sur la nécessité de réduire les déficits et la dette. Le tour de table portant aussi sur la mise en œuvre de l'euro, il n'a pas expri-

mé de dissonances: affirmant qu'il aurait « préféré la monnaie commune », M. Gyssoot a aussitôt ajouté que, maintenant, « la décision est prise » et qu'il faut la mettre en œuvre.

En conclusion, M. Jospin a souligné qu'il veut une politique de « maîtrise » et de réduction des déficits, mais, a-t-il rappelé à l'intention de son ministre de l'économie, « je veux une politique de gauche, pas une politique orthodoxe ».

Quelques heures plus tard, au Zénith, le premier ministre a évoqué le « débat » entre ses ministres, en estimant « juste » d'imputer les « premiers signes d'amélioration » au dynamisme de la conjoncture internationale. Il a ajouté que cette amélioration provient aussi de l'« action conduite depuis neuf mois » par le gouvernement. Tout en relevant qu'il avait abordé le débat sur la

répartition des fruits de la croissance « avec prudence », « nous n'en sommes qu'au début d'une certaine reprise de la croissance et nous ne pouvons pas considérer qu'il faudrait répartir des fruits qui sont encore à faire mûrir », il l'a jugé « utile ».

Commentant un de ses lapsus coutumiers, le premier ministre a lancé: « Ces fruits, nous allons effectivement les faire pousser, les faire mûrir... les faire mourir... nous les distribuons. » « Ça y est, j'y ai droit! », a-t-il aussitôt commenté sous les rires de l'assistance. « Nous les donnerons à la lutte contre l'exclusion, a promis le premier ministre (...), nous les réserverons aux créations d'emplois, au pouvoir d'achat, à la réduction de l'endettement public, de façon à ce qu'ils profitent à tous les Français, mais en tenant compte de l'inégalité des revenus, des fortunes et des patrimoines entre les Français. »

#### LA COURSE DE « DSK »

M. Jospin, qui avait entendu auparavant Robert Hue demander que ces fruits soient affectés à une hausse des salaires, des retraites et des minima sociaux, a redit que cette politique de maîtrise devait être « une politique de gauche » et non « une politique orthodoxe ». « Nous avons la volonté de surmonter le scepticisme de nombre d'observateurs pour qui toutes les politiques sont identiques, ce que je ne crois pas », a-t-il dit.

Dé prime abord, les différences d'approche ont de sensibilité, au sein du gouvernement, sont donc difficiles à décrire. La position défendue par le ministre des fi-

nances est, cependant, transparente. L'objectif est, dans un premier temps, de parvenir, par exemple d'ici à l'an 2000, à abaisser les déficits publics autour de 2 % du PIB, c'est-à-dire à un niveau qui permette de stabiliser la dette. Mais, idéalement, il conviendrait de faire plus. Même si M. Strauss-Kahn n'a encore jamais défendu publiquement cette idée, on sent bien qu'il aimerait qu'en période de reprise, les fi-

#### « 2 % de pouvoir d'achat et baisse du chômage »

La croissance a été le point central d'un débat animé, jeudi 5 mars sur France 2, entre Alain Madelin et Dominique Strauss-Kahn, l'un éphémère ministre de l'économie d'Alain Juppé, l'autre actuel ministre de l'économie de Lionel Jospin. Le président de Démocratie libérale y a affirmé que « les indicateurs d'une croissance saine et durable dans ce pays seraient une vraie reprise de l'investissement ou de la création d'entreprises », et « ce n'est pas le cas aujourd'hui ». Il affirme, toutefois, que cette croissance, même fragile, est « le résultat de ce qui a été fait doux à dix-huit mois plus tôt ». La réplique de M. Strauss-Kahn a été rapide: « Si vous aviez pensé il y a un an que la croissance serait de retour, vous n'auriez pas proposé au président de la République de dissoudre. » Devant l'impossibilité de se convaincre, les deux hommes ont pris rendez-vous pour la fin de l'année, l'actuel patron de Bercy affirmant: « Nous aurons eu 3 % de croissance, 2 % de pouvoir d'achat et un chômage qui baisse. »

nances publiques soient à l'équilibre, voire en excédent, de sorte que des réserves soient constituées avant un possible retournement du cycle économique. C'est, en quelque sorte, ce que résume la courbe ci-contre, reconstruite par Le Monde.

La première partie du parcours ne semble pas faire débat. Les propos du premier ministre suggèrent, en effet, qu'il serait assez logique de parvenir, à terme, à un

Edouard Balladur dans un « point de vue » publié par Le Monde du 6 mars. M. Jospin a vraisemblablement jugé utile de rectifier légèrement le tir, en précisant que, si les déficits seront encore réduits, une partie des fruits de la croissance ira aussi à la lutte contre l'exclusion et pour l'emploi.

Laurent Mauduit et Michel Noblecourt

## « Nous avons su tenir compte de la réalité »

« La confiance revient, avec elle la croissance et l'emploi (...), a déclaré Lionel Jospin, jeudi 5 mars. Ce résultat n'allait pas de soi. Il est pour une bonne part le fruit de notre action. Cette croissance qui revient, nous l'avons recherchée à tout prix. La droite essaie de dire que ce serait son action qui porterait ses fruits. Comment peuvent-ils attribuer ce mérite? En 1995, une parole de la droite disait que la politique de M. Balladur était un échec noir. En 1997, ils se désolaient tous d'Alain Juppé (...), au point d'en décider de dissoudre l'Assemblée nationale. Enfermé dans une vision majoritaire n'a pas compris ce dont souffrait l'économie française (...). Le gouvernement précédent a mataqué fiscalement les ménages français, en opérant une ponction fiscale sans précédent. »



**VERBATIM** figés, rigides et dogmatique de l'économie, l'ancienne majorité n'a pas compris ce dont souffrait l'économie française (...). Le gouvernement précédent a mataqué fiscalement les ménages français, en opérant une ponction fiscale sans précédent. »

tion de l'économie française. (...) Nous avons mis en œuvre une politique de soutien et d'accompagnement de la croissance, et d'abord de soutien de la consommation. (...) Mais nous n'avons pas pour autant oublié les entreprises et nous avons favorisé la reprise de l'investissement. (...) Du coup, un débat a été lancé sur la répartition des fruits de la croissance. Je l'ai abordé avec prudence. »

Accusant l'opposition de n'offrir « aucune politique alternative », M. Jospin a ajouté: « Nous n'en sommes qu'au début d'une certaine reprise de la croissance et nous ne pouvons pas considérer qu'il faudrait répartir des fruits qui sont encore à faire mûrir. (...) Ces fruits, nous allons effectivement les faire pousser, les faire mûrir, et nous les distribuons. Ces fruits seront variés. Nous les donnerons à la lutte contre l'exclusion (...), nous les réserverons aux créations d'emplois, au pouvoir d'achat, à la réduction de l'endettement public, de façon à ce qu'ils profitent à tous les Français, mais en tenant compte de l'inégalité des revenus, des fortunes et des patrimoines. »

## La gauche affiche sa confiance en Ile-de-France

LA RÉUNION du Zénith, à Paris, jeudi 5 mars, accusait de sérieuses différences avec le meeting de Lionel Jospin pour les élections législatives, le 15 mai 1997, au même endroit. La foule était moins nombreuse (moins de 5 000 personnes). La sécurité était renforcée, avec fouilles à l'entrée, et la gauche « plurielle » était cette fois rassemblée, avec Robert Hue, Marie-George Buffet, Dominique Voynet, Jean-Michel Baylet, Georges Sarre, mais sans François Hollande. Une brève mais bruyante intervention d'anciens de Saint-Bernard déployant une banderole pour la régularisation des sans-papiers, au début de l'intervention du premier ministre - la dizaine de militants ont failli être évacués par le service d'ordre avant que Jean-Christophe Cambadélis se charge de les calmer -, a rappelé qu'en ces lieux M. Jospin s'était engagé à « abroger » les lois Pasqua et Debré.

Mais ce n'était pas « le » meeting de M. Jospin - qui sera le 11 mars, chez lui, à Toulouse - mais celui de l'Ile-de-France, avec ses huit têtes de liste départementales. Prompts à taper des pieds pour imiter le grondement d'un trem-

blement de terre à chaque fois qu'un orateur évoquait « le sisme politique » prédit par Charles Pasqua en cas de victoire de la gauche, les militants franciliens ont supporté près de deux heures de discours avant d'entendre M. Jospin. Jean-Paul Huchon, candidat à la présidence de la région, jouait les « Monsieur Loyal ». Dominique Strauss-Kahn s'est montré très pugnace vis-à-vis d'Edouard Balladur et, fustigeant la « démocratie baïouée » dans la région, a assuré que, « le 15 mars, la terre va trembler », la franchise, la droiture, le droit au respect et l'égalité entre les par-

tenaires « au sein de la majorité plurielle. La ministre a regretté au passage de n'avoir pas vu son nom sur les affiches et a fait un détour remarqué par le Nord-Pas-de-Calais, où la « pluralité » est « un atout formidable ».

« Le 15 mars, il ne faut pas qu'il y ait photo! », a lancé M. Hue, en attaquant « les hommes de droite à l'unisson de leur petit maître à penser, M. Seillière », que M<sup>me</sup> Voynet avait déjà qualifié de « chef de l'opposition ». Partenaire loyal de la majorité, le secrétaire national du PCF a plaidé pour une « véritable croisade pour l'emploi », en reprenant ainsi une formule naguère utilisée par... Jacques Chirac. En quarante minutes, M. Jospin, très applaudi, a précisé qu'il était « aux côtés » des partis de la majorité dans cette campagne et non à leur place. Il a vu dans la diversité de sa majorité « un atout essentiel », mais « à une seule condition », qu'elle soit « aussi unie ». « Si elle se divisait, a-t-il averti, elle perdrait son crédit auprès des Français. »

Pour le premier ministre, ces élections ont « un enjeu local et une importance nationale », dominant aux Français l'occasion de « faire en sorte que l'alternance se prolonge », avec une « mise en cohérence » entre l'action du gouvernement et celles des régions. Une victoire de la majorité serait un « formidable point d'appui pour le gouvernement », même si elle « ne changerait rien » à sa politique. Tandis que les militants franciliens tapaient de nouveau des pieds, M. Jospin a conclu que « quelque chose dans l'air et sur le sol [le] fait penser que la terre pourrait bien trembler en Ile-de-France ».

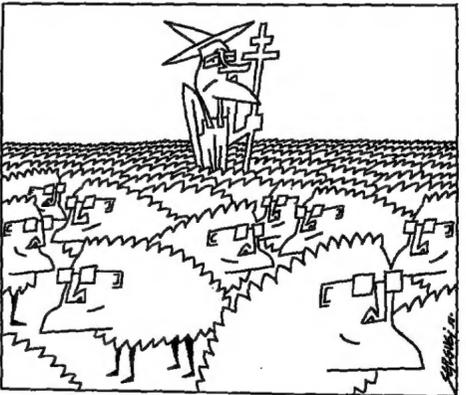
## Le premier ministre rassure les agriculteurs sur le « paquet Santer »

QU'AURAIT-ON IMAGINÉ si le premier ministre était resté plus longtemps au Salon de l'Agriculture - soit près de trois heures - que le président de la République lui-même lors de l'inauguration du Salon, le 1<sup>er</sup> mars? Lionel Jospin, jeudi 5 mars, a bien veillé à ne pas commettre cet impaire, mais, en parcourant pendant deux heures et trente-cinq minutes plus de stands que le chef de l'Etat et en s'exprimant à maintes reprises devant les responsables professionnels, les éleveurs, les pêcheurs et les représentants des provinces, il a voulu montrer qu'un gouvernement de gauche sait autant que d'autres « rendre l'hommage qui s'impose à la puissance de l'agriculture française ».

Dans une cohue parfois incontrôlable, M. Jospin entame le parcours classique. Un responsable néerlandais lui offre un tire-bouchon en argent et le premier ministre plaisante: « Si c'est pour boire ensuite du vin français, cela me paraît un excellent compromis! » Au stand des produits laitiers, où est installé un mini-terrain de football, il tire avec énergie un penalty dans la lucarne, sous les hurrahs. La troupe officielle s'arrête devant les vaches normandes, puis un éleveur invite le premier ministre à caresser le front d'un taureau, le plus lourd du Salon, 1 632 kilos. Race: blonde d'Aquitaine. Nom: Gardon. Origine: Haute-Garonne. « Je m'en doutais », commente, ravi, l'élu de ce département.

#### LE MONSIEUR DE LA TÊLE

Le troupeau ovin est aussi bien traité que les bovins. M. Jospin, assis à une table avec Louis Le Penec, ministre de l'agriculture, et Martin Malvy, candidat de la gauche à la présidence de Midi-Pyrénées, goûte des canapés de fromage de brebis et de gigot d'agneau. En n'oubliant pas de lever un verre de vin de Cahors au succès de l'ancien ministre fabu-



sien et maître de Figeac, dans le Lot. Moins enclin aux bises que le président de la République, il serre des mains innombrables et, quand un petit garçon s'étonne: « C'est le monsieur qu'on voit à la télé? », il répond en lui chatouillant le menton: « J'existe aussi, tu sais, en chair et en os. »

Devant Luc Guyau, président de la Fnsea, il veut savoir pourquoi le « paquet Santer » est encore plus dangereux aujourd'hui qu'il y a quinze jours. « La Commission a organisé savamment des fuites », dit M. Guyau. Et M. Le Penec renchérit: « On va avoir un texte complètement incompréhensible. »

« Les propositions de la Commission ne sont pas acceptables, répond solennellement le premier ministre. Et il faut prendre en compte toute la diversité de nos productions et ne pas les aider toutes de la même manière. » Interrogé par Le Monde, il précise: « Pour aborder la réforme de la PAC, il n'y a pas de dysharmonie entre l'Elysée et le gouvernement. Le président est très attaché à la défense de notre agriculture, et la

position officielle française sera arrêtée de concert. »

On gobe quelques bûtres, accompagnées d'un petit blanc. Voilà les stands de l'agriculture biologique et ceux des provinces françaises. M. Jospin s'attarde en Guadeloupe et en Martinique, et M. Le Penec, qui fut ministre des DOM-TOM, revêt des visages connus. Le t'punch succède à l'armagnac et au vin jaune d'Arbois. Au carré de la Nouvelle-Calédonie, embrassades, musique, colliers de fleurs et de plumes, serre-tête rose et blanc. Selon la coutume, le premier ministre repart avec une grande sculpture sur bois qu'on offre à-bas, à l'entrée des cases, aux hôtes de marque pour écarter les mauvais esprits.

M. Jospin choisit Midi-Pyrénées pour serrer les dernières mains devant une grande maquette de la région, en relief, où figurent les principales villes. Sous son doigt tendu vers Toulouse apparaît un petit fanion: Cintegabelle.

François Grosrichard

Handwritten text in Arabic script: 'سما من الامل'



# Alain Madelin et François Bayrou se réservent pour les lendemains des élections régionales

### François Léotard joue en Provence son crédit et celui de l'UDF

La campagne des élections régionales et cantonales, difficile pour une UDF qui défend douze présidences de région sur les vingt de l'opposition, ne met guère

en vedette la seconde formation de la droite. Ses dirigeants - François Léotard, président de la confédération; François Bayrou, Alain Madelin, présidents

de Force démocrate et Démocratie libérale - font campagne en ordre dispersé. M.M. Madelin et Bayrou songent surtout aux lendemains des élections.

FATALISTE et dispersée, l'UDF renoue la tête dans les épaules. Depuis le début de la campagne électorale, la confédération libérale et centriste semble avoir littéralement disparu du paysage politique. C'est pourtant elle qui risque le plus à l'occasion des élections cantonales et régionales. Douze des vingt-deux présidences sortantes de conseils régionaux sont issues de ses rangs, ainsi que quarante-trois présidences de conseils généraux de métropole. Cet enjeu, pas plus que les perspectives de recul électoral, n'ont pourtant pas suffi à la faire apparaître au premier plan.

L'effacement de la confédération est d'abord dû au combat personnel et difficile engagé par François Léotard en Provence-Alpes-Côte d'Azur. En se lançant dans la campagne pour la succession de Jean-Claude Gaudin, maire (UDF-DL) de Marseille et président sortant du conseil régional, le président de la confédération a mis l'essentiel de son crédit politique. Qu'il s'impose face à Jean-Marie Le Pen et à Michel Vauzelle, dans un contexte de déroute de la droite, et, seul candidat parmi les principaux dirigeants de la droite parlementaire,

il tirera crédit de cette victoire. Qu'il échoue, en revanche, et sa légitimité à la présidence de l'UDF, où son mandat court jusqu'au printemps 1999, sera fragilisée. Le président de l'UDF a choisi de mener une campagne « de terrain », consciencieuse et éloignée des grands débats politiques. Fièrement, il parcourt les petites communes rurales de l'arrière-pays varois, promet, s'il est élu, d'ouvrir une antenne du conseil régional dans le centre du département et affiche une union sans faille avec ses colistiers RPR. Bref, sa campagne est d'abord locale; ce n'est sans doute pas de nature à restaurer à la fois la notoriété et l'image d'un parti qui, dans les sondages, ont fortement décliné ces dernières années, en particulier depuis la campagne des législatives de 1993.

Les chefs de file des deux principales composantes de l'UDF, Démocratie libérale et Force démocrate, n'ont, ni l'un ni l'autre, jugé utile de tenter de rivaliser avec la campagne staibanoisiste conduite par Philippe Séguin. Alain Madelin limite sa petite dizaine de déplacements de ce début du mois

de mars à l'Île-de-France - où il aurait souhaité que l'UDF conduise ses propres listes face au RPR - et à la Bretagne, dont il est élu. A peine un saut dans le Pas-de-Calais, pour soutenir Philippe Vasseur, vice-président de Démocratie libérale, un autre à Caen, et un troisième en Haute-Savoie viennent-ils enfreindre cette règle.

#### REPRENDRE LA MAIN

Encore en trois heures de réunion, le 3 mars, à Chelles, en Seine-et-Marne, devant les chefs de file de la liste de l'opposition, Didier Julia (RPR) et Chantal Brunel (UDF-DL), et la plupart des élus RPR et UDF du département, M. Madelin n'a-t-il prononcé qu'une seule fois le nom d'Edouard Balladur, chef de file régional, et pas du tout le mot « élections ». « Ce n'est pas le moment le plus agréable de notre vie politique. Nous sortons d'une défaite et il nous reste bien du chemin à parcourir dans l'opposition », se contente-t-il de dire en introduction de son propos. Pour M. Madelin, comme pour François Bayrou, les électeurs ne sont pas encore prêts à entendre les propos plus agressifs

qu'adresse M. Séguin à la gauche au fil de ses réunions. « Ils sont réceptifs à la forme de débat plus cool du gouvernement », relève M. Madelin. « Je veux bien considérer que les vents soufflent dans le sens » de la majorité, indique pour sa part M. Bayrou lors d'une réunion à Saint-Lô, dans la Manche, mercredi. Le président de Force démocrate se déplace davantage que M. Madelin, mais l'enthousiasme n'est pas franchement de la partie: « Pourquoi je fais campagne? Parce que je suis chef de parti », résume-t-il. Jeudi soir, à Lille, il l'a appelé en allant soutenir Jean-Louis Borloo, tête de la liste UDF du Nord. « Le principe d'union et de rénovation de la politique aurait dû conduire au soutien à Jean-Louis Borloo », concurrencé par la liste RPR de Colette Codacciotti, a-t-il déclaré.

Chacun à sa façon, M. Madelin et M. Bayrou ont choisi de « faire l'impasse » sur les élections des 15 et 22 mars, dans l'espoir que les lendemains du scrutin leur offriront la possibilité de reprendre la main.

Cécile Chambraud

## L'ancien secrétaire général du RPR accepte la main tendue par le FN

À MOINS DE DIX JOURS des élections régionales, le Front national continue de maintenir la pression sur la droite parlementaire. Jeudi 5 mars, à Charente-Maritime (Val-de-Marne), Jean-Marie Le Pen a lancé un appel pour « empêcher que la gauche dispose de tous les pouvoirs ». « Cela demande une recherche républicaine d'un consensus sur un programme commun, sur une base commune, ce qui implique évidemment des concessions réciproques, de façon à établir une majorité », a affirmé le président du Front national, en dénonçant « la coalition artificielle de la gauche criminelle du Parti communiste, de la gauche bourgeoise du Parti socialiste et de la gauche pétard du parti écologiste ».

Comme pour rappeler que des passerelles existent déjà entre la droite et l'extrême droite, M. Le Pen a rendu visite au maire de la ville, Alain Griotteray, ancien député UDF et éditorialiste au Figaro Magazine, auquel il a reconnu le mérite d'avoir « toujours essayé de ne pas appliquer au FN [d']incompréhensibles et très in-

justes consignes d'abstraction ». Cette nouvelle offensive intervient alors que, pour les cantonales, un certain nombre d'élus RPR et UDF redoutent des triangulaires imposées par le FN au second tour. C'est le cas de Jean-François Manuel, ancien secrétaire général du RPR, qui avait été battu, aux législatives du printemps, dans une triangulaire, par Béatrice Marre (PS). De nouveau opposé à la députée dans son canton de Noailles, le président sortant du conseil général de l'Oise joue cette fois sa carrière politique. Aussi opère-t-il un revirement par rapport à la ligne officielle du mouvement néogaulliste qu'il défendait il y a encore quelques mois, en affirmant, dans un entretien à Valenciennes (daté du 7 mars): « Dès lors que certains élus locaux du Front national sont prêts à nous soutenir, je ne vois pas de quoi nous les rejeterions! »

M. Manuel explique qu'il ne s'agit pas de « passer sous les fourches caudines du FN, d'adopter son programme ou de pactiser avec ses

dirigeants », mais il récuse l'idée, formulée par Edouard Balladur et Philippe Séguin, selon laquelle la droite ne devrait pas présenter de candidat à la présidence des conseils régionaux, si elle ne dispose pas au minimum d'une majorité relative. C'est « tout bonnement absurde », estime-t-il, en assurant qu'« à Paris, les États-majors baignent dans le simplisme ».

M. Manuel se félicite que Philippe Vasseur, député (UDF-DL) et candidat à la présidence du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, partage son analyse et précise que « d'autres, qui n'ont pas encore s'exprimés, y viendront ». « Il arrive un moment où il faut dire la vérité », affirme l'ancien secrétaire général du Rassemblement. La droite a été écartée aux législatives à cause du Front national. Que veut-on? Recommencer encore et encore? Faire indéfiniment la courte échelle aux socialistes et à leurs alliés communistes? »

Jean-Louis Saux

## Désunie, la droite risque de perdre le conseil général de la Drôme

VALENCE de notre correspondant. En dépit d'une avance confortable (22 sièges sur 36), la majorité de droite UDF-RPR paraît menacée dans la Drôme. Elle défend 11 sièges sur les 18 cantons renouvelables et risque gros dans un scrutin cantonal, quelques mois seulement après la secousse des législatives qui lui ont fait perdre ses quatre députés.

La droite avait pourtant conforté ses positions (à Valence et Tain-l'Hermitage) aux municipales de 1995, mais le résultat des législatives a révélé combien son implantation est précaire. Ce ne sont pas les appels à l'union ou à la fusion de la droite, lancés à l'été 1997 par Patrick Labaune (RPR), maire de Valence, qui ont pu inverser la tendance: la droite drômoise n'est pas parvenue à réaliser l'union pour sa liste aux régionales. Trois anciens députés (Thierry Coraillet, président du Parti radical et maire de Montélimar, M. Labaune et Hervé Mariton, UDF, maire de Crest) s'étant octroyés les trois premières places de la liste RPR-UDF, une liste dissidente s'est constituée à l'initiative de la présidente du Parc naturel régional du Vercors, Gisèle Telmon (RPR).

CANTONS RURAUX MENACÉS. Cette désunion aux régionales aura peut-être une incidence limitée sur le scrutin départemental, mais elle traduit une évidente difficulté d'unité. « Une élection cantonale n'est pas une élection politique », se plaît à répéter Jean Mouton (UDF-FD), président du conseil général, maire de Pierre-latte. La personnalité du candidat est plus importante que ses convictions politiques. « Certes, la campagne des cantonales se joue davantage au détour des chemins

vicinaux, des ronds-points et des routes départementales.

M. Mouton, qui a voulu que la « solidarité départementale joue en faveur de l'arrière-pays », sait que les réalisations du conseil général sont plus visibles à la campagne qu'à la ville et qu'un canton rural pèse autant qu'un canton urbain. Aussi compte-t-il sur ses six ans d'expérience et de gestion rigoureuse pour conserver sa majorité et son fauteuil de président.

Il n'empêche que plusieurs cantons ruraux détenus par la droite peuvent changer de camp, notam-

ment celui de La Motte-Chalancon, où les habitants des deux vallées presque désertiques rivalisent par candidats interposés. C'est en ville que la majorité départementale paraît la plus menacée: dans les cantons de Valence-4, de Tain-l'Hermitage et, surtout, de Bourg-de-Péage, où Henri Durand (divers droite), conseiller général depuis quarante-neuf ans, sollicite le renouvellement de son mandat. Réélu avec une marge étroite il y a six ans, M. Durand, soixante-deux ans, a dû céder sa mairie en 1995 à Didier Guillaume (PS).

Le jeune maire et déjà ancien secrétaire fédéral de son parti compte bien faire son entrée à l'Assemblée départementale. Lui qui a finalement renoncé à conduire la liste de la gauche « plurielle » aux régionales, il se verra bien être président dès son arrivée. Il devra compter sur l'expérience de Jean Besson (PS), sénateur, qui veille avec une attention constante sur les variations politiques du département et de ses élus.

Gérard Méjean

## Le mouvement gaulliste se désagrège en Haute-Vienne

LIMOGES de notre correspondant

Depuis longtemps sous tension, la fédération de Haute-Vienne du RPR semble, à la veille des élections, en complète désagrégation. Deux listes se réclamant du gaullisme se disputent les voix aux régionales, et des candidats rivaux revendiquent le même sigle RPR. L'un des camps ayant le soutien de la direction nationale du parti, l'autre, celui de la fédération départementale.

Avec des sous-clivages qui compliquent encore la donne et qui accroissent le désarroi d'une droite traditionnellement minoritaire dans ce fief historique de la gauche, c'est Evelyn Guilhem, ex-députée (vainqueur inattendu en 1993 dans une circonscription particulièrement « rouge », celle de l'ancien ministre communiste Marcel Rigout, présidente de la mission parlementaire d'information sur la « vache folle », battue lors du retour de balancier de la

dissolution), qui mène la liste du RPR pour les élections régionales.

Son souci de renouvellement a entraîné la non-reconduction de plusieurs sortants, notamment Pierre Ballot d'Estivaux, gaulliste « historique » dans le département, qui a riposté en constituant sa propre équipe et a été exclu du RPR le 25 février. « La tête de liste a été imposée de l'Élysée, par Jacques Chirac lui-même, dit-il, contre le choix du terrain. » Argument irrécusable, répond M<sup>me</sup> Guilhem. Je suis agricultrice dans le département, alors que lui est fonctionnaire au ministère de la défense et qu'il vit à Paris. Il n'est limousin qu'entre deux trains. »

#### « LA DROITE EST DEVENUE FOLLE »

Cet exclu régional est aussi conseiller général sortant, et de nouveau candidat, dans le canton des Emalleurs, qui est en quelque sorte le « 16<sup>e</sup> arrondissement » de Limoges. Il a le soutien officiel de la fédération de Haute-Vienne et de son premier secrétaire, Alain Marsaud, mais pas celui du pré-

sident de la même fédération, Jacques-Michel Faure, qui, dans cette affaire, fait équipe avec M<sup>me</sup> Guilhem et se présente lui-même dans le canton de Bellac, ville dont il est le maire.

M. Ballot d'Estivaux voit surgir dans son canton un candidat estampillé RPR, Raymond Archer, conseiller régional sortant comme lui. Cet imbroglio a des effets de ricochet dans le département. Dans le canton voisin de Couzeix, Jean-Marc Gabouty, maire, conseiller général sortant, UDF-radical, au départ candidat unique de la droite, voit surgir un challenger RPR, Ludovic Vinaud, sans que l'on ne sache plus très bien qui est ou non le dissident.

« La droite est devenue folle », estime M. Ballot d'Estivaux, tandis que M<sup>me</sup> Guilhem dit sa consternation et même « sa honte » devant une situation qui sature, en effet, la chronique préfectorale dans la ville et le département.

Georges Chatain

## Les députés réforment la gestion des « spectacles vivants »

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, jeudi 5 mars, en première lecture, un projet de loi de Catherine Trautmann visant à moderniser les règles d'exercice des entrepreneurs de spectacles vivants. Régi par l'ordonnance de 1945, cette forme de spectacle, celle qui nécessite la présence physique d'artistes et du public, à la différence de ceux enregistrés, fait travailler entre 90 000 et 120 000 personnes, la plupart étant des intermittents.

Le texte « actualise » la définition de l'entrepreneur de spectacle vivant et simplifie la classification des professionnels en trois catégories, au lieu des six actuelles: les exploitants de lieux de spectacles, les producteurs de spectacles ou entrepreneurs de tournées, et les diffuseurs de spectacles. Il pose l'obligation d'une licence « personnelle et inaliénable », délivrée « pour une durée de trois ans renouvelable » pour les entrepreneurs établis en France. Une exemption de licence est accordée aux entrepreneurs de l'Union et de l'Espace économique européen titulaires d'un titre « jugé équivalent » par le ministre de la Culture. Enfin, ce texte prévoit des sanctions - deux ans de prison et 200 000 F d'amende - à l'encontre de professionnels exerçant sans licence. Deux amendements de Laurent Dominati (UDF, Paris), visant à limiter la concentration d'établissements « à caractère pornographique », ont été rejetés.

## Régionales: les Français souhaitent la victoire de la gauche

SELON la dernière enquête d'Ipsos sur les intentions de vote des Français aux élections régionales du 15 mars, les listes de la gauche plurielle (39 %) devancent celles de la droite RPR-UDF (32 %). Le Front national est crédité de 14 % d'intentions de vote, l'extrême gauche de 4 %, les divers écologistes de 2,5 %, les divers droite de 3,5 % et les « chasseurs » de 3 %, selon ce sondage réalisé du 27 février au 2 mars auprès d'un échantillon national de 1 463 personnes et publié par Le Point (daté 7 mars); 41 % des personnes interrogées déclarent souhaiter la victoire de la gauche dans leur région, contre 35 % celle de la droite.

#### DÉPÊCHES

POPULARITÉ: l'envolée de la popularité de Jacques Chirac et de Lionel Jospin est confirmée par le dernier sondage Louis-Harris réalisé les 27 et 28 février, auprès d'un échantillon national de 1 004 personnes et publié par Valeurs actuelles (daté 7 mars). Le président de la République recueille 60 % d'opinions positives, en hausse de 11 points, contre 29 % d'opinions négatives (en baisse de 12 points). Lionel Jospin gagne pour sa part 5 points; à 58 % de bonnes opinions, contre 34 % de mauvaises (en baisse de 5 points).

EXTREME DROITE: un conseiller municipal FN d'Orange a été exclu du FN à la suite de déclarations hostiles au maire FN d'Orange, Jacques Bompart. Dans un courrier du 5 mars, le secrétaire général du Front national, Bruno Gollnisch, reproche à Fernand Teboul d'avoir « étalé sur la place publique ses dissensions » avec Jacques Bompart.

Près de 10 000 personnes selon la police, plus de 14 000 selon les organisateurs, ont manifesté, jeudi 5 mars au soir, dans les rues de Toulouse, pour protester contre la présence de Jean-Marie Le Pen, venu soutenir les candidats du FN aux régionales en Midi-Pyrénées. Treize policiers ont été blessés, et dix manifestants interpellés.

SÉNAT: soixante-six sénateurs RPR-UDF ont saisi le Conseil constitutionnel, mercredi 4 mars, sur la proposition de loi relative au fonctionnement des conseils régionaux, qui prévoit que, si un projet de budget n'est pas voté, le président du conseil régional peut présenter un nouveau budget dans un délai de dix jours.

ASSEMBLÉE: Nicole Catala (RPR, Paris) a été choisie par le groupe RPR pour succéder à la vice-présidente de l'Assemblée nationale, en remplacement de Pierre Mazeaud, nommé au Conseil constitutionnel.

35 HEURES: le Sénat a adopté, mercredi 4 mars, par 220 voix (RPR-UDF) contre 96 (PS-PCF), une version profondément modifiée du projet de loi de réduction du temps de travail de Martine Aubry (adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 10 février). Les sénateurs ont notamment supprimé la date-butoir du passage aux 35 heures, suivant les conclusions de la commission des affaires sociales du Sénat (Le Monde du 28 février).

“GRAND JURY”  
RTL - Le Monde - LCI

**FRANÇOIS BAYROU**

ANIMÉ PAR OLIVIER MAZEROLLE

AVEC PATRICK JARREAU (LE MONDE) ET ANITA HAUSSER (LCI)

**RTL**

DIMANCHE 18 H 30

الجمهورية الجزائرية

Apr 21 10 15 SA

# Les présidents des universités de Paris veulent 150 000 mètres carrés de nouveaux locaux

## Leur plan de « refondation » prévoit la création d'un « pôle » sur la ZAC Rive gauche

Les présidents des universités de Paris ont présenté, vendredi 6 mars, leur programme de rénovation et de reconstruction des établissements.

Ils estiment indispensable la création de 150 000 mètres carrés de nouveaux locaux et plaident pour la création d'un « pôle universitaire » sur la zone d'aménagement Rive gauche.

Le coût de ce programme, qui s'étalerait sur huit ans, est évalué de 10 à 15 milliards de francs.

A LA VILLE d'une élection, il est d'usage de faire monter les enchères. Le plan de « refondation » des universités de Paris intra-muros, présenté, vendredi 6 mars, par les présidents des huit établissements de la capitale, n'échappe pas à la règle. Leur projet dépasse toutefois l'échéance des élections régionales pour esquiver les grandes lignes du futur schéma Université du troisième millénaire (U3M), auquel le ministre de l'Éducation nationale compte associer le conseil régional et la Ville de Paris.

Le programme proposé envisage une restructuration générale du patrimoine universitaire parisien. Étendu sur huit ans, il prévoit une augmentation des capacités immobilières de 150 000 mètres carrés, pour un coût évalué entre 10 et 15 milliards de francs. Depuis bientôt quatre ans, l'Association des universités de Paris tire la sonnette d'alarme. Suroccupation des locaux et dispersion des sites, vétusté et insécurité des installations, insuffisance de bibliothèques : la réalité vécue par plus de deux cent mille étudiants a souvent été oc-

cultée par les enjeux spécifiques du désamiantage du campus de Jussieu.

A l'exception des quatre universités nouvelles de la périphérie et d'opérations ponctuelles, Paris et l'Île-de-France ont peu profité du précédent schéma « Université 2000 », en raison du refus des collectivités locales de s'y associer. Leurs universités ont, par ailleurs, pâti de la politique d'aménagement du territoire adoptée en 1993 par le gouvernement d'Édouard Balladur, au détriment de la rénovation et du développement du potentiel de la première région française.

En annonçant que le futur schéma U3M serait réorienté en priorité, pour combler ce retard, Claude Allègre, ministre de l'Éducation nationale, a fait naître de nouveaux espoirs. Il a aussi scellé l'entente des présidents. A l'issue de multiples et parfois laborieuses discussions, ces derniers sont parvenus à un accord sur des priorités générales qui n'excluent pas les projets de chaque établissement.

Présentée comme « un espace de respiration », la création d'un nou-

veau pôle universitaire sur la zone d'aménagement concerté (ZAC) Rive gauche est la clé de voûte de l'architecture de ce programme. Les présidents souhaitent que la surface réservée sur ce site passe de 130 000 à 215 000 mètres carrés afin d'accueillir les universités Denis-Diderot (Paris-VII) et Sorbonne nouvelle (Paris-III), l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) et l'Institut de physique du globe.

### LE COÛT ET LES DÉLAIS

Une fois le principe adopté, le lancement de cette opération devrait, selon les présidents, enticher le processus d'une vaste opération de restructuration et de regroupements par la libération de nouveaux espaces disponibles. A Jussieu, pour faciliter le désamiantage et la réhabilitation du campus, comme à Censier (lire ci-dessous) ou encore à Dauphine, occupée pour partie par l'INALCO. Toutefois, aucune négociation sérieuse n'a été engagée avec la Ville de Paris et l'État sur la nature du programme, son coût, et encore moins sur les

délais de cette opération. Autre priorité affichée, la réhabilitation du patrimoine et la mise aux normes de sécurité impose des rénovations lourdes. Ce programme est évalué entre 2 et 3 milliards de francs, dont près de 500 millions pour la seule université Paris-I, entre les sites de Tolbiac (100 millions de francs) et de la Sorbonne (200 millions).

Enfin, les présidents ont entourent la voie d'un « remembrement » du champ d'activité des universités défini lors du découpage de 1968. Ils envisagent la création de pôles thématiques associant les spécialistes de plusieurs établissements dans plusieurs projets : un centre des images et du son, une maison de la géographie, du droit comparé, un institut d'études et de documentation sur le monde ibérique et latino-américain, ainsi qu'un institut d'histoire de l'art. Sans oublier la création d'un centre de congrès international, commun, lui, à l'ensemble des universités de Paris et d'Île-de-France.

Michel Delberghe

# Réclusion criminelle à perpétuité pour le tueur en série de Longwy

VINCENZO AIUTINO, un ouvrier italien âgé de vingt-huit ans, a été condamné, jeudi 5 mars, par la cour d'assises de Nancy (Meurthe-et-Moselle), à la réclusion criminelle à perpétuité, avec une peine de sûreté de dix-huit ans, pour avoir tenté de violer et avoir tué trois femmes dans la région de Longwy en 1991 et 1992. Qualifié par les psychiatres de « psychopathe pervers d'une extrême dangerosité », Vincenzo Aiutino a bondi hors de son box en poussant un cri glacial alors que le père d'une de ses victimes criait « ordure, pourriture », après l'annonce du verdict. De longues minutes de lutte ont été nécessaires aux policiers pour venir à bout de cette explosion de violence. L'avocat général Charles Grimaldi avait requis la peine maximale, soulignant qu'il s'agissait d'une peine de « mise entre parenthèses, une éviction de la vie de tous les hommes », et expliquant que tous les traitements étaient voués à l'échec, l'accusé n'ayant pas la volonté de sortir de sa perversion. — (Corresp.)

### DÉPÊCHES

■ **POLICE MUNICIPALE :** le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale a émis, mercredi 4 mars, un « avis défavorable » sur le projet de loi sur les polices municipales du ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement, selon le Syndicat national des policiers municipaux (SNPM). L'avis défavorable a recueilli quatorze voix, cinq se sont prononcées pour, et il y a eu treize abstentions. Cet avis consultatif n'engage en rien le gouvernement. Le projet de loi doit être présenté au Conseil des ministres fin mars ou début avril, avant d'être inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

■ **EXCLUSION :** la présidente de l'association ATD Quart Monde, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, a déclaré, dans un entretien au journal *La Croix* daté vendredi 6 mars : « Au vu du projet de loi contre les exclusions, le plus dire que ce jour est un grand jour. » Tout en voulant rester « prudente », elle se dit « réjouie » par ce programme attendu « depuis si longtemps ». De son côté, l'association Médecins du monde regrette que la « médecine scolaire n'apparaisse pas dans les textes » et « qu'aucune mesure ne soit annoncée en ce qui concerne les toxicomanes ».

■ **MÉDECINE :** cent neuf personnes en attente d'une greffe de cœur sont mortes en 1997 et cent onze en 1996, faute de disposer de l'organe qui leur aurait probablement sauvé la vie, selon le bilan de l'établissement français des greffes, rendu public jeudi 5 mars. Le nombre des personnes en attente d'organes croît régulièrement depuis trois ans. Il est passé de 4 982 en 1995 à 5 302 en 1997.

# De l'amiante et une suroccupation dangereuse au centre Censier

SÈVÈRE AVERTISSEMENT ou simple mise en garde ? Le rapport de la commission de sécurité de la préfecture de police de Paris plonge les responsables de l'université Sorbonne-Nouvelle (Paris-III) dans la plus grande perplexité. A l'issue de leur passage au centre Censier, en juillet 1997, les experts ont formulé des recommandations que le président de l'établissement, Jean-Louis Leutrat, juge, en l'état, totalement inapplicables. Le procès-verbal de la commission est pourtant explicite : « La situation actuelle n'est pas admissible et met en danger la sécurité du public et du personnel de l'établissement. »

Construit en structures métalliques dans les années 60, le centre Censier, situé dans le 5<sup>e</sup> arrondissement, accueille 13 000 étudiants, dont « 8 869 sont susceptibles d'être présents » simultanément, souligne le rapport, soit 4 000 de plus que la norme acceptable en cas d'incendie. Pour la commission de sécurité, il faut diminuer de moitié les effectifs ou entreprendre des travaux de mise aux normes nécessitant la réalisation de dix-sept cages d'escaliers et la protection de locaux à risques.

Déjà dispersée sur dix sites dans Paris et à Asnières, l'université ne dispose pas de locaux supplémentaires pour gérer ces sureffectifs. Faut-il, faute de surfaces, d'importants fonds de bibliothèques sont entre-

posés dans des cartons. Qui plus est, elle accueille à Censier les 1 600 étudiants de l'unité de psychologie de Paris-VII.

### DÉMÉNAGEMENT ANNULÉ

La réhabilitation complète et la mise en conformité du bâtiment soulève, par ailleurs, des difficultés particulières en raison de la présence d'amiante à tous les étages. A l'issue d'une polémique soulevée après le décès d'une employée de service, morte d'un cancer de la poitrine, l'université a multiplié les prétextes. Les coffrages de protection mis en place au début des années 80 semblent encore efficaces. La teneur des fibres dans l'air reste largement inférieure aux normes légales. Pour autant, il s'avère impossible d'entreprendre les moindres travaux — remplacement de 1 000 fenêtres, par exemple — sans mener de front le désamiantage général du bâtiment.

Un éventuel déménagement de l'université, en tout ou partie sur la ZAC Rive gauche, serait la solution idéale. Esquissé au début des années 90, ce projet avait été annulé trois ans plus tard. « La réunification de toutes les unités de l'université serait un vrai projet de refondation, souligne M. Leutrat. L'avenir du bâtiment de Censier ne serait pas réglé pour autant.

M. D.

# Guy Névache condamné à un an de prison ferme pour trafic d'influence

GRENOBLE de notre correspondante La justice a presque soldé, jeudi 5 mars, le lourd dossier des « affaires grenobloises ». Pour « recel d'abus de biens sociaux » et « trafic d'influence passif », Guy Névache, soixante-quatre ans, rattaché à la cause d'Alain Carignon à la veille des municipales de 1989, après plus de trente ans passés dans les rangs de la gauche, a été condamné à deux ans d'emprisonnement, dont un an ferme. Il lui était reproché, alors qu'il était à la tête de la société d'économie mixte, Grenoble Isère Développement (GID), d'avoir reçu environ 1,5 million de francs de prébendes de la part d'entreprises du BTP local.

L'ancien suppléant de Pierre Mendès France et d'Hubert Dubedout, qui a déjà effectué un peu moins de quatre mois de détention préventive, s'est également vu infliger une amende de 700 000 francs et cinq ans d'interdiction de droit de vote et d'éligibilité. Dans ses attendus, le tribunal reproche à l'élu d'avoir « usé de ses pouvoirs,

de son réseau de relations et de son influence, réelle ou supposée, dans le processus d'attribution des marchés » pour obtenir les avantages sollicités. Trois des quatre chefs d'entreprise également poursuivis ont été condamnés à des peines comprises entre huit mois de prison avec sursis et 200 000 francs d'amende, et quinze mois et 1 million de francs d'amende.

Par ailleurs, la commission d'application des peines a rejeté, jeudi, une demande de libération anticipée déposée par l'ancien maire de Grenoble, Alain Carignon. Condamné en juillet 1996 dans l'affaire *Dauphiné News*, l'ancien ministre purge une peine de quatre ans de prison ferme à Villefranche-sur-Saône (Rhône). La commission lui a demandé de présenter un autre projet concernant un futur emploi. M. Carignon avait proposé de travailler dans une société de nettoyage qui aurait des liens avec un ancien actionnaire de *Dauphiné News*.

Nicole Cabret



**IMPLACABLEMENT PERFORMANT**

**NOUVEAU HP VECTRA VL, CONÇU POUR ÊTRE ADMINISTRÉ EN RÉSEAU DISPONIBLE CHEZ INFOPOINT POUR 10 600 FHT**

**GARANTIE INFOPOINT 3 ANS SUR SITE**



**SOLUTION INFOPOINT HP VECTRA VL**  
Performance et pérennité de l'investissement :  
• Processeur Intel Pentium® II 233 MHz  
• Disque dur 3,2 To Ultra ATA  
• 32 Mo de SRAM, 512 ko de cache  
• Vidéo Cirrus Logic 486 sur bus VESA 2 Mo de Ramdac  
• MS Windows 95  
• Écran 15 pouces HP 1285A  
• Garantie standard INFOPOINT, garantie de 3 ans avec intervention sur site sous 4 heures en France

Administration parfaite pour l'entreprise :  
• DMI 24 : simple et de facile installation grâce à HP Top Drive  
• Gestion d'un réseau, prévention d'infection par un mail du PC à distance : résolution du 16 bits, correction du chocnet  
• Diversité de l'écran HP Vectra VL offre à l'utilisateur une gamme LAN optionnelle (HP Vectra VL avec un HP)  
• Trois niveaux modulaires (100, 400 et 800) dans 5 slots



Pour un savoir plus, contactez INFOPOINT au **01 69 18 39 50**

**JUSTICE** Les enquêteurs ont reconstitué le parcours des 59 millions de francs de commission versés à Christine Deviers-Joncour, amie personnelle de Roland Dumas, détenue

depuis le 5 novembre 1997. Selon un ancien responsable d'Elf, la somme provenait des caisses d'Elf-Aquitaine et a été versée sur ordre de Loïk Le Floch-Prigent, PDG du groupe. ● LES

**VÉRIFICATIONS** entreprises sur le compte bancaire parisien de M. Dumas font apparaître de nombreux versements en espèces, dont le montant total dépasserait les 10 millions

de francs. M. Dumas a déclaré au Monde qu'il pourrait justifier toutes ces sommes. ● PHILIPPE HUSTACHE, ancien directeur financier d'Elf, a expliqué aux enquêteurs

que les commissions versées étaient avalsées par l'Elysée. Hubert Védrine, ancien secrétaire général, affirme n'avoir pas eu à connaître ce type d'indications. ●

## Affaire Elf : le labyrinthe des comptes suisses de M<sup>me</sup> Deviers-Joncour

Les enquêteurs ont reconstitué le parcours de 59 millions de francs de commission versés à l'amie de Roland Dumas. L'argent provenait des caisses du groupe pétrolier et fut ventilé dans un circuit bancaire où se multiplient virements et retraits en espèces

LA COMMISSION de 45 millions de francs perçue en Suisse, en 1992, par Christine Deviers-Joncour, proche amie et ancienne collaboratrice de Roland Dumas, provenait des caisses d'Elf-Aquitaine. La qualité d'ancienne salariée du groupe pétrolier de M<sup>me</sup> Joncour, chargée, de 1989 à 1993, d'une mission de « relations publiques » auprès de M. Dumas, alors au Quai d'Orsay, ainsi que le rôle prédominant d'Alfred Sirven, ancien directeur chargé des « affaires générales » d'Elf, avaient d'emblée alimenté ce soupçon, aujourd'hui devenu une certitude.

Les recherches menées en Suisse ont établi que la somme avait été versée à partir d'un compte de la Société nationale Elf-Aquitaine (SNEA), maison-mère du groupe, au Crédit lyonnais du Luxembourg, vers celui, à Genève, de l'amie et complice de Christine Joncour, Gilbert Miara.

### Une paire de chaussures sur mesure

C'est un détail, mais il peut avoir son importance. Le 28 août 1991, Christine Joncour a réglé, avec sa carte de crédit d'Elf-Aquitaine International (EAI), une facture de 11 000 francs chez Berlutti, célèbre bottier parisien. Ainsi que l'indiquait, le 21 février, l'hebdomadaire *Le Point*, la paire de chaussures payée ce jour-là a été livrée à l'une des adresses de Roland Dumas, rue de Bèzeve. « J'ai effectivement demandé à Christine d'aller payer ces chaussures (des chaussures faites sur mesure et aux vertus orthopédiques, précise-t-il, parce que je n'en avais pas le temps et qu'elle habitait à l'époque juste à côté de la boutique, nous a déclaré M. Dumas. Je ne savais pas qu'elle avait utilisé cette carte de crédit. » Sauf à démontrer qu'il savait que cette dépense avait été acquittée avec l'argent d'Elf, M. Dumas ne saurait être soupçonné de recel. Il assure d'ailleurs avoir remboursé son ancienne collaboratrice « quelque temps plus tard ».

Le fait a été confirmé aux juges par les avocats du groupe Elf, comme ils l'avaient fait, en janvier, à propos d'un autre virement de 14 278 000 francs, expédiés en 1991 sur un compte de Christine Joncour à Lugano.

Interrogé le 11 février, l'ancien directeur financier d'Elf, Philippe Hustache, a implicitement mis en cause la responsabilité du PDG de l'époque, Loïk Le Floch-Prigent, dans la sortie de ces fonds. Expliquant aux juges « comment circulent les commissions », et écartant l'hypothèse d'un ordre donné par Alfred Sirven - à l'égard duquel, dit-il, « la direction financière exerçait toute la vigilance dont elle pouvait faire preuve » -, il a affirmé que les commissions étaient débouquées par « la direction financière de la SNEA, sur ordre du président, signé par lui-même ». « Nous ne connaissons que cela, a-t-il ajouté : le montant, le numéro de compte et la localisation géographique. » Les sommes étaient ensuite débouquées via le Crédit lyonnais de Luxembourg.

Les chiffres et les registres bancaires restent en tout cas muets sur un point : quelle prestation pouvait valoir autant d'argent ? Gilbert Miara, puis Christine Joncour elle-même, ont établi un lien entre le versement des 45 millions et la tentative d'escroquerie montée par Alfred Sirven, en marge de la vente par Thomson, en 1991, de fréquences militaires au gouvernement de Taïwan. Cherchant à extorquer 150 millions de francs de Thomson dans cette affaire, M. Sirven aurait, à la croquerie, demandé à Christine Joncour d'« intervenir auprès de Roland Dumas » en faveur du marché des fréquences, puis accepté de lui verser « une avance sur ses fonds personnels », alors même que Thomson refusait de le payer. Mais le virement des 14 millions en mars 1991, soit à une époque où les négociations entre Thomson et Taïwan semblaient dans l'impasse, trouve difficilement place dans ce montage. Quel autre indicible service M<sup>me</sup> Joncour aurait-elle pu rendre à cette date ?

A ces montants s'ajoutent les avantages hors normes consentis

par Elf à la protégée de M. Dumas, dont le détail est désormais connu : 300 000 francs de salaires versés en France par Elf-Impep, de juillet 1989 à décembre 1990 ; 1,7 million de francs de salaires versés en Suisse par Elf-Aquitaine International (EAI) ; 479 000 francs de loyers payés par EAI pour un appartement dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de Paris ; 220 000 francs, toujours par EAI, pour acheter un piano de concert ; 1,5 million de francs tirés sur la carte American Express fournie par EAI, pour des dépenses personnelles (restaurants, boutiques de luxe, grands couturiers).

### VOLONTÉ D'OPACIFICATION

L'étendue de la galaxie de comptes bancaires suisses dont Christine Joncour était « l'opérateur » est révélatrice d'une volonté d'opacification des circuits financiers. Ouvert au nom de la société fiduciaire *Credito Privato Commerciale* (CPC), le compte 456 387 de l'Union des banques suisses (UBS) de Lugano a accueilli, le 15 mars 1991, les 14 millions de francs sortis des caisses d'Elf. Les fonds sont ressortis un mois plus tard, sous forme de « prélèvement », pour être reversés, le 30 avril, sur un compte tout juste ouvert dans le même établissement - numéro 692 026, code « Nitram » -, sous



ouvert d'une société du Costa Rica, Aston SA. Le 14 juin 1991, Christine Joncour fermait un autre compte, à la Banque de dépôt et de gestion de Lausanne - code « Orro » - et ordonnait le transfert du solde à l'UBS de Lugano.

Six mois plus tard, les 45 millions d'Elf entraient dans ce labyrinthe bancaire. La somme arrivait le 31 janvier 1992 sur le compte de

Gilbert Miara à la banque Paribas de Genève. Une partie - 31,7 millions - était alors expédiée, le 5 février suivant, vers Lugano : d'abord sur le compte CPC, puis, sur « ordre » de Christine Joncour, rédigé sur papier blanc, sur le compte « Nitram ». Au mois de juin, lorsque Christine Joncour fera l'acquisition, avec l'aide de Gilbert Miara, ancien marchand de biens, du somptueux appartement parisien de la rue de Lille, les 17,5 millions nécessaires repasseront par le compte CPC avant de partir vers la France, sous l'intitulé « Achat rue de Lille ».

La valse des millions reprend ensuite en mars 1993, lorsque 10,3 millions de francs quittent le même compte « Nitram » pour être versés sur un nouveau compte de l'UBS-Lugano, ouvert sous le code « Nersiv » - anagramme de Sirven. De là, le 15 avril 1993, les 10 millions repartent vers Paribas-Genève, sur un compte dénommé « Sissi », à partir duquel seront effectués, dans les semaines suivantes, plusieurs retraits d'espèces d'environ 200 000 francs chacun. A partir de la même période, le code « Nersiv » est aussi apposé sur un autre compte, géré par le fiduciaire de Lugano CPC, et dont Christine Joncour est encore, sur la foi des documents bancaires, « l'ayant-droit économique ». Les

relevés de ce compte, saisis en Suisse, révèlent une impressionnante série de « retraits cash », dont les montants vont de 100 000 francs à 2 millions de francs et dont la somme globale avoisine 9 millions de francs, sur une période s'étalant jusqu'au mois de septembre 1997.

Entre-temps, Gilbert Miara avait ouvert un autre compte, à la Discount Bank de Genève, qui recelait encore « entre 5 et 6 millions ». A la demande de sa complice, il le vidua au printemps 1997. M<sup>me</sup> Joncour restait, elle, l'intégralité des quelque 20 millions restant à Lugano. Selon leurs déclarations, le couple aurait remis ces espèces à un émisaire d'Alfred Sirven, après que ce dernier eut profité des menaces à l'encontre de M<sup>me</sup> Joncour. La remise des fonds aurait eu lieu à Genève, à l'hôtel du Rhône, l'envoyé de M. Sirven étant décrit comme « un type insignifiant, pas très grand, un peu bedonnant et chauve », avec lequel devait être échangé ce mot de passe : « Aujourd'hui, la montagne est belle ».

La piste du trésor se perd sur ces hauteurs. « Comment avez-vous eu la certitude que cet argent a bien été remis à M. Sirven ? », ont questionné les juges. Réponse de M<sup>me</sup> Joncour : « Je n'en ai aucune ».

Hervé Gattegno

### Un circuit « validé par la République », selon l'ancien directeur financier

« CE QUI COMPTE, c'est que les commissions permettent de bonnes opérations pour Elf et pour la France », déclarait, en janvier 1997, l'ancien président d'Elf, Loïk Le Floch-Prigent, au *Nouvel Observateur*. « Ces commissions sont déclarées à l'État actionnaire et figurent dans les comptes », ajoutait-il. Un an plus tard, l'ancien directeur financier du groupe pétrolier, Philippe Hustache, confiait à la justice que leur montant annuel, d'ordinaire « de hauteur de 300 à 350 millions », avait été « porté à 800 millions » sous la présidence de M. Le Floch-Prigent, de 1989 à 1993.

Dans ce témoignage recueilli le 11 février, M. Hustache a aussi affirmé que l'Elysée avait aidé les implantations d'Elf à l'étranger, fût-ce au prix d'actes de corruption. « A la fin de

l'année, a-t-il expliqué, nous regroupions les commissions par pays et par compte bénéficiaire. Ce document était présenté par le président du groupe ou secrétaire général de la présidence de la République, et par le directeur financier, moi-même (...), à la direction des douanes. » Précisant que « la plupart des destinations étaient africaines », M. Hustache a conclu : « Pour moi, ce circuit était validé par la République ».

Interrogés par *Le Monde*, les deux secrétaires généraux de l'Elysée successifs durant la période concernée, Jean-Louis Bianco et Hubert Védrine, n'ont pas confirmé cette version. M. Bianco nous a indiqué n'avoir « aucun souvenir d'une conversation sur ce thème avec M. Le Floch-Prigent ». Toutefois, il effectue un rapprochement entre ce témoignage

et une « scène surréaliste » qu'il a gardée en mémoire : « Le prédécesseur de M. Le Floch-Prigent, Michel Pecqueur (PDG d'Elf de 1983 à 1989), m'a apporté un jour une feuille blanche, sur laquelle étaient écrits, à la main, les noms de pays africains et des sommes, correspondant aux commissions versées. Il m'a dit que la « tradition » voulait qu'il m'en donne connaissance. Il ne m'a donné aucun détail, et je ne lui en ai pas demandé. Après quelque temps, j'ai jeté cette feuille. » Successeur de M. Bianco en 1991 et actuel ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine nous a simplement affirmé n'avoir « pas eu à connaître, dans les fonctions qu'il était les [siennes], de ce type d'indications ».

H. G.

### M. Dumas assure pouvoir « justifier toutes les sommes » déposées sur son compte bancaire

CINQ SEMAINES après les perquisitions conduites, les 27 et 28 janvier, aux divers domiciles et bureaux de Roland Dumas, de son épouse et de plusieurs de ses proches, aucun élément n'est venu publiquement conforter les soupçons formulés à l'encontre du président du Conseil constitutionnel. Pour l'heure, les investigations menées sur les commissions perçues en Suisse par Christine Joncour n'ont abouti à aucune mise en cause formelle de l'ancien ministre. Mais les vérifications entreprises par les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky sur le compte bancaire parisien de M. Dumas ont fait surgir des éléments troublants sur sa fortune personnelle.

Ouvert à l'agence du Crédit lyonnais du quartier Maubert-Mutualité, voisin de son cabinet d'avocat, le compte personnel de M. Dumas - qui fut ministre de 1984 à 1986, puis de 1988 à 1993 - a été approuvé, entre 1991 et 1995, par de nombreux versements d'espèces, atteignant régulièrement plusieurs centaines de milliers de francs et dont le total dépasserait 10 millions de francs (*Le Monde* des 28 et 29 janvier). Jugant cette estimation « exagérée », M. Dumas a déclaré au Monde qu'il pourrait « justifier toutes ces sommes ».

Cherchant à remonter la piste des millions clandestinement extraits des caisses d'Elf au profit de Christine Joncour, les deux magistrats ont été informées, par un correspondant anonyme, d'une impressionnante série de mouvements de fonds sur le compte de M. Dumas. Les premiers témoin-

nages recueillis au sein de l'agence bancaire ayant mis en évidence le rôle de « deux femmes » dans ces remises d'espèces, les juges ont supposé que l'une d'elles pouvait être M<sup>me</sup> Joncour. Il semble désormais acquis que tel n'était pas le cas, et l'enquête ne paraît pas avoir établi de lien formel entre le compte de l'ancien ministre et les comptes suisses de Christine Joncour.

Repondant aux questions du Monde, mercredi 4 mars, l'ancien ministre des affaires étrangères a expliqué la fréquence et l'importance de ces versements sur son compte par « la réalisation d'avoirs personnels » et la détention de sommes en argent liquide liées « à [ses] activités professionnelles ». Toutes ces sommes ont été « déclarées au fisc », nous a-t-il affirmé. « Mes déclarations de revenus feront foi », a-t-il assuré, précisant qu'il avait chargé un expert-comptable d'établir le détail de ses comptes.

Recueillis par les enquêteurs de la brigade financière à la fin du mois de janvier et versés au dossier d'instruction, les témoignages des cadres de l'agence du Crédit lyonnais laissent toutefois une impression de malaise. « Nous étions inquiets, d'une façon générale, sur l'origine des espèces déposées sur les comptes de Roland Dumas », s'est ainsi souvenue l'employée chargée de la banque à confier, pour sa part : « A l'agence, nous étions très intrigués par ces versements en espèces. Nous les avions signalés à notre hiérarchie. » Mais, eu égard aux fonctions ministérielles du titulaire du

compte, la banque n'a entrepris aucune vérification. « Nous avions eu des consignes », a expliqué la caissière.

Chargée de la suivi des comptes de M. Dumas à partir de juillet 1991, une employée a indiqué qu'elle n'avait « jamais vu Roland Dumas », les fonds étant apportés à l'agence par l'une de ses collaboratrices, « qui venait accompagnée de la secrétaire de Roland Dumas ». « Elles sortaient de leurs sacs à main une enveloppe contenant les espèces, poursuit son témoignage. Nous les comptions dans un petit local. (...) Les billets étaient usagés, par coupures de 500 francs. (...) Je crois d'ailleurs me souvenir que Roland Dumas faisait aussi de temps à autre des commandes de fonds auprès du directeur. C'était important parce que nous n'avions pas de coffre. Il fallait nous-mêmes commander les billets de banque et appeler le directeur. (...) M. Dumas commandait des billets de 500 francs en contrepartie de coupures de 200 ou 100 francs. »

La même employée s'était étonnée, au mois de janvier 1992, d'un dépôt d'espèces particulièrement important - 1 million de francs - effectué par une collaboratrice de M. Dumas. « Je l'ai immédiatement signalé à la direction, a raconté l'employée, car cela n'était pas tout à fait normal. » La même employée a resté étonnée jusqu'à téléphoner au ministre lui-même, « ce qui était une démarche très difficile, compte tenu de sa qualité ». « Je lui ai téléphoné pour autre chose, tout en lui posant la question sur les origines des espèces. Il m'a dit qu'elles provenaient

de la vente d'une œuvre d'art... » Déposés sur le compte de la collaboratrice de M. Dumas, ouvert dans la même agence, ces fonds « lui étaient bien destinés », ont estimé les cadres du Crédit lyonnais, « mais c'était Roland Dumas qui les lui donnait ». Plusieurs dépôts massifs permirent à cette avocate, toujours membre du cabinet de M. Dumas, rue de Bèzeve, d'acquiescer un appartement dans la capitale, d'une valeur d'environ 2,5 millions de francs. Les registres de la banque montrent qu'un autre appartement, destiné à l'un des fils de l'ancien ministre, fut acheté grâce à un décaissement de 2 millions de francs, dont le remboursement fut tardif et effectué grâce à de nouveaux dépôts d'espèces.

### Des cadres de son agence du Crédit lyonnais ont fait part de leur « inquiétude » sur « l'origine des espèces »

« A partir de ces années, nous a expliqué M. Dumas, j'ai effectivement cherché à lever mes enfants. Chacun de ses trois enfants est ainsi devenu propriétaire d'un appar-

tement parisien, dont les conditions d'acquisition sont examinées par les enquêteurs. Grand amateur d'art, avocat de Picasso et de Giacometti, M. Dumas admet avoir, pour cela, vendu « deux œuvres », une sculpture et un bas-relief. Le million de francs déposé en janvier 1992 serait ainsi le produit de l'une de ces transactions - effectuée en Angleterre, selon certains de ses proches, au profit d'un acheteur désireux de rester anonyme. S'exprimant lui aussi de façon anonyme dans un catalogue édité, en 1995, par le Musée d'art moderne de la Ville de Paris, sous le titre « Passions privées », dans lequel étaient présentées neuf pièces de sa collection (une huile de Max Ernst, deux bronzes et un dessin de Giacometti, deux huiles, deux dessins et un lavis d'André Masson, une huile de Picasso), M. Dumas avait pourtant affirmé ne s'être « jamais » séparé d'aucune œuvre, confiant qu'il ne pourrait envisager de le faire qu'« en cas de nécessité : installation d'un enfant ou toute autre raison à caractère matériel ». A cette date, les transactions immobilières jugées suspectes par les enquêteurs étaient pourtant largement entamées.

Hormis ces deux ventes d'œuvres d'art, le président du Conseil constitutionnel assure avoir disposé d'argent liquide « en tant qu'avocat ». Mais ses fonctions ministérielles lui interdisaient, au nom des règles d'incompatibilité, l'exercice de son métier jusqu'en 1993. M. Dumas explique donc qu'il est arrivé de « conserver des sommes perçues à titre d'honoraires, parfois

pendant longtemps ». Justifiant ce penchant pour l'accumulation par « une sorte de mentalité de paysan », Ministre des affaires étrangères jusqu'aux élections de mars 1993, il disposait, en outre, d'une partie des « fonds spéciaux » de Matignon. Selon les déclarations aux juges de son ancien chef de cabinet, Gérard Pardini, M. Dumas avait l'habitude de conserver pour lui-même de 50 000 à 60 000 francs par mois sur l'enveloppe de son ministère, dont le montant avoisinait 300 000 francs. « Une pratique commune, nous a répondu M. Dumas. Cet argent était utile pour mes dépenses de ministère, pour inviter des personnalités étrangères au restaurant, par exemple. » En tout état de cause, les « fonds spéciaux » étant livrés à Matignon par la Banque de France, il s'agissait de billets neufs qui ne sauraient donc correspondre aux « coupures usagées » décrites par les agents du Crédit lyonnais.

Réinscrit au barreau après la démission du gouvernement Bérégovoy, le 29 mars 1993, M. Dumas a recommencé à percevoir des honoraires d'avocat. A ce titre, il a bénéficié de versements réguliers en provenance de l'Etat gabonais, dont le total avoisine 3,5 millions de francs, « en vertu d'un contrat officiel », indique-t-il, et en rémunération de diverses consultations et interventions auprès de l'entourage du président Bongo. « J'ai vérifié, nous a indiqué M. Dumas. Ces versements se sont interrompus lorsque j'ai été nommé au Conseil constitutionnel » - soit le 22 février 1995.

Hervé Gattegno

président  
150 000 mèt

partie et une su  
d'après la lecti

Névache condan  
non ferme pour tra

الجمهورية الجزائرية

Handwritten text in a box at the top of the page.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Régis BOUYALA, Pascale et Denis BOUYALA, partageant avec Manon et Louis la joie d'annoncer la naissance de Edouard, le 19 février 1998, 90 bis, rue de Varenne, 75007 Paris.

Anniversaires de naissance

Amiens, 7 mars 1980 - 7 mars 1998. « Je fite l'essentiel Je fite ta présence. » Paul Edward, Gersende. Dix-huit ans ! Bon anniversaire chérie ! Tes parents.

Décès

Sa famille, Ses amis ont la douleur de faire part du décès de Jacques ACHART, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et forêts en retraite, survenu le 26 février 1998, 17, rue de la Paix, 92160 Antony. Les familles Bagur, Ricour, Allège, Dussart, font part du décès de M. André BAGUR, survenu à Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence), le 4 mars 1998, dans sa quatre-vingt-septième année.

M. Germain Kreweras, son épouse, M. Cécile Kreweras et Serge Rébillard, M. et M. Henri Kreweras, M. François Kreweras, ses enfants, Jean-Bernard, Estelle, Arnaud, Nathalie et Isabelle, ses petits-enfants, Constantin, Thomas, Julie, Antoine et Lukas, ses arrière-petits-enfants, M. Jacqueline Brunon et ses filles, Sa belle-sœur et ses nièces, ont la douleur de faire part du décès de M. Germain KREWERAS, professeur de mathématiques émérite à l'Université Paris-VI, survenu à Paris, le 4 mars 1998, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 9 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Etienne du Mont, place Sainte-Geneviève, Paris-5<sup>e</sup>.

Sylvie et René Specior, ses enfants, Jean-Philippe, David et Benjamin, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de Max LANDMANN, survenu à Paris, le 4 mars 1998, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, et rappelle la mémoire de sa sœur et de son frère, Jenny et Leo, morts à Auschwitz sans sépulture.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité. « Ceux qui ont confiance en l'Éternel seront comme la montagne de Sion, qui ne chancelera pas, indéfectible à jamais. » Psaume 125, verset 1. 63, rue Claude-Bernard, 75003 Paris.

Mgr Georges Gibon, préfet de la Mission de France, Les prêtres de la Mission de France, Les membres de sa famille, ont la douleur d'annoncer le décès de Jean VINATIER, survenu le mercredi 4 mars 1998. Les funérailles et l'inhumation ont lieu à Veix (Corrèze), le vendredi 6 mars, à 10 heures.

Anniversaires de décès

Dominique BAUMONT de MASQUARD, 7 mars 1997. « Nous vivons dans l'inconcevable, mais avec des repères éblouissants. » René Chaz. Stéphane Baumont, son épouse, Olivier, Victoire, Édouard, ses trois enfants, Sa famille.

Il y a six ans, le 7 mars 1992, Michèle EVESQUE-MARENCO quittait les siens.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour elle. Il y a un an, disparaissait Albert GAZIER, 1906-1997, ancien ministre, doyen du Conseil supérieur de la magistrature. Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

Le 7 mars 1997, nous quittons à regret Cus, journaliste - dessinateur. Pour cet ami fidèle et généreux, Son épouse, Et sa famille, désolent une affectueuse pensée à tous ceux qui ont eu le bonheur de le connaître. 26, rue du Commandant-René-Mourhonne, 75014 Paris.

Communications diverses

Marc Boissière, président de l'Initiative Flamme Éternelle de Dachau, Michel Bastok, secrétaire général, Jo Wajsbat, trésorier de l'Association Keren Or, dont les Anciens Déportés seront présents, et Jacques Almann, porte-drapeau de l'Amicale d'Auschwitz, communication : À l'occasion de la présentation du film « Yeshualem » (Yérusalem), au Palais des congrès, le 9 mars 1998, à 20 heures, l'Initiative Flamme Éternelle de Dachau contre les exterminations et le drapage israélien, sur une hauteur de dix mètres, peints par Coline Azoulay, pour le comité seront exposés de part et d'autre de l'écran géant. Transporteur attitré de la Flamme, Espace service Jeanmes, père et fils.

TACHU MÉTHODE FELDENKRAIS Stage à Paris, 14 et 15 mars, animé par Valérie LE HUCHE. Tél. : 01-42-74-43-32.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 16 h 30

NOMINATIONS

DIPLOMATIE Bertrand Besancenot a été nommé ambassadeur au Qatar, en remplacement d'Henri Deniaud, par décret publié au Journal officiel du 4 mars. [Né le 6 avril 1952 à Casablanca (Maroc), Bertrand Besancenot est docteur en sciences politiques et diplômé de l'Institut national des langues orientales. Il a été notamment en poste à Doha (1978-1981), à New York (1985-1988), à Bruxelles auprès du Conseil de l'Atlantique Nord (1988-1991), à Genève auprès de la Conférence du désarmement (1991-1995) et à l'administration centrale du Quai d'Orsay.]

ÉDUCATION René Blanchet, recteur de l'académie d'Aix-Marseille, a été nommé recteur de l'académie de Paris (Le Monde du 5 mars), lors du conseil des ministres du 4 mars, en remplacement de Michèle Gendreau-Massalou, nommée conseillère d'État en service ordinaire. [Né le 22 juin 1941 à Chamblay (Ailier), René Blanchet est ancien élève de l'école normale supérieure de Saint-Cloud, diplômé d'études supérieures de géologie, agrégé et docteur d'État en sciences. Chargé de cours à l'université Paris-VII, il est nommé en 1976 professeur à l'université de Brest, puis en 1987 à l'université de Nice, où il crée un Institut de géodynamique associé au CNRS. René Blanchet contribue à l'administration de la recherche de 1975 à 1984 et au développement des programmes internationaux de forages océaniques profonds. Membre de plusieurs commissions nationales de réflexion sur l'école, en 1989 sur les programmes, en 1995 avec Roger Faucon et 1998 avec Edgar Morin sur les lycées, René Blanchet a été successivement recteur de l'académie de Nice (1989), de Montpellier (1991) et d'Aix-Marseille (1996).]

ENVIRONNEMENT

Jean-Félix Bernard a été nommé à la présidence du Conseil national de l'air, qui a été mis en place, jeudi 5 mars, par Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Le Conseil national de l'air est chargé de suivre les questions relatives à la pollution, à la surveillance et à l'amélioration de la qualité de l'air. [Né le 15 octobre 1956 à Alger, Jean-Félix Bernard est titulaire d'une maîtrise de biologie. Président du groupe des Verts au conseil régional d'Ile-de-France, il est spécialiste des questions de pollution urbaine de l'air.]

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du jeudi 5 mars sont publiés : ● RMI : un décret relatif aux conditions de mise en oeuvre de la loi relative au revenu minimum, portant sur les crédits d'insertion. ● Agriculture : un arrêté modificatif fixant les mesures financières relatives à la prophylaxie collective de la leucose bovine enzootique. ● Animaux : un arrêté portant nomination au Conseil national de la spécialisation vétérinaire. ● Conseil constitutionnel : plusieurs décisions déclarant inéligibles pour un an Jean-Luc Beaumont (MDC, Gironde), Roger Kinsonnier (MDR, Paris), Dominique Chabot (Paris), Raymond Delord (div., Paris), Corinne Haddad (div., Paris), Antoine Pontone (UDF-PR diss., Seine-Saint-Denis), Armand Capart (div. d., Seine-Maritime), Lionel Choucha (div. d., Paris) et Claude Lobjoit (PPL, Yvelines), pour n'avoir pas déposé leurs comptes de campagne dans les conditions et délais prévus par le code électoral.

Auschwitz rocés de Klaus Barbie

LA VUE SUR LES CHEMINES... Jean Michel

résistance

Le journal... M. Mohammed HAMROUNI, assistant d'arabe maghrébin à l'INALCO de 1970 à 1997. M. Hamrouni reposera à Gabès en Tunisie.

Air Liquide : résultat consolidé 1997. ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE DU RÉSULTAT D'EXPLOITATION : + 18,0 % AUGMENTATION DU DIVIDENDE. Tableaux de résultats et dividendes, graphiques de résultats et distribution.

CARNET DU MONDE - TARIFS 98 - TARIF à la ligne. DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 109 HT. TARIF ABONNÉS 95 F HT. NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES 500 F TTC FORFAIT 10 USDS. Toute ligne suppl. : 60 F TTC. THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT. COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter. Tél : 01.42.17.29.80 + 01.42.17.29.86 Fax : 01.42.17.29.86

SERVICE ACTIONNAIRES Air Liquide, 75321 Paris Cedex 07, N° Vert 0 800 16 61 79 http://www.airliquide.com

# LE PROCÈS PAPON

LE MONDE / SAMEDI 7 MARS 1998

## Le rabbin Stourdze témoigne d'un enfer quotidien de Drancy à Auschwitz

Le président de l'Association indépendante nationale des anciens déportés internés juifs et leurs familles, déjà présent au procès de Klaus Barbie, a pris à partie la cour et les jurés. « Essayez d'imaginer... », a-t-il répété

**BORDEAUX**  
de notre envoyé spécial  
Sa parole de rabbin vient clore cinq mois de débats. Une ultime déposition de partie civile, une dernière parole de déporté, qui résonne crescendo et s'ajoute à la mémoire de ceux qui ont ici témoigné. Barbe blanche, costume sombre, Marcel Stourdze, quarante-trois ans, président de l'Association indépendante nationale des anciens déportés internés juifs et leurs familles, pose ses deux cannes anglaises contre la barre. Il préfère rester debout.

Il y a peu, avant lui, la voix de M<sup>re</sup> Henri Leclerc, président de la Ligue des droits de l'homme, a résonné. « Les droits de l'homme, nous en sommes tous les gardiens, nous en sommes tous porteurs... Comment est-ce possible qu'un fonctionnaire périt des droits de l'homme, comme il le dit, ait pu continuer ? » Maurice Papon a répondu que son père était membre de la ligue, a rapporté qu'il eut lui-même pour professeur à la Sorbonne Victor Basch, ancien président assassiné avec sa femme en 1944 par la milice. « Pourquoi juger si tard ? a demandé M<sup>re</sup> Leclerc. Parce que ces crimes ne doivent donner lieu à la moindre amnistie, à la moindre atténuation. Maurice Papon s'est étonné : « Mais vous ne savez pas ce que j'ai fait ! »

Ne rien oublier, Marcel Stourdze a la vie en lui qui s'anime pour rappeler que d'autres ont voulu, il y a cinquante-cinq ans, parce qu'il était juif, la lui retirer. Comme les derniers représentants des associations constituées parties civiles. Il

porte son message. Comme il y a onze ans, quand il le délivra au procès de Klaus Barbie. Arrêté le 16 août 1943 à Lyon, Marcel Stourdze a été déporté trois semaines plus tard, tout d'abord vers Drancy (Le Monde du 15 janvier). Son frère, lui, a connu le camp de Mérignac, en janvier 1943, puis la déportation, en juin.

« Drancy était ce camp de passage pour les juifs [qui] ne savaient pas où ils seraient envoyés. Nous, nous savions déjà depuis la Nuit de cristal. Un de mes amis qui tenait

une fabrique de pipes à Saint-Claude avait une radio avec une grande antenne. Et c'est là qu'on a appris (...) Mais [à Drancy] nous ne pouvions pas leur dire "vous irez dans un camp où vous serez massacrés". »

Alors, le rabbin décrit les deux bâtiments où l'on rassemblait ceux qui allaient être déportés. Ses mains s'agitent. « Ils étaient mille, enfants, femmes, vieillards. On leur donnait un morceau de pain, de saucisson. Des autobus venaient les chercher pour aller à la gare de Bo-

bigny. C'était des wagons de marchandises. On pouvait lire dessus : "Quarante hommes, huit chevaux." On les entassait : soixante-dix à quatre-vingts par wagon, avec un ou deux seaux hygiéniques. »

Et puis soudain, des phrases, des scènes, des vies, qui jaillissent tout entières au présent. « Le train part. Trois jours, trois nuits. Pour uriner dans les seaux, les femmes tirent une couverture, les hommes détournent la tête. Nous traversons l'Allemagne. Il fait froid, il neige. Nous arrivons dans une gare. On ouvre la porte.



Marcel Stourdze

Sur le quai, il y a des SS avec leurs chiens. Les enfants ont peur. Quand on arrive au bout du quai, on nous sépare : les hommes entre seize et quarante-cinq ans, d'un côté ; les femmes, les enfants, les vieillards, de l'autre. Moins cinq degrés, il fait très froid. Nous arrivons au camp d'Auschwitz III.

Alors, du même souffle : « On nous fait mettre tout nu. Un déporté arrive. Il vous rose. Sous les bras, sur la poitrine, sur le pubis. » Il fixe la cour et les jurés : « Imaginez, mesdames, l'éponge sur votre corps, sur les seins, entre vos jambes. »

Il poursuit : « Après, vous prenez une douche chaude. On vous donne une sorte de pyjama, de grosses godasses. On vous place par ordre alphabétique, en rang, ils notent votre profession. Et on vous donne un numéro. Alors un déporté va le tatouer. Il a un porte-plume avec une épingle. (...) Il frappe les trous des chiffres. Pour faire un chiffre, il faut dix trous. Quand vous avez un nombre avec six chiffres... » Marcel Stourdze dégrafe et relève sa

manche gauche : « Si vous le désirez, je peux m'approcher de vous, monsieur le président... Souvent, ça s'est mis à saigner, à s'écouler. C'est la mort. »

« Essayez d'imaginer », répète inlassablement la voix du déporté. L'absurde : monter et descendre des lits. Cinquante fois, jusqu'à l'épuisement, jusqu'à la mort. « Essayez d'imaginer. La dégradation, la faim, le froid, le travail, une gamelle de soupe pour quatre. Nous sommes obligés de laper. Nous ne sommes pas des hommes, mais des animaux. » « Essayez d'imaginer ceux qui sont partis de Mérignac et qui ne sont plus rien. »

**« LA VUE SUR LES CHEMINÉES »**  
Puis l'enfer, en ville. En janvier 1945, les cinquante-deux blocs, les 12 500 internés de son camp, sont évacués. « Nous nous retrouvons tous sur la route, dans la neige. Et vous marchez, le soir, la nuit. Et quand votre voisin tombe, un SS lui met une balle dans la tête. Au bout de trois jours, nous n'avons rien à manger. Nous tombons sur un train. Nous montons dans des wagons. Nous sommes serrés, cent, cent vingt. Quand il y a un mort, on le jette. On lui retire son pyjama, parce qu'on a froid. Mais au troisième jour, les SS vous l'interdisent. Alors on étouffe les morts au fond du wagon, les uns sur les autres, la face en bas. Quand nous arrivons au bout de six jours à Oranienbourg, nous sommes deux mille cinq cents sur les douze mille cinq cents. »

Enfin meurt le présent, pour revenir au passé. « Avant, nous avions la vue sur les cheminées. Dès qu'il y avait un peu de vent, on sentait l'odeur des corps brûlés. » On fit de légers cendres, rappelle M. Stourdze, de ces cendres. On récupérait des femmes les cheveux « pour faire des coussins pour l'aviation allemande ». « Trois ans après la Libération, je suis revenu. Dans une cuve énorme, il y avait des cheveux. Et j'ai l'impression d'avoir vu la chevelure de ma femme. Aujourd'hui, tous ces cheveux sont devenus blancs. Mais ils avaient encore à l'époque la couleur de ceux que vous aviez aimés. »

La conclusion tombe : « Ceux qui sont directement ou indirectement responsables de ces crimes doivent être dénoncés. Au procès de Klaus Barbie, un juré m'a demandé si j'étais capable de pardonner. J'ai répondu que seuls ceux qui ne sont pas rendus pouvaient pardonner. Notre obligation est de lutter pour que cela ne se reproduise plus jamais. »

Jean-Michel Dumay  
Dessins : Noëlle Herrenschiemdt



Maurice Papon sortant du palais de justice de Bordeaux entouré par les hommes du Groupe d'intervention de la police nationale.

## M<sup>re</sup> Varaut verse aux débats une plainte contre Serge Klarsfeld

**BORDEAUX**  
de notre envoyé spécial  
L'incident est donc arrivé, in extremis, avant les plaidoiries. M<sup>re</sup> Jean-Marc Varaut fait part en début d'audience, jeudi 5 mars, de la « nécessité » de déposer une plainte contre Serge Klarsfeld, président de l'Association des fils et filles de déportés juifs de France (FFdJ), pour « pression sur la justice ». « J'avais pensé que Serge Klarsfeld, qui avait demandé à prendre la parole [NDLR : au titre des parties civiles personnelles morales], serait présent aujourd'hui. Et j'avais l'intention de [lui] demander s'il retirait ce qu'il disait aux alentours du 1<sup>er</sup> février et de dire s'il respecterait la décision qui serait rendue par cette cour quelle qu'elle soit. »

Sans l'avancer explicitement, M<sup>re</sup> Varaut fait allusion aux déclarations controversées des Klarsfeld, père et fils, qui, révélant le 28 janvier un lien de parenté entre le président de la cour, Jean-Louis Castagnède, et cinq des victimes des faits, ont accusé le

juge d'avoir délibérément caché ce lien pour présider les assises. Dans un communiqué publié jeudi, M<sup>re</sup> Arno Klarsfeld a jugé « prétexte et fallacieuse » la plainte déposée contre son père. Cette plainte « dirigée pour intimider les jurés démontre que c'est à juste titre que nous avons révélé, il y a un mois de cela, [ce] lien de parenté », a-t-il ajouté.

Par un étrange consensus, au sein du procureur, personne jusqu'à présent n'avait évoqué clairement la question, susceptible de troubler le bon ordonnancement du procès. « Or, estime M<sup>re</sup> Varaut, les ultimes déclarations [de Serge Klarsfeld] à Libération, au journal du dimanche, dans la presse étrangère, à Radio Shalom et à Tribune juive, caractérisent une pression sur la justice sans précédent dans l'histoire judiciaire. » L'avocat observe que, malgré ces accusations, la justice n'a toujours pas engagé de poursuites pénales à l'encontre des deux avocats, mais seulement des poursuites disciplinaires qu'il qualifie de « dérisoires et périphériques ».

Dans sa plainte, versée aux débats, Maurice Papon s'appuie sur le fondement de l'article 434-16 du code pénal, qui dispose que « la publication, avant l'intervention de la décision judiciaire définitive, de commentaires tendant à exercer des pressions en vue d'influencer (...) la décision des juridictions (...) est punie de six mois d'emprisonnement et de 50 000 francs d'amende ».

**« SUSTERRAINE »**  
Mise en dossier, la plainte a également pour effet de laisser une trace du lien de parenté. Enfin, elle ébauche, pour la défense, un angle de bataille juridique à venir, au-delà d'un éventuel pourvoi en cassation : « [cette pression] est incompatible avec les conditions d'un procès équitable au sens de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ».

En l'absence de nombreux avocats de la partie civile, dont M<sup>re</sup> Arno Klarsfeld, M<sup>re</sup> Gérard Weitzer dénonce « un effet d'audience », M<sup>re</sup> Raymond Blet et Francis Ja-

cob un « subterfuge ». Le procureur général Henri Desclaux se déclare, pour sa part, « surpris que cette intervention ait lieu à la barre », tout en s'engageant « à transmettre la plainte au procureur compétent ». « Est-ce un moyen de donner un poids maximal à cette pression sur la cour de la justice ? Interroge-t-il. S'agit-il de laisser entendre à la cour et aux jurés que, s'ils condamnent Maurice Papon, ils céderaient aux pressions ? »

Puis le procureur général attaque. « Je n'aime pas le cours que d'aucuns veulent voir donner à ce procès », dit-il en faisant référence à la mise en cause, par Maurice Papon, de l'avocat général Marc Robert dans le traitement du dossier Bousquet (Le Monde du 5 mars).

« Nous avons conscience qu'il s'agit d'une stratégie de la défense. Faut de se battre sur les faits, on se bat sur les hommes, par insinuations (...). Le président a écouté les échanges sans mot dire. »

J.-M. Dy

## Comment « La Petite Gironde » devint « Sud-Ouest », sur fond de collaboration et de résistance

**BORDEAUX**  
de notre envoyé spécial  
« Ça tirait de partout, alors j'ai préféré dormir au journal. J'étais le minot, le bleu, et je vous assure que cette journée et cette nuit m'auront marqué ! » Jean Sénard a bien des raisons de se souvenir de ce lundi 28 août 1944. Ce matin-là, Bordeaux s'était réveillée libre et le jeune journaliste, engagé quinze jours auparavant, allait voir son premier « papier » signé publié dans un quotidien. Et pas n'importe lequel, puisqu'il s'agissait du premier numéro de Sud-Ouest, qui succédait à La Petite Gironde. Le lendemain, mardi 29 août, les Bordelais purent acheter, pour 1,50 franc, une simple feuille recto-verso, avec une photo du général de Gaulle sous un titre de sept colonnes : « Bordeaux a fêté sa libération ! »

A côté de l'article de Jean Sénard, un long éditorial signé Jacques Lemoine : « Et rien ne fut beau comme le spectacle de ce grand peuple qui, seul, abandonné à lui-même, trahi par ses chefs, n'accepta jamais de courber la tête et d'infléchir son jugement. » Sur la même page, le Comité départemental de libération nationale, « exclusivement composé d'hommes qui, durant quatre longues années, ont lutté clandestinement contre l'oppression allemande », lançait un appel au calme et affirmait que « justice sera rendue à tous ! ».

Qui trouve-t-on dans ce comité,

comme représentant de « la presse résistante » ? Jacques Lemoine. La surprise est de taille. Jacques Lemoine n'a-t-il pas été, jusqu'en janvier 1943, rédacteur en chef de La Petite Gironde ? Ce journal a suivi à la lettre les consignes de la Propaganda Staffel : « Ne plus écrire "israélite" mais exclusivement "juif" », « Les mots "troupes françaises, armée française, personnalités françaises" ne doivent pas être employés pour désigner les personnes ou formations passées en dissidence ». Le 29 septembre 1942, le quotidien publie un appel à la défection lancé par les autorités allemandes : « Les prisonniers français dont les familles contribuent à l'arrestation de saboteurs d'agents ou de parachutistes ennemis seront libérés ».

**MISE EN PAGE**  
Certains journalistes s'efforcent pourtant de « détourner » les injonctions allemandes. Fin 1942, Gérard Fiquemont, secrétaire de rédaction, est licencié à la demande des Allemands qui ne supportent pas les rapprochements tendancieux qu'ils croient déceler dans sa manière de mettre le journal en page. Accoler, par exemple, une publicité sur la mort aux rats à un article sur l'armée allemande.

Jacques Lemoine écrit, pour sa part, plusieurs articles nettement machéalistes. Grand bourgeois parisien, Jacques Lemoine, qui a épousé une riche héritière du Lot-

et-Garonne, est devenu rédacteur en chef de La Petite Gironde en 1937. Le quotidien est alors dirigé par Richard Chapon, arrière-petit-fils de Gustave Gounoullou, un Bergeracois républicain, qui fonda le journal en 1859 pour combattre Napoléon III. Avant la guerre, le quotidien tire à 300 000 exemplaires, est lu de Poitiers à Bayonne, de Bordeaux à Perpignan.

Lorsque l'armistice est signé, La Petite Gironde prend le parti de la collaboration. Richard Chapon est aussi l'un des premiers à participer financièrement à la création de l'agence Inter France, qui diffuse à la presse de province les informations de l'agence allemande Transocéan, et accepte aussi d'imprimer deux quotidiens de la Wehrmacht.

Collaboration ou double jeu ? Les avis divergent encore. Certains estiment que, dès septembre 1940, Lemoine et Chapon ont manifesté des « sympathies » gaullistes. En janvier 1943, les Allemands se plaignent devant Chapon de l'attitude de Lemoine, jugé trop indépendant. Chapon, c'est du moins ce que racontent aujourd'hui ses amis, fait semblant de se mettre en colère contre son rédacteur en chef. En douce, il lui recommande de partir : « Allez à la campagne et faites des enfants ».

Jacques Lemoine se retire alors dans la superbe propriété de sa femme, à Casteljaloux, dans le Lot-et-Garonne. On n'entendra absolu-

ment plus parler de lui jusqu'à ce fameux 29 août où il réapparaît, cette fois comme directeur, à la « une » de Sud-Ouest, dont il a lui-même choisi le titre. Comme pour Maurice Papon, c'est Gaston Cusin, futur commissaire de la République, qui choisit Jacques Lemoine.

**COMBATS JURIDIQUES**  
Le climat est tendu dans la rédaction. Certains journalistes ont ouvert collaboration, s'affichant avec des officiers nazis, dénonçant leurs collègues. D'autres ont résisté.

François Latappy, par exemple, qui, du Fort-du-Hâ, à Dora, en passant par Ravensbrück, a parcouru le long chemin de croix de la barbarie nazie et survécu par miracle. Aujourd'hui, Latappy est fier : c'est grâce à Chapon qu'il a pu, une première fois, éviter d'être emmené par les Allemands. « Chapon m'a dit : "Il faut que tu en aies d'ici dès ce soir. Doremann, le responsable de la Propaganda Staffel, m'a averti". »

« Latappy n'a pas fait la carrière que ses titres de résistant et ses capacités professionnelles lui auraient permis d'accomplir », estime un observateur averti de cette époque, qui ajoute, en contrepoint : « En revanche, des collaborateurs zélés ont retrouvé des situations enviables ». Et de conclure : « Lemoine a sans doute jugé plus utile de s'entourer de personnes ayant montré leur réelle capacité de servilité. » Si certains

cadres eurent quelques ennus pour faits de collaboration, ils furent assez vite réintégrés.

A l'extérieur de la rédaction aussi, le climat est exacerbé. De nombreux mouvements de résistance, dont les Francs-tireurs partisans, sont choqués des décisions prises par le Comité de libération et par Gaston Cusin. En novembre 1944, les communistes sont ainsi prêts à un coup de force pour s'emparer des imprimeries de Sud-Ouest. Celles-ci seront protégées par des tirailleurs sénégalais, appelés par le colonel Druilhe, ancien chef des maquis de Dordogne et devenu commandant de la région militaire. Par un curieux paradoxe, Sud-Ouest doit en fait sa survie à Georges Grosjean, résistant authentique, directeur de France-Libre, journal né dans la clandestinité, qui partage les mêmes locaux.

Sud-Ouest ou France-Libre ? En mars 1945, une commission d'enquête trancha en faveur de la machine industrielle, financière et politique bien rodée, par rapport aux bricoleurs résistants peu expérimentés. Les mauvaises langues feront valoir qu'Henri Teitgen, le père du ministre de l'Information Pierre Henri Teitgen, sera élu, en 1946, député de la Gironde, avec l'appui de Sud-Ouest.

En septembre 1947, un jury d'honneur, constitué dans des circonstances bizarres, mais avec l'approbation de Lemoine, est très dur

pour celui-ci. « En droit, peut-on y lire, Jacques Lemoine est responsable des articles publiés sous son contre-seing sur le territoire français occupé... et dont certains ont déjà entraîné la condamnation d'un de ses rédacteurs, pour collaboration avec l'ennemi, à vingt ans d'indignité nationale. » Mettant radicalement en doute les qualités de résistant de Lemoine, le jury d'honneur lui dénie le droit d'avoir représenté la presse résistante au Comité de libération et souhaite que lui soient retirées la Légion d'honneur, la croix de guerre, la médaille de la Résistance et la carte d'identité des journalistes professionnels.

Jacques Lemoine, qui, entre temps, a été élevé au grade d'officier de la Légion d'honneur, fait alors diffuser une note en réputation dénonçant ce « traquenard ». La suite fut une longue succession de combats juridiques. Le 28 mars 1946, la société de Richard Chapon, editrice de La Petite Gironde, est condamnée à la peine maximale : dissolution générale et confiscation. La décision fut ensuite cassée, au grand dam du bureau de la fédération de la presse bordelaise. En 1954, le tribunal de Bordeaux, pour solde de tout compte, acquittera le solde de tout compte. Jacques Lemoine décédera le 13 février 1968. C'est son fils Jean-François qui, aujourd'hui, dirige Sud-Ouest.

José-Alain Fralon

CARTE  
TARIF  
AVIS  
AMPHI  
LES  
TARIF  
CARRON  
SARASIN  
SOM  
TOUTE  
NÉCESS  
CARRON  
SARASIN  
SOM  
TOUTE  
NÉCESS

السنة 1352 هـ

115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500

# HORIZONS

ENQUÊTE

## Visite guidée à Tchernobyl



**Douze ans après la catastrophe nucléaire, la zone contaminée et vidée de ses habitants présente toujours un paysage de désolation. 4 800 employés reviennent travailler à la centrale dans la journée. Pour 200 dollars, une organisation propose même la visite des lieux**

du cristallin de l'œil, des cancers, des malformations dans la descendance. Le règlement impose de changer de vêtements en entrant et en sortant de la zone - une chapka, une veste matelassée et des bottes sont fournies. A la sortie, il faut passer dans un détecteur de radioactivité, qui indique si l'on a « pris une dose », et prendre, éventuellement, une douche. Il est déconseillé de jeter un mégot: les feux de forêt sont fréquents et soulèvent des masses de particules dangereuses. Depuis qu'en 1992 un incendie a détruit des centaines d'hectares, propulsant dans l'air des éléments

panées, salades de choux, jus de fruit. Plus loin, une boutique propose des ananas. La camionnette roule à vive allure dans un paysage de forêts de pins, d'étendues herbeuses, de marais, de fermes abandonnées. « La radioactivité apparaît par poches, on ne sait pas vraiment où ça peut bouger en fonction de la température, du vent, de la pluie. On peut marcher sur un sentier, être en sécurité, puis faire deux pas sur le côté et être gravement exposé », dit Rimma. Le véhicule passe à côté de quelques clairières aux troncs d'arbres rabougris, « brûlés » par la radiation.

**« Travailler à Tchernobyl vaut mieux que de mourir de faim »**

Ailleurs, la végétation grouille. Elle a pris ses aises, livrée à elle-même depuis près de douze ans. Des herbes hautes envahissent les cours d'immeubles. Les kolkhozes désertés ressemblent à l'œuvre d'un botaniste fou. Partout, cachés, il y a une multitude d'animaux, des grenouilles, souris, mulots, biches, renards, sangliers. On raconte aussi que les cigognes ont commencé à revenir. La visite guidée de Tchernobyl comporte des passages obligés, des endroits plus impressionnants que d'autres dans cet univers de désolation. A Pripiat, la grande roue qui animait le petit parc d'attractions est toujours debout, avec ses paniers rouillés. Elle tournait encore, paraît-il, au lendemain de

l'accident: la propagande soviétique niait alors le danger. Rue de l'Amitié-entre-les-peuples, une fresque murale proclame encore: « Le parti de Lénine nous mène vers la construction du communisme. » Et voici l'école maternelle, avec ses nombreux enlacs dans un coin, au milieu des gravats. Un écriteau a figé le temps: « Etudions les résultats du 27<sup>e</sup> congrès du Parti! » En dépit des risques encourus, l'endroit a été entièrement pillé, notamment les nombreux appartements abandonnés. A Pripiat, ville « pionnière » aux salaires avantageux du temps de l'URSS, les logements étaient relativement bien équipés. Après la catastrophe nucléaire, une partie de ce mobilier désormais contaminé - canapés, fauteuils, télévisions, réfrigérateurs - a été emportée frauduleusement pour être mise en vente sur des marchés à travers l'Ukraine... Plus loin, le petit pont en bordure de ville a une vue imprenable sur la centrale. Les maîtresses d'école, inconscientes du risque, avaient cru bon, le 26 avril 1986 - c'était un samedi - d'y emmener les enfants pour leur montrer la ronde des hélicoptères au-dessus du réacteur en flammes. Elles voulaient vanter « le travail héroïque des pompiers soviétiques ». De nombreux enfants allaient souffrir, plus tard, de cancers de la thyroïde. Seuls 3 kilomètres séparent le réacteur numéro 4 de Pripiat. Rimma parle du passé, cherche à animer ces rues vides. « Avant 1986, 155 000 personnes vivaient dans la zone: 18 000 à Tchernobyl,

rence: ce sont les 700 villageois rescapés (chiffre fourni par Interinform). A leur sujet, des officiels font souvent ce commentaire: « Ce sont des gens âgés qui se disent qu'ils mourront bientôt de toute façon, que ce soit à cause de la radiation ou d'autre chose... » Au bout d'un petit chemin de terre, passé l'épouvantail, l'enclos de la vache et la petite cour où picorent 10 poules, on arrive dans la ferme familiale de « Died Nikolaj » (Papi Nicolas) et « Baba Nastia » (Maman Anastasia). Ils ont respectivement soixante-quatorze et soixante-treize ans. Ils sont nés dans ce hameau d'Opatchisi, d'où ils avaient été évacués en 1986 en raison des retombées radioactives. Ils sont revenus dans la zone quelque temps après, « parce que le logement qu'on leur avait donné dans la région de Makariv (à l'ouest de Kiev) ne convenait pas du tout », explique le vieil homme. Comme d'autres victimes de Tchernobyl, ils touchent une pension spéciale (130 hryvnas à eux deux, soit 420 francs), qu'ils surnomment « la prime du cerucel ».

COMME les 55 autres rescapés du hameau, ce couple de paysans, qui a voulu retourner sur la terre « où sont enterrés (ses) ancêtres », survit grâce aux produits d'un lopin de terre contaminé. Pommes de terre, légumes, œufs, lait. Une camionnette de ravitaillement leur apporte chaque semaine des oignons, de l'huile, du sel. L'été, leur fils Kolia, ouvrier en bâtiment à Kiev, vient séjourner « à la campagne » avec ses enfants. Tout le monde s'expose alors à la radioactivité en consommant des produits locaux, ou en se promenant dans la forêt pour cueillir des fruits, chasser le lapin. L'hiver, les grands-parents envoient des paquets de champignons séchés aux petits-enfants. Au diable le risque de contamination! L'important « est de les aider, parce que les temps sont durs », se défend Baba Nastia, évoquant les retards de versement des salaires. Il faut croire que la crise économique, durement ressentie (ici comme ailleurs en Ukraine, fait oublier les règles élémentaires de sécurité.

Dans sa maison en bois décorée de dentelles et d'icônes, assis à côté du vieux poêle en fonte, Died Nikolaj propose une tournée de son alcool maison. Comment se sent-il? « N'est-il jamais malade? Il dément avoir le moindre problème. « Tout va bien! La radioactivité, avec un petit coup de vodka, ça passe! » Un médecin vient les ausculter de temps à autre et n'aurait détecté qu'« un peu de tension », dit ce vieux couple, qui semble, comme de nombreux autres habitants de la zone, vouloir nier le moindre danger à être là. La vie de Baba Nastia est un condensé d'histoires, que Rimma racontera en aparté, pour faire comprendre que cette robuste paysanne « en a vu d'autres ». En 1941, après l'invasion nazie, Anastasia est expulsée de chez elle et emmenée, avec sa sœur jumelle, « comme esclave » en Allemagne. Elles travaillent comme soudeuses en usine.

A la fin de la guerre, Anastasia décide de retraverser l'Europe à pied pour rentrer chez elle. Mais sa sœur jumelle rejette le « pays des soviets » et émigre au Brésil, d'où elle enverra plus tard, après la chute de l'URSS, des petits colis de cadeaux. Anastasia retrouve ses champs, son kolkhoze, et « travaille dur, des années durant, à la construction du communisme ». Les années passent. Ses enfants grandissent - « les plus heureux du monde », disait le slogan soviétique. Le 27 avril 1986, Anastasia a soixante-deux ans lorsque des soldats surgissent de nouveau et ordonnent d'évacuer les lieux. Expulsée de son domicile, la vieille femme résistera à sa façon. C'est ainsi qu'après cette « nouvelle guerre » que fut pour elle l'accident de Tchernobyl, Anastasia est rentrée à pied chez elle, une deuxième fois, en se faufilant à travers les bois trépidés de sa région natale.

Natalie Nougayrède  
Dessin: Alcinos Tjovas

et des industries lourdes  
sur ses propres forces

### TROIS QUESTIONS A François Roth

1 Quel est le poids de la France en matière de...  
2 La France est-elle...  
3

En cette matinée ensoleillée d'hiver, Rimma attend, adossée à une camionnette, de l'autre côté de la barrière. Elle travaille comme guide dans la zone. A quarante-deux ans, cette Tatar originaire de Bachkirie (Russie), a atterri là parce que son salaire d'enseignant de lettres ne lui permettait plus de financer les études de son fils adolescent. « Il y a un an, un ami m'a dit: "Viens travailler avec nous à Tchernobyl, passe trois mois sur place, si tu ne t'y plais pas, tu repars. J'ai d'abord hésité, j'avais un peu peur. Puis j'ai vu le logement deux pièces, la télévision couleur, le réfrigérateur, le sauna au premier étage... j'ai décidé de rester », raconte-t-elle. Rimma gagne l'équivalent de 1500 francs, soit trois fois le salaire moyen en Ukraine. Divorcée avec deux enfants à charge, elle dit avec résignation: « Travailler à Tchernobyl vaut mieux que de mourir de faim. »

Son employeur est la société Interinform, fondée en 1997, qui demande environ 200 dollars (1 200 francs) au visiteur pour parcourir la zone. Les clients sont essentiellement des journalistes et des chercheurs occidentaux. Interinform est une sorte d'extrémité « privatisée » du ministère ukrainien des situations d'urgence. « Un jour, des gens du ministère ont appris qu'ils risquaient d'être victimes de coupes budgétaires. Ils ont alors décidé de s'autofinancer en faisant un tarif pour les visiteurs de la zone », explique un responsable.

En avril 1996, pour le dixième anniversaire de l'accident de Tchernobyl, Interinform (98 employés) a enregistré son meilleur chiffre d'affaires, avec environ 400 délégués.

Mais la radioactivité? Sur un ton bravaçhe assez déconcertant, qu'affectionnent de nombreux habitants de la zone, Rimma s'esclaffe: « C'est toujours la même question! La radioactivité, le danger! Mais elle ajoute lentement: « La radioactivité est invisible et elle est partout. Il ne faut pas en avoir peur, il faut la respecter, c'est-à-dire observer certaines règles. Voilà ce que j'ai appris ici. »

Sur le niveau de radioactivité, Interinform fournit les chiffres suivants: dans le village de Tchernobyl, 67 microrems (67 millièmes de rem) par heure. A Pripiat, la ville où habitaient les employés de la centrale, aujourd'hui dépeuplée, 80 microrems. A proximité du « sarcophage » recouvrant le réacteur détruit, entre 700 et 1 400 microrems. Le niveau jugé « normal » (observé à Kiev, la capitale ukrainienne) est de 15 microrems par heure. Une dose absorbée de 100 rems peut être mortelle, indique Interinform, qui s'appuie sur cette donnée pour relativiser les dangers encourus dans la zone.

Des études occidentales sur les effets biologiques des rayonnements ionisants indiquent cependant qu'une exposition chronique à la radioactivité peut avoir des effets tels qu'une stérilité chez la femme, des problèmes d'opacité



# L'AVENIR DES RÉGIONS

## LORRAINE

### Une reconversion toujours recommencée

L'industrie automobile et les investissements étrangers ne suffisent pas à compenser la saignée de la fermeture des mines et des industries lourdes. Le deuxième âge de la renaissance passe par l'élaboration de projets endogènes et implique de compter d'abord sur ses propres forces

**METZ ET NANCY**  
de nos correspondants  
« Il ne faut pas laisser croire à une Lorraine entièrement prospère et n'ayant nul souci du lendemain grâce à l'expansion déjà enregistrée. » Formulés en 1957 dans un document de travail régional, c'est-à-dire bien avant la crise de la sidérurgie, cet avertissement met le doigt sur les faiblesses structurelles de la Lorraine dues, pour partie, à une insuffisante diversification depuis la naissance de l'industrie lourde.

L'avertissement, lancé l'année même de la signature du traité de Rome, n'a pas été entendu. Résultat : en moins de trois décennies, entre 1962 et 1990, la Lorraine perd cent soixante mille emplois dans ses industries traditionnelles (houillères en Moselle, mines de fer et sidérurgie en Moselle et Meurthe-et-Moselle et textile dans les Vosges). Les hauts-fourneaux, qui ont longtemps marqué le paysage lorrain, s'éteignent les uns après les autres. L'exploitation du minerai de fer est complètement arrêtée depuis 1997, celle du charbon est programmée pour 2003. La Lorraine découvre avant l'heure les effets de la mondialisation de l'économie avec la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).

La reconversion est d'autant plus douloureuse que la région s'y engage à reculons. « Les Lorrains ont un haut-fourneau dans la tête », dit, en 1984, Jacques Chérèque, ancien numéro deux de la CFDT, lorsqu'il est nommé préfet délégué chargé du redéploiement industriel en Lorraine.  
Pour faire face à ces pertes massives d'emplois qui se sont succédées

par vagues de quinze mille à vingt mille, la Lorraine cherche une roue de secours, qu'elle trouve dans l'industrie automobile. Trente-cinq établissements de plus de cinquante salariés sont créés, employant globalement, à présent, près de trente mille personnes. L'arrivée d'investisseurs étrangers apporte également un ballon d'oxygène permettant d'amortir la brutalité du choc des suppressions de postes de travail. Les « étrangers » emploient, en 1997, plus de quarante-neuf mille salariés dans trois cent trente-huit entreprises de dix-huit nationalités différentes.

Ces résultats, non négligeables, restent insuffisants, quantitativement et qualitativement. L'annonce, l'été dernier, de la fermeture des unités des groupes japonais JVC (235 salariés) et Panasonic (140 salariés), installés à Longwy et spécialisés dans l'électronique grand public, le prouve. Il ne suffit pas d'accueillir de nouveaux investisseurs pour assurer une reconversion durable. C'est d'ailleurs le problème essentiel du pôle européen de développement (PED) des trois frontières lancé en 1985 par la France, la Belgique et le Luxembourg pour compenser les pertes d'emplois de la sidérurgie dans ce bassin transfrontalier.

Ce « laboratoire de l'Europe », comme l'a baptisé l'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors en 1989, n'a pas tenu ses promesses. L'objectif de créer huit mille emplois en dix ans, dont cinq mille cinq cents sur la partie française, n'a pas été atteint. Un sur deux seulement a vu le jour de ce côté-ci de la frontière. A la désillusion de voir le PED qui

« se désengage et n'a plus de projets », selon l'expression de la CFDT, s'ajoute une nouvelle fois l'angoisse suscitée par l'annonce de la fermeture du train à fil d'Unimetal (313 salariés) à Longwy. Cette situation prouve qu'il est vain de tout attendre des investisseurs extérieurs, rappelle Gervais Hans, ancien responsable cédétiste de la sidérurgie et aujourd'hui chargé de mission dans une société de reconversion. Même si la Lorraine est la première région française pour l'accueil d'entreprises étrangères. C'est précisément le message que sont venus rappeler, dans le pays haut-meurthe-et-mo-

elle une seconde reconversion. Elle arrive à maturité après une longue gestation. Christian Marchach, ancien directeur général de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (Anvar, devenue Agence nationale de l'innovation), venu prendre le pouls de la région, en 1982, à la demande de Pierre Mauroy, premier ministre de l'époque, avait déjà préconisé à la Lorraine : « Aide-toi, le ciel t'aidera. » Il y a seize ans, la région n'était pas prête à entendre un tel langage. Elle vivait ces restructurations comme une injustice après avoir cru être le « Texas français ». Aujourd'hui, le développement

« Notre région s'avère davantage encadrée par les nouvelles lignes majeures de l'Europe que directement sur ces dernières. Elle risque donc à court terme d'être dans une zone oubliée du nouvel archipel continental »

selon, le 26 janvier dernier, Dominique Voinet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, et Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'Industrie : « Ayez des projets, l'Etat les soutiendra », ont-ils déclaré.  
En diversifiant son tissu industriel grâce à l'arrivée de nouveaux investisseurs, la Lorraine ne règle pas tous ses problèmes. Après avoir vécu durant des décennies sous la domination de l'industrie lourde, qui réclamait des bras et non des têtes, elle réapprend à développer ses projets. C'est une véritable transmutation, qui est pour

endogène, c'est-à-dire les projets d'initiative locale, est stratégique pour la Lorraine, et au moins deux titres. Premièrement, il permet d'ancre les nouvelles implantations. Les investisseurs extérieurs à la recherche de sous-traitants et d'équipementiers peuvent en effet puiser dans le vivier des nouvelles PME. A l'instar de l'américain Allied Signal, qui, pour son unité de pots catalytiques de Florange (Moselle), utilise les compétences d'une jeune société, Travodiam, pour la découpe de pièces effectuée auparavant aux Etats-Unis. Deuxièmement, les grands

groupes, se recentrant sur le cœur de leur métier, veulent autour d'eux des partenaires participant aussi aux efforts de recherche, explique Philippe Gallin, président de l'Association pour l'expansion industrielle de la Lorraine et PDG d'une filiale d'un groupe américain implantée dans les Vosges. Les constructeurs automobiles ont ouvert la voie. A preuve, la conception de l'usine MCC (Micro Compact Car) à Hambach (Moselle), où est construite la Smart, la petite dernière de Mercedes et Swatch, qui concentre sur un même site six fournisseurs pour travailler en flux tendu.

Synergie est, avec Promotech, un des deux centres européens d'entreprise et d'innovation lorrains spécialisés dans le développement de projets d'initiative locale. « Depuis 1992, nous avons soutenu quatre cents dossiers ayant débouché sur trois cents créations d'entreprises employant globalement, aujourd'hui, 2 814 salariés », explique son président, Hubert Trost, dont la démarche intègre d'autres régions en France et en Europe. Pour faciliter l'éclosion de projets, ce centre fédère le savoir-faire de plusieurs entreprises pour donner naissance à de nouveaux produits.

Promotech, de son côté, travaille beaucoup avec les universités de Nancy et accompagne les transferts de technologie, notamment dans les secteurs de l'information, de la communication et de la santé. Cette pépinière à sa fois active cent soixante-sept créations d'entreprises et soixante-dix-sept diversifications, portant globalement sur près de deux mille nouveaux emplois.  
Ayant appris à polimeriser les brèches, à former et à reconvenir les hommes, ayant maintenant retrouvé un esprit d'entreprise, la Lorraine saura-t-elle se construire un vrai projet ? C'est l'enjeu des prochaines années pour cette région qui a su faire de sa faiblesse une force. A l'heure de la construction européenne apparaissent de grands axes, à l'échelle continentale, sur lesquels se focalise la prospérité, comme le couloir Londres-Bruxelles-Francfort-Milan ou la diagonale Est-Ouest.

### TROIS QUESTIONS A François Roth

**1** Quel est le poids de l'histoire en Lorraine ?  
La géographie administrative particulière de la Lorraine est l'héritage du traité de Francfort, en 1871, et de l'annexion, vécue comme une véritable fracture. Auparavant, il existait deux départements : la Meurthe et la Moselle. Cette organisation n'a pas été remise en cause après 1918. Ce qui fait qu'aujourd'hui Longwy, au nord du département, est à cent kilomètres de Nancy, avec une culture différente du chef-lieu d'un département dont la forme défie la logique et le bon sens. Il subsiste de cette période d'annexion quelques particularismes en Moselle, hérités du système allemand d'avant 1918. Il n'y a pas de séparation de l'Eglise et de l'Etat, et la Sécurité sociale est complétée par un régime local, véritable mutuelle obligatoire, plus favorable. Mais ce droit local se réduct comme une peau de chagrin.

**2** La Lorraine a-t-elle su tirer parti de sa situation frontalière avec le Luxembourg ?  
Les relations sont fortes avec le Luxembourg, dont la frontière a toujours été perméable. Plus de trente mille Lorrains travaillent à Luxembourg, capitale internationale à forte attractivité, dans les banques, les entreprises de transport et le tertiaire. Avant les années 60, le mouvement se faisait en sens inverse, les Luxembourgeois venant travailler dans la sidérurgie. Pour une grande partie de la population frontalière, l'effacement relatif des frontières et la construction européenne se sont traduits électoralement - vote à 60 % en faveur de Maastricht - et sont perçus positivement.

**3** Avec l'Allemagne, les ports apparaissent plus complexes.  
L'annexion de 1870, les occupations de 1918 et de 1940 entretiennent à l'égard de l'Allemagne un sentiment de défiance, surtout chez les anciens, mais également de compréhension. Une partie de la population de Moselle est partie allemande, et vingt-cinq mille à trente mille personnes vont travailler en Sarre. Toute une série d'entreprises allemandes se sont installées en Lorraine germanophone, à commencer par MCC à Hambach-Sarreguemines. Là, la frontière, au lieu d'être un repoussoir, a permis de conjuguer les synergies et à la région d'être ouverte à l'Europe.

\* François Roth est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Nancy-II.

Jean-Louis This et Monique Raux

Prochaine étape : POITOU-CHARENTES

J.-L. T.

### La patrie de Verlaine et du baccarat a mal à son image

**METZ**  
de notre correspondant  
Fernand Braudel avait gravé sur son épée d'académicien une croix de Lorraine. « Je suis marqué par cette origine de façon curieuse, expliquait-il en 1984, à la veille de sa réception à l'Académie française. Comment dire ça ? Un Lorrain a une idée de la France qui n'est pas celle des autres. Un Lorrain a la France dans le dos. Il est appuyé contre elle. Etre lorrain, c'est être vigilant. »

Pour son image, la Lorraine a été prise en défaut. La vigilance, si justement mise en avant par l'un de ses fils les plus célèbres, lui a manqué. En fait, cette région semble même frappée d'un drôle de sort. Pourquoi autant d'éléments négatifs viennent-ils à l'esprit quand on prononce son nom : froid, casernes, fumées d'usine, puis plus récemment restructurations, crise économique ?

A quoi cela sert-il d'être passé maître dans l'art de créer des images, d'Epinal bien sûr, quand on a tant et tant de mal à corriger la sienne ? Le comble est que la Lorraine, avant bien d'autres régions, a compris l'importance de la communication, ayant clamé haut et fort dès le début des années 80 sa volonté de passer « de l'ère industrielle à celle

de la communication ». A l'évidence, l'intendance n'a pas suivi. La magie du luxe, par exemple, fait partie du charme français à l'étranger. Mais elle ne joue pas du tout pour la Lorraine, qui compte pourtant sur son sol quelques-uns des plus beaux fleurons de cette industrie.

Citons, pêle-mêle et sans ordre de préséance, les falenceries de Sarreguemines, les émaux de Longwy, les cristalleries de Saint-Louis, Daum et Baccarat, présentes sur les tables les plus prestigieuses, de celle de la reine d'Angleterre à celle de l'empereur du Japon, et connues pour leurs réalisations exceptionnelles comme les vases monumentaux du négu ou les candélabres du shah de Perse. Pourquoi la Lorraine ne profite-t-elle pas des éclats de cette renommée ?

UNE LIMITE SORTIE DE L'OMBRAGE  
Cette région autrefois appelée les marches de l'Est n'a pas été seulement terre de dur labeur. Elle a aussi été un creuset d'inventions célèbres, mais dont l'origine a été oubliée. Le Meusien Nicolas Cugnot n'est-il pas, avec son fardier, le père de la voiture à vapeur ? Le Messin François Pilière de Rosier n'a-t-il pas fait voler le premier ballon

dans la cour du château de Versailles, en 1783 ? N'est-elle pas aussi la patrie de la mirabelle, du baba au rhum, mûtonné à Nancy par le cuisinier du roi Stanislas Leszczynski, et de la madeleine de Commerce, immortalisée par Proust ?

Le décalage entre la réalité lorraine et son image est-elle irrémédiable ? Non. Georges de La Tour vient d'en apporter la preuve. Après trois siècles d'oubli puis une lente sortie de l'ombre, le maître de Vic-sur-Seille connaît aujourd'hui une véritable résurrection. Le succès de la rétrospective que lui a consacré le Grand-Palais à Paris l'atteste.

Tout est affaire de patience, comme le disait déjà Verlaine, avec Messin qui, en 1872, après l'annexion de la Moselle et de l'Alsace, s'adressait à sa ville natale dans un poème resté célèbre : « Patiente encore, bonne ville. / On pense à toi. Reste tranquille. / On pense à toi, rien ne se perd / Ici des hauts pensieri de gloire / Et des revanches de l'histoire / Et des sautes de la victoire. »

Quel ambassadeur lorrain saura aujourd'hui faire partager tant de richesses ? Michel Platini ou Patricia Kaas ?

**Lorraine**

Conseil régional sortant : 3 PC ; 1 MDG ; 3 PS ; 1 PRG ; 1 Div. p. 5 Verts ; 2 Ecol. ; 1 CE ; 1 UDF-rad. ; 1 UDF-PR ; 1 UDF-DR ; 1 UDF ; 1 App. UDF ; 16 RPR ; 2 App. RPR ; 3 Div. d. ; 7 FN ; 3 Div. ; 1 siège vacant.  
Président : M. Gérard Longuet.

**La population**  
1995 (en millions d'habitants) 2,311  
PART DANS LA POPULATION MÉTROPOLITAINE 4 %  
TAUX D'EVOL. ANNUEL MOYEN (1990-1994) +0,07 %  
DENSITÉ 1995 98 hab./km<sup>2</sup> (106,2 hab./km<sup>2</sup>)  
PART DES < 25 ANS 34,9 % (33,3 %)  
PART DES > 60 ANS 18,9 % (21,3 %)  
PROJECTIONS DE POPULATION EN 2010 (en millions d'habitants) 2,198  
URBANISATION (evol. 1982-1990) : superficie urbaine + 3,8 %, population + 1 %

**Les indicateurs économiques et fiscaux**  
BUDGET RÉGIONAL 1997 2 003 millions de francs (15<sup>e</sup> rang)  
BUDGET RÉGIONAL/HAB. 886 francs (22<sup>e</sup> rang)  
REVENU DISPONIBLE BRUT/HAB. 1992 79 300 francs (81 118)  
PIB 1992 294,2 milliards de francs  
Part dans le PIB national 3,4 %  
Part d'IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE prélevé par rapport au total France 1995 1,2 %

**La richesse régionale**  
AGRICULTURE, PÊCHE ET AGRICOLE 2,4  
BÂTIMENT, GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE 5,8  
SERVICES NON MARCHANDS 21,4  
INDUSTRIE 27,0  
SERVICES MARCHANDS ET COMMERCE 43,6  
VALEUR AJOUTÉE BRUTE 225,8 milliards de francs  
3,3 % du total national

**Les 20 premières entreprises**  
1 - Soliac  
2 - HBL UE Vouters Reunaud  
3 - SMAE  
4 - HBL Sige  
5 - Unimetal  
6 - Elf Atochem SA  
7 - Pont-à-Mousson SA  
8 - HBL UE La Houve  
9 - SMAE Citroën  
10 - Sovab  
11 - Soliac  
12 - Bata Hellocourt  
13 - Vitell SA  
14 - Pneumatiques Kieber  
15 - Fercol Int. Fenures Serrures Batiment  
16 - Générale de Grandes Sources  
17 - Sicup SNC  
18 - Lucas France SA  
19 - Entreprise Muller Frères  
20 - Manuf. Vosgienne de Meubles

**L'occupation des sols**  
SUPERFICIE DE LA RÉGION 23 668,3 km<sup>2</sup>  
AGRICOLE (Vignes, vergers, prairies, cultures...) 53 %  
ARTIFICIELLE (Bâts, non bâts, routes et parkings) 5 %  
NATURELLE (Roches et eau, forêts, marais, forêts...) 42 %

**Le chômage**  
CHÔMAGE en % de la pop. active sept. 1997 (BIT)  
Lorraine 11,6 %  
France 12,5 %  
BÉNÉFICIAIRES DU RAMI en janv. 1996 28 600  
nombre de salariés  
5 000 et plus  
2 000-4 999  
1 000-1 999  
500-999  
50-499

● INDUSTRIE  
● TRANSPORTS  
○ SERVICES

المجلة العربية

الشرق الأوسط

# La mort des petites filles chinoises

par Sylvie Brunel et Yves Blayo

aujourd'hui profondément divisée : deux camps : d'un côté, la « vision orthodoxe » selon laquelle l'unique objectif de la Banque centrale européenne doit être celui de faire de l'euro une devise forte et prestigieuse ; de l'autre, la conviction que la tâche essentielle est la réduction du chômage et que l'euro doit servir à cela. Depuis longtemps, c'est le premier des deux camps qui domine la scène européenne et impose ses règles du jeu. L'autre s'efforce pour ne pas compromettre l'entrée en vigueur de l'euro et de la nouvelle Banque centrale, dans l'espoir qu'elle sera inévitablement amenée à être plus sensible au problème du chômage. Mais le parti du prestige saque le danger existe de voir la Banque centrale tomber sous l'influence du parti du plein emploi ; c'est pourquoi il cherche à rétablir le plus possible le nombre des participants, ou se demande même - ainsi que l'ont fait cinquante économistes allemands dans un document - s'il ne serait pas mieux tout renvoyer à plus tard.

à proposition d'un renvoi, qui signifie en substance garder inchangé le rôle dominant de la Bundesbank dans la politique monétaire, ne nous convainc pas du tout : dans deux ans, le chômage serait égal à ce qu'il est

aujourd'hui et les divergences en matière de politique économique ne seraient toujours pas résolues. Nous pensons au contraire qu'il vaudrait beaucoup mieux affronter ouvertement la question. Les pays de l'euro ont réussi à converger sur les paramètres matériels de Maastricht. Il leur faut parvenir maintenant à une convergence sur les orientations ou - pour- rait-on dire - sur l'âme de Maastricht : un euro fort grâce à un taux de change élevé, soutenu par une politique monétaire restrictive et des taux d'intérêt élevés, et aucune concession aux nécessités imposées par le chômage ; ou bien un euro clairvoyant qui assure son prestige en se montrant capable de résoudre le problème du chômage au bénéfice de ses citoyens et de la marche de l'économie mondiale. Une chose est sûre : la non-résolution d'une contradiction si essentielle risque de miner l'euro dans ses fondements.

**Giorgio La Malfa** est président du Parti républicain italien et député au Parlement européen.

**Franco Modigliani** est Prix Nobel d'économie 1983, professeur émérite au Massachusetts Institute of Technology (MIT). (Traduit de l'italien par Myriem Bouzahr).

UN autocar quitte le village. A bord, des petites filles, rien que des petites filles. Chétives, en guenilles. Abandonnées volontairement par leurs parents, elles sont conduites dans un des multiples orphelinats que compte la Chine. Les autorités les nomment « centres de bien-être ». Ironie cruelle de la formule lorsqu'on sait que huit sur dix de ces petites filles mourront de faim et de maladie dans les mois qui suivront leur arrivée. Le dénuement absolu de ces « centres de bien-être », que la BBC qualifiait, en 1995, de « mouroirs », n'est pas un hasard : dans une Chine qui veut à tout prix limiter la croissance de sa population, la disparition des petites filles est tolérée, voire encouragée.

Etre de sexe féminin est un malheur qui vous tombe dessus très tôt : avant même que vous ne naissiez. Si vous naissez. Selon la démographe anglaise Kay Johnson, la pratique des échographies aboutit chaque année à un million de « naissances manquantes », celles, bien sûr, des fœtus de sexe féminin.

Si la grossesse se poursuit jusqu'à son terme, la petite fille n'est pas tirée d'affaire pour autant : l'infanticide a souvent lieu dès la naissance, dans le secret du domicile familial - dans les campagnes,

quatre naissances sur cinq se déroulent à la maison. Un seau d'eau au pied du lit, et l'affaire est réglée. De nombreuses naissances de petites filles ne sont ainsi même pas enregistrées : le délai d'un mois dont disposent les familles auprès de l'état-civil leur permet de ne déclarer ni la naissance... ni le décès.

Depuis 1979, les autorités chinoises ont imposé la politique de l'enfant unique, en ville tout au moins, car l'échec rencontré dans les campagnes y a conduit à

ont eu une fille ou, pis encore, deux filles d'obtenir l'autorisation légale de procréer à nouveau, c'est de se débarrasser de leurs indésirables aînées. La politique « deux enfants-un fils » conduit de fait les responsables politiques locaux des régions rurales à fermer les yeux sur le nombre réel de grossesses et de naissances de chaque femme mariée pour ne contrôler étroitement que le nombre final d'enfants de chaque couple. Voilà pourquoi les abandons sont tolérés, voire organisés.

conscient - la loi sur le mariage de 1981 précise que « *noyer son nouveau-né ou toute autre forme d'infanticide est interdit* », mais il refuse de reconnaître l'ampleur du problème, ne publiant ni statistiques sur le nombre d'enfants abandonnés ni estimations sur le sous-enregistrement des naissances et des décès.

Le déséquilibre de la pyramide des âges en faveur des garçons est stupéfiant : dans la province de Hainan, par exemple, il y a 175 garçons pour 100 filles chez les femmes de cinquante ans qui n'ont qu'un seul enfant ; dans celle du Shandong, le premier (et sans doute unique) enfant des femmes de 35-39 ans est presque trois fois plus souvent un garçon qu'une fille ! Dans un pays encore trop pauvre pour que l'enfant mâle cesse d'être considéré comme une assurance sociale, la coercition exercée sur les familles dans le cadre de la politique de l'enfant unique aboutit aujourd'hui au sacrifice, presque institutionnalisé, de millions de petites filles. Elle compromet, demain, la survie démographique du pays. La Chine risque de payer très cher ce choix de société.

Sylvie Brunel est géographe. Yves Blayo est démographe.

Etre de sexe féminin est un malheur qui vous tombe dessus très tôt : avant même que vous ne naissiez. Si vous naissez

son abandon de fait à partir de 1984. Deux enfants par famille sont donc tolérés en milieu rural. Mais tous les couples veulent avoir au moins un garçon. Question de prestige, bien sûr, mais pas seulement : à son mariage, la femme chinoise quitte ses parents pour entrer pleinement dans sa belle-famille ; en l'absence de tout système de retraite, il est donc impératif de donner naissance à un fils pour garantir ses vieux jours.

Le seul moyen des familles qui

Avortement sélectif, infanticide à la naissance, abandon, mais aussi moindre qualité des soins et de la nourriture prodigués aux petites filles, sevrées plus rapidement et plus rarement amenées à l'hôpital en cas de maladie... la surmortalité féminine en Chine atteint, aux jeunes âges, des niveaux d'autant plus marquants que partout ailleurs, sauf en Asie du Sud, de tradition comparable, la mortalité des filles est toujours inférieure à celle des garçons. Le gouvernement chinois en est

# La double résistance des femmes algériennes

par la Coordination 8 mars Algérie

À la veille de la Journée internationale des femmes du 8 mars, il faut le redire : au milieu des débats qui agitent l'opinion algérienne, la lutte des femmes algériennes est toujours en porte à faux. Elles ne peuvent ignorer la violence intégriste parce qu'elles en sont, et depuis longtemps, les premières victimes ; mais elles ne peuvent ignorer non plus la nature du pouvoir, qui manifeste clairement son caractère antidémocratique en leur imposant, depuis 1984, un code de la famille rétrograde et infamant. Elles sont, en quelque sorte, la pierre angulaire des deux édifices, et le signe même de leur collusion.

Elles savent qu'il y a des islamistes qui tuent en Algérie, parce que, dès les années 70, des étudiantes étaient vitriolées dans les cités universitaires par des intégristes, au nom de l'islam. En 1974-1975, elles se faisaient battre à coups de chaîne de vélo, de barres de fer, ou défigurer par des rasoirs. Elles ont vu, dans les années 80, l'école et les mosquées devenir les tribunes de discours haineux et meurtriers contre les femmes. Elles ont vu des frères inspirés par ces discours tuer leurs sœurs (Reizane), des incendies criminels contre les maisons de femmes seules (à Ouargla, le bébé d'une de ces femmes a été brûlé vif). Elles savent donc parfaitement de quoi est capable ce mouvement intégriste, mouvement idéologique et politique dont ni la misère sociale ni le blocage politique ne peuvent seuls rendre compte : mouvement qui prône la ségrégation entre les hommes et les femmes, la suppression pour elles de tout espace public, leur enfermement et leur mise à mort. Les crimes atroces dont elles sont victimes dans les maquis intégristes sont la forme extrême du refus de leur reconnaître le statut de personne humaine, la forme extrême de l'affirmation de leur esclavage.

Mais elles savent aussi que l'Assemblée populaire nationale a fait un « cadeau de fiançailles » au mouvement islamiste en promulguant en 1984 ce code de la famille et que, malgré leurs mouvements, le nouveau pouvoir n'y a rien changé et ne veut rien y changer, en dépit de ses promesses. Elles savent donc que la situation ne peut évoluer sans une avancée démocratique et que la première avancée démocratique est celle qui leur donne des droits. Elles savent qu'elles ne peuvent pas se passer d'un Etat de droit et de lois égali-

vaires, dans l'espace public comme dans l'espace privé. Elles refusent l'éternel argument des « priorités », qui revient toujours à faire passer leurs revendications au second plan : les violences qui sont faites contre les familles dans les villages aujourd'hui en Algérie ont leur écho assourdissant dans la violence que leur fait depuis des années ce code, source d'une multitude de petits assassinats.

Ce rapprochement, qui peut choquer ceux qui croient que l'intégrisme peut apparaître, soudainement, comme un monstre sorti de rien ou comme l'effet d'influences étrangères, ce sont elles-mêmes qui le font puisqu'elles ont bravé la mort en manifestant en pleine montée islamiste et que, lors de toutes leurs manifestations, elles ont crié qu'elles ne voulaient plus du code de la famille ; puisqu'elles la bravent encore en faisant signer, actuellement (s'étant constituées en un comité interassociatif qui regroupe une quinzaine d'associations de femmes) des pétitions demandant vingt-deux amendements au code de la famille, elles ont été amenées à proposer des amendements importants, démarche tactique particulièrement difficile.

A leur mouvement, le pouvoir répond par le mépris : en prévision de la session de printemps de l'Assemblée populaire nationale, où ce code doit être discuté, le ministère de la solidarité nationale vient de proposer un avant-projet d'amendements qui ne reprend pour ainsi dire rien de leurs propositions ; sont maintenus la polygamie (article 8), le tutorat, qui fait d'elles des mineures (article 11) et l'inégalité entre hommes et femmes dans le mariage comme dans le divorce (articles 39 et 48). Ce code demeure profondément rétrograde. Quand il s'agit d'utiliser les femmes comme *passionarias* de la lutte contre l'intégrisme, tout va bien ; mais quand il s'agit de lutter véritablement contre lui, en leur donnant des droits égaux, le silence se fait.

Leur lutte n'est pas médiatisée. Elle est pourtant essentielle, étant au cœur de la lutte contre l'intégrisme en même temps que d'une réelle avancée démocratique. Elles ont besoin du soutien de tous les démocrates dignes de ce nom.

La Coordination 8 mars Algérie est un collectif d'associations de femmes françaises et algériennes.



Carré d'Alger des femmes en avril 1997

PHOTO PAR SAÏF HADJER  
HERMES

# Attention ! L'eurochômage pourrait tuer l'euro

par Giorgio La Malfa et Franco Modigliani

**D**ÉPUIS toujours, nous sommes favorables à l'euro, en raison non seulement de l'évident aspect politique de l'intégration européenne, mais aussi des avantages économiques qu'il implique. Aujourd'hui, pourtant, nous ne pouvons nous empêcher d'exprimer notre profonde préoccupation face au peu d'attention portée au plus grave des problèmes européens : le chômage. Désormais, il frappe en moyenne 10 à 11 % des forces de travail, avec des pointes de 20 %, à comparer avec un taux inférieur à 3 % jusqu'au début des années 70. Son coût économique et social - surtout le gaspillage d'un énorme potentiel d'investissements et d'épargne - est considérable.

Le sommet européen de Luxembourg, réuni en novembre dernier pour débattre du chômage, nous a particulièrement déçus : il en est ressorti que l'Union européenne n'entend prendre aucun engagement, aucune responsabilité en la matière.

On dirait que les gouvernements n'ont pas une idée claire de la façon dont ils pourraient résoudre vraiment le chômage et encore moins une volonté affirmée d'affronter la question. L'appel à la flexibilité pour seul et unique remède - leitmotiv du sommet du Luxembourg - est léger (l'expé-

rience nous le prouve) s'il n'est pas accompagné de mesures concomitantes pour soutenir la demande consolidée. Or, dans le document final, comme dans toutes les déclarations précédentes, on ne trouve pas la moindre allusion au rôle de la demande. Pas plus que n'est mentionnée la nécessité d'une étroite collaboration entre gouvernements afin de poursuivre les politiques nécessaires.

L'affirmation répétée *ad nauseam* que le chômage est le problème exclusivement national de chacun des pays membres n'est pas seulement fallacieuse ; elle a aussi des accents ironiques. En effet, les accords sur le fonctionnement de l'euro et les engagements pris par les pays participants - par exemple le fameux « pacte de stabilité » - les privent de pratiquement tous les instruments de contrôle de la demande.

Dans le régime euro, les changes fixes et la totale mobilité des capitaux empêcheront les banques centrales d'agir sur les taux d'intérêt. Les limites du budget prévues par le « pacte » annulent la possibilité de politiques fiscales.

Pourquoi ce silence sur le rôle de la demande ? Il reflète en grande partie une conviction répandue en Europe selon laquelle le chômage serait dû à des causes échappant totalement au contrôle des gouvernements ; il s'agirait d'une cata-

strophe à supporter par ceux de voir les choses empirer. Il nous semble saisir une telle résignation dans la longue liste des « explications » fournies pour « justifier » le chômage.

A gauche, on parle de profonde crise du capitalisme avancé, d'un progrès technologique trop rapide ou de la concurrence des pays à bas salaires. A droite, on ajoute d'autres explications, parmi lesquelles la rigidité du travail et le poids écrasant de l'imposition. Or

obligatoire en raison de retraites plus élevées. Il existe des différences de flexibilité entre Etats-Unis et Europe, mais cela était aussi le cas dans les années 60 et 70, quand le chômage européen était plus bas que celui des Etats-Unis.

Et l'on peut réfuter nombre d'autres « explications » en se fondant sur une observation capitale : aujourd'hui, le chômage élevé n'existe ni aux Etats-Unis, ni au Japon, ni même dans les autres pays

restrictive dictée par la Banque centrale allemande, et une politique fiscale tout aussi restrictive pour rentrer dans les critères de Maastricht.

Nous reconnaissons que les conditions de Maastricht en matière de finances publiques ont eu une utilité : amener les pays membres à contrôler leur inflation et à contenir les besoins publics. Toutefois, la politique monétaire trop restrictive a provoqué une érosion continue des investissements privés et donc de la demande consolidée, et une augmentation concomitante du chômage. Aussi ne peut-elle être prolongée maintenant que l'inflation est supprimée et les budgets publics équilibrés.

Le rapport étroit entre investissements et emploi, qui, du reste, n'a rien de surprenant d'un point de vue macro-économique, suggère le chemin à prendre pour affronter efficacement le problème du chômage : les responsables de l'euro et les pays membres doivent s'engager sur un vaste et rapide programme de relance des investissements privés et publics. Les méthodes pour obtenir ce résultat sont connues, mais il faut que les gouvernements et la Banque centrale européenne assument la responsabilité de réaliser ces programmes. Il faut, en outre, redéfinir le pacte de stabilité en ré-

férant l'obligation d'équilibrer le budget aux dépenses courantes mais en permettant de financer des programmes d'investissement avec une dette publique, à condition qu'ils soient économiquement justifiés, en les soumettant le cas échéant à une vérification des autorités communautaires.

Il n'est pas évident que la réduction du chômage entraînerait aujourd'hui une flambée immédiate de l'inflation. Cependant, il nous semble opportun que les partenaires sociaux soient impliqués dans ce programme par un accord de concertation semblable à celui que l'Italie expérimente avec succès depuis 1992. Cela permettrait aux autorités monétaires de se concentrer sur leur effort pour atteindre les objectifs d'investissements fixés par le programme. Contrairement aux conclusions du sommet de Luxembourg, les pays membres devraient bien évidemment coordonner leurs politiques économiques de manière très étroite afin d'éviter les déséquilibres de leurs balances commerciales.

D'après ce que nous savons, cet ensemble de propositions recueille un vaste consensus, du moins parmi les économistes. Mais peu d'entre eux osent s'opposer ouvertement aux positions acceptées officiellement par leurs gouvernements. En réalité, l'Europe est

**La zone du chômage à deux chiffres coïncide largement avec celle des pays candidats à l'euro qui ont dû suivre une politique monétaire restrictive et une politique fiscale tout aussi restrictive pour rentrer dans les critères de Maastricht**

rien de tout cela n'est satisfaisant. Il n'est pas vrai que les différences fiscales soient aussi fortes : l'incidence des impôts en Europe est de 27 %, à peine supérieure à celle de 24 % aux Etats-Unis. Il y a une différence notable entre les charges sociales (16 % en Europe pour 9 % aux USA) ; toutefois, il ne s'agit pas ici d'impôts, mais d'épargne

développés, y compris les pays européens non euro : Norvège (4 %), Suisse (5,5 %) et même Grande-Bretagne (6 %).

On doit donc en conclure que la zone du chômage à deux chiffres coïncide largement avec celle des pays candidats à l'euro qui, au cours de ces dernières années, ont dû suivre une politique monétaire

## Agriculture : le devoir d'imagination

par Dominique Chardon

**L'**AGRICULTURE de notre pays est à l'orée d'une nouvelle et forte mutation. Organiser le passage de la monofonctionnalité - produire de la nourriture - à la multifonctionnalité - continuer à assurer la production alimentaire, mais aussi remplir des fonctions territoriales, sociales, environnementales mieux définies : telles sont les conditions du succès. De la réussite ou de l'échec de cette mutation dépend la survie d'une catégorie professionnelle à part entière. Tel est l'enjeu.

Les agriculteurs ont engagé depuis longtemps l'élargissement de leur offre de services. Partout, ils inventent de nouveaux concepts, de nouveaux métiers. Tourisme à la ferme sous toutes ses formes, offre de produits culturels ou pédagogiques, entretien des espaces, amélioration des paysages, etc. Partout, ils s'adaptent à la réalité de notre société et s'efforcent de conquérir de nouveaux marchés.

Toujours, l'acte de production reste la base de l'activité. Parce qu'une ferme-auberge ou une ferme pédagogique reposant sur une agriculture virtuelle ou folklorique, et non sur des femmes et des hommes travaillant la terre, n'intéresserait personne. Parce que la production agricole, réfléchie et adaptée, reste encore ce que l'on a trouvé de mieux pour « repaysager » une vallée, lutter contre l'érosion des sols, la friche galopante ou les ravages du feu.

D'autres métiers sont encore à découvrir, en particulier dans le domaine de l'insertion sociale ou de la santé. Confusément, nous restons persuadés que le secteur agricole peut proposer, autour d'une utilité économique, des réponses à la désertion ou à l'exclusion, ne serait-ce qu'en offrant ses valeurs, son cadre de vie structurant et ses modes solidaires d'organisation collective.

Tandis qu'il diversifiait son offre de services, l'agriculteur modifiait fondamentalement ses processus de production. Il s'est engagé, pour ses produits, dans un mouvement accéléré vers le qualitatif et, pour ses pratiques, vers l'intégration permanente de la préoccupation environnementale.

Mais l'agriculture ne pourra poursuivre sur cette voie que si les agriculteurs restent nombreux. Au rythme actuel de leur disparition, il n'y aura plus que 200 000 exploitations agricoles au début du prochain siècle. Or le

modèle multifonctionnel qui se met en place en exigerait trois fois plus. Et nous pensons que celui-ci seul peut garantir un avenir à l'agriculture à taille humaine, qui prédomine encore dans notre pays et dans l'ensemble de l'Union européenne.

Le soutien financier public apporté aux agriculteurs doit être légitime pour être conservé et doit compléter leur revenu sans s'y substituer.

Au-delà des 62 milliards de francs d'excédents de la balance commerciale, sans justification basée sur l'emploi, sur l'existence d'un corps social étoffé, sur le maintien du cadre de vie de nos concitoyens, sur la gestion de la ressource patrimoniale (l'eau, la terre, le paysage...), l'agriculture ne saurait conserver durablement ce soutien.

Le seul argument de la contribution économique brute du secteur ne suffira plus. Que vaudrait, en effet, un discours économique reposant exclusivement sur des performances à l'exportation obtenues, qui plus est non pas grâce à une compétitivité intrinsèque, mais grâce au soutien financier qui lui est affecté ?

Le soutien est pourtant vital, à la fois pour aller sur le marché mondial et pour la survie de la majorité des exploitations. C'est pour cela qu'il convient d'aller - c'est la voie engagée au congrès de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) à Toulouse - vers un nouvel équilibre des soutiens, légitimés désormais sur un triple fondement : des hommes, des produits, des territoires. Les moyens doivent suivre le projet !

Pour autant, nous ne voulons être ni des jardiniers de la nature ni des mercenaires de l'agro-industrie. Nous voulons être des paysans, ancrés sur nos territoires. Car notre métier n'est pas tout à fait comme les autres. Il a vocation nourricière. Métier de pointe, résolument moderne, faisant appel à des techniques de précision, il reste tributaire du climat et des saisons. Il gère l'espace. Il organise le cycle de la naissance et de la mort de la plante et de l'animal. Il gère la vie. De sa conduite collective dépend une partie des grands équilibres écologiques planétaires.

*Dominique Chardon est secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).*



ESSENTIEL PAR NATURE.

HERMÈS  
PARIS

HERMÈS 1998. AVANT DE CACHER.

سازمان تبلیغات



# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tel. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télax : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

## Hommes, encore un effort

**C'**EST un mouvement long, lent, commencé il y a plus d'un siècle et qui, pourtant, semble toujours devoir être repris à zéro : la conquête par les femmes bien sûr, mais plus encore par l'humanité tout entière, de l'égalité entre celles et ceux qui la composent. A chaque 8 mars, date choisie par l'ONU pour célébrer la Journée internationale des femmes, les responsables politiques, les syndicats, les associations de défense des droits de l'homme, les médias redécouvrent la question des femmes qui, comme le dit la philosophe Sylviane Agacinski dans *L'Express*, « nous rattrape toujours ». En Occident, les inégalités sociales persistent, voire s'aggravent ; ailleurs, les discriminations s'alourdissent, les régressions menacent. L'oppression ne se dément pas.

Le tableau est sombre parce que les faits sont accablants. Pourtant, les progrès accomplis sont indéniables, du droit de vote généralisé au cours de la seconde moitié du siècle aux évolutions juridiques et sociales accomplies dans de nombreux pays et à la normalisation - établie des deux côtés de l'Atlantique, sinon ailleurs - de la participation des femmes à l'ensemble des activités économiques et sociales.

Au-delà des retards qui ne se réduisent pas et des injustices qui s'obstinent, il y a un autre motif à ce scandale toujours renouvelé : c'est que les lois, les règlements, les réussites individuelles et collectives des femmes ne sont que les approches d'un but fondamental qui, lui, est sans cesse sourdement contesté, quand il

n'est pas violemment refusé. D'obscurs archaïsmes résistent à l'idée que le monde appartient également, et dans son intégralité, aux hommes et aux femmes.

Tout ne se ramène pas à la question du pouvoir, mais beaucoup en dépend. En France, le pouvoir est d'abord politique ou institutionnel. A un peu plus d'une semaine des élections régionales et cantonales, il est satisfaisant de constater que la parité réalisée par la gauche lorsque s'est imposé de faire place aux femmes parmi ses candidats, ses élus, ses dirigeants, ne se dément pas et qu'elle inspire aux autres forces politiques une crainte et des résolutions salutaires. 36,9 % très exactement, selon le ministère des Intérieur, des candidats aux régionales, toutes formations et toutes listes confondues, sont des candidates. Le Parti socialiste fait état de 40 % de femmes parmi ses candidats et de 40 % également aux places « éligibles ». Le RPR, avec 34,3 % de candidates et 30,1 % en position éligible, a fait, sous l'impulsion de Philippe Séguin, un progrès qui mérite d'être salué.

Cette amélioration a sa logique, qui doit conduire à une conclusion simple : l'inscription de la parité dans les principes de la représentation politique. Sans doute l'unité de l'humanité, qui fonde la revendication de l'égalité, ne saurait-elle se diviser en groupes réclamant, chacun pour lui-même, une égalité qui lui serait propre. Mais la loi, pour être commune, exige que la représentation de l'humanité ne bafoue pas sa diversité fondamentale : celle des sexes.

*Le Monde est édité par la SA LE MONDE*  
Président du conseil de surveillance : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Auby, directeur général ; Noël-Jean Bergeaud, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Edwy Frenkel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhommès, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges  
Laurène Crouzet, Erik Lorzewicz, Michel Kailash, Bernard Le Gendre  
Directeur artistique : Dominique Royante  
Rédacteur en chef technique : Eric Anst  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Foucault  
Médiam : Thomas Berville  
Directeur technique : Eric Paillasson / directeur délégué : Anne Chantebourg  
Conseillers de la direction : Alain Rollat / directeur des relations internationales : Daniel Verzet  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1961), Jacques Pauzet (1961-1982), André Lhérisson (1982-1985), André Fontana (1985-1991), Jacques Lecaillon (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Droits de la société : créés aux termes de la loi du 10 décembre 1994.  
Capital social : 500 000 F. Anciennement "société civile". Les rédacteurs du Monde : Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entrepreneurs, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, H&P Presse, La Société Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## Grippe asiatique ou crise du capitalisme ?

**LES PAYS D'ASIE**, qui apparaissent comme des surdoués du capitalisme, ont plongé dans la crise avec une rapidité qui a surpris. Une leçon se dégage de l'expérience par les questions qu'elle pose.

Cette crise est-elle conjoncturelle ou structurelle ? S'agit-il d'un hiatus provisoire entre décollage économique et évolution sociale, ou d'un malaise correspondant à un stade de développement réalisé avec des méthodes dont l'Occident capitaliste connaît bien les méfaits, notamment la collusion entre pouvoir politique et conglomerats économiques ?

Une lecture « à l'américaine » de la crise tend à en rejeter la responsabilité sur les passerelles quasi institutionnelles entre intérêts publics et privés, véritables empires économiques enkyclés dans l'Etat. Une approche moins manichéenne force à noter que les pays considérés n'ont guère eu de choix dans leur manière de se développer. La guerre froide les a sommés d'opter soit pour le début de prospérité que leur permettait d'espérer la *par american*, soit pour les alicés du communisme. Ils préférèrent le

camp américain, quitte à ravalier en partie leur nationalisme. Ils ne peuvent que s'en féliciter si l'on compare leur degré de développement avec le retard pris par ceux qui crurent trouver leur salut dans une alliance avec le stalinisme.

**CONSTAT L'OCCIDENT**  
Pour autant, il y aurait quelque injustice à les blâmer de s'être coulés dans le capitalisme le plus facile, celui qui se nourrit d'une connivence étroite avec le pouvoir politique. Quel responsable occidental ou international peut se vanter de les avoir mis en garde contre les dangers d'une telle attitude, quand il ne les y a pas encouragés ? Quand les « bébés tigres » économiques ont pris l'habitude de passer des commandes industrielles substantielles auprès des pays occidentaux, leur succès apparent a alimenté les effets d'annonce mis au service d'intérêts politiques : avoir « vendu » tel ou tel gros contrat à l'étranger en vint à tenir lieu d'argument électoral dans le monde industrialisé et démocratique. De simples clients décolonisés, les pays d'Asie devinrent partenaires courtisés.

Dès lors, cette « crise asiatique » est-elle « asiatique », c'est-à-dire périphérique, que la ? N'est-ce pas plutôt l'aboutissement d'une logique qui a conduit ces pays à commettre les mêmes fautes que l'Occident quelques décennies avant eux ? Ici, liens occultes entre pots-de-jarret politiques et puissances d'argent sont désormais décodés par la justice. Qu'il ait fait, là-bas, un temps de décalage pour qu'on arrive à ce stade n'est pas surprenant. Si le capitalisme est un système global, qui a vocation à durer tout autre, il est aussi évolutif : tous ceux qui l'épousent ne sont pas affectés au même degré et de la même manière à un moment donné. Certains dominent ces tares avant d'autres et même les exportent. L'Asie, en ce sens, n'était pas au stade de la crise de croissance, comme on dirait de croissance.

Autre question : comment se fait-il que peu de temps et de décisions aient vu venir la bourrasque sur cet Extrême-Orient dont la réussite faisait si belle impression voilà encore peu de temps ? Et, au-delà, quelles mauvaises surprises peut réserver l'avenir au regard des engagements pris aujourd'hui envers tel et tel autre partenaire d'Asie ?

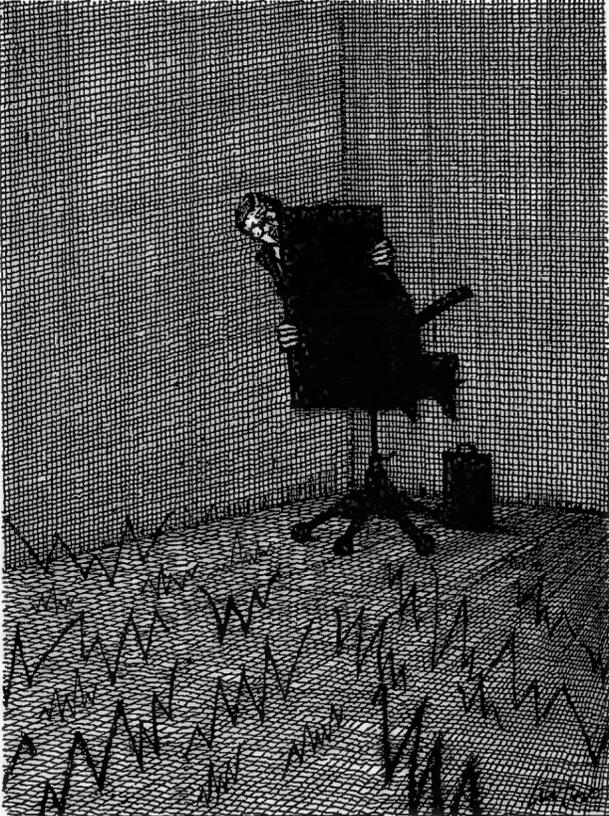
On ne peut, là, que penser à la Chine. N'est-ce pas le prochain domino à devoir vaciller dans la tempête financière asiatique, tant il trait surprenant que le régime de Pékin trouve en son sein les ressorts pour surmonter les difficultés immenses liées à la transition vers le capitalisme à l'échelle d'un tel pays ? L'opulence dont ont fait preuve les dirigeants occidentaux envers le « risque chinois » trait, du coup, bien coupable. Et si un tsunami régional prolongé amenait la Chine à avouer finalement qu'elle n'a plus les moyens de payer sa dette aux échéances fixées et d'honorer ses contrats mirobolants de technologie d'elle avait fait miroiter auprès des opinions publiques occidentales ?

**L'EMPRUNT CHINOIS**  
On retrouve là - en France notamment - l'insalubre « cohabitation » de l'Etat et des investisseurs en symbiose avec lui dans l'exportation. Le contribuable occidental n'en sait rien, mais il sait rarement qu'une portion substantielle de son écot risque, un jour, de devoir servir à rembourser des paris engagés en Chine sur le simple jeu des assurances d'Etat, si d'aventure Pékin se déclare à son tour affecté par cette « grippe asiatique » de l'économie.

Aucune mutation économique dans l'histoire du monde n'a présenté plus d'incertitudes sociales et politiques que celle que traverse la Chine. Pourtant, dans aucun pays du monde, la France n'a pris autant d'engagements long terme sous la forme des assurances contractées auprès de la Coface par les banques et le financement des projets industriels dans ce pays. De plus, on en arrive aujourd'hui à y installer des équipements (centrales électriques, pour commencer) qui ne seront payés qu'à dix-huit à quinze ans par la vente sur place de leur production. L'éventualité d'une catastrophe n'en est pas dans les lignes de calcul des gouvernements qui font la promotion de tels affaires.

Personne ne peut prédire que la Chine sera à coup sûr la prochaine victime du virus économique d'Asie. Le serait-elle, pourtant, quel effet de contamination resterait connu sous le nom d'« emprunt chinois », au moins aussi déjoué qu'un emprunt russe resté célèbre dans l'histoire du capitalisme.

## Delirium par Leiter



Francis Iron

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

**Des malles pleines d'armes**

ÉTRANGE spectacle ce matin évanouissant le 36, quai des Orfèvres. En présence d'un demi-cercle de badauds et de photographes, des policiers déchargeaient d'un camion de démantèlement une série de malles poussiéreuses comme on en trouve dans les greniers. Mais ces malles étaient pleines d'armes. Bientôt, sur le trottoir, les fusils s'entrelevèrent et l'on procéda à l'inventaire de cinq tonnes d'armes saisies cette nuit dans un garage du quartier de la Chapelle : grenades, explosifs, balles contenues dans des sacs à pommes de terre, un bazooka, mitrailleuses, mitraillettes, revolvers : de quoi constituer un arsenal complet.

L'affaire fut découverte par le commissaire Levasseur. Il y a huit jours, un certain Louis Rava, vingt-six ans, avait loué à M. Horn, garage, 10, rue Marx-Dormoy à Paris, un camion pour effectuer, disait-il,

un déménagement. Il acheta ensuite à des brocanteurs tout un lot de malles neuves ou d'occasion et deux tonnes de vieux chiffons, puis revint au garage, où il retrouva d'autres complices. Peu après arrivait un autre camion plein d'armes. Le transportement commença. Entassés dans les malles, fusils, mitrailleuses et autres engins étaient recouverts de vieux chiffons puis chargés sur le nouveau camion.

Mais les allées et venues avaient attiré l'attention de la police, et trois inspecteurs survinrent au cours de l'opération. Ils achevèrent le chargement et le véhicule fut conduit quai des Orfèvres. Les traquants aussi. Toute la nuit les interrogatoires se sont poursuivis. Les délinquants sont israéliens. Est-on en présence d'un trafic à destination de la Palestine ? Il le semble bien.

(7-8 mars 1948.)

## Le carnaval des critères de Maastricht

**Suite de la première page**

Tous les experts prévoient, compte tenu de l'accélération de la croissance observée en Europe et des coupes budgétaires décidées, une amélioration des finances publiques en 1997. Ils s'attendaient à de bonnes surprises. Elles l'ont été un peu trop, d'où leurs soupçons, même si ceux-ci sont difficiles à étayer compte tenu de l'opacité et de la complexité des comptes publics et des budgets nationaux.

Afin de ne pas retarder le calendrier de l'euro, la publication des statistiques nationales a été avancée de quelques semaines. Ces « estimations prévisionnelles », pour reprendre l'expression de l'Insee, sont une source majeure d'approximations et d'erreurs dans le calcul des fameux ratios.

**PROGRESSES ITALIENNES**  
En France, par exemple, il faudra attendre le mois d'avril pour que l'Insee publie des comptes nationaux plus complets et détaillés. Dans ces conditions, les économistes n'ont pu qu'admirer la précision extrême avec laquelle le gouvernement français a présenté son chiffre de déficit public établi à la deuxième décimale près (3,02 %).

Plus grave : au-delà des approximations liées à une parution hâtive,

de nombreux économistes ont mis en cause la sincérité des comptes publiés. Ils sont restés perplexes devant les progrès budgétaires italiennes. En un an, Rome a réussi, en dépit d'une croissance très faible (1,5 %), à réduire de 4 points son déficit public (2,7 % en 1997 contre 6,7 % en 1996). A leurs yeux, ni la forte baisse des taux d'intérêt italiens, qui a réduit le coût de la dette, ni les taxes exceptionnelles prélevées ne suffisent à expliquer le miracle de l'assainissement des finances publiques italiennes, réalisé à un rythme jamais observé dans l'histoire économique mondiale. La performance de Rome leur apparaît d'autant plus extraordinaire que, sans une décision prise récemment par l'organisme européen de contrôle Eurostat concernant le stock d'or, l'Italie aurait obtenu un score de 2,5 %. Personne n'a osé, en Italie, contester la validité des chiffres. Il est vrai que le Trésor italien est passé maître dans l'art de faire taire les économistes sceptiques en menaçant, par exemple, les banques étrangères chargées d'aimer le marché de la dette publique de leur retirer l'agrément si leurs analyses osaient douter de la participation de Rome au premier train de l'euro.

L'Allemagne est parvenue, malgré l'envolée du chômage - source de dépenses budgétaires supplémentaires - et une consommation très faible, se traduisant par de moindres recettes fiscales, à ramener son déficit à 2,7 %. L'un des principaux instituteurs de conjoncture allemands, DIW, a publiquement contesté ce chiffre en affirmant que le déficit était

« sous-évalué » et en jugeant « incroyable et incompréhensible » le fait que les investissements publics aient pu reculer de 23 % au cours du quatrième trimestre 1997. Mais devant la pression du gouvernement et des parlementaires de la CDU qui menacent, selon la presse allemande, de lui couper les vivres, le DIW a dû pitoyablement battre en retraite, en affirmant que « son estimation se fonde sur des données moins fraîches et moins complètes que celles dont dispose l'Office fédéral des statistiques ».

**MASQUES FRANÇAIS**  
En France, le soupçon des économistes est d'une autre nature. Selon eux, le gouvernement, loin d'enjoliver la situation des comptes publics comme certains de ses voisins, aurait au contraire volontairement noirci. Les raisons de ce toilettage seraient doubles : d'une part, démontrer symboliquement à sa majorité plurielle, en affichant un chiffre très légèrement supérieur au critère de 3 %, que sa politique économique, conformément aux promesses faites pendant la campagne électorale, n'est pas restée prisonnière de la logique de Maastricht ; tenter de prouver, d'autre part, en présentant le plus mauvais résultat de déficit de l'Union après la Grèce, que sa marge de manoeuvre budgétaire est limitée, et couper court à tout débat sur le partage des fruits de la croissance.

La magnifique opération de publication des comptes publics européens mériterait, selon les experts, un traitement plus sérieux. Elle laissera à tous le sentiment d'un travail ac-

compli dans la hâte, l'approximation et l'opacité, sinon la manipulation. Sans doute les gouvernements européens avaient-ils un intérêt objectif à accepter le même jeu de chiffres chez leurs partenaires de façon à ne pas compromettre le lancement de l'Union monétaire pour laquelle se battent depuis des années. Sans doute aussi les savants moines comptables ne remettaient-ils pas en cause, sur le fond, la convergence économique constatée à l'initiative de l'Union européenne. Mais une fois lancée la monnaie unique, les pouvoirs publics devront à résoudre à une plus grande sincérité, sous peine de voir la Banque centrale européenne indépendante sanctionner, par une politique monétaire plus dure que nécessaire, un tel manque de rigueur et un manque aussi politique des statistiques économiques.

Pierre-Antoine Delhomais

**RECTIFICATIF**  
**VEDIORBIS**  
Notre article intitulé « La remise et les 35 heures donnent un coup de fouet au travail temporaire », dans le Monde du 14 février, faisait référence à des propos tenus par Claude Derouère, président de l'Union nationale des entreprises de travail temporaire. Ces propos ont en fait été tenus par Patrick de Roux, directeur du développement et de la communication chez VediorBis en France.

WAGES

Euro

elles internes a

Les bons résultats

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

152A

## L'incertitude croît sur la stratégie nucléaire franco-allemande

Réunion de l'Office parlementaire d'évaluation

« FAUT-IL construire de nouvelles centrales nucléaires ? » Cette question apparaît pour le moins paradoxale au moment où la France achève son programme d'équipements décidé après le premier choc pétrolier de 1973, et dispose de cinquante-huit réacteurs fournissant plus de 80 % de l'électricité.



PERSPECTIVE

Mercredi 4 mars, à l'initiative de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, le député Claude Birraux (RPR, Haute-Savoie) en a fait le thème d'une audition parlementaire. Il avait convié tous les acteurs travaillant sur « le projet de réacteur nucléaire franco-allemand » (European Pressurized Reactor, EPR) : les autorités de sûreté et leurs appuis techniques, le CEA, les électriciens français EDF et allemands, dont Preussen Elektra, les constructeurs Framatome et Siemens.

Sur le plan technique, ce réacteur est présenté comme « évolutif ». Successeur supposé du Koriwot allemand et du N4 français de 1450 mégawatts, il se distingue par la prise en compte, dès la conception, des risques d'accident grave, nés par l'industrie nucléaire jusqu'à l'incident de Three Mile Island (Pennsylvanie), en 1979. Quatre boucles de refroidissement indépendantes (deux sur N4), un système de récupération du cœur en fusion, une double enceinte de confinement et diverses protections doivent prévenir tout « syndrome chinés » - l'enfoncement du cœur en fusion dans le sous-sol.

En fonctionnement normal, EPR doit permettre une maintenance sans arrêt du réacteur. Les exploitants tablent sur un rechargement du combustible tous les deux ans, contre un an à dix-huit mois auparavant. Ils visent une durée de vie de soixante ans. Des études sont en cours pour valider l'emploi du combustible Mox (contenant du plutonium issu du traitement de combustible usé).

Si le projet ne fait plus guère l'objet de contestation technique, l'incertitude ne cesse de croître sur sa mise en service. Pour l'instant, le calendrier imaginé à la fin des années 80 est respecté. La société commune rassemblant Siemens et Framatome, créée en 1989, a lancé l'avant-projet sommaire en 1992. Les autorités de sûreté examinent actuellement l'avant-projet détaillé (un dossier de 55 000 pages). André-Claude Lacoste, directeur de la sûreté des installations nucléaires, et son homologue allemand estiment que l'engagement des travaux ne paraît pas possible avant 2003, pour une mise en service en 2009. Il convient cependant d'avancer le plus vite possible, « afin de ne pas se retrouver le bec dans l'eau s'il fallait fermer prématurément plusieurs tranches à la fois ».

Pour autant, les interrogations sur l'EPR se développent. Ecologiques, d'abord. Monique Sené, présidente du Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (CSIEN), regrette que l'EPR « ne prenne pas en compte le problème des déchets ». Bernard Laponche, conseiller de Dominique Voynet, se demande si une nouvelle génération de générateurs ne devrait pas inclure une « réflexion sur d'autres types de combustibles ».

Economiques, ensuite. Claude Mandil, directeur général de l'énergie, a fait part de ses incertitudes. La France dispose d'une surcapacité de quatre tranches, et ne verra pas cet excédent se résorber avant 2020 environ. Les besoins éventuels se manifesteront à l'occasion du remplacement des tranches les plus anciennes. A cette échéance se poseront deux questions : « L'EPR sera-t-il concurrentiel avec d'autres technologies (turbine à gaz à cycle combiné) dans un espace déréglementé ? La France voudra-t-elle remplacer du nucléaire par du nucléaire ? » Quoi qu'il en soit,

compte tenu de la durée de conception et de construction prévisible de l'EPR, M. Mandil estime que les politiques devront prendre une décision « dans les deux ou trois ans ».

L'incertitude tient à l'estimation de la durée de vie du parc actuel. EDF prétend l'allonger à quarante ans, mais ce pronostic suscite le scepticisme des autorités de sûreté. Pour EDF, cependant, la centrale de Fessenheim, en Alsace, première tranche mise en service en 1977, pourrait être arrêtée en 2017. « C'est une date repère, on ne sait pas si ce sera plus ou moins », explique Pierre Daurès, directeur général, pour qui toute décision est liée à « trois facteurs principaux, l'usure des composants, le niveau global de sûreté, et la compétitivité ».

M. Lacoste ajoute un quatrième paramètre, « la décision politique de fermeture ». Claude Birraux suggère que « la pression de l'opinion publique peut parfois accélérer le vieillissement des centrales lorsque apparaissent de nouveaux projets ». Dominique Vignon, président de Framatome, considère qu'il faudra un jour arbitrer entre une opération de maintenance lourde et un investissement. « Pour cela, nous devons être prêts à tout moment à construire l'EPR », qui est selon lui déjà compétitif - le coût d'un prototype est estimé à 15 milliards de francs, recherche comprise.

## La France dispose d'une surcapacité de quatre tranches. Un excédent qui ne sera pas résorbé avant 2020

Une affirmation tempérée par les exploitants. Pour Hans-Ulrich Fabian, représentant de Preussen Elektra, « l'EPR est compétitif par rapport aux centrales à charbon situées dans le centre du pays loin des ports d'importation. Il ne faut pas encore par rapport aux centrales combinées à gaz ». A ce jour, aucun électricien ne s'est engagé dans une commande. Comme dans l'aéronautique, les initiateurs du projet aimeraient que de grandes compagnies soutiennent le projet en passant des commandes. Dans le cas contraire, peut-on tabler sur l'exportation, sans modèle d'exposition ? « EDF n'entend pas se transformer en vitrine commerciale », rétorque Pierre Daurès. « Nous ne bécotons que s'il répond à nos besoins et à notre compétitivité ».

Une autre hypothèse repose sur la pérennité de la coopération franco-allemande. Depuis 1996, elle traverse une période de tensions : Siemens n'a pas apprécié le projet de fusion entre Framatome et GEC Alstom évoqué un temps par le gouvernement précédent et abandonné au printemps 1997. Les relations se sont aussi refroidies avec EDF. Enfin, l'alliance à l'automne de Siemens avec le britannique BNFL - concurrent des Français dans la fourniture des combustibles et les services - suscite des interrogations en France.

M. Burde, directeur général de Siemens, assure vouloir poursuivre la coopération. « Nous sommes convaincus que le rapprochement avec BNFL - pour élargir notre gamme de services dans le nucléaire - ne risque en aucune manière de pénaliser les Français sur l'EPR ». Côté français, on parle de « langue de bois » allemande. Siemens et Framatome font certes alliance en Turquie et en Europe de l'Est, mais restent concurrents sur le plus grand marché potentiel, la Chine.

L'audition parlementaire devait éclaircir la future stratégie nucléaire franco-allemande. Plus le temps passe, plus elle apparaît incertaine.

Dominique Gallois et Hervé Morin

## Comment Thomson-CSF organise la réduction du temps de travail des cadres

Management. Depuis le 2 mars, les 1 300 ingénieurs de sa filiale Radars et Contre-mesures ne travaillent plus que 38 h 30 par semaine et, pour cela, pointent comme les autres salariés, obligeant l'entreprise à repenser son fonctionnement

SI LE MANAGEMENT est l'art de transformer une contrainte en opportunité, Bernard Rocquemont dispose de très peu de temps pour montrer ses talents de manager. Le PDG de Thomson-CSF Radars et Contre-mesures va bouleverser l'organisation du travail de ses 3 000 salariés et en particulier de ses 1 300 ingénieurs et cadres pour que son image de « patron aux 8 000 procès-verbaux » dressés par l'inspection du travail laisse la place à celle d'un des premiers dirigeants à avoir réduit le temps de travail de ses cadres.

Depuis 1996, l'entreprise a fait l'objet de plusieurs contrôles de l'inspection du travail, qui a constaté qu'en moyenne la durée du travail des ingénieurs et cadres oscille autour de 45 heures par semaine. En principe, cela relève désormais du passé. Après un accord signé en décembre 1997, le temps de travail des cadres est réduit à 38 h 30 par semaine (Le Monde du 7 janvier).

Depuis le 2 mars, les pointes ont fait leur apparition, et

les locaux ne sont plus ouverts que de 7 h 15 à 19 heures. Deux cabinets ont été mis en concurrence pour aider Thomson à revoir son organisation. « L'un nous propose une démarche qui repose sur le comportement des salariés, l'autre sur les procédures à instaurer. Nous choisissons d'ici la fin du mois », explique Philippe Decressac, directeur des ressources humaines. La direction fait preuve d'optimisme : « Nous avions déjà de nombreuses contraintes économiques et sociales : le temps en devient un supplémentaire. Désormais, celui-ci est un élément fini. Cela va être une occasion pour nous de remettre en cause nos processus de travail », explique M. Decressac. Des exemples ? « Il va falloir mieux préparer les réunions et mieux les conduire. De même, comme les autres entreprises, nous sommes peut-être allés un peu loin dans la suppression des fonctions-supports, comme le secrétariat, en raison de la bureaucratie. C'est pourquoi les 80 embauches que nous allons réaliser ne seront pas forcément des em-

bauches de cadres. Elles le seront d'autant moins que la fin de la distinction entre cadres et non-cadres que symbolise la généralisation du pointage s'accompagnera paradoxalement d'une plus grande distinction entre ingénieurs et techniciens.

« Jusqu'à présent, on employait par précaution des ingénieurs sur des postes de techniciens supérieurs. Conséquence : les ingénieurs n'étaient pas satisfaits, et les techniciens ne l'étaient pas non plus car ils n'avaient plus la possibilité de devenir techniciens supérieurs. »

### PAS D'ANNUALISATION

La réorganisation du travail reposera en grande partie sur le management intermédiaire. « Les modalités de la réduction du temps de travail doivent être déclinées dans chaque établissement, au niveau des services ou des centres de profit. Chaque service va devoir se demander comment il pourra supprimer les activités non génératrices de valeur ajoutée. Un des rôles des consultants sera de libé-

rer la parole des salariés », explique M. Rocquemont, qui précise qu'« il ne sera pas question de rattraper le temps perdu dans les semaines qui précèdent l'aboutissement d'un projet puisque le temps de travail n'est pas annualisé ».

Si la direction de Thomson-CSF Radars et Contre-mesures est convaincue que le passage des cadres aux 38 h 30 est gérable, elle est très dubitative sur les 35 heures. « Croire que les cadres pourront descendre à 35 heures est hautement audacieux », estime M. Decressac. C'est pourquoi à l'automne, il compte ouvrir une négociation instaurant un nouveau forfait pour les cadres à 38 h 30 ; ce qui signifierait que, lors du passage aux 35 heures, les cadres pourraient continuer à travailler 38 h 30 sans que les 3 h 30 soient considérées comme des heures supplémentaires. Une façon de rétablir une différence entre cadres et non-cadres malgré la pointeuse.

Frédéric Lemaître

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 5 MARS 1998

## CIC Union Européenne de CIC

### RÉSULTATS CONSOLIDÉS 1997 DU GROUPE CIC

#### UN DYNAMISME COMMERCIAL CONFIRMÉ

- Le Groupe a amélioré ses performances dans tous ses métiers et a continué à gagner des parts de marché en 1997 :
- Développement des encours de crédits (+8,8%) dont +11,1% au titre des particuliers et +8,4% au titre des entreprises et des professionnels.
- Progression des dépôts (+9,6%), grâce à la hausse de l'épargne à régime spécial (+14,3%).
- Accroissement du volume de l'épargne gérée (+11,2%).
- Augmentation des commissions (+15%), due au développement des commissions d'exploitation bancaire et des commissions financières. Les commissions représentent désormais 37% du produit net bancaire.

#### DES RÉSULTATS EN PROGRESSION RÉGULIÈRE ET SENSIBLE

- Hausse du produit net bancaire à 17,7 MdF, soit +5,6%.
- Maîtrise des frais de fonctionnement à 13,2 MdF, soit +0,8%.
- Progression régulière du résultat brut d'exploitation à 4,5 MdF, soit +12,2%.
- Augmentation de la dotation nette aux provisions clientèle à 2,7 MdF, soit +18,5%, permettant une nouvelle amélioration du taux de couverture des créances douteuses qui passe à 85,5%.
- Progression du résultat ordinaire avant impôt et FRBG, à 2,15 MdF, soit +21,3%.
- Augmentation du résultat net consolidé, part du groupe, à 1125 MF, soit +32,5%.

#### UNE AMÉLIORATION SENSIBLE DES RATIOS DU GROUPE

- Rentabilité des capitaux propres du groupe CIC : 8%, contre 6,5% au 31/12/1996.
- Coefficient d'exploitation : 74,8% contre 78,5%.

#### DES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT ET DE PROGRESSION DES RÉSULTATS

Le Président Philippe Pontet a commenté les résultats du groupe CIC en ces termes : « La progression des résultats consolidés est conforme aux objectifs que le Groupe s'était fixés. Elle a été obtenue malgré un effort de provisionnement spécifique sur une banque régionale et les risques asiatiques, et malgré la prise en compte, dès 1997, du coût d'abandonnement de l'ouverture d'une tranche de capital aux salariés. Fort de sa cohésion et de l'engagement de ses équipes, le groupe CIC, les banques régionales et les filiales spécialisées qui le composent sont en mesure de poursuivre leur développement sur des bases solides. Le budget de l'exercice 1998, adopté par le Conseil d'administration au mois de février, prévoit une nouvelle progression des résultats. Le groupe CIC attend avec confiance les décisions relatives à sa toute prochaine privatisation après s'être attaché à réunir l'ensemble des conditions nécessaires à la réussite de cette opération. La reconfiguration de son actionariat ne peut en effet, eu égard à la qualité des candidats à la reprise de la majorité de son capital, que renforcer ses atouts intrinsèques et son dynamisme commercial ».

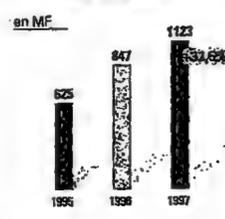
en MF	1996	1997	VARIATION 97/96
<b>PNB</b>	16 561 (12 896)	17 748 (13 281)	3,6% 0,9%
<b>Frais de fonctionnement</b>	3 665	4 022	4,5%
<b>RBE</b>	11 45	1 773	21,3%
<b>Dotations nettes aux provisions clientèles</b>	(2 428)	(2 290)	18,3%
<b>Résultat ordinaire avant impôt et FRBG</b>	1 145	2 151	21,3%
<b>Résultat net (part du groupe)</b>	625	847	32,5%

## CIC Union Européenne de CIC

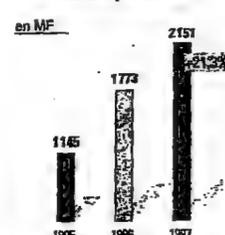
COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CIC ET DE L'UNION EUROPÉENNE  
Banque régie par la loi du 24 janvier 1984  
4, rue Gallien 75107 Paris Cedex 02 - Tél. : 01 42 66 70 00



Evolution du résultat net consolidé (part du groupe)



Evolution du résultat ordinaire avant impôt et FRBG



GROUPE gan

# Aérospatiale a dégagé un résultat net record de 1,4 milliard de francs en 1997

La guerre des prix affecte la rentabilité d'Airbus

Malgré le redressement de ses activités hélicoptères et avions régionaux, Aérospatiale tire la totalité de ses profits d'Airbus. Le consortium

européen d'avions civils parvient à préserver ses bénéfices grâce à la hausse de son activité. Mais la guerre des prix à laquelle il se livre avec

Boeing fait craindre une dégradation des marges de la future société qui devrait être constituée le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

LE GROUPE Aérospatiale (avions civils Airbus, hélicoptères, missiles, satellites, fusée Ariane...) a enregistré un bénéfice record de 1,4 milliard de francs en 1997, en hausse de 75 % par rapport à celui de l'année précédente. La hausse de 11 % du chiffre d'affaires, à 56,3 milliards de francs, explique en grande partie le redressement des marges. Le formidable succès des avions Airbus, qui représentent près de 60 % des ventes, est venu gonfler le carnet de commandes d'Aérospatiale: celui-ci a atteint, fin 1997, le niveau record de 160,9 milliards de francs, assurant au groupe une croissance significative de son activité dans les prochaines années. « Ces résultats placent Aérospatiale dans une situation favorable pour participer activement à la construction de l'industrie européenne aéronautique et spatiale, civile et militaire », a estimé Yves Michot, PDG du groupe, vendredi 6 mars.

Plusieurs activités ont retrouvé la voie de la rentabilité. Comme prévu les hélicoptères, regroupés dans une société commune Euro-

copter avec l'allemand Daimler-Benz Aerospace (DASA), ont tout juste atteint le point mort, après des pertes cumulées de 1 milliard de francs au cours des deux dernières années. Le redressement devrait se poursuivre grâce au succès enregistré par une gamme récente et élargie avec, à partir de 1999, les hélicoptères Tigre et NH90. Les avions régionaux ATR sont parvenus, plus rapidement que prévu, à un quasi-équilibre sur un marché très compétitif et aux marges faibles.

#### RECUIL DE L'ESPACE ET DE LA DÉFENSE

En revanche, le recul de 15 % du chiffre d'affaires de la branche espace et défense, dû à des décalages de facturation dans les activités satellites et à la baisse des activités balistique et missiles tactiques, a fait basculer cette activité dans le rouge, après 600 millions de francs de profit sur les deux dernières années.

Aérospatiale doit finalement la totalité de son résultat d'exploitation à Airbus, qui lui a rapporté 1,1 milliard de francs. La stabilité de

cette contribution depuis trois ans est pourtant inquiétante. Manifestement, la hausse de 30 % du chiffre d'affaires d'Airbus n'a pas apporté de bénéfice supplémentaire à Aérospatiale, qui détient 37,9 % du consortium. En outre, Aérospatiale, qui s'est prémuni contre la baisse du dollar avec des mécanismes de couverture, n'a pu bénéficier de la hausse de la devise américaine. Enfin, en tant que fournisseur du consortium (Aérospatiale fabrique le cockpit, le fuselage central et les mâts-réacteurs), le groupe ne semble pas avoir augmenté ses marges.

L'examen des comptes des différents industriels européens est riche d'enseignements sur la rentabilité des avions Airbus, dont les comptes resteront confidentiels tant que le groupement d'intérêt économique ne sera pas transformé en société anonyme. British Aerospace a encore perdu 200 millions de francs sur son activité aéronautique civile, qui inclut, il est vrai, les avions régionaux déficitaires Avro et Regional Jet. De son côté, l'allemand DASA affirme

avoir redressé sa rentabilité grâce à des efforts de productivité. Mais, selon Manfred Bischoff, son PDG, la guerre des prix qui fait rage avec Boeing risque d'entraîner une dégradation de la rentabilité d'Airbus au cours des prochaines années. Ce constat rend d'autant plus urgente la réorganisation industrielle d'Airbus, sur laquelle les quatre partenaires planchent toujours pour pouvoir porter sur les fonds baptismaux, le 1<sup>er</sup> janvier 1999, la nouvelle société (Le Monde du 3 mars).

Au-delà de la pression concurrentielle de Boeing sur l'activité Airbus, Aérospatiale estime pouvoir augmenter sa rentabilité grâce à une politique de rationalisation des achats, d'amélioration de sa productivité et de réduction de l'endettement. Celui-ci a été ramené, fin 1997, à 939 millions de francs, soit 15 % des fonds propres. Il avait été supérieur à 15 milliards en 1992 et il était encore de l'ordre de 4 milliards de francs en 1996.

Jacques Isnard et Christophe Jakubyszyn

# Daimler-Benz a connu une bonne année 1997

Toutes les activités, de l'automobile à la défense et l'aéronautique en passant par les services, ont contribué à faire bondir le bénéfice de 78 %

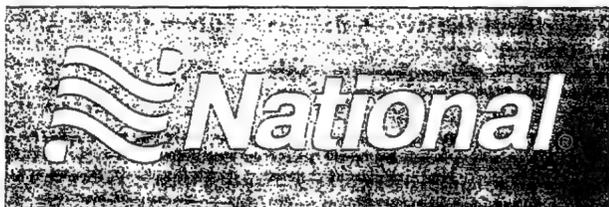
BONNE ANNÉE 1997 pour le numéro un de l'industrie allemande Daimler-Benz. En attendant de présenter ses résultats définitifs le 8 avril, le groupe de Stuttgart a annoncé jeudi 5 mars que son bénéfice opérationnel avait bondi de 78 % en 1997 à 4,3 milliards de deutschemarks (14,6 milliards de francs). Un résultat calculé selon les règles de la comptabilité américaine US-GAAP. Le chiffre d'affaires du groupe à périmètre comparable a progressé de 19 % en 1997, à environ 124 milliards de marks. Le bénéfice avant impôt s'est élevé à 4,2 milliards de deutschemarks contre 2 milliards en 1996, et le bénéfice net, qui n'a pas été dévoilé, lui sera supérieur « en raison d'un effet fiscal exceptionnel », a déclaré Daimler-Benz. Les actionnaires du groupe de Stuttgart peuvent se réjouir: le dividende qu'ils recevront au titre de 1997 passera à 1,60 mark par action, contre 1,10 mark l'année dernière. Les syndicats également: le groupe de Stuttgart a augmenté ses effectifs de 11 000 personnes en 1997, les portant à plus de 300 000 personnes.

Toutes les activités (voitures particulières, véhicules utilitaires, aéronautique et défense avec DASA (Daimler-Benz Aerospace), services informatiques et financiers avec Debs) ont contribué aux bons résultats du groupe, qui, en 1995, affichait des pertes records (plus de 7 milliards de marks). C'est à cette époque que Jürgen Schrempp prend la tête du groupe et engage une restructuration sans précédent.

Le pari est en passe d'être gagné: en 1997, 715 000 voitures étoilées ont trouvé preneur. A moins que les difficultés rencontrées d'abord par la Classe A puis par la Smart - qui ont conduit à retarder de plusieurs mois le lancement de ces deux petites voitures, fer de lance de la stratégie de M. Werner - ne remettent en cause un parcours jusqu'ici sans faute. Les deux autres activités du groupe ont également progressé: les ventes de véhicules utilitaires se sont élevées à 39 milliards de marks, soit 24 % de plus qu'en 1996; celles de la filiale de services informatiques et financiers Debs de 22 %, à 15,5 milliards de marks.

Le pari est en passe d'être gagné: en 1997, 715 000 voitures étoilées ont trouvé preneur. A moins que les difficultés rencontrées d'abord par la Classe A puis par la Smart - qui ont conduit à retarder de plusieurs mois le lancement de ces deux petites voitures, fer de lance de la stratégie de M. Werner - ne remettent en cause un parcours jusqu'ici sans faute. Les deux autres activités du groupe ont également progressé: les ventes de véhicules utilitaires se sont élevées à 39 milliards de marks, soit 24 % de plus qu'en 1996; celles de la filiale de services informatiques et financiers Debs de 22 %, à 15,5 milliards de marks.

Virginie Malingre



Comme le nom de notre nouveau partenaire ne l'indique pas, nous devenons le troisième loueur international.

En devenant franchisé du réseau National en France et en prenant le nom de National/Citer, nous renforçons notre puissance et notre capacité de services. Ainsi, notre flotte passe de 145 000 à 250 000 véhicules. Nous disposons désormais d'un réseau de 3 000 agences dans 75 pays. Et, en Europe, nos 850 agences réparties dans 40 pays disposent d'une flotte de 55 000 véhicules. C'est notre nouvelle manière de ne pas vous compliquer la vie.



Nous ne sommes pas là pour vous compliquer la vie

GALLIER & ASSOCIÉS

## Computer Associates prêt à abandonner son OPA sur CSC

LE FABRICANT américain de logiciels Computer Associates n'insistera pas. Lundi 16 mars, il devrait renoncer à l'offre de rachat de 9,8 milliards de dollars (près de 60 milliards de francs) lancée sur son homologue Computer Sciences (CSC), spécialiste des services informatiques. Charles Wang, PDG de Computer Associates, l'a spécifié jeudi 5 mars. Dans une lettre adressée à Van Hoeycutt, PDG de CSC, il a relevé qu'« il semble que vous préférerez porter tort à votre société et en diminuer la valeur plutôt que de discuter avec Computer Associates, en dépit de nos offres répétées de parvenir à une transaction à l'amiable ».

« A moins que vous, ou votre conseil d'administration, ne changiez d'avis, nous ne prolongerons pas notre offre au-delà de son expiration du 16 mars », a ajouté M. Wang, qui a indiqué examiner d'autres possibilités d'acquisitions. Un changement d'avis chez CSC (50 000 salariés, 11 milliards de dollars de chiffre d'affaires) semble improbable. Jeudi 5 mars, sa direc-

Philippe Le Coeur

## Elf Atochem reprend l'eau oxygénée de L'Air Liquide

ASSOCIÉS À PARITÉ DEPUIS 1956 dans la production de peroxyde d'hydrogène (eau oxygénée), Elf Atochem et L'Air Liquide ont annoncé le 5 mars leur séparation. La filiale chimique d'Elf reprend pour 800 millions de francs la part d'Air Liquide (hors peroxyde d'hydrogène ultra-pur), pour lequel cette activité ne représente qu'1 % du chiffre d'affaires global. Le marché mondial a progressé de plus de 12 % l'an dernier, son principal débouché est le blanchiment de la pâte à papier. Avec une production de 240 000 tonnes par an, Elf Atochem devient le quatrième mondial, derrière le belge Solvay, l'américain FMC et l'allemand Degussa.

Incertitude croissante sur la stratégie nucléaire franco-allemande

Handwritten note in Arabic script: "هذا من الاموال"

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

TABLEAU DE BORD

LE MONDE / SAMEDI 7 MARS 1998 / 23

AFFAIRES

INDUSTRIE

● ISIS : la holding de participations, contrôlée à hauteur de 57,8 % par l'Institut français du pétrole, a renforcé, le 5 mars, ses participations dans Cofexip et Géophysique, pour les porter respectivement à 20 % et 19,8 %.

● NEC : le groupe japonais a vu sa part du marché des ordinateurs personnels au Japon chuter en 1997 à 29,9 % (32,6 % en 1996) et ne conserve qu'une faible avance sur Fujitsu (23,6 %), selon la société d'études IDC.

● FORD ET MOBIL : le constructeur automobile et le pétrolier ont annoncé le 5 mars leur association pour accélérer la mise au point d'un carburant et de véhicules propres.

FINANCE

● BANQUES JAPONAISES : vingt et un établissements bancaires japonais ont demandé jeudi 5 mars à bénéficier d'une aide de 2,1 trillions de yens (environ 100 milliards de francs), dans le cadre de la politique gouvernementale de soutien au système financier japonais.

SERVICES

● AT&T : l'accord de coopération entre l'opérateur téléphonique américain et Telecom Italia ne sera pas signé ce mois-ci comme prévu, a prévenu, jeudi 5 mars, le groupe italien.

RESULTATS

● AEROSPATIALE : le groupe aéronautique français a annoncé le 6 mars une hausse de 75 % de son résultat net en 1997 à 1,4 milliard de francs pour un chiffre d'affaires de 56,3 milliards. (Lire p. 20)

● BONGRAIN : le groupe agroalimentaire a annoncé le 5 mars un résultat net 1997 de 313,7 millions de francs (plus 4,4 %) pour un chiffre d'affaires de 21,5 milliards de francs.

● CIC : la banque, en cours de privatisation, a annoncé le 5 mars un bénéfice net de 1,1 milliard de francs, en hausse de 32,6 % par rapport à l'exercice de 1996. (Lire p. 19)

● CRÉDIT FONCIER : l'établissement bancaire, qui doit être prochainement privatisé, a annoncé le 5 mars, un bénéfice net de 855 millions de francs. (Lire p. 19)

● DAIMLER-BENZ : le groupe allemand a annoncé, le 5 mars, un bénéfice opérationnel de 4,3 milliards de deutschemarks (14,6 milliards de francs) pour 1997, en hausse de 78 % par rapport à l'année précédente. (Lire p. 20)

● ECIA : l'équipementier, filiale de PSA, a dégagé en 1997 un bénéfice net par du groupe de 347 millions de francs en baisse de 4,7 % pour un chiffre d'affaires de 10,57 milliards.

● PROMODES : le groupe de grande distribution a réalisé en 1997 un résultat net de 1,6 milliard de francs, en hausse de 29,9 %, pour un chiffre d'affaires de 171,5 milliards de francs.

● SGE : la filiale BTP de la Générale des eaux a affiché pour 1997 un bénéfice net de 308 millions de francs contre une perte de 372 millions en 1996 pour un chiffre d'affaires de 53,4 milliards.

● ZENACA : le pharmacien britannique a annoncé le 5 mars un bénéfice avant impôt de 1,081 milliard de livres pour 1997 (10 milliards de francs) en hausse de 10,9 % pour un chiffre d'affaires de 5,19 milliards de livres, en recul de 3 %.

\* Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ». www.lemonde.fr

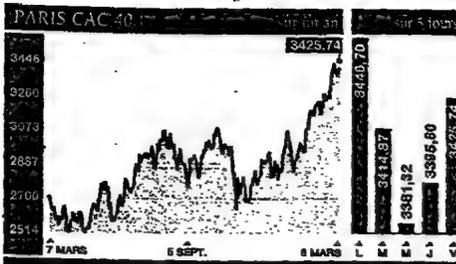


Tableau des écarts au règlement mensuel pour les hausses et baisses de cours.

LES PLACES BORSIÈRES

PARIS : VENDREDI 6 MARS vers midi, la Bourse de Paris semblait sereine avant la publication des chiffres du chômage américain.

TOKYO : DOPÉE par l'espoir d'une injection massive de fonds publics dans l'économie, la Bourse de Tokyo est repartie de l'avant, vendredi 6 mars.

LONDRES : UNE REPRISE in extremis en fin de la séance a permis à la Bourse de Londres de limiter ses pertes, jeudi 5 mars.

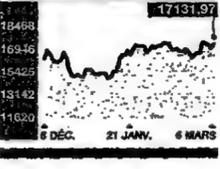
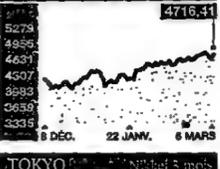
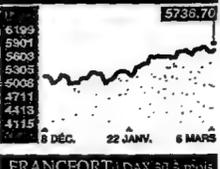
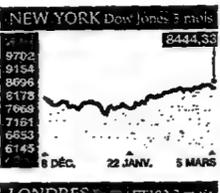
Indices boursiers

Tableau des indices boursiers européens et mondiaux.



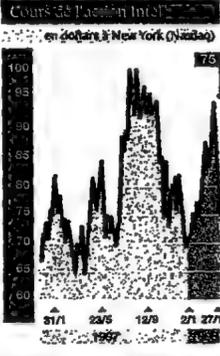
Monde

Tableau des indices boursiers mondiaux.



Valeur du jour : Intel entraîne le Nasdaq à la baisse

DEPUIS quelques semaines, de nombreuses sociétés de haute technologie alertent le marché sur la baisse de leurs futurs résultats. Mais les investisseurs n'y ont pas pris garde et l'indice du Nasdaq, le marché des valeurs de croissance, a continué à progresser.



WALL STREET a connu, jeudi 5 mars, l'une des pires séances depuis deux mois, alors que les investisseurs recommencent à porter leur attention sur la performance des compagnies américaines après l'avertissement lancé la veille par Intel.

MONNAIES

● Dollar : la devise américaine était orientée à la hausse, vendredi 6 mars. Dès les premières transactions interbancaires, le billet vert s'échangeait à 6,1397 francs.

Tableau des cours de change et des taux d'intérêt.

TAUX

● France : le marché obligataire a ouvert en hausse, vendredi 6 mars. Dès les premières transactions, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, gagnait 6 centimes.

Matières premières

Tableau des cours des matières premières.

Pétrole

Tableau des cours du pétrole.

Or

Tableau des cours de l'or.

ÉCONOMIE

Vote favorable aux Etats-Unis pour l'augmentation des ressources du FMI

LA COMMISSION bancaire de la Chambre des représentants, à majorité républicaine, a voté jeudi 5 mars en faveur d'une législation prévoyant une enveloppe de 18 milliards de dollars (110 milliards de francs) pour le Fonds monétaire international (FMI), accroissant ainsi nettement les chances d'une adoption de ces nouvelles ressources par le Congrès.

● ROYAUME-UNI : la croissance des ventes de détail a ralenti en février mais reste forte en rythme annuel, selon l'étude mensuelle de la Confédération de l'industrie britannique (CBI).

● ÉTATS-UNIS : les chaînes de grands magasins ont enregistré une bonne progression de leurs ventes en février, selon des statistiques professionnelles publiées jeudi 5 mars.

● CHINE : le gouvernement prévoit un déficit budgétaire de 46 milliards de yuans (34 milliards de francs) en 1998, en baisse de 18 % par rapport à 1997, a annoncé vendredi 6 mars le ministre des finances, Liu Zhongli.

● JAPON : l'économie continue à stagner, a estimé vendredi 6 mars l'Agence de planification économique (EPA), qui décèle malgré tout des signes de stabilisation au niveau de certains indicateurs.

● ALLEMAGNE : plus de 50 000 chômeurs ont manifesté jeudi 5 mars dans 200 à 300 villes du pays, a déclaré la coordination des chômeurs.

● RUSSIE : le gouvernement a indiqué, jeudi 5 mars, s'attendre à une chute des recettes de privatisation en 1998, avec 8,1 milliards de roubles (8,3 milliards de francs), contre 18 milliards de roubles (18,3 milliards de francs) en 1997, a rapporté l'agence Itar Tass.

● EURO : le commissaire européen aux affaires monétaires, Yves-Thibault de Silguy, a estimé jeudi 5 mars qu'il est urgent de prendre une décision sur le président de la future Banque centrale européenne (BCE).

● BOURSE DIRECT : Philippe Gellman rejoint la société en tant que directeur associé.

● BARCLAYS : Christian Bartholin devient directeur général des activités investment banking chez Barclays Capital en France.

● CARREFOUR : Bruce Johnson, quarante-six ans, rejoint le directoire comme directeur général organisation et systèmes du groupe. Américain, M. Johnson a passé quinze ans chez Colgate-Palmolive.

## Havas Advertising veut fusionner avec un groupe anglo-saxon

La première entreprise publicitaire française devrait boucler en 1998 son alliance avec un partenaire qui pourrait être britannique. D'ici un mois, elle prévoit de se désendetter, en convertissant des obligations en actions

LE RYTHME s'accroît pour Havas Advertising. Deux projets de rapprochement auraient été récemment présentés par le huitième groupe mondial de publicité à son actionnaire de référence, le groupe Havas. La décision serait désormais entre les mains de l'actionnaire, dont un conseil d'administration décisif doit avoir lieu lundi 9 mars.

Le président d'Havas Advertising, Alain de Pouzilac, s'interdit tout commentaire. Au sein d'Havas, on dit « être informé des discussions menées mais aucun projet particulier n'est susceptible de donner lieu à un démenti ou à confirmation ». Ce rapprochement devrait toutefois être bouclé d'ici à la fin de l'année.

Havas Advertising demande à Havas de choisir entre deux scénarios, deux candidats : le premier fait cohabiter le réseau publicitaire Euro RSCG, fleuron international d'Havas Advertising, au côté d'un autre réseau publicitaire ; le deuxième suggère qu'Euro RSCG fonctionne parallèlement à un cabinet international de conseil fortement développé dans les médias. Dans les deux cas, les réseaux partageraient des ressources communes, comme l'achat d'espace publicitaire. Les bases de données,

et les métiers transversaux liés aux nouvelles technologies de l'information (programming, Internet...), en permettant de diviser les coûts par deux.

### NOUVEAU NOM

Les deux scénarios prévoient la création d'une holding rebaptisée dans laquelle Havas Advertising et son nouveau partenaire seraient associés à 50-50 dans un cas et à 60-40 dans l'autre. Depuis le printemps dernier, le groupe français est officiellement en quête d'un partenaire anglo-saxon afin d'en-

trer dans le peloton de tête des groupes mondiaux de communication, où figurent déjà les américains Omnicom et Interpublic et le britannique WPP. Ce rapprochement, qui se fera par une augmentation de capital sans nécessairement de sortie de cash, vise également à satisfaire Havas, actionnaire à 37 %, qui souhaite se désengager « à environ 20 % » du capital de sa filiale publicitaire.

Alors que les réseaux publicitaires américains indépendants Leo Burnett et Grey Advertising sont fréquemment cités comme

des prétendants possibles, le patron d'Havas Advertising rappelle qu'il « n'a jamais dit que nous nous associerions avec un américain mais avec un anglo-saxon qui devrait avoir une position forte aux Etats-Unis ». Un mariage avec un groupe d'origine britannique pourrait donc être à l'ordre du jour.

Les négociations menées par les dirigeants du premier groupe européen de publicité seront sans doute facilitées par la confirmation, vendredi 6 mars, de résultats financiers en progression. Le groupe issu de la fusion en 1991 des Français Eurocom et RSCG a augmenté sa marge brute consolidée de 17,1 % à 5,1 milliards de francs en 1997, pour un résultat net courant part du groupe en progression de 37,3 %, à 262 millions de francs. En excluant les acquisitions et l'impact des taux de change, la progression de l'activité est de 11 %. Un taux similaire à celui du premier groupe mondial, WPP. Havas Advertising, qui affiche cette année la « plus belle progression de ses profits depuis qu'il est coté en Bourse », a gagné 1,2 % en rentabilité.

Le progrès en Amérique latine (+ 59 %), suivi des Etats-Unis (+ 23 %), de l'Asie (+ 20 %) et de l'Europe (+ 4 %). Le marché améri-

can devient le premier marché du groupe avec 1,5 milliard de francs de marge brute, avant la France. La filiale d'Havas y dispose de cinq agences, à New York, Chicago, Salt Lake City, San Francisco et Los Angeles et a acquis en février la première agence média indépendante, la new-yorkaise SFM Media Corporation. Havas Advertising n'a pu exporter sa filiale média MédiaPolis - une joint-venture à 50-50 avec l'américain Young & Rubicam - en raison du conflit d'intérêt qui oppose aux Etats-Unis Colgate, un client de Young & Rubicam, et Procter & Gamble, client d'Havas Advertising.

### STABILISER LES COURS

Le rapprochement du français avec un autre groupe anglo-saxon pourrait d'ailleurs conduire à modifier l'actionnariat de MédiaPolis sur le Vieux Continent. Le contrat qui lie aujourd'hui Young & Rubicam et Havas Advertising prévoit qu'« au terme d'un préavis inférieur à un an chaque partie retrouvera sa liberté », affirme un dirigeant. Les agences seront soit réparties entre les deux groupes, soit elles ouvriront leur capital au nouveau partenaire.

Enfin, Havas Advertising, fragilisé depuis plusieurs années par un endettement excessif, prévoit de convertir en un an avant terme les emprunts obligataires contractés en 1994 pour un montant de 850 millions de francs. Mais, pour cela, le cours doit être stabilisé à 880-900 francs pendant un mois. Une demande d'autorisation pourrait être déposée dans les prochains jours auprès des autorités boursières, afin de proposer d'ici trois semaines la conversion des obligations en actions. Le groupe affirme avoir, par ailleurs, réduit de 20 % son endettement net consolidé, à 714 millions de francs fin 1997.

Propos recueillis par Florence Amalou

Fl. A.

### TROIS QUESTIONS À

ALAIN DE POUZILAC

**1** Comment voyez-vous l'avenir d'Havas Advertising, groupe dont vous êtes le PDG, après l'OPE qui devrait être entériné, lundi 9 mars, l'absorption d'Havas par la Compagnie générale des eaux ?  
Nous sommes fixés sur notre sort depuis un an. Les évolutions d'Havas ne devraient donc pas avoir d'incidence sur Havas Advertising. Lorsque la Compagnie générale des eaux s'est rapprochée d'Havas, il a été dit - Pierre Daulzier, pré-

sident d'Havas, et Jean-Marie Messier, président de la CGE, étaient présents - que, lorsque mon groupe présenterait un projet de développement mondial, Havas l'accompagnerait par une dilution de sa participation entre 15 et 20 %. Depuis, ni Pierre Daulzier, ni Eric Licoy, directeur général d'Havas, ni Jean-Marie Messier, n'ont fait évoluer officiellement ce discours. On va être dans les cinq premiers mondiaux. Le maintien d'un actionnariat français à 40 % ou à 45 % est un consensus par rapport au marché. La sagesse vous commande, quand la France ne

pèse que 3 % des investissements mondiaux, d'avoir un actionnariat équilibré en fonction du poids des marchés sur un plan international.

**2** Quelle est la justification de votre course à la croissance ?  
L'objectif n'est pas d'être dans les cinq premiers mondiaux pour être dans les cinq premiers mondiaux. Il faut avoir une masse critique suffisante pour répondre aux nouveaux besoins des annonceurs, donc investir pour être plus efficace. Notre métier a évolué à cause des nouvelles technologies. On nous demande de fidéliser un consommateur

pour augmenter ses achats ; ou d'en conquérir de nouveaux pour gagner des parts de marché. Cela suppose une modification de nos structures et des acquisitions.

**3** Comment jugez-vous l'acquisition par le géant américain Omnicom du réseau d'origine française BDDP-GGT ?  
Excellent. Je ne sais pas si les Français avaient le choix, mais le résultat me semble positif pour les deux parties.

## « L'EDJ » dramatise les relations entre le CSA et France Télévision

HERVÉ BOURGES, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), et Xavier Gouyou Beauchamps, PDG de France Télévision, sont très en colère. La publication par L'Événement du jeudi du 5 mars d'un article intitulé « France 2 dans la mire du CSA » a provoqué l'agacement de l'organisme de régulation et de la chaîne publique.

L'article assure qu'« une enquête confidentielle », réalisée par les sages de l'audiovisuel contiendrait des critiques acerbes contre la gestion du PDG de France Télévision. En réalité, la plupart des points évoqués par le magazine sont connus. Ainsi, lors de l'examen des comptes 1997, la plupart des observateurs avaient pointé la manière dont France 2 avait sous-évalué les stocks de programmes. « Plus de 100 millions de francs de programmes inédits, jamais diffusés, ont été considérés comme non exploitables », indiquait Le Monde du 23 juillet 1997 qui précisait que « les comptes de France 2 ont été sérieusement grevés par 235 millions de francs de provisions pour dépréciation de programmes ».

Autre point retenu par le CSA : le traitement de certains faits divers par les journaux télévisés. Ce reproche a été fait à toutes les chaînes, le CSA ayant réuni, mardi 17 février, tous les directeurs d'information pour débattre avec eux de la couverture d'événements comme la mise en examen pour pédophilie du maire de Chablais, l'affaire Elf-Roland Dumas et l'interpellation du guide de haute montagne des Orres. Le CSA avait alors fait valoir que « le respect de la présomption d'innocence » n'avait pas été suffisamment pris en compte (Le Monde du 21 février).

Parmi les autres points évoqués dans ce rapport, certains ne relèvent pas vraiment du mystère. C'est notamment le cas de l'érosion de l'audience de France 2 et

la chute des recettes publicitaires, faits qui ont largement nourri l'actualité du secteur. Après avoir reculé de 24,3 % en 1996, l'audience aurait encore chuté de 23,7 % en 1997.

En revanche, la partie sur « le soutien au cinéma français en perpétuel déclin » apporte un élément nouveau sur France Télévision. Le CSA estime qu'« on constate une diminution importante de la part des films français, notamment des inédits ». En 1997, la proportion de films français serait « au-dessous de 50 % ». Le constat est aussi sévère pour les « premières diffusions » : en première partie de soirée, la proportion de films français s'élèverait à peine à 30 %.

### LECTURE BIAISÉE

Ces éléments ont été évoqués lors de l'audition par le CSA de Xavier Gouyou Beauchamps, en février. Le PDG de France Télévision a été reçu avec ses proches collaborateurs et interrogé sur plusieurs points. Pour préparer cette audition, les services du CSA avaient préparé un ensemble de notes destinées aux conseillers. « C'est une partie de ces notes qui ont été publiées par le magazine. Mais à aucun moment, le PDG de France Télévision n'a été mis en accusation. Il s'agissait d'un dialogue et il est absurde de dramatiser cette audition », estime-t-on dans l'entourage de M. Bourges. En outre, précise-t-on, les éléments positifs de la gestion de France Télévision, contenus dans les quelques feuillets introductifs de M. Bourges, qui évoquait par exemple « l'excellent climat existant » entre l'organisme et la direction des chaînes publiques ou le fait que « l'ensemble des obligations quantitatives sont respectées », comme c'est « la tradition », ont été en grande partie « gommés ».

F. Ch. et Y.-M. L.

## La bande dessinée retrouve les faveurs de la presse généraliste

Le secteur des magazines spécialisés traverse en revanche des périodes de grandes difficultés

LE GRAND PRIX de la BD du Festival international d'Angoulême 1998 devrait être décerné au ministère de la culture, à Paris, jeudi 19 mars, jour de l'inauguration du Salon du Livre. Cette consécration va de pair avec la bonne santé d'un secteur auquel la presse quotidienne recommande d'ailleurs à faire les yeux doux. A l'exception de la publication par Libération et Le Monde, au cours de l'été 1997, des dernières aventures de héros du Neuvième art - XIII pour le premier, Blueberry pour le second - et de l'immuable page BD de France Soir, la plupart des journaux avaient progressivement abandonné BD et strips (suite de trois cases) hérités de la presse anglo-saxonne.

L'Echo du centre (Limoges) est le premier à avoir renoué avec la tradition. Depuis le 26 janvier, le journal des fondateurs communistes et ses éditions - La Marseillaise du Berry et L'Echo-Dordogne, soit plus de 45 000 exemplaires - proposent, le lundi, une page baptisée « Bédéphilie » comprenant strips et critiques d'albums. Les premiers chiffres font état d'une hausse des ventes de 10 % environ de la diffusion due à cette page hebdomadaire.

Le journal du dimanche, quotidien dominical du groupe Hachette Filipacchi Médias, lancera, dimanche 22 mars, un supplément de douze pages de BD. Il offrira une fois par mois, « jusqu'en juin, mais avec l'idée de continuer après les vacances », des entretiens avec des auteurs (André Juillard et Plantu pour le premier numéro), une prépublication de planches d'album à venir (Alpha) et de jeunes auteurs (Star et Guibert), des strips, des informations sur le Neuvième art, un jeu-concours, etc.

Ce supplément, sponsorisé par la firme américaine Xerox et imprimé grâce au concours de l'imprimerie nationale, sera distribué sur l'ensemble de l'Hexagone - soit à 400 000 exemplaires -, à la diffé-

rence du supplément hebdomadaire du JDD, Fémina hebdo, qui n'est offert que dans certaines zones de diffusion.

Ces deux naissances devraient mettre du baume au cœur des lecteurs de BD, qui ont surtout assisté ces dernières années à la mort de plusieurs magazines ou à l'asphyxie des titres qui tentent de se lancer. Lors du dernier Festival d'Angoulême, un des lauréats des Alph'arts (trophées) avait d'ailleurs profité de la présence de Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, pour lui adresser une supplique :

« Subi une érosion lente ; les lecteurs refusaient de subir une histoire sur plusieurs mois, à l'exception d'un nouyou dur de 7 000 abonnés. De 60 000 exemplaires en 1983-1985, on est tombé à 20 000 », explique Didier Platteau, directeur général des éditions Casterman, qui affirme toutefois « réfléchir à un concept nouveau ».

Parmi les ancêtres, seul Spirou a survécu, Tintin ayant disparu il y a dix ans. L'hebdomadaire des éditions Dupuis ne en 1938 vend aujourd'hui 56 000 exemplaires en moyenne en France, son marché le plus important (il est diffusé à

## De nouveaux titres, souvent tenus à bout de bras par des fans bénévoles, veulent entretenir le flambeau. Les uns prépublient classiquement de la BD ; les autres jouent un rôle de laboratoire ou privilègient actualité et critique

accorder un numéro de commission paritaire (et donc les avantages afférents) à la revue Lapin. L'entourage de la ministre avait sauté le « coup », M. Trautmann venant de regretter la disparition de la presse BD et ayant évoqué un projet de revue ouvert aux jeunes créateurs francophones (Le Monde daté 25-26 janvier).

Plusieurs magazines ont déjà rejoint le cimetière de la BD : Tintin, Circus, Vécu, Métal Hurlant, et, en décembre 1997, A Suivre. Le mensuel des éditions Casterman, animé par Jean-Paul Mougin et formellement conçu par Etienne Robial, a fait connaître les grands auteurs de BD - Hugo Pratt, Comès, Munoz, Sampayo, Jacques Tardi, Servais, Auclair, Boucq, etc. -, mais n'a pas résisté à la vague des albums. « Le mensuel a

55 000 exemplaires en Belgique). Et des survivants des années 70-80, âge d'or de la BD, ne restent que L'Echo des Savanes et Fluide Glacial. Le premier, lancé en 1972 par Gottlib, Brétacher et Mandryka, a vécu plusieurs avatars. Publié par Albin Michel, il propose un mélange de BD et d'articles plus ou moins provocateurs, et sa diffusion, en hausse régulière, frôle les 140 000 exemplaires. Fluide Glacial, qui dépend de Flammarion, vend à 100 000 exemplaires, sans compter ses hors-série trimestriels qui dépassent les 150 000.

« Son succès est dû à la complicité entre dessinateurs et lecteurs, à des histoires courtes fondées sur l'humour, et sans suite. Fluide n'a jamais été à la mode ; il traverse les années », explique son rédacteur en chef, Jean-Christophe Delpe-

### DÉPÊCHES

■ MULTIMÉDIA : Havas Interactive, filiale multimédia d'Havas, lance Infos on Line, premier site web de presse magazine français. Ce site payant regroupe des titres du groupe (L'Express, L'Expansion, L'Entreprise, L'Usine nouvelle, La Vie française, etc.) mais aussi Le Point ou Les Echos. Le service veut « rivaliser avec les bases de données, souvent étrangères, à destination des professionnels », souligne Havas Interactive. Havas lance aussi Infos Graphiques on Line, site d'information par l'image qui regroupe plus de 1 000 infographies.

■ PRESSE : 278 nouveaux points de vente de presse ont été créés en 1997, a annoncé, jeudi 5 mars, le président de l'Union nationale des diffuseurs de presse (UNDP), Jean-Pierre Marty, à l'issue de son congrès. En 1995 et 1996, 78 points de ventes avaient été créés, tandis que 1 300 avaient disparu entre 1990 et 1994. M. Marty a alerté les éditeurs et les représentants des messageries sur la hausse brutale du taux d'indivendus. Dans un message, Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, a indiqué que « le lecteur moins fidèle a besoin de trouver son journal près de chez lui » et que « l'action des pouvoirs publics en faveur de la diffusion devrait s'exprimer dans les prochains mois, dans une nouvelle étape de débats négociés ».

■ La chambre sociale de la Cour de cassation a jugé, jeudi 5 mars, qu'un journaliste ne pouvait se voir imposer une mutation géographique si elle n'est pas prévue dans son contrat de travail. Les magistrats ont rejeté un pourvoi de La Voix du Nord, condamné en 1995 pour « licenciements abusifs » par la Cour d'appel de Douai. Le quotidienillois avait licencié pour « faute grave » deux journalistes en poste à Amiens (Somme), qui avaient refusé d'être mutés à Saint-Quentin et à Laon (Aisne).

■ Le quotidien L'Éclair-Pyrénées a renouvelé sa formule, lundi 2 mars. Le journal qui appartenait au groupe Sud-Ouest, comme son concurrent La République des Pyrénées, entend défendre « la pluralité en Béarn ».

Yves-Marie Labé

1998

AUJOURD'HUI

LE MONDE / SAMEDI 7 MARS 1998

SPORTS Le Grand Prix d'Australie ouvrira, dimanche 8 mars à Melbourne, le championnat du monde de formule 1 1998, marqué par l'entrée en vigueur de nouveaux régle-

ments destinés à mieux garantir la sécurité des pilotes. ● LES RÉFORMES prévoient notamment des pneumatiques sculptés, même par temps sec, un rétrécissement de

vingt centimètres des monoplaces et une surveillance accrue des systèmes d'aide au pilotage. ● WILLIAMS, MCLAREN ET FERRARI restent les grands favoris, mais de-

vront compter avec l'écurie Prost Grand Prix. ● LE CHAMPION du monde affirme, dans un entretien au Monde, que le bon comportement de ses pilotes « rejaira sur l'image

du pays à l'étranger ». ● MÉCACHROME, qui poursuit la fabrication du moteur Renault pour les écuries Williams et Benetton, défendra également les couleurs de la France.

Pour garantir le spectacle, la formule 1 choisit de freiner ses pilotes

Les nombreuses modifications de règlement du Championnat du monde de formule 1 visant à réduire la vitesse des voitures tout en favorisant les dépassements soulèvent beaucoup de questions à l'aube de la reprise de la saison, dont Williams, McLaren et Ferrari sont encore les grands favoris

LE CHAMPIONNAT du monde 1998 de formule 1, qui débute dimanche 8 mars sur le circuit de l'Albert Park de Melbourne, est annoncé comme étant celui d'un grand chambardement. Les nombreuses modifications de règlement dicées par la Fédération internationale de l'automobile (FIA) dans le but de rendre le spectacle à la fois plus sûr

traduire, en course, par des vitesses moins élevées, surtout dans les courbes, en raison de la diminution des appuis latéraux. Elle va de plus aiguïler la concurrence entre les deux seuls fabricants encore présents sur les circuits, le japonais Bridgestone et l'américain Goodyear, dont c'est la dernière saison de F1.

contre 200 cm). Les dépassements seront donc plus nombreux, espérons à la FIA. Les pilotes sont loin d'en être convaincus. Ce débat peut se révéler obsolète si la polémique sur les « aides au pilotage » reprend. L'an dernier, certaines écuries (Ferrari, McLaren) avaient été soupçonnées d'utiliser des systèmes électroniques liant directement le moteur au cockpit. Les progrès en ce domaine semblent sans limites; contrôle de l'antipatinage, maîtrise intelligente des chevaux, dosage de la motricité de chaque demi-train... La FIA veut stopper cette dérive, de peur de voir les pilotes se transformer en gestionnaires en informatique. Reste à savoir si ces systèmes réduisent la responsabilité du conducteur ou s'ils ne sont qu'un avatar moderne de leur art.

Les hommes. Voilà bien la meilleure preuve que toutes ces querelles de fine mécanique sont au cœur du Championnat du monde 1998: suffisamment occupées par les modifications techniques, les écuries ont préféré limiter les remplacements humains. Quelques pilotes ont toutefois changé de baquet. C'est le cas de Damon Hill, qui a finalement quitté Arrows pour Jordan. Et de Jean Alesi, qui arrive chez Sauber, en provenance de Benetton. Du coup, le transfert le plus stratégique concerne un technicien: l'ingénieur-star Adrian Newey, passé de Williams à McLaren au mois d'août 1997. A noter: l'arrivée de

moteur Mercedes profondément remanié et sur un châssis neuf. Quant à Ferrari, l'usage que Michael Schumacher fera du tout nouveau V10 des usines de Maranello décidera du destin de la Scuderia, qui court après le titre mondial depuis 1979. Derrière, Benetton (également armé d'un moteur Mécachrome), Jordan, qui possède un duo de pilotes pour le moins disparate (le paisible Damon Hill et l'hyperactif Ralf Schumacher), sans oublier Prost GP, dont la deuxième année

d'existence est placée sous le signe de l'ambition. ● Le calendrier. Il n'est toujours pas définitivement fixé. Si le Grand Prix du Portugal a été définitivement supprimé en raison de travaux non effectués sur le circuit d'Estoril, nul ne sait encore si l'on disputera 16 ou 17 épreuves cette année. Le Conseil mondial de l'automobile devrait en dire un peu plus mercredi 16 mars. Le Grand Prix de France devrait être réintégré, puisque le réaménagement de la loi relative à la liberté de l'information que réclamait la FIA a été adopté par le Parlement (Le Monde du 28 février). Le Grand Prix de Belgique a, lui, déjà été confirmé, la FIA ayant reçu des garanties du gouvernement wallon en vue d'un assouplissement de la législation anti-tabac. ● Les affaires. Max Mosley, président de la FIA, et Bertie Ecclestone, président de Formula One Administration (FOA), le bras économique de la FIA, ont fourni au commissaire européen à la concurrence, Karel Van Miert, qui avait reproché à la formule 1 de se trouver dans une position d'abus de position dominante, les éléments de réponse exigés. Bruxelles prend son temps alors que se confirme l'information selon laquelle des acteurs du monde de la F1 auraient dénoncé le système FIA-FOA auprès de Karel Van Miert.

La FIA songe à interdire la publicité pour le tabac

Le président de la Fédération internationale automobile (FIA), Max Mosley, a indiqué, jeudi 5 mars, à Melbourne (Australie), que, si on apportait la preuve d'un lien direct de cause à effet entre la publicité pour le tabac et le fait de fumer, la FIA supprimerait le parrainage tabac en formule 1 dès la fin de la saison 2001, soit quatre ans avant la mise en application de la loi européenne. Une telle interdiction serait applicable à tous les grands prix de F1, y compris ceux qui ont lieu en dehors de l'Union européenne. Selon le président de la FIA, cette décision constituerait un « manque à gagner » colossal pour la discipline reine du sport automobile: « Environ 300 millions de dollars (1,3 milliard de francs) par an », a-t-il précisé. Pour les écuries, excepté Arrows et Stewart, les cigarettiers tiennent en effet une part importante dans le budget d'une saison.

et plus haletant ont conduit les écuries à emprunter la voie de l'expérimentation. ● Les pneumatiques. Les pneus secs, hier totalement lisses, doivent désormais présenter des rainures. Ces sculptures sont un nombre de trois à l'avant et de quatre à l'arrière. Elles sont larges de 14 mm à la surface du pneu et profondes de 2,5 mm. Cette réduction de la surface de contact de la gomme va se

● Les freins. Les voies étroites et l'électronique. Soucieuse de sécurité, la FIA n'en demeure pas moins attachée à préserver l'aspect spectaculaire d'une compétition retransmise par 70 chaînes de télévision. Raison pour laquelle les freins ont perdu de leur efficacité (étrier à 6 pistons, et non plus 8; disques de 28 mm d'épaisseur, au lieu de 31 mm), alors que les monoplaces se retrouvent moins larges (80 cm,

● Les hommes. Voilà bien la meilleure preuve que toutes ces querelles de fine mécanique sont au cœur du Championnat du monde 1998: suffisamment occupées par les modifications techniques, les écuries ont préféré limiter les remplacements humains. Quelques pilotes ont toutefois changé de baquet. C'est le cas de Damon Hill, qui a finalement quitté Arrows pour Jordan. Et de Jean Alesi, qui arrive chez Sauber, en provenance de Benetton. Du coup, le transfert le plus stratégique concerne un technicien: l'ingénieur-star Adrian Newey, passé de Williams à McLaren au mois d'août 1997. A noter: l'arrivée de

La grille de départ

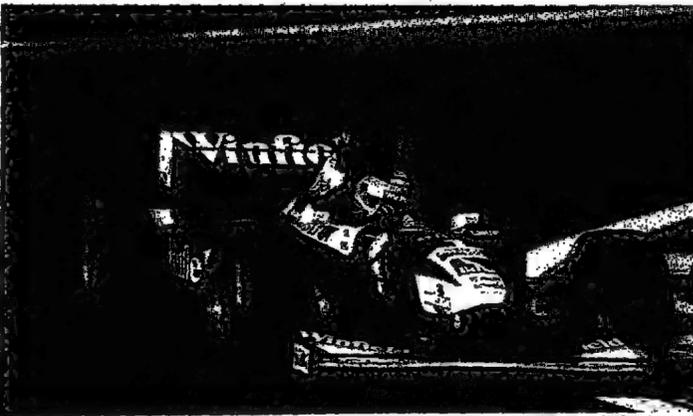
- LES ÉCURIES
- Williams-Mécachrome (pneumatiques Goodyear): 1. Jacques Villeneuve (Canada); 2. Heinz-Harald Frentzen (Allemagne); 3. Michael Schumacher (Allemagne); 4. Eddie Irvine (Grande-Bretagne); 5. Benetton-Mécachrome (pneumatiques Bridgestone); 6. Giancarlo Fisichella (Italie); 7. Alexander Wurz (Autriche); 8. McLaren-Mercedes (pneumatiques Bridgestone); 9. David Coulthard (Grande-Bretagne); 10. Mika Hakkinen (Finlande); 11. Jordan-Mugen-Honda (pneumatiques Goodyear); 12. Damon Hill (Grande-Bretagne); 13. Ralf Schumacher (Allemagne); 14. Prost-Peugeot (pneumatiques Bridgestone); 15. Olivier Panis (France); 16. Jarno Trulli (Italie); 17. Sauber-Petronas (pneumatiques Goodyear); 18. Jean Alesi (France); 19. Johnny Herbert (Grande-Bretagne); 20. Arrows-Yamaha-Hart (pneumatiques Bridgestone); 21. Pedro Diniz (Brésil); 22. Mika Salo (Finlande); 23. Stewart-Ford; 24. Rubens Barrichello (Brésil); 25. Jan Magnussen (Danemark); 26. BAR-Tyrell-Ford (pneumatiques Goodyear); 27. Ricardo Rosset (Brésil); 28. Toranosuke Takagi (Japon); 29. Minardi-Ford (pneumatiques Bridgestone); 30. Esteban Tuero (Argentine); 31. Kari Kainanen (Finlande); 32. Aguri Suzuki (Japon); 33. Luca Badoer (Italie); 34. Nick Heidfeld (Allemagne); 35. Mark Blundell (Grande-Bretagne); 36. Jos Verstappen (Pays-Bas); 37. Nicky Attwood (Grande-Bretagne); 38. Mark Webber (Australie); 39. Paul di Resta (Grande-Bretagne); 40. Scott Speed (Australie); 41. Scott Wimmer (Australie); 42. Anthony Davidson (Grande-Bretagne); 43. Gary Paffett (Grande-Bretagne); 44. Mark Winterbottom (Australie); 45. Darren Manning (Australie); 46. Jamie Whincup (Australie); 47. Luke Yllmarinen (Australie); 48. Jason Bright (Australie); 49. Jason Bright (Australie); 50. Jason Bright (Australie); 51. Jason Bright (Australie); 52. Jason Bright (Australie); 53. Jason Bright (Australie); 54. Jason Bright (Australie); 55. Jason Bright (Australie); 56. Jason Bright (Australie); 57. Jason Bright (Australie); 58. Jason Bright (Australie); 59. Jason Bright (Australie); 60. Jason Bright (Australie); 61. Jason Bright (Australie); 62. Jason Bright (Australie); 63. Jason Bright (Australie); 64. Jason Bright (Australie); 65. Jason Bright (Australie); 66. Jason Bright (Australie); 67. Jason Bright (Australie); 68. Jason Bright (Australie); 69. Jason Bright (Australie); 70. Jason Bright (Australie); 71. Jason Bright (Australie); 72. Jason Bright (Australie); 73. Jason Bright (Australie); 74. Jason Bright (Australie); 75. Jason Bright (Australie); 76. Jason Bright (Australie); 77. Jason Bright (Australie); 78. Jason Bright (Australie); 79. Jason Bright (Australie); 80. Jason Bright (Australie); 81. Jason Bright (Australie); 82. Jason Bright (Australie); 83. Jason Bright (Australie); 84. Jason Bright (Australie); 85. Jason Bright (Australie); 86. Jason Bright (Australie); 87. Jason Bright (Australie); 88. Jason Bright (Australie); 89. Jason Bright (Australie); 90. Jason Bright (Australie); 91. Jason Bright (Australie); 92. Jason Bright (Australie); 93. Jason Bright (Australie); 94. Jason Bright (Australie); 95. Jason Bright (Australie); 96. Jason Bright (Australie); 97. Jason Bright (Australie); 98. Jason Bright (Australie); 99. Jason Bright (Australie); 100. Jason Bright (Australie);

Mécachrome, des moteurs au régime Renault

AUBIGNY-SUR-NÈRE de notre envoyé spécial Aux confins de la Sologne, du Sancerrois et du Berry, sous un hangar dans lequel on ne pénètre qu'en montrant patte blanche, des petits groupes d'hommes en bleu de travail sont absorbés par leur ouvrage. Le visiteur de passage a le droit de jeter un œil, rapide. L'endroit est, dit-on, une copie conforme de l'atelier de Renault-Sport de Viry-Châtillon (Essonne). Mêmes plans, mêmes machines, mêmes rangées d'outils et même soud du secret. Objet de toutes les attentions: ce moteur atmosphérique 10 cylindres en V qui portait hier le nom de Renault et porte aujourd'hui celui de Mécachrome, une entreprise d'usinage de haute définition implantée à Aubigny-sur-Nère (Cher).

Mais qui était capable d'associer Mécachrome au monde de la F1 avant le début de cette saison? La surprise fut grande lorsque Patrick Faure, le président de Renault-Sport, révéla, voilà un an, qu'un accord avait été conclu avec cette société spécialisée dans l'aéronautique (pièces pour Mirage, Super-Puma, Airbus, fusée Ariane...) afin que cette dernière poursuive l'aventure du moteur V10. Loin des circuits, loin du vacarme qui entoure certains ingénieurs-vedettes, cela fait pourtant près de vingt-cinq ans que Mécachrome usine des bielles, des carters-cylindres et des culasses, et environ quinze ans qu'elle assemble des moteurs Renault. En quittant l'ombre pour le devant de la scène, l'entreprise subit une situation dont elle n'est pas responsable. Tout remonte à juin 1996, lorsque Renault annonce son retrait de la formule 1 pour la fin de la saison 1997. Coup de froid dans les paddocks, Williams fait le tour des fournisseurs de moteurs et s'en revient bredouille. Idem pour Benetton, l'autre écurie équipée par la marque au losange. Une idée commença alors à faire son chemin: transmettre le relais à l'un des partenaires techniques de Renault, celui qui connaît le mieux les entrailles du V10. Mécachrome dit banco. Mais dans des conditions bien particulières. En amont, l'entreprise va ainsi acheter à Renault-Sport un certain nombre de prestations comme le développement du moteur ou l'assistance sur les grands prix. Du coup, la vingtaine d'ingénieurs et de techniciens de Viry-Châtillon bien connus du milieu vont pouvoir continuer à travailler

comme auparavant, ne procédant qu'à un seul changement visible: la couleur des tenues. En aval, Mécachrome peut alors vendre le moteur, toujours usiné et assemblé par ses soins, aux deux écuries concernées, Williams (pour 1998 et 1999) et Benetton (qui n'a signé que pour une seule saison). « SECRET DÉFENSE » D'un côté, Renault réussit finalement le tour de force de rester en formule 1 tout en n'y étant officiellement plus. De l'autre, Williams et Benetton continuent d'être équipés par un des moteurs les plus performants du marché. Quant à Mécachrome, son activité F1 (60 personnes) est préservée, alors qu'une publicité sans précédent l'attend au gré des grands prix. « Nous qui, pendant des années, avons effectué tant de travaux soumis au "secret défense" allons enfin pouvoir montrer notre savoir-faire », ironise Jean-Yves Houé, responsable du secteur formule 1. N'ayant cependant aucune vocation à communiquer, l'entreprise devrait se montrer assez discrète tout au long de la saison. Son logo - un mouton à cinq pattes - ne figurera pas à côté de son nom. Aucune campagne de publicité n'est prévue dans les journaux. Jean-Yves Houé sera le seul représentant de sa société à être présent à Melbourne, pour le premier grand prix de l'année. « On sait parfaitement ce qui nous attend, indique ce dernier. Si nos moteurs fonctionnent bien cette année, tout le monde dira en effet qu'il s'agit de moteurs Renault. Et s'ils ne marchent pas bien, on dira que ce sont des moteurs Mécachrome. »



La Williams Mécachrome.

Alain Prost, président de Prost Grand Prix « Nous avons réussi à construire une écurie »

« Quel bilan faites-vous de la saison 1997, qui fut votre première en tant que nouveau patron d'écurie ? - Je crois que nous avons accompli une très bonne saison, vu que nous n'avions pas les moyens techniques ni humains, ni financiers pour rivaliser avec les meilleurs équipes. Il faut également prendre en considération les difficultés rencontrées durant l'année, comme l'accident d'Olivier Panis au Grand Prix du Canada ou la tension des relations avec notre motoriste, Honda. Sans oublier, bien sûr, l'annonce du déménagement de Magny-Cours pour la région parisienne, qui fut l'élément le plus perturbant pour l'écurie. Mais ce déménagement était une condition sine qua non pour que je rachète l'écurie Ligier et pour que mes partenaires me suivent. Sur le plan pratique, il était impossible de rester à Magny-Cours. - Pourquoi ? - Cela peut paraître curieux, mais, avec 150 personnes, on est moins productif qu'avec 70. En effet, on fait beaucoup plus de « développement » et on passe beaucoup de temps en réunion. La F1 est un métier de communication où il faut se rencontrer, on ne peut

pas se parler au téléphone. Certains de nos partenaires, comme Bridgestone, ne voulaient plus venir à Magny-Cours. - A quoi ressemble l'usine que vous avez fait construire à Guyancourt et dans laquelle vous allez vous installer dans le courant du mois de mars ? - Elle a été conçue en observant les usines les plus modernes de la F1. Il y a deux fois plus de place qu'à Magny-Cours. Le bâtiment a été étudié pour que les gens communiquent entre eux. Il s'agit enfin d'une usine moderne également du point de vue du matériel. Tout ce qui était à Magny-Cours était devenu complètement obsolète. On travaillait là-bas comme on le faisait il y a quinze ans. - Que vont devenir les installations de Magny-Cours qui vous appartenaient ? - Je vais conserver la soufflerie. On va la remettre à niveau, même s'il n'est pas impossible que nous ayons une deuxième soufflerie à Guyancourt. Quant au reste de l'équipement - environ 4 000 m<sup>2</sup> -, nous n'avons pas eu le temps de nous en occuper. On discute avec pas mal d'investisseurs pour occuper ces installations, mais il n'y a encore rien de concret. Ce qui est

sur, c'est que je ferai tout ce que je peux pour aider ce site de Magny-Cours afin qu'il continue à vivre. - Vous êtes le personnage central de votre écurie. Qu'il s'agisse de communication, de sport, de gestion, de sponsoring, tout passe par vous. On vous reproche de ne pas déléguer. - Ce sont les gens du milieu qui disaient cela, la saison dernière; Les mêmes qui aujourd'hui se demandent comment je vais faire avec 150 employés alors que les autres écuries en ont 300. Mais, au tout début, j'en avais 68. Comment déléguer avec si peu de personnel ? Ma fierté, aujourd'hui, est de constater qu'après une première année où rien n'était facile nous avons réussi à « construire » une écurie. Cela étant dit, même dans la configuration actuelle avec l'arrivée de nouveaux collaborateurs, comme Bernard Dudot, je continuerai à avoir un œil sur tout. - A l'heure de la mondialisation, n'est-ce pas un peu dur de croire qu'on peut réussir avec une écurie 100 % française ? - Mais je n'ai jamais présenté l'écurie comme étant franco-française! Nos pneus sont japonais et un de nos pilotes est italien. Notre vocation est internationale. Tous

Propos recueillis par Frédéric Potet

**BOURSE**

Gestion personnalisée de votre portefeuille

Les cours actualisés tous marchés

La valeur des SICAV

L'actualité 24h/24 (dépendances REUTERS et AFP)

Communiqué des entreprises cotées en Bourse

**3615 LEMONDE**

2.11 PPM

Orment la gestion vivants... français souhaitent... D JURY... de-LCI... ROU... MAZEROLLE... (LE MONDE)... RTIL

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDEDI 6 MARS

Liquidation : 24 mars

Taux de report : 3,88

Cours relevés à 12 h 30



CAC 40 +0,79%

3422,56

Table of French stock market data including company names, current prices, and percentage changes.

Table of international stock market data including companies from various countries and their market performance.

Table of international stock market data, continuing from the previous table with more company listings.

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

VENDEDI 6 MARS

Table of French bond market data (Obligations) with columns for yield, coupon, and price.

Table of French stock market data (Actions Françaises) listing various companies and their prices.

Table of international stock market data (Actions Étrangères) listing foreign companies.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

VENDEDI 6 MARS

Table of French stock market data (Valeurs) listing companies and their prices.

Table of international stock market data (Valeurs Étrangères) listing foreign companies.

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

VENDEDI 6 MARS

Table of French stock market data (Valeurs) listing companies and their prices.

HORS-COTE

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

VENDEDI 6 MARS

Table of international stock market data (Valeurs) listing foreign companies.

SICAV et FCP

Une sélection Cours de clôture le 5 mars

VENDEDI 6 MARS

Table of French mutual funds (SICAV et FCP) listing fund names and their values.

Table of international mutual funds (SICAV et FCP) listing fund names and their values.

Table of international mutual funds (SICAV et FCP) listing fund names and their values.



سازمان اسناد و کتابخانه ملی

# Certains traitements contre l'hypertension artérielle augmentent le risque de suicide

## Une étude suédoise confirme les graves dangers inhérents à l'utilisation des inhibiteurs calciques

Les inhibiteurs calciques étaient déjà au centre d'une polémique, aux États-Unis, en 1995. En 1996, une possible augmentation de la fréquence

des cancers chez les personnes âgées ainsi traitées était évoquée. L'enquête, publiée dans le *British Medical Journal* daté 7 mars, conclut que

le risque de suicide est 5,4 fois supérieur chez les patients traités par inhibiteurs calciques plutôt que par d'autres antihypertenseurs.

**TRÈS UTILISÉS** dans le traitement de l'hypertension artérielle et de l'angine de poitrine, les inhibiteurs calciques constituent une classe pharmacologique que peu de personnes ont, schématiquement, en commun de s'opposer à l'entrée du calcium au niveau des membranes cellulaires. De nombreuses études ont démontré ces dernières années que de telles molécules avaient pour propriété d'abaisser la pression artérielle, et c'est à ce titre qu'elles sont massivement prescrites même si, par rapport aux autres antihypertenseurs, leur efficacité fait encore l'objet de discussions concernant notamment la possible prévention des accidents coronariens. D'autre part, depuis plusieurs années, de nombreuses informations circulent quant à l'inocuité de ces médicaments.

En 1995, les inhibiteurs calciques (au premier rang desquels la nifédipine ou Adalat de la firme Bayer) avaient été au centre d'une vive polémique qui, outre l'Atlantique, avait entraîné un début de panique dans l'opinion. On savait jusqu'alors que les effets secondaires de ces médicaments étaient relativement fréquents mais le plus souvent sans danger : maux de tête, bouffées de chaleur, vertiges ou encore palpitations.

**DE 1988 A 1994**, quelques cas plus graves (insuffisance cardiaque, troubles du rythme, infarctus du myocarde et hypotension brutale) avaient également été observés. En 1996, une nouvelle controverse avait agité la communauté médicale à la

suite de la publication d'un travail établissant une possible augmentation de la fréquence des cancers chez les personnes âgées traitées avec ces médicaments. Le travail publié aujourd'hui par le *British Medical Journal* (daté du 7 mars) vient relancer la polémique. Les auteurs de ce travail, dirigés par le professeur Arne Melander (hôpital universitaire de Malmö, Suède), expliquent avoir travaillé sur des données pharmacologiques et épidémiologiques établies sur une population de 7,3 millions de personnes ainsi que sur un groupe de près de

méthodologiques et statistiques prises, concluant que ce risque est 5,4 fois plus élevé chez les personnes sous inhibiteurs calciques. En d'autres termes, cinq d'entre elles se sont suicidées durant la période de l'étude (dans un groupe de 617 personnes) contre quatre dans un groupe de 2 780 patients.

**IMPRESSIONS NERVEUSES** L'équipe suédoise explique en outre avoir entrepris ce travail rétrospectif à la suite d'une publication de 1996 établissant un lien entre les inhibiteurs calciques et

la *dépression nerveuse*. En réalité, les premières observations allant en ce sens remontent à la fin des années 80. Il y a peu, l'*American Journal of Psychiatry* mentionnait quatre cas de syndrome dépressif réversible à l'arrêt du traitement par la nifédipine. Aujourd'hui, pour les signataires du *British Medical Journal*, l'affaire est entendue. « Les inhibiteurs calciques devraient être considérés comme étant une cause possible de dépres-

sion et de suicide », écrivent-ils. Il reste à savoir pourquoi un risque à ce point majeur n'est mis en évidence que de manière si tardive. Et, plus encore, pourquoi les notices d'utilisation de ces produits ne mentionnent ni une telle éventualité pathologique ni les conseils qui s'imposent, notamment quant à la prescription de ces produits chez des personnes hypertendues souffrant de dépression. Ces mesures semblent d'autant plus indispensables que les inhibiteurs calciques apparaissent aux yeux des spécialistes indépendants de l'industrie pharmaceutique (comme ceux du mensuel *Prescrire*, lire ci-contre) notablement trop utilisés en regard à leur efficacité et à la qualité de l'évaluation dont ils ont fait l'objet.

Ces nouvelles données viennent enrichir un chapitre déjà fort fourni de la pharmacopée moderne, un chapitre caractérisé par l'analyse des rapports pouvant exister entre les experts médicaux et les firmes pharmaceutiques. C'est ainsi que plusieurs articles de la presse spécialisée ont, ces dernières années, abordé de diverses manières - à propos des inhibiteurs calciques - cette question généralement considérée comme taboue.

La dernière publication en date, celle du *New England Journal of Medicine* daté du 8 janvier, établissait une « forte corrélation » entre les signataires des écrits positifs sur l'inocuité de ces molécules et les liens financiers de ces auteurs avec les firmes concer-

Jean-Yves Mau

### Les précisions de l'Agence française du médicament

Interrogés, jeudi 5 mars, par *Le Monde* sur les conclusions de l'enquête suédoise, les responsables de la pharmacovigilance de l'Agence française du médicament ont déclaré qu'ils avaient déjà eu communication des principaux éléments de ce travail via les autorités sanitaires suédoises. Selon eux, ce travail, comme celui qui l'a précédé sur le même thème, comporte « de nombreux biais méthodologiques ». « Il ne s'agit en aucun cas de la démonstration d'une association entre ces médicaments et le suicide, ajoutent-ils. Il n'existe que quelques notifications faites sur ce thème et l'épidémiologie doit ici être soutenue par d'autres arguments. » Ils pensent néanmoins que c'est là « un signal » qui devrait conduire à la mise en place d'une étude prospective rigoureuse.

3 400 patients traités par des antihypertenseurs vivant dans une ville de 20 000 habitants du sud-est de la Suède. Dans ce groupe, les inhibiteurs calciques étaient utilisés chez 18,2 % des malades. L'analyse des données collectées entre 1988 et 1994 montre une nette augmentation des suicides dans ce groupe comparé à celui des patients traités par d'autres médicaments antihypertenseurs. Les auteurs, toutes précautions

# Le vidéodisque numérique fera son entrée en France au mois d'avril

## Sony et Philips se lancent sur le marché

1997 a été l'année du faux départ du vidéodisque numérique (DVD) avec la timide apparition des lecteurs de Thomson Multimédia. 1998 devrait marquer le véritable lancement de ce nouveau disque compact, qui doit apporter à la vidéo ce que le CD audio a donné à la musique. En avril, Sony et Philips commercialiseront leurs lecteurs de DVD vidéo. Le géant japonais lancera deux modèles, les DVP-S715 et DVP-S315, aux prix respectifs de 5 000 et 6 500 francs.

Philips devrait vendre en Europe dès le 1<sup>er</sup> avril trois modèles aux prix de 4 000, 4 700 et 6 700 francs. Doug Dunn, président de Philips Consumer Electronics, prévoit une montée en puissance de ce produit, qui devrait culminer à l'automne, et table sur un marché de 250 000 lecteurs de DVD en Europe pour 1998, dont 40 000 à 50 000 pour la France. La marque japonaise espère capter le tiers de ces ventes. A titre de comparaison, il s'est vendu l'an dernier 450 000 appareils sur États-Unis, 200 000 au Japon et 200 000 dans le reste de l'Asie. Un démarrage assez lent, largement imputable à la rareté des films édités sur DVD. Aux États-Unis, il n'en existait que 25 en janvier 1997. Mais ce chiffre est passé à plus de 600 en douze mois.

En Europe, Philips estime le nombre de titres disponibles à environ 25. Mais ce chiffre est obtenu grâce à l'importation de DVD réalisés au Japon. Le manque de production européenne a donc conduit les distributeurs à se laisser aller à des pratiques douteuses. Ainsi, des enseignes renommées comme la Fnac des Champs-Élysées ou Virgin Megastore mettent-elles en rayon des DVD dont la po-

chette est presque entièrement rédigée en japonais, titre compris... Impossible, pour les rares consommateurs disposant d'un lecteur, de savoir si le disque - qu'ils vont payer entre 320 et 450 francs - est en français.

De telles pratiques devraient disparaître. En avril, Philips prévoit la sortie d'environ 25 blockbusters, c'est-à-dire des grands succès de Hollywood. A la fin de l'année, le fabricant néerlandais, propriétaire à 75 % du producteur Polygram, estime que 200 titres seront disponibles.

### RETARDS SUCCESSIFS

Les prévisions de Columbia TriStar Home Video (CTHV), filiale de Sony, sont du même ordre. Fin 1998, 250 titres sur DVD devraient être en vente, dont 20 % produits par CTHV. Ces derniers seront vendus entre 180 et 220 francs l'unité. Philips annonce des prix inférieurs (environ 130 francs) qui mettent le vidéodisque numérique au prix de la cassette analogique préenregistrée. En 1999, le catalogue européen de DVD devrait contenir près de 500 titres. Cela sera-t-il suffisant pour séduire les consommateurs ?

Le prix des lecteurs constituera le principal handicap du démarrage du nouveau format, au moins au cours des premières années. Avec son diamètre de 12 centimètres, identique à celui du CD audio, le DVD marque la première entrée du numérique dans la vidéo familiale. Ses retards successifs et l'accélération de la technologie laissent planer le doute sur ses chances de succès. Certes, la qualité de l'image associée à celle du son ainsi que l'accès aux bandes sonores en plusieurs langues et à de multiples sous-titres attireront les passionnés de cinéma d'action. L'enjeu essentiel de la vidéo numérique réside dans le remplacement du magnétoscope. Le DVD ne peut encore y prétendre. Il faudra attendre qu'il devienne enregistrable pour que le numérique chasse définitivement l'analogique des salons du grand public. Or les DVD-RAM, version enregistrable du DVD pour ordinateurs, apparaît déjà au Japon. Son adaptation à la vidéo pourrait arriver début 1999. De quoi pousser les consommateurs économes à faire preuve de patience.

Michel Albergant  
avec Alain Franco  
à Amsterdam

■ **ASTRONOMIE** : de nouvelles images d'Europe, l'une des seize lunes de Jupiter, prises par la sonde américaine Galileo, viennent renforcer l'hypothèse selon laquelle elle abriterait de l'eau liquide sous son épaisse croûte de glace. (*Le Monde* du 31 janvier 1997). Des clichés présentés lundi 2 mars montrent notamment un cratère, baptisé Pwyll, qui semble avoir été rempli par de la glace suffisamment molle pour être remontée à la surface. Ce « sorbet » issu des profondeurs pourrait aussi avoir entouré certains icebergs détectés par Galileo. A plus grande échelle, il semble que de vastes plaques de glace subissent des déformations et des dérives, à l'image des plaques de la croûte terrestre. Pour certains chercheurs, Europe pourrait réunir les conditions nécessaires à l'apparition de la vie.

■ **ARCHÉOLOGIE** : l'épave d'un trois-mâts du XVII<sup>e</sup> siècle, qui pourrait être celle du vaisseau amiral de l'explorateur français Robert Cavelier de La Salle, a été découverte, le 25 février, dans le golfe du Mexique. Les plongeurs espèrent récupérer un butin de plusieurs tonnes. L'*Aimable*, un trois-mâts de plus de 30 m de long, s'était échoué en 1685, alors que le Français cherchait l'embouchure du Mississippi pour y établir une colonie. L'expédition fut un fiasco : deux des trois navires furent perdus (*La Belle* a été retrouvée en 1995), les survivants étant rapidement décimés par la malarie et les Indiens. - (AFP)

# Sida : les ressources prometteuses et insoupçonnées des trithérapies

UNE NOUVELLE ÉTAPE est franchie dans la lutte contre l'infection par le virus du sida avec la publication des résultats obtenus par des chercheurs du centre hospitalier universitaire vaudois de Lausanne dirigés par le docteur Amalio Talenti, dans le numéro du 7 mars de l'*hebdomadaire britannique The Lancet*. Ce travail permet de nourrir de nouveaux espoirs thérapeutiques et ouvre de nouveaux horizons quant à la physiopathologie de cette maladie à bien des égards mystérieuse.

On sait que les trithérapies, nouvelles associations médicamenteuses antirétrovirales, ont radicalement modifié les chances de survie et la qualité de vie des malades du sida, laissant espérer que cette affection puisse se transformer bientôt en une infection au long cours. Les chercheurs de Lausanne ont suivi pendant près d'un an une centaine de personnes sous trithérapie.

Outre les signes cliniques d'amélioration de l'état de santé de leurs patients, les spécialistes avaient observé la traduction biologique de ce phénomène. Il s'agit, pour l'essentiel, de la réduction - ou de la quasi-disparition - du VIH dans le sang et de la remontée des taux de certaines cellules du système immunitaire (les lymphocytes dits « CD4 »). Ce taux est l'un des paramètres les plus fiables pour juger de la capacité des malades à ne pas souffrir dès l'apparition des maladies dites « opportunistes ».

« Alors que l'on pensait que l'augmentation du nombre des cellules CD4 était essentiellement due à la disparition progressive du VIH dans le sang, nos résultats montrent aujourd'hui qu'il n'en est rien : les malades chez lesquels le virus du sida est encore ou à nouveau détectable parviennent à maintenir leur taux de CD4, et donc leur protection immunitaire », expliquent les chercheurs de Lausanne.

En d'autres termes, les spécialistes suisses arrivent à la conclusion que les nouvelles trithérapies permettent aux patients de conserver une certaine immunité. Cette découverte remet, selon eux, « fondamentalement en question les théo-

ries admises ». Jusqu'à présent, lorsque le VIH subsistait dans le sang des patients ou lorsqu'il y réapparaissait (ce qui était considéré comme un signe d'échec du traitement), les médecins cherchaient à prescrire en urgence de nouvelles associations médicamenteuses, avec le risque de provoquer de nouvelles résistances des souches virales. Or il semble que « près de 50 % des patients sous trithérapie hébergent encore, après une année de traitement intensif, une charge virale non négligeable », explique-t-on à Lausanne.

### « UN RISQUE CALCULÉ »

Les chercheurs suisses ont donc « pris le risque calculé » de continuer à administrer un traitement pouvant être considéré comme inefficace. Les patients qu'ils ont suivis se répartissent en trois groupes : ceux (environ un tiers) dont la présence du VIH dans le sang est restée indétectable, ceux (environ un quart) chez lesquels elle n'était détectable que de manière sporadique, et enfin ceux (environ 40 %) chez lesquels le VIH était toujours présent dans le sang. C'est dans ce dernier groupe que les résultats suisses ont été les plus surprenants puisque le taux de lymphocytes CD4 s'est également accru pour atteindre entre 75 % et 80 % du taux des groupes précédents.

Ces résultats « permettent de comprendre le décalage qui existe entre l'amélioration clinique, souvent spectaculaire, due aux antirétrovirales et certains bilans biologiques a priori peu satisfaisants », a déclaré au *Monde* le professeur Luc Perrin (centre hospitalier cantonal de Genève). Deux hypothèses sont avancées : soit le VIH restant dans l'organisme a perdu de sa virulence, soit - comme je le pense - les associations thérapeutiques agissent par des voies en partie encore inconnues. Quelle qu'en soit la raison, il y a là un nouveau motif d'espoir pour les malades qui jusqu'à présent savaient ne pas recevoir une association médicamenteuse totalement efficace d'un point de vue biologique ».

J.-Y.N.

# J.M.G. LE CLÉZIO rédacteur en chef invité



Jean-Marie Le Clézio, Lothar Baier, Jean Bessière, François Bon, Pascale Casanova, Philippe Delerm, Jean Echenoz, Jean Grosjean, Hervé Hamon, Jacques Meunier, Paul Nizon, Philippe Roger, Salman Rushdie, Danièle Sallenave, Michel Serres, Micheline Sommant, Michel Tournier, Zoé Valdés, etc.

Chaque mois, un grand dossier, supervisé par un rédacteur en chef invité, apporte un éclairage différent sur les grands sujets contemporains : littérature, religion, autorité, corps, spectacle, professeur, famille, etc. Des journalistes, des universitaires, des écrivains et des scientifiques enquêtent et s'expriment pour mieux nourrir la réflexion de ceux qui, quotidiennement, transmettent des savoirs, per-

Rencontre-débat *Le Monde de l'Éducation - la Fnac* le vendredi 13 mars à 17 h 30 à la Fnac Bellecour à Lyon sur le thème : « A quoi sert la littérature ? »



VOUS AVEZ UN MOIS POUR RÉFLÉCHIR





## Thierry Mugler expérimente le défilé virtuel

Le « mannequin » a été présenté à Monaco, lors du forum annuel Imagina des nouvelles images

**MONACO**  
de notre envoyé spécial

Sur la scène, un mannequin en chair et os. Sur l'écran géant, son double en image de synthèse. Tous deux « portent » la même robe de soie blanche de la dernière collection du couturier Thierry Mugler. Les différences entre les mouvements du vêtement réel et ceux de son homologue numérique se distinguent à peine. Certes, l'illusion souffre encore de l'imperfection des images virtuelles du décor et du visage du « mannequin numérique ». Mais le pari est gagné. A l'écran, la robe est presque aussi réelle que celle du modèle qui défile.

Thierry Mugler confirme le succès de cette réalisation présentée lors d'Imagina, le forum annuel des nouvelles images qui s'est tenu à Monaco du 4 au 6 mars. Même s'il insiste sur le charme irremplaçable des jeunes femmes qui portent ses robes pendant les défilés, il salue l'apport de l'informatique à un métier plus habitué à manier le crayon à papier que la souris d'ordinateur.

L'artisan de ce monde virtuel, c'est Kinetix, la division multimédia de l'éditeur américain de logiciels de conception assistée par ordinateur (CAO) Autodesk. Une société que Thierry Mugler a découverte lors de l'exposition Siggraph, qui s'est tenue à Los Angeles en juillet 1997. Enthousiasmé par les démonstrations du logiciel 3D Studio Max de Kinetix, il a imaginé de mettre la mode aux canons de la 3D.

**DÉTECTION DE COLLISION**

L'équipe européenne de Kinetix dirigée par Eric Lemarchal a relevé le défi. Pour cela, elle a fait appel à l'anglais Vicon, à l'espagnol REM Infográfica et à l'américain Digital qui a fourni les ordinateurs. Vicon s'est chargée de la numérisation des ondulations caractéristiques de la démarche « défilé de mode ». Pour cela, des capteurs ont été disposés autour de la tête du mannequin et sur ses articulations. Une caméra a pu ainsi suivre et enregistrer leurs mouvements lors du déplacement du modèle. La numérisation de la robe elle-

même, un modèle très simple, n'a pas posé de problème. De même que celle du mannequin artificiel réalisé à partir de dessins de Thierry Mugler. La difficulté majeure résidait dans l'assemblage de ces différentes composantes : la mise en mouvement simultanée du mannequin et de sa robe. C'est là qu'est intervenu le savoir-faire de REM Infográfica. Cette entreprise a appliqué au tissu son logiciel de détection de collision.

Partant d'une surface plane, REM est capable de simuler la chute d'une bille d'acier sur l'étoffe en tenant compte des effets de la gravité et des caractéristiques du tissu (poids, rigidité, friction...). Pour le projet de Thierry Mugler, la technologie de REM a ainsi permis de générer les mouvements de la soie pendant la marche du mannequin virtuel. Contrairement à d'autres systèmes d'animation, les déplacements de l'étoffe de la robe ne sont donc plus dessinés. Ils sont calculés par le logiciel en fonction des gestes du corps virtuel qui « conduit » alors le vêtement.

D'où la possibilité de modifier les paramètres pour visualiser le comportement de la même robe avec des couleurs ou un tissu différents. Tout l'intérêt du procédé réside, pour le couturier, dans le réalisme du résultat.

D'ici le prochain Siggraph où elle sera présentée, cette technologie devrait être perfectionnée. Les mouvements du mannequin virtuel seront encore affinés pour parfaire leur fluidité. Le corps et le visage du modèle numérique seront traités de façon plus « humaine ». Eric Lemarchal ne doute pas du succès de l'entreprise. Le logiciel 3D Studio Max évolue grâce aux ajouts d'autres entreprises qui développent des programmes additionnels (plugins). L'animation du visage et des muscles du corps viendra ainsi compléter celle de la démarche. Jusqu'à l'instant de visualiser en un instant l'effet d'une robe sur le corps d'une femme. Seul le charme ne semble pas aujourd'hui numérisable.

Michel Alberganti

## Anticernes et soins des contours des yeux

AGRESSÉ par le froid, le vent, le soleil, l'air climatisé, la pollution, le tabac... l'œil imprime les empreintes du temps. A l'heure où 73 % des Français déclarent souffrir de troubles du sommeil - selon un sondage effectué en novembre 1996 par la Sofres pour la Chambre syndicale de la literie -, la morosité ambiante s'inscrit sur les visages. A ces périls extérieurs s'ajoutent les 12 000 clignements des paupières qui sollicitent quotidiennement la peau et font de l'œil le point de mire des allergies et du vieillissement. Les fabricants de cosmétiques ont posé leur regard sur le business prometteur des rides d'expression, pattes d'oie et autres ridules.

Loin des visages plâtrés des années 80, qui cachaient leurs imperfections sous une pâte épaisse, la génération 90 préfère les gestes préventifs. L'œil se soigne avant de se farder. Clarins, le premier à s'intéresser au contour de l'œil en 1966, propose deux gammes de soins, pour les moins et les plus de quarante ans. Et la terminologie d'évolue avec l'âge des utilisatrices : au gel douceur anticernes succède le sérum contour des yeux « superlift multi-régénérant ». Chanel propose une thérapie de choc avec ses nouveaux soins : contour des yeux réparateur, soin hydratant protecteur et Eye Lift intense, qui corrige les imperfections. A coups de fiasco-pompe, Estée Lauder s'attaque aux cernes violacés avec Uncicle, qui favorise la microcirculation. De même, Guerlain, dont le soin 12m est présent dans un boîtier thérapeutique extra-plat, Remède, marque new-yorkaise utilisée par Courtney Love ou Uma Thurman, dégonfle les poches des noctambules avec l'Eye Repair Balm vendu à Paris chez Colette.

En puisant dans l'herbier des grands-mères, les marques réin-

ventent les recettes de jouvence. Extrait de petit houx, concombre hydratant, thé vert anti-irritant, lierre grimpaant désinfectant, protéines de petit-lait ou ougou, une plante médicinale chinoise dans la crème Beauté du regard de Nina Ricci : la vague verte a fait des émules.

Pour le plaisir des yeux, les gammes s'étoffent de soins onctueux et de massages-caresses : « anti-fatigue contour des yeux » chez Clarins, « réparateur effet immédiat » de René Guinot, qui propose également un soin en institut. Hydradermie contour des yeux. Au programme, ionisation, gel au collagène et au bleuét, sérum « lifting » et massage des yeux.

**CRAYONS CORRECTIFS**

Celles qui n'ont pas la patience d'attendre un traitement de fond peuvent soigner l'emballage à coups de crayon correcteur. Les anticernes jouent sur les ombres et les lumières, sculptent les volumes et les creux pour estomper les traces de fatigue comme le Cover Crayon de Shu Uemura. Au sommet des ventes de cosmétiques chez Yves Saint Laurent, Touche éclat est un stylo-pinceau doré « anti teint terne », faisceau de lumière contre la fatigue. La Prairie, marque suisse de produits de soin - la plus chère du monde - a sorti les grands moyens pour raviver les regards fatigués avec un soin-bouclier. Sa crème cellulaire autodéfense pour le contour des yeux se vend 590 francs... les 15 millilitres.

Malgré cet attirail, « le meilleur des anticernes, c'est dormir ». Une considération de Lucia Boce, l'héroïne du *Chronique d'un amour* d'Antonioni que les magiciens de la cosmétique n'iront surement pas démentir.

Anne-Laure Quilleriet

**MILAN**  
de notre envoyé spécial

Le gris est-il un nouveau beige ? En janvier à Milan, les collections masculines de l'hiver 1998 avaient déjà donné le ton. Organisés du 27 février au 9 mars, les défilés de prêt-à-porter féminin - quarante-cinq au total - le confirment. Dans l'attente de jours meilleurs, un vent de conformisme s'abat sur la ville déjà peu réputée pour ses excentricités.

Les performances qui font de l'Italie un modèle ne peuvent occulter la chute des exportations vers le Japon - deuxième client après l'Allemagne -, qui ont officiellement baissé de près de 20 % en six mois, sans oublier la Corée (- 15,7 %). L'heure est au repli, au manteau qui frôle les murs et à la jupe moulée rase bifume. Rares sont ceux qui, comme Muccia Prada, osent ces petits manteaux à la Courtyges, ces robes suspendues qui électrisent l'atmosphère sur fond de bruits de pas entêtants. Au-delà du beau et du laid, elle cherche, remplace les boutons par des plaques magnétiques et les broderies par de la gélatine de pellicule de film. Mais la chape de plomb s'installe.

Les mannequins s'avancent, lèvres effacées, épaules nues et rentrées, comme si elles étaient convoquées au parloir. Tous les gris se frôlent : version *executive woman* en séminaire de relaxation chez Max Mara - la collection qui devrait servir de modèle à des industriels français - ; tendance jeune fille riche élevée dans un collège suisse chez Philosophy d'Alberta Ferretti, une seconde ligne dont les scores rappellent qu'à Milan tout ce qui se montre se vend : 180 000 pièces par saison, et deux nouvelles boutiques cette année, à New York et à Taipei.

Nouveau poulain du puissant groupe AEFFE, qui produit entre



Défilé de l'Allemand Jil Sander.

Laurence Benaim

## Faux ongles pour vraies séductrices

Les Américaines en raffolent. Depuis les années 70, le marché du faux ongle fait fureur aux Etats-Unis. Certains autres pays se sont depuis laissés prendre au jeu, notamment l'Allemagne, qui compte aujourd'hui 14 000 techniciennes spécialisées. La France, qui n'en répertorie que 1 500, est en retard. Mais tous les espoirs sont encore permis, si l'on en croit quelques signes annonciateurs de promesses : un état d'esprit qui n'est plus entièrement paralysé par la crise et un intérêt croissant de la part des adolescentes pour ce produit. « Notre cœur de cible était, ces dernières années, la femme de 35-45 ans active, mariée ou vivant en couple, bonne consommatrice de produits de beauté et de revues féminines, pour qui la notion de paraître est importante. Cette tendance est en train de se corriger avec l'arrivée des 20-30 ans, qui, en plus, nous renseignent sur les tendances », souligne Christian Pommier, PDG de l' Onglerie, chaîne de franchise spécialisée dans le secteur. La jeunesse n'a qu'un problème :

elle manque souvent de moyens. Les faux ongles, après leur pose, nécessitent en effet un entretien mensuel. Cette enseigne dont la spécificité est une technique de pose d'ongles fabriqués en résine acrylique d'origine dentaire (importée du Canada par Françoise Lartigue) n'a cessé de progresser depuis l'ouverture de sa première boutique, en 1983, à Bordeaux. Aujourd'hui, l'Onglerie, qui affichait en 1996 un chiffre d'affaires de 74 millions de francs, compte 133 points de vente à travers la France et deux centres de formation. Une situation qu'elle espère encore améliorer en doublant son réseau au cours des quatre prochaines années, en développant son implantation dans les réseaux commerciaux - déjà présente à Bel-Epine, elle va bientôt l'être à Créteil Soleil - et qui va modifier son graphisme et son design, histoire de redonner un coup de femme à sa signature. L'Onglerie bénéficie de l'avantage d'une concurrence minime. Celle-ci provient essentiellement des esthéticiennes indépendantes et d'enseignes comme Ongl'Créanall ou Onglissima. Le faux ongle n'est pas encore massivement passé dans les mœurs des Françaises. « Mais les choses changent, affirme Christian Pommier. On le

voit à travers les magazines féminins, qui consacraient, tout au plus, une page sur les mains dans l'année. Or, l'an passé, j'ai vu l'un deux proposer quatre dossiers sur le sujet. » Un problème de culture serait aussi, selon le PDG de l'enseigne, à l'origine de cette timidité vis-à-vis du faux ongle qui permet pourtant toutes les folies (piercing, dessins...). « Dans les pays anglo-saxons ainsi qu'en Allemagne, note-t-il, l'esthétique est facilement synonyme d'outrance, ce qui donne d'ailleurs naissance à des stéréotypes ; les femmes y sont volontiers consommatrices d'excentricités. Dans les pays latins, les femmes sont attachées à leur personnalité, elles veulent que celle-ci transparaît à travers une esthétique qui sauvegarde le naturel. » Pendant des années, l'Onglerie a ainsi satisfaisait ses clientes avec la pose d'ongles plus longs, mais plus vrais que nature. Aujourd'hui, les femmes semblent bien vouloir s'encanailler un peu. Elles réclament de la couleur, de la fantaisie. Influencées par leurs filles (Le Monde du 9 juin 1997), elles suivent la mode, ne se contentent plus seulement, avec leurs mains, de séduire, mais aussi de se distinguer.

Véronique Cauhapé

**Prépas - BTS - DUT**

Les classements et les résultats complets des 430 Prépas, 5 500 BTS et 99 IUT

**3615 LEMONDE**

et sur Internet, [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr), retrouvez les articles des suppléments spéciaux parus dans Le Monde ainsi que les meilleurs résultats des Prépas, BTS et DUT

**L'AVENIR DES RÉGIONS**

**POITOU-CHARENTES**

**Le salut par les villes**

A lire demain dans *Le Monde*

السنة من الامتحان

LE CARNET DU VOYAGEUR

## CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 7 MARS 1998

**AMÉNAGEMENT** Les grands travaux lancés depuis plus de vingt ans par les présidents de la République successifs ont multiplié les espaces culturels, qui comptent tous

des « dents creuses », ces espaces vacants, en attente d'affectation. ● UN INVENTAIRE parisien montre que, dans de nombreuses institutions culturelles, des dizaines de mil-

liers de mètres carrés pourraient être occupés. ● L'ENSEMBLE des investissements sur des projets dits lourds (des chantiers de plus de 200 millions de francs) est estimé à

6 milliard de francs. Des programmes ont été entamés il y a plusieurs années, d'autres sont impossibles à différer. ● EN CE DOMAINE, les coûts élevés et les financements

étroits ne laissent pas une grande marge de manœuvre au ministère de la Culture, qui assume seul, depuis 1993, le financement des grands chantiers culturels.

# Les grands travaux parisiens et le casse-tête des « dents creuses »

Colline de Chaillot, quai Branly, Parc des expositions de la porte de Versailles, Bastille, Cité des sciences de La Villette... On n'en finit pas de compter les espaces vacants et les bâtiments à peine occupés à Paris qui attendent certains des nombreux projets culturels de l'Etat

MERCREDI 4 MARS, Salon de l'Agriculture, haut lieu parisien de la France rurale qui reste fidèle au Parc des expositions. Au milieu d'une foule étonnée par la masse lustrée des bovins, mais encore dubitative sur les pousses du maïs transgénétique, Jean-Jacques Allagou, président de la Mission au 2000 et du Centre Georges-Pompidou, achève la visite du hall numéro 4 : 20 000 mètres carrés d'un seul tenant.

La vaste structure métallique flamboyante, dédiée pour quelques jours encore à la gastronomie et aux produits de la mer, est le premier élément de la rénovation complète entreprise par Versailles. Un énorme complexe de 220 000 mètres carrés dont les constructions disparates deviennent peu communes pour des manifestations d'envergure. Confié à l'agence française Valode et Pistre et au cabinet d'ingénierie humaine Ove Arup, le réaménagement urbain et architectural de cet ensemble demandera encore une dizaine d'années. Mais le premier bâtiment achevé, proche du boulevard Victor, est jugé assez convaincant pour abriter une des grandes manifestations des fêtes du troisième millénaire : la Mission au 2000 est à la recherche d'espaces.

Les espaces vides, ce n'est pourtant pas ce qui manque à Paris. Les grands travaux lancés par François Mitterrand et ses prédécesseurs ont multiplié les édifices culturels, et, partant, les « dents creuses », ces bâtiments vides qui attendent une affectation. La plus ancienne de ces dents creuses est due, depuis 1978, au Centre Pompidou, qui a aménagé le Musée national d'Art moderne (MNAM). Celui-ci était installé depuis sa création au Palais de Tokyo, construit par Donold, Aubert, Viard et Dastugue pour l'Exposition universelle de 1937.

Après de longues hésitations, il sera finalement affecté au Centre national de la photo (CNP) puis à la Fémis, l'école de cinéma. En 1988, Jack Lang décide d'y loger un palais du cinéma qui accueillera la Cinéma-mathèque, une bibliothèque de films - la Bifi - et la Fémis. Exit le CNR Un panneau, sur le quai de Tokyo, témoigne toujours de cette ambition que devait concrétiser l'architecte laureat du concours, Franck Hamnouthé. Mais la Bifi et la Fémis, devant l'accumulation des retards, finissent par s'installer ailleurs.

D'importants travaux ont cependant permis de retrouver la structure originale, révélant un vaste bâtiment de 22 000 mètres carrés aux volumes élégants, puissants, diversifiés, et de surcroît inondés de lumière grâce à ses larges baies vitrées et à son éclairage zénithal. On commence à se demander si c'est un endroit bien indiqué pour un palais du cinéma qui réclame l'obscurité, lorsque survient la décision de Jacques Chirac de créer un musée consacré aux arts, dits primitifs.

### ÉQUIPER LÉGÈREMENT

Ce futur Musée de l'Homme, des arts et des civilisations (MHAC) ne serait-il pas tout à fait à sa place au Palais de Tokyo, à deux pas des arts asiatiques du Musée Guimet, en cours de rénovation ? Mais le programme établi pour le MHAC exige 95 000 mètres carrés. Tokyo ne peut en offrir que 28 000, si l'on creuse un peu le sous-sol. Le ministère de la Culture, favorable à ce choix - le moins coûteux (500 millions de francs) et le plus cohérent géographiquement - suggère d'implanter les réserves du musée en banlieue. Ou de caser les laboratoires du MHAC dans l'île Passy de Chaillot, alléguant le départ des collections d'ethnologie vers le MHAC.

Les responsables du futur MHAC, Germain Viatte et Maurice Godélie, plaident pour l'unité du futur établissement. M. Chirac, épaulé par Claude Allègre, le ministre de l'éducation nationale,



L'état actuel du Palais de Tokyo, à Paris, dans le seizième arrondissement.

choisit le quai Branly, autre dent creuse de belle taille, laissée vacante par l'abandon du Centre de conférences internationales (CCI). Ici l'addition dépassera sûrement le milliard de francs, et les casse-tête juridiques qui ont conduit à l'abandon du CCI dessiné par Francis Soler ne sont toujours pas réglés.

Et que faire de Tokyo ? Un musée du « demi-XIX<sup>e</sup> siècle », comme

le suggérait la direction des musées de France, histoire de récupérer une grosse moitié des collections du MNAM logées au Centre Pompidou ? Cela semble exclu. Une « Kunsthalle » dédiée aux arts contemporains ? L'idée plaît, au ministère de la Culture, où l'on espère que le président de la République reviendra sur le choix de Branly. « Il n'est pas scandaleux de laisser pendant quelques années de tels espaces vides », plaide Jean-Claude Moreno, responsable de la nouvelle mission grands travaux. *« Ils répondront à nos besoins futurs ou à ceux de nos successeurs »*. Mais il n'exclut pas d'équiper légèrement Tokyo, en attendant que les prochaines générations tranchent enfin.

La quête d'espaces pour le MHAC a permis de faire l'inventaire de quelques autres dents creuses. Ainsi, l'Arche de la Défense offrirait 34 000 mètres carrés, vides ou médiocrement occupés, répartis entre le toit, le socle et sous la terrasse. Le bâtiment de Spreckelsen est prestigieux, visité - 450 000 personnes paient chaque année 40 francs pour contempler la rue depuis son sommet. Les volumes du socle sont occupés actuellement par une exposition, « Les Sources d'Europe », qui prenent la lumière sur trois côtés

D'autres sont loués comme centre de congrès, ou pour héberger un défilé de mode, les vœux du président d'une entreprise, un concert. Ils offrent les surfaces nécessaires au MHAC mais ils se révèlent ingrats pour une institution culturelle avide de lumière. Il faudrait en outre relier par un ascenseur direct les salles logées dans le toit au reste de l'établissement, logé dans les entrailles de l'Arche. A ce niveau, la belle vue sur Nanterre, qu'offre une des salles, ne compense pas une absence générale de lumière qui semble destiner ces beaux cubes de béton au culte de l'électro-cité. La Caisse des dépôts et consignations, qui a sur les bras l'essentiel de ce prestigieux ensemble, ne serait pas fâchée de lui trouver une affectation plus durable et plus rentable.

### ESPACES BRUTS

La Cité des sciences et de l'industrie à La Villette a, elle aussi, été auscultée pour le grand projet de M. Chirac. Depuis son inauguration en 1986, le bâtiment d'Adrien Fainsilber possède toujours une travée libre, soit 40 000 mètres carrés, la plus vaste des dents creuses, l'équivalent du Centre Pompidou. Quelques arpents de ces immenses espaces bruts de décoffrage, qui prennent la lumière sur trois côtés

### Un investissement de 6 milliards de francs

- Versailles. Transformation de l'ancien hôpital Larrey et des jardins, 1,5 milliard de francs (sur quinze ans).
- Institut national d'histoire de l'art. Rue de Richefeu et rue Vivienne, 500 millions de francs.
- Centre Pompidou. 450 millions de francs (à revoir à la hausse).
- Grand Palais. 800 millions de francs ; 1,2 milliard est nécessaire pour la rénovation complète.
- Musée des arts premiers. 1 à 1,5 milliard de francs (solution quai Branly).
- Immeuble administratif. Rue des Bons-Enfants, 300 millions de francs.
- Centre du patrimoine et de l'architecture de Chaillot. 250 millions de francs.
- Palais du cinéma. 250 millions de francs.

de francs (lieu à déterminer).

- Fin du Grand Louvre. Dont passerelle Solferino, 200 millions de francs (à revoir à la hausse).
- Projets lourds. L'ensemble de ces investissements tourne autour de 6 milliards de francs. Le projet des archives de la V<sup>e</sup> République, à Reims, semble différé, voire en panne, le ministère des armées hésitant à participer à l'opération. La rénovation du Musée Guimet (230 millions de francs) est largement entamée, il reste une trentaine de millions à dépenser, tandis que le Centre de culture canaque Jean-Marie-Tjibaou, à Nouméa, qui aura coûté 350 millions de francs, sera inauguré le 4 mai. On n'évoque ici que les projets lourds, à plus de 200 millions de francs.

## Des coûts élevés, des financements étroits

« L'HERITAGE hérite de l'héritier ». Autrement dit, il pèse plus lourd que ce que peuvent assumer les bienheureux successeurs. Ce paradoxe attribué à Karl Marx refêta

### ANALYSE

Distinguer le superflu du nécessaire ? Facile à dire, périlleux à faire

la situation actuelle de Catherine Trautmann, ministre de la Culture. L'héritage, c'est bien sûr celui des grands travaux lancés à partir du premier septennat de François Mitterrand. On estime à 30 milliards de francs le montant des investissements engagés entre 1981 et fin 1997. Soit deux fois le budget annuel de la Culture. Etalé sur quinze ans, cet effort financier n'est pas extravagant, d'autant moins que ces chantiers, pendant les années Lang, étaient en grande partie financés par une enveloppe spéciale qui relevait du secrétariat aux grands travaux. Ils n'interféraient donc pas sur le budget de la Culture, lui-même en constante augmentation.

Depuis cinq ans, la situation est différente. La France a connu des années de disette économique dont on voit à peine la fin. Le budget de

la culture n'a frôlé le sacro-saint 1 % du budget de la nation qu'au prix de subterfuges pour replonger rapidement au-dessous de la barre sous les gouvernements Balladur et Juppé. Si la situation a été stabilisée avec Catherine Trautmann, ce budget ne retrouvera son niveau de 1993 qu'en l'an 2000 au plus tôt. Depuis 1993, enfin, le secrétariat aux grands travaux a disparu et avec lui les financements spéciaux. Les grands chantiers culturels relèvent désormais intégralement du ministère de la Culture. Mais, dit-on, ces chantiers sont achevés ou en voie de l'être. Erreur. Un certain nombre de programmes sont toujours en cours, et il faut en lancer d'autres, impossibles à différer - question d'héritage encore (lire ci-dessus).

La question de l'investissement n'est pas tout : il faut assurer la bonne marche des établissements nouveaux. Le coût de fonctionnement annuel de ces institutions est estimé à 10 % ou 15 % de leur investissement. Il absorbe, dès à présent, 3 milliards de francs par an. Tout indique que, dans moins de cinq ans, ce chiffre dépassera les 4 milliards. Plus d'un quart du budget total de la Culture. La marge du nouveau ministre pour la création ou les initiatives nouvelles n'en est que plus réduite. Que peut-on faire pour sortir de ce piège ? Augmen-

ter le budget de la culture à chaque mise en service d'un nouvel établissement. C'était la solution préconisée par Jack Lang. Mais le ministère des finances est hostile à un tel automatisme. Ses principes arithmétiques, qui avaient été infichés par l'aléatoire personnelle de François Mitterrand en faveur de la culture, ont retrouvé une norme où la culture ne pèse pas lourd. Le prix du porte-avions Charles-de-Gaulle (17 milliards de francs, nu, 37 milliards avec ses équipements), le coût de l'autoroute Lyon-Balagny (10,5 milliards de francs pour 60 kilomètres) n'émeuvent pas nos chers énarques.

### FOISONNEMENT

En revanche, des sommes très inférieures affectées à un poste culturel les font sursauter. Pourtant, ces équipements ne sont-ils pas essentiels dans le choix fait par les six cents millions de touristes qui visitent chaque année la France ? On peut remarquer qu'au même moment Tony Blair, premier ministre britannique, parle sur le foisonnement des entreprises culturelles d'outre-Manche pour relancer la machine économique du royaume (*Le Monde* du 5 mars).

Sans changement de cap de la part du ministère des finances, l'ardoise culturelle, plombée par les grands chantiers, apparaît de plus

en plus difficile à solder. Faut-il alors la partager avec d'autres ministères ? Lequel, en dehors de l'éducation nationale, déjà lourdement chargée ? Doit-on rechercher de nouvelles ressources hors des fonds gouvernementaux ? Les recettes propres des établissements culturels, quel qu'en soit le succès, ne sont ni suffisantes ni extensibles, et le mécénat ne peut alimenter le four des institutions publiques) et le moulin (les associations ou les fondations privées).

Peut-on confier au privé la gestion de quelques poids lourds ? C'est possible pour certains d'entre eux, comme le Grand Palais, dont la vocation est l'accueil de manifestations plus ou moins commerciales. Pour le reste, l'administration se méfie de cette méthode développée - outre mesure, il est vrai - en Grande-Bretagne. Peut-on alors mieux distinguer le superflu du nécessaire ? Facile à dire, périlleux à faire.

A l'évidence, la solution ne peut être purement comptable. Elle passe par une autre vision de la culture dont le rôle dans l'économie mérite d'être avant tout réévalué. Sans qu'en soit pour autant dévalué le contenu.

Frédéric Edelmann  
et Emmanuel de Roux

SKYROCK

**Stomy Bugsy**

présente

**Le concert qu'il te faut !**

Jeudi 12 mars

Paris - Bataclan

FRÉDÉRIC EDELMANN  
ET EMMANUEL DE ROUX



« Les Brigands » révolutionnaires de Schiller entrent doucement en ville

Le metteur en scène Dominique Pitoiset affronte la pièce monstre de Schiller

A sa création à Mannheim, en 1782, cette tragédie suscita un énorme scandale en Allemagne. Lyrique et provocante, Les Brigands, de Schiller, fut

perdue en son temps comme un souffle qui annonçait la Révolution française. Deux siècles plus tard, peur de metteurs en scène osent l'affrontez.

Dominique Pitoiset en donne une version personnelle où la dimension politique s'efface devant le drame personnel d'un jeune homme dévot.

LES BRIGANDS, de Schiller. Adaptation et mise en scène: Dominique Pitoiset. Avec Eric Caravaca, Cyril Dubreuil, Nadia Fabrizio, Nicolas Rossier, Laurent Sandoz... THÉÂTRE DE LA VILLE, 2, place du Châtelet, 4. M<sup>e</sup> Châtelet. Tél.: 01-42-74-22-77. Du mardi au samedi, à 20 h 30; dimanche à 15 heures. 95 F et 140 F. Durée: deux heures. Jusqu'au 28 mars.

Dominique Pitoiset réécrit depuis des années à ce casse-tête qui l'obsède. Il en est venu à la conclusion qu'il était impossible de monter Les Brigands sans trancher dans le vif. S'appropriant le texte. Y aller franchement. Oser. Et il l'a fait. Les défis ne l'effraient pas. Il s'est déjà attaqué à Oblomov, de Gontcharov, et au Procès, de Kafka. L'air de rien, ce Dijonnais suit depuis dix ans une voie qui s'apparente à une obsession. Il aime les personnages qui n'aiment pas l'humanité. Ce n'est pas chez lui un principe, mais une croyance formatrice - il a d'ailleurs mis en scène Le Misanthrope, son héros. Sa vision des Brigands s'inscrit dans cette lignée.

C'est cette incitation à la révolte qui fit scandale à la création des Brigands, en 1782. La pièce enthousiasma le public autant qu'elle suscita la colère des dirigeants. Elle valut à Schiller d'être mis aux arrêts parce qu'il avait quitté sans autorisation l'école militaire pour aller à la première de sa pièce (il avait alors vingt-deux ans). Elle lui valut aussi une gloire européenne, couronnée par l'attribution de la nationalité française, en 1792. Deux siècles plus tard, le texte des Brigands n'a pas perdu son odeur de soufre, ni son enjeu politique. C'est un souffle révolutionnaire, attisé par le désir torturé du

métreur du père - celui-là même qui, dans les années 70, poussa la bande à Baader à passer à la lutte armée. Dominique Pitoiset ne s'aventure pas sur ce terrain. Question d'histoire, et de génération. Il laisse en arrière-plan la dérive patétique des brigands dirigés par Karl (au point de les faire évoluer en ombres chinoises). Le point d'ancrage de sa mise en scène tient en un fauteuil rouge, posé sur le plateau de bois blanc comme une coquille d'oeuf sur l'océan. C'est le fauteuil du père (Laurent Sandoz), le nœud gordien du spectacle, la cristallisation des haines, des désirs et des dépris de Karl et Franz. A son habitude, Dominique Pitoiset réussit à instaurer un malaise subtil, à travers les corps des personnages. Avec leurs cheveux plaqués sur le crâne comme des mouches sur un ruban poisseux, leurs vestes drapées et leurs pantalons trop courts, les hommes sont des Gregor en mal de métamorphose. Toujours en déséquilibre sur le magnifique plateau de bois clair, pris dans de belles images, ils semblent parfois loin de Schiller, mais jamais d'eux-mêmes.

Brigitte Salino

Serge Hureau escalade le monument Trenet par la face nord

AU BON PETIT CHARLES, chansons de Charles Trenet par Serge Hureau, Montferriat, Michel Risse, Pierre Sauvageot. Serge Hureau et Elisabeth Chailionx (mise en scène), Jean Grison (décors et lumières), Dorian Masset (accessoires et costumes), CITÉ DE LA MUSIQUE, 221, avenue Jean-Jaures, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. Prochains spectacles, les 6, 7 mars, à 20 heures; le 8, à 15 heures. Tél.: 01-44-84-44-84. 80 F.

« Je vomis cet indolent siècle d'impuissants », lance Kad (Cyril Dubreuil) à son ami Spiegelberg (Alain Trétout), en ouverture du spectacle. Kad vomit l'absence de hauteur de son temps, les conventions qui écrasent, la loi qui opprime. Il rêve d'une liberté trempée dans l'audace; il voudrait être l'Arminius qui mène l'Allemagne à la République, vivre comme un aigle et non une limace. Pendant ce temps, son frère Franz (Eric Caravaca), resté à la maison, ressasse son dépit. D'être né laid, de n'être pas aimé autant que Karl. Il souhaite la mort de son père et convoite Amalia, la fiancée de Karl (Nadia Fabrizio). Cette vieille histoire de l'humanité est pour Schiller un moyen d'arriver à ses fins: passer du drame bourgeois à la tragédie nationale. Il veut enflammer le cœur de ses compatriotes pour qu'ils se rebellent contre l'Allemagne morcelée, affaiblie par le règne de « petits tyrans » accrochés à leurs pouvoirs.

LES BRIGANDS, de Schiller, resté à la maison, ressasse son dépit. D'être né laid, de n'être pas aimé autant que Karl. Il souhaite la mort de son père et convoite Amalia, la fiancée de Karl (Nadia Fabrizio). Cette vieille histoire de l'humanité est pour Schiller un moyen d'arriver à ses fins: passer du drame bourgeois à la tragédie nationale. Il veut enflammer le cœur de ses compatriotes pour qu'ils se rebellent contre l'Allemagne morcelée, affaiblie par le règne de « petits tyrans » accrochés à leurs pouvoirs. Les arrangements musicaux dépassent tout projet de genre: il s'agit plutôt de dérangements. La musique, démontée, asséchée, remontée, ne sonne pas vraiment comme l'original, mais l'observation fine des mécanismes autorise les plus aventureuses des déviations, les plus insensés arrangements avec les accords et les notes. Compagnons de la chanson passés par la case harmonie néo-renaissante, bruiteurs géniaux (une simple serviette de bain posée à terre et un transistor des familles grésillant établissent l'imagerie côtier-vaucancier en moins de temps qu'il n'en faudrait pour le dire), « orchestre Mickey-Club » itinérant en tournée des plages, acrobates du minimum sonore, les partenaires de Serge Hureau ne sont pas pour rien dans la réussite poétique de ce spectacle de l'autre » Trenet.

Renaud Machart

Le jazz, sans maîtres ni élèves

JAZZ WAVE COLLECTIVE. Duo-nois Paris, le 3 mars.

Déjà une nouvelle génération. Jazz Wave Collective a été fondé en 1996 autour de quatre formations. On y trouve des solistes américains et européens, certains partis s'installer à New York. Ils sont plus près des vingt ans que de la trentaine, et leur curriculum vitae laisse baba: diplômes en pagaille, collaborations itou. Pour survivre, ils savent tout faire: jazz traditionnel, noes et banquets, grands orchestres, notamment ceux dirigés par des femmes, comme Maria Schneider

ou le Mingus Big Band, fermement tenu par Sue Mingus. Ils trouvent après des institutions ou des mécènes les trois francs six sous qui sont alloués au jazz un peu partout dans le monde, ils timent avec succès les radios et les télévisions privées pour être enregistrés et filmés. Ce sont des musiciens qui ont une envie énorme de jouer. De renouer.

A Dijon, qui depuis ses travaux d'instrumentation a pu renouer avec toutes les musiques, le collectif présentait, mardi 3 mars, le Normal Garden du trombone Christoph Schweizer et le septette du saxophoniste Ohad Talmor. Le collectif a organisé, avec l'aide des institutions suisses Pro Helvetia et Suiza, une tournée en Europe du Nord. Un concert chaque soir, la route... durant quinze jours. On y apprend plus qu'en cinq ans d'école. Ils ont des invités: le batteur Billy Hart pour le premier groupe, le saxophoniste Lee Konitz pour le second. Là, on s'inquiète. On a vu assez d'orchestres d'étudiants qui, pour faire événement, parviennent à convaincre un nom du jazz d'être « invité spécial ». C'est généralement très prévisible. Ici, Hart et Konitz font naturellement partie des orchestres qui, en retour, ne les traitent pas autre-

ment que comme l'un des leurs. Les leaders sont aussi compositeurs. Schweizer écrit, dans l'esprit des Jazz Messengers, un hard bop moderne. Les morceaux sont récents, un poil raide sur certaines figures, mais avec ce qu'il faut de fluidité pour se mettre à swinguer. Talmor, lui, a convoqué ses classiques. Il a beaucoup écouté la musique de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il arrange Debussy ou le Concertino de Stravinsky. C'est assez cocoté, assez casse-gueule aussi, comme ce souci d'éviter tout effet brillant. Le tempo, généralement lent, est suggéré. Virtuosités sans vanité.

Sur un solo de trompette d'Alexandre Siplagin, dont la capacité d'expression au bugle impressionne, Hart construit un jeu de questions-réponses entre une cymbale et la grosse caisse. Un truc simple, gamin, qui emmène pourtant l'orchestre au plus haut. Ailleurs, Konitz, dont le son fait toujours rêver, encourage du regard l'un des solistes, lui aussi trompettiste très pertinent, Russell Johnson. Konitz n'a pas à faire les sempiternels « yeah » on grands hochements de tête pour dire son attention. Il n'y a là ni maîtres ni élèves, mais des hommes de jazz, vrais, graves, tout à la grandeur de la musique.

Sylvain Steller

SORTIR

PARIS Rad Kitty, Kitschen, Pooka En ouverture de la deuxième édition du festival « Les Femmes s'en mêlent », dédié au travail artistique des dames, le pop-folk de Bad Kitty, le rock'n'roll turbulent de Kitschen et surtout Pooka, duo envoûtant oscillant entre les mystérieuses mélodies de Kate Bush et une rusticité acoustique. Glaxart, 7-15, avenue de la Porte-de-la-Villette, Paris 19<sup>e</sup>. 20 h 30, le 6 mars. 70 F. Rachel des Bois Après un succès prolongé au Café de la danse, Rachel des Bois, qui, entre temps, a remporté le Grand Prix de la chanson de la Ville de Paris, mène joyeuse campagne à La Cigale. Rachel aime la variété, joue de son humour et d'un ton badin, mais non innocent, sur des rythmes est-européens, raggauffins, rock des faubourgs. La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Pigalle. 20 h 30, le 7 mars. Tél.: 01-49-25-89-99. 110 F. Nidaa About Mirad Le « Festival de l'Imaginaire », conçu par la Maison des cultures du monde, ouvre son programme musical avec le violoniste libanais Nidaa About Mirad. Celui-ci présente pour la première fois en

France sa création, Invocation de Loylá, un oratorio soufi consacré à l'amour, fondé sur des textes remontant jusqu'au VII<sup>e</sup> siècle, qui sont interprétés ici par Mohamed Saïd Charri. Plénitude, transparence, silence apprivoisé: un moment de toute beauté (CD Invocation de Loylá/Club du Disque Arabe). Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Placide, Notre-Dame-des-Champs. 20 h 30, les 6 et 7 mars; 17 heures, le 8 mars. Tél.: 01-45-44-41-42. 110 F. Taoufik Bestamji Installé en France depuis 1990, le chanteur et altiste Taoufik Bestamji est né à Constantine, où il fut initié au luth par son père, avant de se former au chant et à d'autres instruments avec de grands maîtres du malouf (terme désignant la musique arabo-andalouse en Libye, en Tunisie et à Constantine). Accompagné d'un ensemble instrumental, il excelle dans les variations et les arabesques des noubas, longues et envoûtantes suites vocales et instrumentales de la musique arabo-andalouse. Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Passy. 20 heures, le 6 mars. Tél.: 01-42-30-15-16. 30 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX A armes égales (Etats-Unis, 2 h 05), de Ridley Scott. Grève-party (France, 1 h 26) de Fabien Onteniente. Marie Baie des anges (France, 1 h 30), de Manuel Pradal. Sissako (Japon, 1 h 35), de Naomi Kawase. On a très peu d'amis (France, 1 h 25) de Sylvain Monod. The Boxer (Irlande, 1 h 53), de Jim Sheridan. Will Hunting (Etats-Unis, 2 h 05), de Gus Van Sant.

TROUVER SON FILM Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél.: 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGES As M'Bengué Le Monde de l'art, 33-35, rue Guénégaud, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Odéon. Tél.: 01-43-29-71-71. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 6 mars au 18 avril. Entrée libre. Raïner Oldendorf Caisse des dépôts et consignations, 13, quai Voltaire, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rue-du-Bac. Tél.: 01-40-49-41-66. De 12 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Du 6 mars au 22 mars. Entrée libre. Eugène Richards Centre photographique d'île-de-France, la Graineterie, hôtel de ville, 77 Pontault-Combault. Tél.: 01-64-43-47-41. De 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche et fêtes. Du 6 mars au 24 mai. Entrée libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES Le Gyeong Théâtre: les places du jour vendues à moitié prix (+16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Orchestre philharmonique de Radio-France Brahms: Concerto pour piano et orchestre n° 1. Rousset: Symphonie n° 3. Strauss: Till Eulenspiegels Lustige Streiche. Gerhard Oppitz (piano), Marek Jenowski (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Ternes. 20 heures, le 6 mars. Tél.: 01-45-61-53-00. De 70 F à 175 F. Orchestre de chambre de Cologne Bach: Concerto pour deux violons et cordes BWV 1043. Concertos pour hautbois et cordes BWV 1055 et BWV 1059. Cantates. Sibylla Rubens (soprano), Christian Hommel (hautbois), Helmut Müller-Bühl (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 6 mars. Tél.: 01-49-52-50-50. De 40 F à 290 F. Allen Hofer, Mario Canonge, Roger Bivandou Sunset 60, rue des Lombards, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 22 heures, les 6 et 7 mars. Tél.: 01-40-26-46-60. 30 F. Christian Escoudé Quartet et Quintet Romainville (93). Salle des fêtes, avenue Paul-Vaillant-Couturier. 20 h 30, le 6 mars. Tél.: 01-42-43-56-66. De 70 F à 90 F. Yves Palais des congrès, porte Maillot, Paris 17<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-Maillot. 20 h 30, le 6 mars. Tél.: 01-40-63-00-05. De 200 F à 290 F. Zic Zicou Casse-pipe. Les Ogres de Barback Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukif, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Sentier. 20 heures, les 6 et 7 mars. Tél.: 01-42-36-37-27. 90 F. Les Nomades ragueurs

Parc de la Villette, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-la-Villette. 20 h 30, jusqu'au 14 mars. Tél.: 08-03-07-50-75. 140 F. La Buisson de Marc Betton, mise en scène de l'auteur, avec Céline Betton et Marc Betton. Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claude, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Odéon. RER Luxembourg. A partir du 6 mars. Du mercredi au samedi, les lundi, mardi, à 18 heures. Tél.: 01-44-41-36-36. De 50 F à 70 F. Jusqu'au 25 mars.

ANNULATION Calvin Russell Retenu aux Etats-Unis à la suite d'une décision de justice, le chanteur-guitariste a dû annuler son concert parisien prévu le 9 mars à l'Européen. L'Européen, 5, rue Biot, Paris 17<sup>e</sup>. Tél.: 01-43-87-97-13.

RÉSERVATIONS Ashes to Ashes de pièce de Harold Pinter, mise en scène de l'auteur, avec Christine Bohnson et Lambert Wilson. Théâtre du Rond-Point Champs-Élysées, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. Du 9 mars au 17 mai. Tél.: 01-44-95-98-10. De 80 F à 180 F. Desmanis 3 Les Soeurs du mort-homme de Helner Müller, mise en scène Jean-Louis Martinelli, avec Jean-Marc Bory, Laurent Marzoni, Sylvie Milhaud... Théâtre national de la Colline, 15, rue Maître-Brun, Paris 20<sup>e</sup>. Du 11 mars au 11 avril. Tél.: 01-44-62-52-52. 55 F et 110 F. Opus Akoben Steve Coleman Five Elements La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. Les 14 et 15 mars à 20 h 30. Tél.: 01-49-25-89-99. 154 F. Dan Ar Braz Zénith, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19<sup>e</sup>. Les 16 et 17 mars à 19 h 30. Tél.: 01-42-08-60-00. 170 F et 200 F. Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9<sup>e</sup>. Le 16 mars. Tél.: 01-47-42-25-48. Orchestre national de Barbès Le Trianon, 80, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. Les 19 mars à 20 h 30. Tél.: 01-44-92-78-03. 121 F. La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. Le 21 mars à 20 h 30. Tél.: 01-49-25-89-99. 121 F.

DERNIERS JOURS 8 mars: Le Cardie de grâce caucasien de Bertolt Brecht, mise en scène de Ludovic Legarde, avec Pierre Bau, Eric Chaillet, Juliette Fallevic, Christophe Micoli, Laurent Poirrenaux, Mireille Rousset et Violaine Schwartz. Grand Théâtre de la Ferme-du-Buisson, allée de la Ferme, 77 Nossiey. Les mardi 3, vendredi 6, samedi 7, à 20 h 45; le jeudi 5, à 19 h 30; le dimanche 8, à 16 heures. Tél.: 01-64-62-77-77. De 75 F à 125 F. 9 mars: Bruce Nauman Centre Georges-Pompidou, galerie sud, mezzanine, place Georges-Pompidou, entrée rue Saint-Merri, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rambuteau. Tél.: 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. 30 F. 10 mars: Le Nu dans l'œuvre de Félix Vallotton Musée Mollot-Fondation Dina Vierny, 61, rue de Grenelle, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rue-du-Bac. Tél.: 01-42-22-59-58. De 11 heures à 18 heures. Fermé mardi et fêtes. 40 F. Félix Vallotton Galerie Dina Vierny, 36, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Germain-des-Prés. Tél.: 01-42-60-23-18. De 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.

THÉÂTRE DE POCHÉ 01 48 48 92 97 Salle 1 150<sup>e</sup> Jules FORTNIEUR JULIEN RENARD PRESSE UNANIME Une mise en scène ensablée. LE MONDE Quel plaisir! PARISCOPE A ne pas rater! JDD. Un grand petit bonheur. LE NOUVEL OBS.

Une sélection de plusieurs centaines d'événements culturels et tous les films en Ile-de-France c'est dans aden en vente, chaque mercredi en Ile-de-France avec Le Monde et chaque semaine avec Inrockuptibles aden attendez qu'il sorte avant de sortir.

Sylvain Steller

# Akosh S., ivre de la rage du free

Le Hongrois publie deux albums, public et studio, avec un groupe incluant le chanteur de Noir Désir

DEUX CD signés d'Akosh S. - Szelewenyi Akosh, Hongrois, multi-instrumentaliste, trente-deux ans : l'un, *Omeko*, en public ; l'autre en studio, *Imafa*, avec la même formation. Joe Doherty, le souffleur et violoniste, est irlandais. Une rythmique (basse-batterie) correcte sans plus. Mais ici, la connivence étroite rattrape le manque d'ampleur. A l'Aérodrome de Lille comme dans les bars du nord de Paris, Akosh joue sur l'écho du passé, une lutherie composite, l'image des musiques traditionnelles, le free délibéré et la rage du moment. Il cherche ce qui va prendre, un climat, une formule, une ritournelle, pour l'emballer à mort. Structure et fonction des danses populaires. Public debout, culture bière et cigarettes, le jazz rejoint son autre jeunesse. Les temps rechangeant.

Dans ses premières années (il est né dix ans après le 1956 de Budapest), Akosh a été chaviré par les Stones, Bartok, l'« Ouverture » d'Egmont et un concert de Cecil Taylor. Il se jette sur le free (Shepp, Ayler, Sun Ra, Coltrane) comme d'autres sur les Who. Il a joué avec Dewey Redman, Steve Lacy, Steve Potts. Sa musique en est ivre comme un bateau. Elle tangue entre bribes magyars, folklores indistincts, séquences dures et climats flottants. Akosh déteste les étiquettes. Cinquante ans

qu'on nous fait la chanson du sans-étiquette. Le groupe - rejoint par Bob Coke (saxofon percussions) et Bertrand Cantat, chanteur de Noir Désir (harmonica, percussions) - fonctionne comme un groupe en fusion : à l'énergie, à la vitesse. Plus, de ce point de vue, comme un groupe de rock - dans l'esprit comme un quartet de jazz. Akosh, agacé : « Je n'ai jamais joué de rock. Je me suis toujours trouvé dans les circuits alternatifs, hors système. Toutes sortes de tracasseries pénibles m'ont fait quitter la Hongrie en 1986. Je ne savais rien de Paris. D'après ce que j'avais pu comprendre, c'était un des endroits où il pouvait être bon aller. C'est tout. »

Le garçon est sans détour. Dans le style bourru de charme. On pourrait dire de sa manière comme de son syncrétisme musical qu'il les cultive. Mais on en est au point où il faut parler de simulateur sincère. Chacun son flux, à chacun son histoire. C'est l'histoire d'un jeune Hongrois qui a eu cette histoire-là. Ce n'est ni bien ni mal. C'est un changement de cap, de public et de forme. Attention, jeunes gens, il va falloir changer de clichés. C'est une promesse. On l'a vu, jusqu'à sa première partie de Noir Désir, dans les bistros pari-



Akosh S. : « Ça ne me dit rien d'aller là où le coca-scotch coûte une fortune. »

siens. L'Atmosphère, le Cithéa, Apostrophes. Jamais dans les clubs patentés : « Ça ne me dit rien d'aller là où le coca-scotch coûte une fortune, avec en plus le patron pour expliquer ce que tu dois jouer. Ce n'est pas une question de choix. Il faudrait penser un peu plus aux autres. A Paris, j'habite à Stalingrad, ce n'est pas un hasard. » L'événement fait événement parce que Akosh et sa bande entrent, avec ces deux CD plutôt déroulants - déroulants pour la production actuelle, déroulants pour l'histoire du free - dans une grande compagnie (Polygram). Il fait figure de poulain inattendu chez les « majors » : « La vie n'est qu'une histoire de rencontres. Elle se fait entre gens qui se trouvent. Je suis content de cette rencontre-là,

des gens que j'y ai connus. C'est comme Bertrand Cantat. On a vite compris ce qu'on avait à faire ensemble. » Nulle musique qui vaille si elle n'est appelée par un moment de rage. Akosh S. sait cela. Bertrand Cantat, son alter ego du groupe Noir Désir, l'entend comme un « roqueur-ragueur ». On va en finir avec les festivals pépères et le bon vieux « jazz ». On va recommencer de ne pas être d'accord. Les instants chavirés, le Petit faucheur de Tours, cent autres Vietnam et la musique d'Akosh vont redistribuer l'espace. Il était temps. A moins que la machine ne veuille et ne soit déjà prête à tout digérer. Ce n'est pas impossible. Les mal embouchés de charme comme Akosh donnent à espérer : « Je ne suis pas

d'accord avec le fonctionnement. » Position morale ? « Je me méfie du mot. » Politique alors ? « Sûrement pas que... Ou plutôt, position dictée par le manque de politique. » On peut rater son coup dans cette musique ? « Tout le temps. C'est une mise en danger, on espère rejoindre un mouvement lointain. Ça dépend des moments. » Si on ne rejoint pas ? « Ça rend triste, ça met en colère, mais ça peut être très marquant aussi. On a toujours tendance à dramatiser l'effet, à se prendre au sérieux. » Attention, temps en train de changer.

Francis Marmande

\* Omeko (live), 1 CD Barclay/Polygram 539 914-2. Imafa, 1 CD Barclay/Polygram 539 915-2.

## SÉLECTION DISQUES

**CAMILLE SAINT-SAËNS**  
Troisième Concerto pour violon et orchestre  
Introduction et Rondo Capriccioso  
Ouverture Spartacus  
Annick Roussin (violon), Orchestre philharmonique de Nice, Klaus Weibe (direction).  
Le beau disque ! Le Troisième Concerto de Saint-Saëns n'est plus guère joué de nos jours quand il était l'un des chevaux de bataille des stars du violon jusque dans les années 60. Zino Francescatti en était l'interprète de prédilection, et c'est cette œuvre qu'il avait choisie pour ses adieux à New York, en 1973 - adieux dirigés par... Pierre Boulez. Certes moins prestigieux, le tandem réuni pour ce disque n'en n'est pas moins idéal : la sonorité caressante, le charme d'Annick Roussin, son autorité, sa virtuosité et son intonation parfaite trouvent un écho dans la direction très claire, vivante, précise de Klaus Weibe à la tête d'un orchestre irréprouvable. Le reste du programme est de la même eau, et l'on découvrira avec plaisir l'ouverture de Spartacus, une pièce de jeunesse de Saint-Saëns romantique en diable. En 1868, le compositeur était encore un jeune loup, un révolutionnaire.  
Alain Lompech  
\* 1 CD Accord Musidisc 20252.

**JEAN-PHILIPPE RAMEAU**  
Les Fêtes d'Amélie ou les Talens Lyriques (1739)  
Sophie Daneman, Sarah Connolly (dessus), Paul Agnew, Jean-Paul Fou-

**chécourt (hautes-contre), Thierry Félix (basse), Les Arts florissants, William Christie (direction).**  
L'opéra-ballet tel que l'entend Versailles au temps de Campra a vécu lorsque Rameau revisite le genre. Données quatre ans après Les Indes galantes, Les Fêtes d'Amélie pâtissent d'un argument d'une faiblesse insigne. Ce qui explique peut-être que cette œuvre, des plus appréciées du temps du compositeur, soit si mal servie aujourd'hui. A la tête d'Arts florissants, qui ne ménagent ni les nuances les plus suaves, ni les attaques les plus rageuses, William Christie restitue la grâce naturelle (une vertu que redécouvre le XVIII<sup>e</sup> siècle) de jeux mythologiques dépouillés de l'empesage « Grand Siècle ». La Musique, la Poésie et la Danse fusionnent-elles en un concert galant ? D'une vitalité ébouriffante, Christie trouve les couleurs et les temps inimitables qui rendent justice au raffinement harmonique exceptionnel de ces pages. Servez par un plateau vocal convaincant, c'est là la première intégrale de cette œuvre sous-estimée. Une aubaine donc.  
Philippe-Jean Catinchi  
\* 1 coffret de 2 CD Erato 3984-21064-2

**MICHAEL LEONHART**  
Glub Glub vol. 11  
Sous un intitulé sans queue ni tête - le Glub Glub est un animal, le vol. 11 ne se réfère pas à de précédents albums -, le jeune trompettiste, pianiste, guitariste, bas-

**diste et percussionniste Michael Leonhart** (une famille de musiciens) a réuni des curiosités savamment ouvragées dont il est le principal concepteur et « acteur ». Sa musique vient du jazz électrique, lui-même issu du Miles Davis des années 70 (*El Topo*), avec un penchant pour des combinaisons de percussions assez fouillées, autant qu'elle se souvient des codes du passé (blues dans *Kodak*, jazz classique...); elle se faufille dans des ambiances étranges et imaginées (par quelques coups de rage, cette « suite » musicale très assurée, où les morceaux renvoient les uns aux autres, se révèle comme une des créations sonores les plus excitantes du moment et en définitive hors du temps. Sylvain Sidler  
\* 1 CD Cream Records-JMS CR440-2. Distribué par Sony Music.

Les meilleures ventes d'albums en France

ARTISTE ou GROUPE	Rang de la semaine précédente	TITRE	MAISON DE DISQUES
BANDE ORIGINALE DU FILM 1		Titanic	SONY
2	MADONNA	Ray of Light	MAVERICK
3	LARA FABIAN	Pure	POLYDOR
4	FLORENT PAGNY	Savoir aimer	MERCURY
5	VERONIQUE SANSON	Indestructible	WEA
6	JANET JACKSON	The Velvet Rope	VIRGIN
7	ANDREA BOCELLI	Romanza	POLYDOR
8	CÉLINE DION	Let's Talk About Love	COLUMBIA
9	JOHNNY HALLYDAY	Ce que je sais	MERCURY
10	PASCAL OBISPO	Superflu	EPIC

Période du 22/02 au 28/02 inclus E = Nouvelle entrée  
Résultats obtenus par le sondage à la sortie des caisses de cent magasins représentatifs des circuits de distribution

**LONG JOURNEY HOME**  
Original Soundtrack  
La puissance évocatrice des Chieftains, vétérans de la musique traditionnelle irlandaise, a souvent été utilisée par le cinéma. A nouveau, les producteurs d'un documentaire sur la grande famine de 1845-1847 et l'émigration irlandaise aux États-Unis ont fait appel à Paddy Moloney, flûtiste, joueur de uilleann pipes (la cornemuse locale) et leader du groupe dublinois, pour illustrer leurs images du souffle historique de musiques ancestrales. Tenants d'une certaine rigueur académique, les Chieftains ont pour-

**tant multiplié, au cours de leur longue carrière, les collaborations avec un monde du rock souvent à la recherche de ses racines. Une fois encore, ce sont moins les instruments pittoresques réorchestrés pour le Irish Film Orchestra qui nous intéressent que les interprétations convaincantes de quelques invités. Vieux compère de Paddy Moloney, Van Morrison magnifie Shamrock avec une auréole hiératique; Sinead O'Connor emplit Skibbereen de sa folie rebelle; Vince Gill tend un pont entre folk irlandais et country américain; la Norvégienne Sissel tire le lyrisme vers l'éther. Et Elvis Costello a composé pour la chanson-titre des refrains d'une mélancolie inspirée.  
Stéphane Davet  
\* 1 CD Unisphere 09026 68963.2. Distribué par BMG.**

**POOKA**  
Spinning  
Touchés par la baguette de la fée électricité, Sharon Lewis et Natasha Jones ont troqué la simplicité rustique de leurs chansons folk originelles contre les tensions, le venin et la sophistication de *Spinning*, leur deuxième album. Avec la fluide agilité du vif argent, les acrobaties vocales de Pooka oscillent de l'éthéré à l'organique, du fragile au menaçant. Plus que des refrains, ce sont des mélodies qui serpentent ou s'écorchent, caressent ou crissent, telles le chant de sirènes d'une dangereuse langue. On ne sait si on doit céder à l'extase ou à la crispation. Plus qu'à la sagesse de mairaines acoustiques, on pense à la féminité mystérieuse d'une Kate Bush adolescente, aux tumultes intérieurs de PJ Harvey. Des pointes de violons et de cuivres, des guitares vives, les synthétiseurs aventureux de Joe Leach tissent une trame luxuriante, parfois à la limite de la surcharge. Avant qu'*Ocean* nous berce pendant quinze minutes (1) du bruit des vagues et engloutisse l'écumé d'un dernier murmure. S. D.  
\* 1 CD Trade2 1003/524 426-2. Distribué par Island.

## Deux auteurs néo-zélandais dénoncent un plagiat dans « The Full Monty »

LES PRODUCTEURS de *The Full Monty* font l'objet d'une plainte, émanant de deux écrivains néo-zélandais, les accusant d'avoir plagié l'une de leurs pièces, *Ladies Night*, écrite en 1987, et racontant la même histoire, celle d'un groupe de chanteurs qui montent un spectacle de strip-tease pour s'en sortir. Selon les quotidiens britanniques *The Daily Telegraph* et *The Independent*, les plaignants réclament 200 millions de livres (2 milliards de francs) de dommages et intérêts et la saisie de toutes les copies du film.  
Andrew McCarten et Stephen Sinclair, les auteurs de *Ladies Night*, affirment que des scènes entières de la pièce ont été transposées à l'écran et que ses personnages principaux - un maigreur peu scrupuleux, un Noir, un homosexuel, un type impuissant qui cache à sa femme ses activités nocturnes de strip-tease - sont les mêmes que ceux de *The Full Monty*. *Ladies Night* avait été présenté dans toute l'Angleterre, dans des théâtres régionaux, entre 1989 et 1996.

**MÉNAGES COLOSSAUX**  
Le succès de *The Full Monty* a de quoi raviver les mémoires et exclure les instincts les plus carnassiers. Le film de Peter Cattaneo a rapporté à son producteur américain, Fox Searchlight Pictures, 1,2 milliard de francs dans le monde, alors qu'il n'a coûté que 20 millions de francs. A peine sorti en vidéo en Grande-Bretagne, *The Full Monty* bat, d'après *The Daily Telegraph*, des records de vente et devrait dépasser rapidement la barre du million d'exemplaires vendus.  
On peut se demander pourquoi Andrew McCarten et Stephen Sinclair, les deux plaignants, ont mis autant de temps à réagir, et seulement alerté leur avocat au moment où le film dégage des bénéfices colossaux et met en route sa campagne publicitaire pour les Oscars (*The Full Monty* est nommé dans la catégorie du meilleur film et Peter Cattaneo, dans celle du meilleur réalisateur). « On était en vacances et nous ne nous sommes pas occupés de ça », dit-il. « Faut-il vraiment se battre pour ça ? », s'écrit Bert Fields, l'avocat de Fox Searchlight Pictures dans une déclaration au *Los Angeles Times*. « Il semble que, de nos jours, chaque film doit faire face à ce type de plainte. » Pour Umberto Pasolini, le producteur de *The Full Monty*, son film ne doit strictement rien à personne. Persuadés du contraire, Andrew McCarten et Stephen Sinclair ont promis de publier le texte de leur pièce sur un site Web de façon que chacun puisse se faire une opinion.  
Samuel Blumenfeld

**m cité de la musique**  
musée, concerts, centre d'information

**Tchaikovsky experience**  
Roger Norrington, directeur

Peter Esaba, directeur  
Jean-François Heisser, chef d'orchestre  
Orchestre du Conservatoire de Lyon  
Rimski-Korsakov, Prokofiev, Tchaikovsky  
11 mars - 20h

Roger Norrington, directeur  
Cyril Hervé, chef d'orchestre  
Orchestra of the age of Enlightenment  
14 mars - 16h30 et 20h  
15 mars - 15h et 16h30

144 84 44 84

0701013510

Handwritten text in a box: "Handwritten text in a box"

FILMS DE LA SOIRÉE

- 20.30 La Guépard... Lucifère Visconti (Italie, 1962, v.o., 125 min.) Cinépolis
20.30 La Vieillesse... Luis Buñuel (France, 1966, 100 min.) Festival

GUIDE TÉLÉVISION

- MAGAZINES: 18.00 Stars en stock... 18.30 19.10 Nulle part ailleurs... 19.00 Rive droite, rive gauche... 20.00 20h Paris Première... 20.05 C'est la vie!

NOTRE CHOIX

- 20.35 Planète Zev, le survivant des Carpates... 0.15 France 2 Hubandés... 0.15 Urgences...

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1: 19.00 Le Bigdill... 19.50 Météo... 20.00 Journal, Météo... 20.35 La Soirée d'été... FRANCE 2: 19.30 1 000 enfants vers l'an 2000...

ARTÉ

- 19.00 Tracks... 19.30 7/2... 20.00 Brat... 20.30 8 1/2 Journal... 20.45 En danger de vie...

RADIO

- FRANCE-CULTURE: 20.30 Agora... 21.00 Météo... 21.00 Fiction... 21.00 Nuits magnétiques... FRANCE-MUSIQUE: 20.05 Concert franco-allemand...

FILMS DU JOUR

- 13.50 La Ballade des sans espoir... 13.50 Voyage en Italie... 14.35 Monsieur Smith au Sénat... 20.30 La Roue... 20.30 La Grande-mère d'Israël...

GUIDE TÉLÉVISION

- DÉBATS: 12.10 et 16.10 Le Monde des idées... MAGAZINES: 13.00 Plaisir du monde... 13.45 Les Documents de Savoie plus... 14.05 Strip-tease... 14.30 La Magazine de l'Histoire...

NOTRE CHOIX

- 0.30 La Cinquième « A vous de voir »... Le regard intérieur... 1.15 La Chèvre... 2.20 La Sarabande des pastiches...

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1: 13.15 Reportages... 13.50 MacGyver... 14.45 Scandales à l'américain... 17.05 Météo... FRANCE 2: 13.35 L'Esprit d'un jardin... 13.40 Cosmos... 13.45 Les Documents de Savoie plus...

ARTÉ

- 20.35 Cracker... 22.30 Jour de foot... 23.05 Imagine 98... 0.00 Le Journal du band... 0.05 Les Nuits d'amour...

SIGNIFICATION DES SYMBOLES: Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia »... On peut voir... Ne pas manquer... Chef-d'œuvre ou classiques...

LES COULES DU CSA: Accord parental souhaitable... Accord parental indispensable... Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans...

RADIO

- FRANCE-CULTURE: 20.00 Nouveau répertoire dramatique... 22.35 Opéra... 0.05 Le Gil Sankofa... FRANCE-MUSIQUE: 19.31 Opéra... 20.40 Le violoncelliste James Spalter...

RADIO-CLASSIQUE

- 19.30 Intermèzzo... 20.40 Le violoncelliste James Spalter... 22.35 Da Capo...

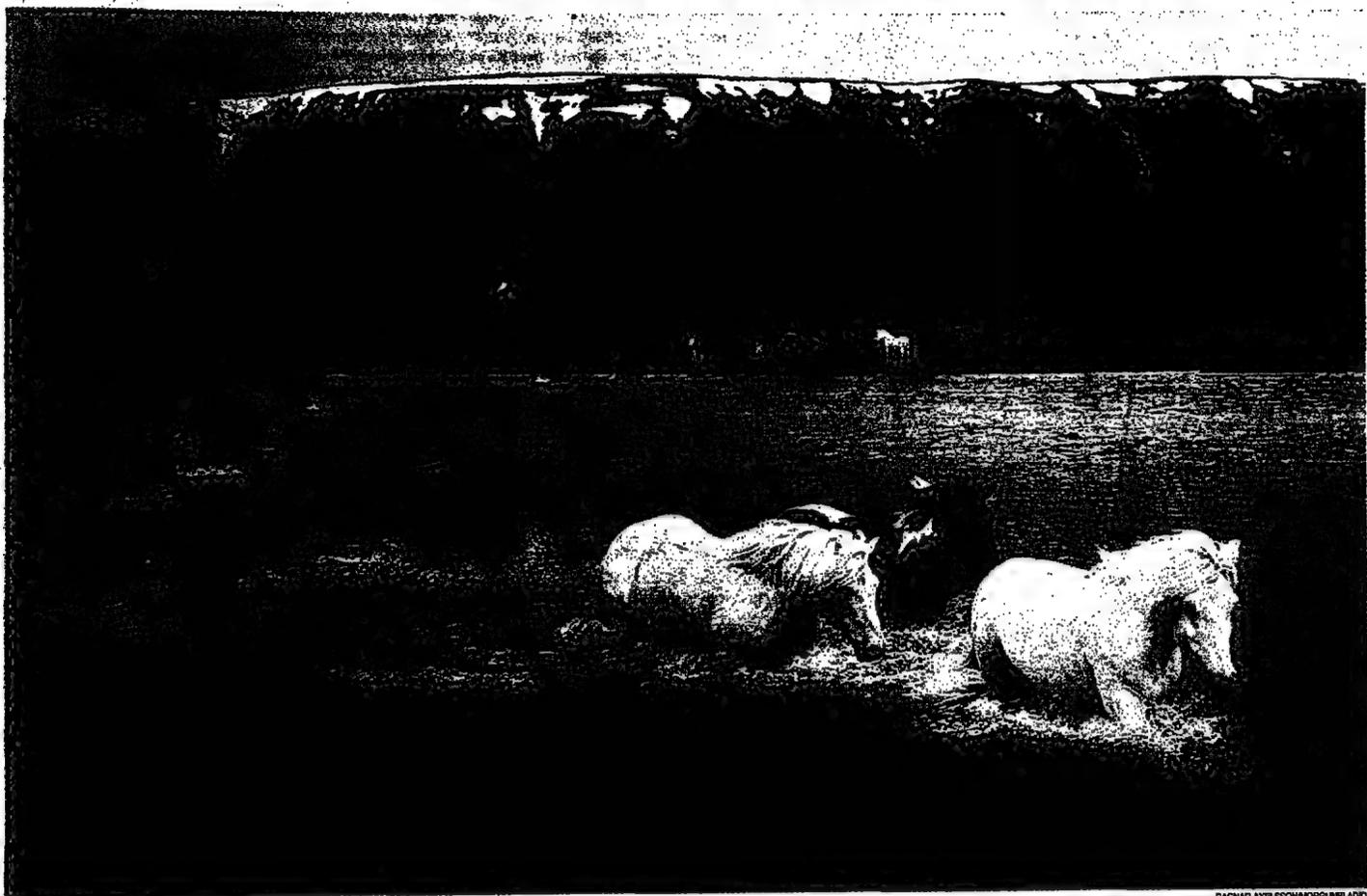


سكنا من الامم

Le Monde  
VOYAGES

LE MONDE / TERRES DU NORD / 1990

# Terres du Nord



RAGNAR AXELSSON/MORGENBLAD

## ■ Suède : Mais où sont passés les Vikings ?

Leur ville était en bois. Les maisons ont disparu. Les archéologues aussi. Restent, au cœur de l'archipel de Stockholm, une île et ses fantômes. p. II

## ■ Danemark : Cabotage au Groenland

Des Inuits, des icebergs et des chiens. p. IV

## ■ Islande : Au pays des chevaux qui volent

Une race d'une exceptionnelle robustesse. Une petite merveille élevée en vase clos et dotée de cinq allures, dont deux donnent au cavalier la sensation de voler. p. VI

## ■ Norvège : Les deux miroirs

De Bergen la chatoyante, un tantinet prétentieuse, à Oslo, capitale champêtre et ludique, la face citadine du royaume des fjords. p. VIII

Quand la brume mène le jeu. p. IV

## ■ Finlande : L'opéra au naturel

A la découverte d'une gastronomie passée d'une culture de survie à une culture de plaisir. p. VII

## ■ Baltique : La pierre voyageuse

De la Pologne à la Lettonie, en passant par la Mazurie et la Lituanie, une promenade sous le signe de l'ambre. p. XII

## ■ Danemark : Cache-cache aux Féroé

Portrait d'une ville à taille humaine, ouverte sur le monde et la mer. p. V

## ■ Norvège : A tire-d'aile

Eider, macareux ou pluvier doré. Les Islandais chérissent leurs oiseaux. Surtout ceux dont le duvet vaut de l'or. p. VII

## ■ Finlande : Plein Nord

Du Finnmark aux Lofoten, en passant par Tromsø et l'archipel des Vesterålen, un vrai parfum de bout du monde. p. IX

## ■ Baltique : CONCEPTION ET COORDINATION :

Patrick Francis  
assisté de Danielle Tramard  
et pour les « Partir », de François Weil

## ■ Baltique : ICHOGRAPHIE :

Sophie Malois  
CARTOGRAPHIE :  
Infographie Le Monde

## ■ Baltique : PUBLICITÉ :

Angélique Daure et Christine Koch

## ■ Baltique : Lumière

Vivez l'expérience magique  
du jour sans la nuit,  
du soleil de minuit.  
Ouvrez les yeux sur un monde  
baigné de lumière,  
aux couleurs vives  
et changeantes.  
En ce temps même sombre,  
il y a plus de lumière...

## ■ Baltique : Pour recevoir gratuitement nos brochures, écrivez à l'Office National du Tourisme de Norvège, 29, rue Bayard, 75008 Paris.

Merci de marquer votre demande, Le Monde, Par Minitel 13015 Norvège 11 29 Finin

## ■ Baltique : ALBIN MICHEL

## ■ Baltique : ET S'EN

## ■ Baltique : tion française

## ■ Baltique : LISE

## ■ Baltique : CHRISTOPHE

## ■ Baltique : ANGE

## ■ Baltique : DES POURPRES

## Consternation

par Pierre Georges

IL EST trop tôt. On ne sait pas encore comment. On ne sait pas pourquoi. On ne sait rien si ce n'est qu'il s'agit de trois adolescents, trois gamins, âgés de quatorze et quinze ans. Et que l'un d'eux armé d'un 357 magnum, dérobé à son père, a tué l'épicière du bourg au cours d'une tentative de hold-up. Cela s'est passé, peu après 13 heures, mercredi. Les gamins portaient des cagoules pour n'être point reconnus de celle qui les connaissait sans doute parfaitement, enfants du quartier venus braver la commerçante du quartier. Elle n'a, probablement, pas voulu leur donner la recette du matin, quelques malheureuses centaines de francs. Et elle en est morte, d'une balle dans la tête. Peut-être tirée accidentellement, par peur ou par maladresse, mais qu'est-ce que cela change au fond ?

Faits divers parfaitement effrayant, de cet effroi qui saisit n'importe quel parent. Ces choses-là ne se voient qu'au cinéma ou à la télévision, que trop au cinéma ou à la télévision peut-être. Trois gamins pas plus « hauts que trois choux » s'est-on dit quelque part. Une épicerie-mercerie-alimentation-bar-tabac, inscrite dans le paysage depuis trente ans. Un 357 magnum. Et cette soudaine bascule dans l'horreur, comme un incompréhensible meurtre de proximité.

On cherchera à comprendre, à expliquer, à trouver quelque raison sociale à ce drame, quelque ressort sociologique ou culturel à cette sanglante agression. On y détectera comme un symptôme tragique et presque clinique « de cette montée de la violence » dans une jeunesse privée de « tous ses repères ». Peut-être. Mais ce ne sont que des mots.

Et ces faits-là laissent plutôt sans mots. Ou alors si un seul, présent dans tous les récits, dans tous les témoignages, le mot « consternation ». La consternation de tout un quartier, paisible, la consternation des élus, des voisins, de tous, devant ce meurtre, devant ces quatre familles détruites. L'épicière de la Vierge tuée par un enfant de la Vierge avec un 357 magnum, il y a là quelque chose d'inouï, d'indicible, qui dépasse tout simplement l'entendement. Ou le raisonnement.

La violence, la violence des jeunes est une constante ces temps-ci de l'actualité. Il n'est guère de matin, ou de soir, sur les fils des agences, que d'ici ou de là, n'arrivent des dépêches pour signaler des agressions, des bagarres entre bandes, des voitures incendiées, des enseignants ou des chauffeurs de bus molestés. La moisson est permanente. Ce matin, par exemple, et sans chercher trop loin, deux adolescents de la banlieue de Metz, interpellés pour avoir incendié la voiture du principal de leur collège. Ou un troisième, toujours à Metz, mais ce pourrait être ailleurs, arrêté pour avoir griffé et tenté un simulacre d'étranglement sur un contrôleur de bus qui voulait lui infliger une amende.

Des faits comme ceux-là sont légion. Et leur multiplication, de façon presque « clonée », pour utiliser un concept d'actualité, ne manque évidemment pas d'inquiéter. Mais une chose est certaine, cette violence devenue malheureusement assez ordinaire. Autre chose est ce qui s'est passé à Pavilly, en Seine-Maritime, presque comme un effrayant et sanglant vol de réglette à main armée.

## La Nasa confirme la présence de glace polaire sur la Lune

Les quantités d'eau pourraient atteindre 300 millions de tonnes

IL Y A « une forte probabilité » pour qu'il y ait de la glace sur les deux pôles de la Lune, a annoncé, jeudi 5 mars, l'agence spatiale américaine. La sonde Lunar Prospector, lancée le 7 janvier par la Nasa, a confirmé les observations réalisées il y a un an par le petit satellite Clementine, dont le radar avait décelé des indices de présence d'eau figée dans de profonds cratères.

Dans l'intervalle, des images obtenues par la grande antenne du radiotélescope d'Arecibo (Porto Rico) avaient tempéré l'enthousiasme des astronomes. Les signaux radar renvoyés par les pôles étaient analogues à ceux réfléchis par des régions à la température plus élevée, ce qui suggérait que les reflets supposés de ces mares de glace étaient en fait dus à un relief particulièrement accidenté. Il aura suffi de quelques tours de Lune au Lunar Prospector - 295 kilos de matériels valant 372 millions de francs - pour trancher le débat.

Mais cette glace polaire n'a rien d'une banquise. Elle est probablement issue du passage ou de la chute de comètes ou de météorites

il y a des millions, voire des milliards d'années. Elle serait intimement mêlée au régolithe, cette couche de poussière superficielle de 5 à 10 m d'épaisseur foulée par les astronautes américains, et ne représenterait que 0,3 à 1 % de cette mixture. Soit tout de même 10 à 300 millions de tonnes, l'équivalent, au minimum, d'un lac d'une dizaine de kilomètres carrés et profond d'une dizaine de mètres.

### ETUDIER OU EXPLOITER

Que faire d'une telle ressource ? Certains chercheurs aimeraient disposer de carottes, à l'image de ceux qu'on pratique dans la glace terrestre, non pour y retrouver les traces des climats passés, mais pour tenter de reconstituer à partir de la composition de ces eaux fossiles un peu de l'histoire du système solaire. D'autres sont prêts à puiser sans vergogne dans ce trésor, afin d'alimenter, un jour, une colonie lunaire et son potager.

Aucune mission habitée n'est prévue à ce jour mais cela n'empêche pas certains de rêver à un camp de base lunaire à partir duquel serait lancée la conquête de Mars. L'eau nécessaire à cette longue expédition y serait prélevée, tout comme le carburant (après dissociation de l'hydrogène et de l'oxygène contenus dans H<sub>2</sub>O).

Resterait alors à déterminer comment extraire l'eau sur une planète sans atmosphère, et dans des zones où la température oscille entre - 20 et - 230°C. L'envoi dans l'espace d'un kilo de matériel coûte actuellement 120 000 francs, souligne la Nasa. Sachant qu'un être humain utilise environ 38 litres d'eau par jour, les Américains ont calculé que le réservoir lunaire pourrait faire vivre une communauté de 2 000 personnes pendant un siècle, sans recyclage. Un bon scénario pour faire rêver les parlementaires américains, mais aussi européens. L'Agence spatiale européenne, avec un bon sens du tempo, vient d'annoncer qu'elle lancerait dans deux ans un robot, EuroMoon-2000, qui devrait se poser à proximité du pôle Sud.

Hervé Morin

## Trois adolescents soupçonnés du meurtre d'une épicière près de Rouen

TROIS JEUNES GENS, âgés de treize, quatorze et quinze ans, soupçonnés d'avoir participé, mercredi 4 mars à Pavilly (Seine-Maritime), à une agression au cours de laquelle une épicière a été tuée, d'un coup de revolver 357 magnum en pleine tête, étaient toujours en garde à vue vendredi 6 mars au matin. Le jeune soupçonné d'être l'auteur du coup de feu est âgé de quinze ans et l'arme appartenait à son beau-père. Selon les premiers éléments de l'enquête, les agresseurs auraient attendu le départ de Michel Auzou, le mari de la victime, avant d'entrer dans l'épicerie, le visage recouvert d'une cagoule. Ils auraient menacé l'épicière avec le revolver 357 magnum et tenté de se faire ouvrir la caisse. Après le coup de feu, les trois jeunes, affolés, se sont enfuis en délaissant un butin qui s'élevait à moins de 1 000 francs. Le corps de Stéphane Auzou (60 ans), gisant derrière le comptoir, a été découvert peu après par quatre adolescents venus lui demander de la monnaie pour jouer au baby-foot dans le bar-tabac qui jouxte l'épicerie.

## La Turquie accuse l'Allemagne de bloquer son entrée dans l'UE

DANS UN ENTRETIEN accordé au Financial Times du 6 mars, le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, accuse le chancelier allemand, Helmut Kohl, de vouloir bloquer l'entrée de son pays dans l'Union européenne (UE). Qualifiant de « discrimination » le fait que la Turquie n'ait pas été retenue, lors du sommet européen de Luxembourg en décembre 1997, parmi les pays invités à rejoindre l'UE, M. Yilmaz déclare : « Les Allemands poursuivent la même stratégie qu'avant. Ils croient en un lebensraum (espace vital). Cela signifie que les pays d'Europe centrale et orientale sont d'une importance stratégique pour l'Europe et pour l'Allemagne, dont ils constituent l'arrière-cour. Le but final est d'inclure ces pays dans l'OTAN et l'UE, et de diviser l'Europe entre la Bulgarie et la Turquie. La Turquie devrait être un bon voisin pour l'Europe mais pas un membre de l'UE », conclut-il.

## L'« Arlequin » de Giorgio Strehler triomphe au Théâtre de l'Odéon

UNE SALLE COMBLE a saisi pendant quinze minutes la première représentation, le 5 mars au théâtre de l'Odéon à Paris, d'« Arlecchino Servitore de Due Padroni », de Carlo Goldoni, dans une mise en scène de l'italien Giorgio Strehler, disparu en décembre 1997. Ce spectacle mythique, sans cesse recréé par la troupe du Piccolo Teatro de Milan depuis 1947, était présenté dans la version que Strehler avait conçue pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de son théâtre, en mai 1997, à Milan. Dans le rôle-titre, Ferruccio Soleri a une nouvelle fois emporté la mise avant de saluer la mémoire du maestro.

### DÉPÊCHES

■ RELIGION : 2 000 personnes ont assisté aux obsèques du cardinal Jean Balland, archevêque de Lyon, jeudi 5 mars, à la cathédrale Saint-Jean de Lyon. M<sup>gr</sup> Jean-Marie Lustiger a rendu hommage à un homme « parfois indéchiffrable et trop silencieux ». Chez lui, a ajouté l'archevêque de Paris, « toute parole venait de la plus grande profondeur de la foi ». Selon M<sup>gr</sup> Lustiger, « ses frères dans l'épiscopat peuvent témoigner de sa perspicacité sur la situation présente de l'Eglise ». Deux autres cardinaux, Roger Etchegaray, président du conseil pontifical Justice et paix, et Pierre Eyt, archevêque de Bordeaux, ont concélébré la messe.

■ IMMIGRATION : Patrick Weil estime que des « dispositions abusives » subsistent dans le projet de loi sur l'immigration qui vient d'être adopté en seconde lecture par l'Assemblée nationale. Dans un entretien à Libération du 6 mars, le politologue, auteur du rapport qui a servi de référence au gouvernement, critique la disposition qui met une condition de réciprocité à la délivrance de titres de séjour permanents aux étrangers européens après dix années de séjour.

■ DOPAGE : Fattaquant de l'équipe de France de hockey sur glace, Christian Pouget, a été contrôlé positif au cannabis à la fin du mois de décembre 1997 alors qu'il participait au tournoi de Saint-Gervais. Il a pu participer aux Jeux olympiques de Nagano car les résultats du contrôle ne lui ont pas été notifiés officiellement avant son départ pour le Japon. Il a été sanctionné à son retour par 10 semaines de suspension dont 4 avec sursis. Il n'a pas fait appel.

Trage du Monde daté vendredi 6 mars : 535 381 exemplaires

# DEUX SOMMETS DU SUSPENSE!

La perfection américaine.

La perfection française.

JOHN CASE ROMAN  
GENESIS

SPECIAL SUSPENSE  
SPECIAL SUSPENSE

JEAN-CHRISTOPHE GRANGE  
LES RIVIÈRES POURPRES

ALBIN MICHEL

ALBIN MICHEL

سكا من الامم

ses fantômes



Vertical text on the left side of the page, possibly a sidebar or continuation of the article.

# Les petits chevaux de Dalécarlie

## Ces jouets traditionnels, devenus emblème national et bimmeloterie pour touristes, ont gardé une part de mystère

**MORA**  
de notre envoyé spécial.

Je marche dans Stockholm endormie. Le ciel est rose et gris. Götagan, une rue du quartier sud, qui a de faux airs de Greenwich Village, est encombrée de paquets de neige morte. Les kiosques à sandwichs sont fermés. Les restaurants, comme Lilla Budapest (petite Budapest), O'Learys ou La Crêperie, soulignent le côté cosmopolite de l'endroit. Plus loin, sur la droite, pareille à un silo à blé, la tour moderniste du restaurant Gondolen : jouant de la déclinivité, une passerelle permet d'accéder par le haut et un ascenseur, par le bas. Elle fait l'effet d'un Lego dans un tableau de Vermeer. Gamla Stan, la vieille ville tassée dans son île, se trouve à deux pas. Un soleil extrêmement pâle se lève du côté de l'Archipel.

A l'arrêt du bus 53, alors que je remâche une pensée de François Régis Bastide sur les Suédois (« C'est le peuple le plus social qui soit vivement familier comme un primitif »), un éclat de lumière m'attire. Il s'agit d'un pain à glace pas plus grand qu'une main d'enfant. Il a dû être oublié là hier au soir. L'idée m'effleure de le conserver en guise de souvenir. Finalement, je l'attache au montant de l'abri et décide, à part moi, que cela rendra la journée plus belle. Un brin de magie votive sied aux voyageurs.

sera précocé. Bientôt, la Suède sortira de l'hiver, rincée de toizes ses poussières, brillante comme un sou neuf. Le pronostic m'est donné par un voisin assez solennel et qui, fier d'étymologie, décide d'éclaircir ma lanterne : le Dalarna (la Dalécarlie) vient de dalar, « vallée », et de na, article postposé, ce qui veut donc dire « le Pays des vallées ». Pour éviter un cours ex cathedra, je le branche aussitôt sur les fameux « petits chevaux » : « Ces petits chevaux de bois viennent du temps des charbonniers, qui vivaient dans des cabanes couvertes de terre, en avaient fait une spécialité. Ils les confectionnaient pour leurs enfants. C'était un luxe de pauvres, mais aussi une sorte d'objet chargé d'énergie et de pouvoirs. J'en ai six à la maison ! »

A Borlänge, je laisse le train et salue dans l'entourail. La voie, à partir de Leksand, longe le lac Siljan, « l'œil de la Suède ». La région, située sur les bords du massif montagneux septentrional, ressemble à un décor de conte populaire : chevaux à tencos, chalets peints au rouge de Falun, églises rustiques et lilliputiennes. Tout cela baigne dans la lumière tremblée d'avril. Le Danois Hans Christian Andersen, qui s'y connaissait en matière de merveilleux, parle d'un « pays enchanté ».

Mora, Christina Liljegren m'attend. Elle travaille au bourg de Nusnäs où elle dirige Grannas A. Olsson Hemsjöld, atelier qui, depuis trois générations, produit toutes sortes d'objets folkloriques : des pendules ornées, des sabots enluminés, des coqs fleuris, des cocons chamarrés et, bien sûr, le « bien-aimé » cheval de Dalécarlie. Ils en expédient 140 000 par an. « En fait, le succès commercial du "Dala Häst" date de 1939. L'architecte du pavillon suédois à l'Exposition de New York avait eu l'idée d'en faire fabriquer un de plusieurs mètres de haut et de le placer, bien



« Lisskulla vid Härberg », de Carl Larsson. Musée Dalarnas.

en vue, devant le bâtiment. Il est aussitôt devenu un emblème national. L'atelier cette année-là dut répondre à une commande de 20 000 exemplaires... Difficile de dire où et quand la tradition est née. Les Dalécarliens ont toujours été des salonniers et des transhumants, si bien qu'il est impossible de savoir s'ils ont été prêtés ou empruntés. Le motif « fleur-de-courge » vient probablement des peintures d'églises qui s'inspiraient des bibles allemandes

et qui, à l'occasion, décoraient aussi des meubles. La première allusion au commerce des chevaux de bois est faite par l'évêque Rudbeckius, en septembre 1624. Dans un vigoureux sermon, il dénonce les objets frivoles qui troublent les sens et pervertissent l'âme : les cartes, les dés, les pipeaux, les poupées, les chansons d'amour, les peintures profanes et... les petits chevaux. Le saint homme ne badinait pas avec la morale.

Christina Liljegren me fait remonter la chaîne de fabrication. Au départ, il faut silhouetter les chevaux sur les blocs de pin (en évitant les nœuds), les découper avec la scie à ruban et supprimer les angles. Ils sont alors mis en sac et pris en charge par les sculpteurs, qui travaillent à domicile. Une fois taillés, ils sont passés dans des bacs de peinture (rouge, bleu ou noir) et mis à sécher. Les décorateurs les habillent alors de brides et de harnais. Un coup de vernis. C'est fini. Bien sûr, il y a un secret - mis au point par Stika Erik Hansson - et le voici : pour que les fioritures soient légères et que les cerne adoptent parfaitement les formes, l'artiste utilise un pinceau plat à deux couleurs. Les bords sont ainsi idéalement ajustés à la figure.

Plein d'histoires courent sur les petits chevaux. Celle-ci m'enchantait : « Les artisans de Dalécarlie étaient connus pour leurs talents de menuisiers. Ils fabriquaient de somptueuses consoles d'horloge et, avec les chutes, ils confectionnaient des "petits chevaux". Lorsqu'ils partaient vers Stockholm, ils emportaient les consoles avec les "petits chevaux" et les troquaient, au fil du voyage, pour assurer le gîte et le couvert. Le "Dala Häst" était leur unité monétaire. »

Chaque paroisse a ses chevaux particuliers, et ils font l'objet de collections. Ils ont même suivi le million de Suédois qui s'exila aux Etats-Unis à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. On en fabrique à Linsborg, au Kansas, dans le Minnesota, les porte sur ses épaules. Christina Liljegren vient de recevoir une commande du Chili.

Il s'est essayé dans le monde entier, et les contrefaçons ne sont pas rares, mais les Suédois ne s'en affligent pas. Eux, si sévères parfois, se laissent aller à la confiance : « Il est notre part d'enfance, et chacun, ici-bas, s'y reconnaît. »

Jacques Meunier

### Partir

**■ CALME ET SÉRÉNITÉ.** Certes, les paysages suédois sont moins spectaculaires que ceux du voisin norvégien, mais il règne dans ce pays une atmosphère de calme et de sérénité qu'apprécieront les citadins stressés. Romantique et paisible, la Suède est plus variée qu'on ne le pense. Pas ou très peu de circuits organisés. On vient ici en famille ou avec des amis. On loue un chalet dans la forêt, au bord d'un lac ou dans l'archipel. En Laponie suédoise, sous le soleil de minuit, l'été est propice au rafting et aux randonnées. L'un des plus beaux itinéraires se nomme La Piste royale. A la hauteur de Kiruna, elle s'engage dans une région spectaculaire où la montagne est parcourue de torrents. On marche de chalet en refuge, séparés les uns des autres par une vingtaine de kilomètres. Renseignements auprès du STF (Touring Club de Suède), Box 25, 10120 Stockholm, tél. : 00-46-84-63-21-00. Ainsi qu'à l'office du tourisme, à Paris.

**■ CAMPING ET CONFORT.** En Suède, comme dans toute la Scandinavie, qui dit camping ne pense pas forcément tente ou caravane. Ici, on parlerait plutôt d'hôtellerie de plein air. Certes, les terrains sont nombreux et le camping traditionnel est parmi les moins chers d'Europe. Selon les sites, il en coûte de 65 F à 130 F par nuit, pour une famille avec voiture, tente ou caravane. Requête, une carte de camping (environ 40 F) que l'on se procure à sa première étape. Parmi les 750 terrains recensés, souvent bien situés et bien équipés, 360 disposent de bungalows pour 2 à 8 personnes. Une formule qui concilie le contact avec la nature et un certain confort. Pour un bungalow de 4 personnes, compter de 160 F à 240 F. Renseignements auprès de l'office du tourisme qui diffuse gratuitement la brochure Camping et chalets 98 accompagnée d'une carte routière.

**■ SUR LE GÖTA CANAL.** De Göteborg à Stockholm, le Göta Canal (614 km, 60 écluses), creusé il y a 165 ans, permet, du 28 mai au 11 septembre, de traverser le pays d'ouest en est, au fil de rivières étroites ou de lacs immenses. A portée de main, écluses, herbiers ou villages du Moyen Âge. A chaque halte, on part à la découverte de la région. Le Wilhelm Tham et le Juno (il navigue depuis 1874 et il a conservé tout son charme) transportent chacun 60 passagers qui apprécient les cabines confortables et la cuisine raffinée. A bord, durant 4 jours, on découvre une Suède traditionnelle. Au départ de Paris, avec une nuit à Stockholm et une autre à Göteborg, le voyage coûte de 8 740 F à 12 280 F par personne, en cabine double, selon la catégorie choisie. Consulter les agences de voyages et Scanditours (tél. : 01-42-85-64-30).

### CARNET DE ROUTE

**■ ACCÈS.** En avion, vols directs quotidiens (2 h 30) de Paris avec Air France (agence) et SAS (18, bd Malesherbes, 75008 Paris, tél. : 0-801-25-25-25, 3615 Fy SAS), qui dessert également Lyon et Nice, propose des forfaits week-end et permet, avec un billet A/R, d'acquiescer des coupons pour vos vols intérieurs. En train, compter 24 heures et environ 3 000 F A/R (tél. : 01-45-58-95-50). En autocar, de Paris (environ 1 400 F A/R) avec Eurolines (tél. : 01-45-72-51-51). En auto, 970 km de Paris à Travemünde (Allemagne) où les ferries de TT-Line (co Scanditours, tél. : 01-45-61-65-07) relient Trilleborg, au sud du pays. A partir de 590 F le passage, voiture comprise. On peut aussi emprunter le catamaran à grande vitesse de la Stena Line (tél. : 01-53-43-00-00) qui relie en 1 h 30 le Danemark à Göteborg. En train, il faut 4 heures pour aller de Stockholm à Mora, avec changement à Borlänge. Sur place, louer une voiture. **■ SÉJOURNER.** Une grande variété d'hébergements, du très pittoresque hôtel Alsterbad, à Tallberg, jusqu'aux « bungalows de camping », en passant par les locations de chalets ou les chambres chez l'habitant qui sont indiquées par le panneau « RUM ». **■ LA RÉGION.** Les fermes et les hommes de Dalécarlie - les Dalkarlarna - sont fiers de leur langue et de leurs traditions. Pour avoir

protégé le futur roi Gustav Vasa dans sa fuite et s'être soulevés, les premiers, contre l'occupation danoise, ils se sont mérités, depuis 1523, le privilège de tuer le roi de Suède. La fameuse course de ski de fond, la Vasaloppet, commémore, chaque année, depuis 1922, ce bel acte de rébellion et d'indépendance. Chaque village, presque chaque hameau, situé autour du lac Siljan, s'enor-

queillant d'une spécialité artisanale : des céramiques de Nittsjö aux dentelles de Gagnef, des tissages de Leksand aux figurines d'étaux de Horntas, des barreaux et des tonneaux de Venjan aux couteaux de Ostrod, des parures de tête et des parliers de Vamhus aux célèbres « petits chevaux » de Bergkallas, Risa, Vatnas et Nusnäs. Seule petite fausse note, Santavärk, à Mora, où le Père



Noël vous attend entouré de lutins, gnomes et de trolls. Un parc d'attractions un peu factice et racoleur... **■ ÉGLISE DE RÄTNIK,** dite « la mariée agenouillée », ainsi que celle de Leksand méritant une visite attentive. On restera longtemps sous le charme du bleu dalécarlien de leurs fresques. Ne pas manquer non plus le manoir et le musée du peintre Anders Zorn, à Mora. La maison du peintre Carl Larsson et de son épouse Karin (spécialiste du travail des textiles) se trouve à Sundborn, près de Falun. **■ AGENDA.** De juin à fin août, tous les dimanches, on peut assister aux courses de « bastes », d'égales (ils conduisent les fidèles à l'église), sur le lac Siljan. Dans la première semaine de juillet, un festival de musique réunit les meilleurs groupes folkloriques de la région. Mention spéciale pour la « nuit de Bringsö », rendez-vous de milliers de violonistes. **■ SAVOIRS.** Au menu, le hareng algro-doux au vinaigre, le saumon à la moutarde et à l'aneth, les pains (au safran, au pavot et au cumin), le hjortron (la framboise arctique), l'foie rôti (farde de pommes et de pruneaux), sans oublier le renne ou l'élan aux myrtilles. **■ LIRE.** Parmi les guides, citons le Guide bleu (Hachette) et Le Petit Planète. Pour pousser le sujet (en anglais), on trouve sur place Wooden Horses of Sweden, par Anne Marie Radström.

**Le moyen le plus rapide et le plus flexible pour aller dans le Nord.**

Fin le "métré, boulot, dodo" et bienvenue sur SAS. Pour vos vacances, découvrez la voie rapide : des vols fréquents et de nombreuses destinations pour le Danemark, la Suède, la Norvège, la Finlande et l'Islande. Sans oublier notre accueil légendaire. Vos vacances commencent à bord, dès la fermeture des portes.

Réervations auprès de votre agence de voyages ou SAS au N° Azur 0 801 25 25 25

**SAS**  
SCANDINAVIAN AIRLINES

Suède Danemark Norvège Finlande Islande

# Mais où sont passés les Vikings ?

### Leur ville était en bois. Les maisons ont disparu. Les archéologues aussi. Restent une île et ses fantômes

#### Partir

**STOCKHOLM, CAPITALE CULTURELLE.** Désignée « capitale européenne de la culture » pour 1998, Stockholm fait feu de tout bois. Ainsi, tout au long de l'année, la cité étouffera ses rendez-vous traditionnels (nuit de Walpurgis le 30 avril, fête nationale le 6 juin, fête de la Saint-Jean du 19 au 21 juin, Water Festival du 7 au 15 août, Sainte-Lucie le 13 décembre) d'une succession de manifestations dans les domaines de l'art, de la musique, de la danse, du théâtre, du cinéma, du design et de la photo. En vedette, le nouveau Musée d'art moderne, dessiné par l'architecte espagnol Rafael Moneo, abritera une des plus belles collections d'Europe et présentera notamment, du 9 mai au 30 août, une exposition Miro. Diffusée par l'office du tourisme, la brochure « Tout cela se passe à Stockholm en 1998 » présente les principaux événements de l'année. Possibilité d'acheter à l'avance des billets pour les principaux spectacles en s'adressant à **Edwards & Edwards** (tél. : 01-42-65-39-61).

**SÉJOURNER À STOCKHOLM.** Les capacités hôtelières de la ville étant relativement limitées, mieux vaut réserver longtemps à l'avance. Spécialistes de la destination et grands généralistes proposent des séjours « à la carte » depuis la plupart des villes de France. Ainsi Nouvelles Frontières (tél. : 0-803-33-33-33) offre l'avion (vois SAS) + une nuit en chambre double du samedi au dimanche, pour un prix oscillant entre 1 860 et 1 990 F, selon l'hôtel choisi. Ajouter 132 F de taxes aériennes et les transferts de l'aéroport situé à près de 50 km de la ville. Nuit supplémentaire de 290 à 420 F par personne. Formule similaire chez **Bennett** (tél. : 01-48-01-87-77). Quant à **Scanditours** (tél. : 01-42-35-64-30), il propose des forfaits 3 jours/2 nuits, de 2 560 à 2 760 F (vois SAS) avec des réductions pour Pâques et la Pentecôte. Chez le même voyageur, une sélection de 12 hôtels, de 370 F par nuit et par personne en chambre double à 1 150 F au Grand Hotel. Enfin, **DER Voyages** (tél. : 01-47-42-07-09) propose un week-end de Pâques avec vois SAS, 2 nuits à l'hôtel Mahmen (3 étoiles), petits déjeuners scandinaves et dîners, et tour de ville pour 2 400 F par personne en chambre double. Consulter également les offres de Nord Espaces (tél. : 01-55-65-00-00), de Parador Voyages (tél. : 01-40-56-02-56) et de Voyageurs en Europe (tél. : 01-42-86-17-50).

**S'INFORMER.** auprès de l'office suédois du tourisme (18, boulevard Malesherbes, 75008 Paris, tél. : 01-53-43-26-27), ouvert de 13 heures à 16 h 30.

**BIRKA**  
de notre envoyée spéciale  
Des bras d'eau contournent des myriades d'îles et débouchent sur le lac Malaren, un interminable boulevard liquide où barques, voiliers et yachts se croisent et se faufilent, nez au vent. Ils s'approchent, se tournent autour, se hument, se scrutent et parfois s'accostent pour une accolade furtive. De loin, de très loin, on pourrait prendre ces embarcations pour les bateaux effilés et racés, proues immenses à tête de serpent, qui, tel un sabre affilé, fendaient la lame et regagnaient leurs contrées glacées. Ces drakkars qui revenaient des pays du Levant chargés de soie, de pierres précieuses et d'esclaves.

#### Il était une fois...

La date de fondation de Birka est incertaine. Les vestiges archéologiques laissent supposer qu'elle remonte à la fin du VIII<sup>e</sup> siècle. Ce village était sans doute florissant quand le moine allemand Ansgar y arriva en 829, aux fins d'évangélisation. Pendant les deux siècles de son occupation, Birka a été l'un des centres commerciaux les plus actifs du monde septentrional. Sa taille et son statut de quasi-ville avec son propre *thing* (conseil) et sa propre loi suggèrent qu'elle jouait un rôle prépondérant dans cette région. Elle perdit de son importance vers les années 970 ou 980 quand elle fut évincée par Sigtuna. Sans doute abandonnée vers 920, Birka constitue aujourd'hui le site préhistorique le plus ancien et le plus complet de Suède.

Olivia, notre charmant chaperon suédois, en se précipitant sur le ponton. La plus ancienne île-cité viking de Suède surgit derrière une frondaison de conifères. En provenance de Stockholm, une armada de ferries y débarquent chaque jour des hordes de têtes blondes. « On a de la chance, observe notre guide en posant pied sur la terre ferme : en juin, ce sont les jours les plus longs ». Bien décidés à échapper à la foule, on s'éloigne d'un pas assuré. Un kilomètre plus loin, arêt au milieu des bois, des herbes folles, des champs de maïs vaillonnés et des pierres posées en monticules. Un peu léger pour un site archéologique majeur. On se tourne vers la guide. « Êtes-vous sûre que nous sommes à Birka ? » « Cela fut très longtemps que je ne suis pas venue », avoue-t-elle, pensante. On insiste : « Mais vous avez déjà vu des fouilles ici ? » Réponse plutôt hésitante : « Je crois bien, oui... »

Le doute s'insinue. Sur cette terre que l'on dit sacrée, des femmes plantureuses exhibent sans complexe des seins lourds débordant d'un soutien-gorge ou d'un maillot de bain. Un peu partout, des familles plique-niquent après avoir disposé le contenu de leurs paniers sur de grandes nappes à carreaux. C'est Renou au pays de Bergman. Étrange vision que celle de tous ces corps assoupis, là même où ces hardis navigateurs auraient enfouï bracelets, anneaux d'or et monnaies subtilisées aux pirates de la Baltique. Surprenante décontraction sur un site archéologique réputé, qui plus est inscrit, par l'Unesco, au patrimoine mondial. La balade se poursuit, le long du lac Malaren. Objectif : prendre de la hauteur. Un promontoire nous tend les bras. Stupeur ! Un calvaire trône au sommet du

rocher. Un calvaire en pays viking ! Quelques moines intrépides, certes, ont bien mené quelques incursions dans ces nordiques contrées. Sans grand succès, au demeurant. Dans le meilleur des cas, on les ligotait pour les mener aux foires où on les échangeait contre des bœufs et des peaux de castor. Mais ils pouvaient aussi être pendus aux frênes et offerts ainsi aux corbeaux d'Odin, dieu (borgne) de la guerre et de la poésie...

« Cette croix, précise Olivia, a été érigée ici en l'honneur d'Ansgar, premier missionnaire de Suède. Débarqué à Birka en 830, il y prêcha quelques lunes, sans vraiment convertir la population. Il s'agit d'un des multiples épisodes d'une christianisation qui, en Suède, s'opéra

très lentement. Ailleurs, les prêches des moines n'auront guère plus d'effets. Adeptes des rapines et des nuits d'ivresse dans les bras des femmes d'Orient, les Vikings, il est vrai, étaient plutôt des durs à cultre. » Soit. Mais quel des fameux vestiges archéologiques ? Une ville dont la population était estimée à au moins sept cent habitants, cela devrait avoir laissé des traces ! Olivia tourne autour de la croix, s'assied et lance : « L'instant prudent qui vient au fessin n'ouvre guère la bouche. Les oreilles aux aguets, les yeux grands ouverts, ainsi s'acquiert la sagesse. Vous devriez méditer ceci. C'est un poème viking, tiré du *Hávamál*, un recueil de *vers* égaillés à vos chansons de geste. »

Devant nous, une plaine ouverte



Scène de mariage dans l'archipel de Stockholm.

aux vents du continent. Tantôt lisse et nue, tantôt couverte de boueuses argentes ou de rochers limés par les glaces. Tapiés au fond d'une baie, quelques stugas (maisons locales en bois) peintes en rouge sombre, fenêtres cerisées de liserés blancs. Le soleil paresse. « Regardez, là-bas, on dirait une excavation ! » Et la guide de dévaler la colline en levant les bras en signe de victoire. A ses pieds, une bache recouvre une misérable fosse. Un trou, rien qu'un trou. Recouvert, pour que personne ne tombe dedans. « Non, non, insiste Olivia, c'est bien la garnison. C'est écrit là, sur le panneau, et il est même interdit de s'en approcher ! » Que les promeneurs passent sans s'émouvoir ne semble affecter en rien son enthousiasme. Pas plus que ne la troublent les objections formulées : « Si c'était vraiment une garnison, il y aurait une salle d'armes, une tour, un mur d'enceinte, quelque chose de

visible. Birka date tout de même du VIII<sup>e</sup> siècle ! Regardez ce trou. Un homme seul pourrait tout juste y tenir. Et encore, accroupi ! » La réplique du guide, tout droit sortie du précieux *Hávamál*, ne se fait pas attendre : « Les troupeaux savent quand il faut rentrer et s'orientent de paltré ». Traduction : on devrait faire demi-tour et aller s'informer. Retour morose et silencieux vers la bâtisse qui, près de l'embarcadère, fait office de musée. Pour y apprendre qu'aucune maison viking n'a survécu. Et pour cause : elles étaient construites en bois et en torchis ! Il ne reste donc plus rien de Birka. Pis, les archéologues ont fait des fouilles, entre 1990 et 1993, puis ont tout rebouché. Non sans avoir préalablement vidé les trois mille *tanques* funéraires de leur contenu : épées, boucliers, parures en bronze ou en argent. Un trésor avec lequel ils sont repartis et dont on attend, impatientement, la réapparition.

Sceptique, on refait le tour du propriétaire. Après tout, se dit-on, on ne classe pas ainsi, impunément, patrimoine mondial une île sur laquelle il n'y a plus rien ! Sans compter que les documents de l'Unesco précisent que « Birka est l'un des exemples les plus anciens, le plus complet et les mieux préservés d'une ville commerçante viking telle qu'elle existait entre les VIII<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> siècles ». Un plan mentionne la présence de remparts. Au moins avait-on des chances de trouver quelques pierres alignées. D'autant que les archéologues avaient eu la bonne idée de planter des bâtons marqués de numéros pour identifier l'emplacement de chacun des parties de la cité. On se poste donc au n° 7 : toujours rien ! Evidemment, les remparts, comme le reste, ont été effondrés avec des blocs de terre simulés de palissades de bois. On poursuit sa quête à travers champs. Chq cents mètres plus loin, en cherchant parmi les buissons, les orties et les bois morts - un vrai jeu de piste -, on dénâche l'emplacement n° 8, celui de la maison du bailli du roi, construite sur les hauteurs de l'île. Elle surplombait le lac Malaren et veillait sur la ville dont on devine les limites grâce à la présence de « terres noires », du charbon de bois !

De piquet en piquet. Fie, finalement, prend corps à travers cette archéologie qui fait appel à l'imagination. Peu à peu, la voûte qui se peuple d'une foule barlochée de paysans, de fondeurs de bronze, de tisserands. Tous installés dans des maisons alignées le long du port. L'hiver, la glace emprisonnait les quais. Par-dessus leur crânes froids, promette en slogan publicitaire pour mieux se protéger des intrus, les Vikings avaient une vision de la collectivité moins sommaire qu'on pouvait le croire. Epride de justice, sinon de pitié, leur commandement était soumis à des décisions d'une assemblée d'hommes libres, le *Thing*. Les piquets sont là pour le rappeler. Pour rappeler aussi les voûtes carrées et baroques surgies des studios hollywoodiens : Kirk Douglas et Tony Curtis, dans *Les Vikings*, se battant au milieu des flammes, ou Jack Cardiff volant dans *Orn le Rouge*, le bouillon d'or des moines byzantins. Autrement dit, tous les princes vaillants de notre enfance. Au loin, les cornes de brume des ferries sonnent le départ.

Arnie-Laure Thibblemont

## Stockholm, hors norme

AU CAFÉ OPÉRA, les noctambules branchés dansent dans le noir. Place Nybro-Plan, des barrières métalliques entourent désormais la sculpture d'un homme en bronze sortant d'une bouche d'égoût ; trop de passants distraits s'étaient pris les pieds dedans. A présent, tout le monde passe devant sans la voir ! Un ours fait la « une » des journaux de Juillet : il approche de la capitale ! Le Musée Vasa rend hommage à un vaisseau royal du XVII<sup>e</sup> siècle dont la seule performance est d'avoir navigué 500 mètres avant de sombrer. Renfloué 333 ans plus tard, il a été conservé, des années durant, au prix d'un arrosage permanent obligeant ainsi les premiers visiteurs à chausser leurs bottes et à ouvrir leurs parapluies.

Décidément, Stockholm est une ville singulière. A preuve, ses sites inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco. Birka ? Une chimère. Le cimetière de Skogskyrkogården ? Un laissé-pour-compte. Personne ne sait qu'il est classé. A part des strapontins entre les tombes, des fontaines en forme de baignoires et des robinets à tête de lion, on se demande d'ailleurs ce que ce lieu peut avoir de par-

ticulier. En fait, c'est son « naturalisme romantique » qui a été consacré. Les deux architectes suédois qui, de 1917 à 1940, ont dessiné ce cimetière ont respecté la forêt existante en disposant les tombes librement, au gré des sentiers, à l'instar des usages funéraires de la période médiévale dans les pays du Nord.

Mais dans l'art de tromper son monde, le théâtre du château de Drottningholm, lui aussi distingué par l'Unesco, est sans doute le plus fort. Construit en 1766 par Fredrik Adelcrantz, à la demande de la reine Lovisa-Ulrika, ses murs semblent de marbre rose et blanc. En fait, ils sont peints en trompe l'oeil. La lumière des bougies vacille ? Illusion ! Des ampoules imitent les tremblements de la flamme. Quant aux loges qui courent à l'étage, elles répondent à deux préoccupations : ne pas voir la scène mais se donner en spectacle à la salle ou assister à la pièce sans être vu, cachés derrière des cloisons de bois ouvragé. En fait, c'est la conservation du lieu, dans son état d'origine, qui explique son prestigieux classement.

A.-J. T.

## CARNET DE ROUTE

■ **ACCÈS.** Lire le carnet de route page 3.  
■ **L'ARCHIPEL.** Il déploie quelque 24 000 îles dont 150 seulement habitées toute l'année. Nombreuses croisières d'une journée. Au menu, outre Birka (départ à 9 h 30, de mai à septembre, du pont de l'hôtel de ville), la forteresse de Vaxholm, le château de Gripsholm et la ville de Mariefred, les îles de Sandhamn ou d'Utö.  
■ **SÉJOURNER.** Au Victory Hotel (atmosphère raffinée, chambre à partir de 1 600 F), à l'Hotel Diplomat (sur les quais, chambre à partir de 1 000 F) ou sur la Mellardrottningén, un yacht des années 20 (chambre-cabine à partir de 600 F). Consulter aussi les brochures de l'Office du tourisme ainsi que le guide SAS Tourist Hotels (bon rapport qualité/prix). A noter les week-ends (3 jours/2 nuits) proposés actuellement sur les 3615 réductions (9615 RT et 08-36-68-28-27) : 2 650 F et 2 820 F par personne, selon l'hôtel, en chambre double avec petits déjeuners et vol Air France de Paris. Sur les îles, chambres d'hôtes, auberges ou hôtels ainsi que de petites maisons à louer.

■ **VOIR.** Du 1<sup>er</sup> au 3<sup>o</sup> août, arrive à Stockholm d'une trentaine de répliques de drakkars venues des pays nordiques. Au Musée des antiquités, nouvelle exposition permanente à la gloire des Vikings.

■ **LIRE.** Sur les Vikings, le « Que sais-je ? », le Pocket et le Découverte-Gallimard. *Orn le Rouge*, un roman de Frans G. Bengtsson (Editions du Porte-Glaive), *Hávamál* : ce que disent les Vikings (Editions Guérin) et *Au temps des Vikings* (Hachette Jeunesse). Côté guides, Le Petit Futé, le Marcus, le M.A., le Visa et le Routard (Hachette) et le Grand Guide de la Suède (Gallimard).



**Islande, îles Féroé...**  
Faites comme les Vikings,  
arrivez par la mer !

**SMYRIL-LINE**

Informations et réservations auprès de votre Agence de Voyages ou de l'Agent General  
SCANDITOURS 36, rue de Saint-Petersbourg 75008 PARIS - Tél. 01 42 85 64 30

**CARNET DE ROUTE**

STOCKHOLM

COPENHAGUE

Göta

Uppsala

Västana

île de Birka

اسماء من الامم

# Le chant des sirènes

Portrait d'une ville à taille humaine, moderne dans ses habits anciens, ouverte sur le monde et la mer

### COPENHAGUE

de notre envoyée spéciale  
C'est une sirène qui n'a pas froid aux yeux. Pas la petite noirette des bords de la Baltique, étonnante et frêle figure, méditative ou triste, selon le côté d'où on la regarde. Pas celle-là, l'autre, la ville. Sûre d'elle mais pas arrogante. Voyez l'allure déliée des belles Nordiques. Ici, toutes les femmes sont des jeunes filles et toutes les jeunes filles sont blondes. Raffolant du noir, qu'elles portent de préférence moulant et long, juchées sur des semelles d'altitude.

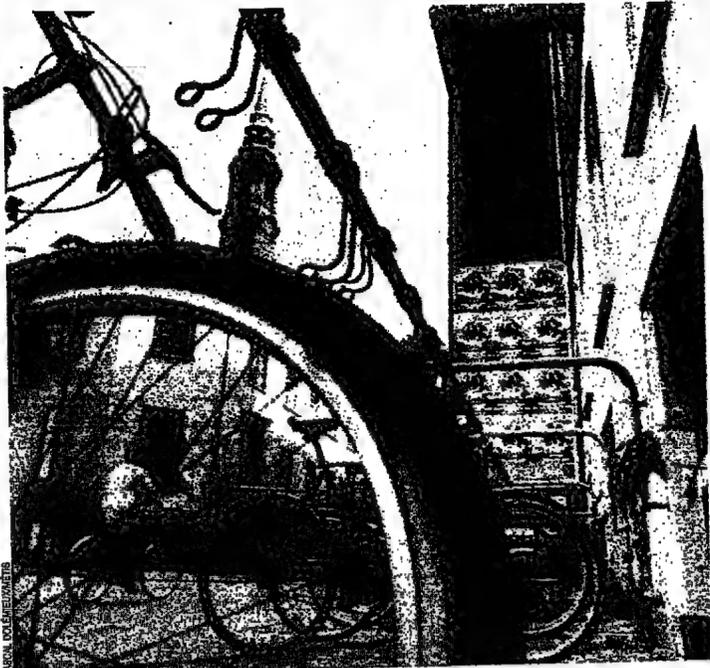
Exagération? Jugez plutôt. Chez Zélie, un vrai café, avec un vrai zinc et des tabourets de métal, les serveuses sont blondes, polo, pantalon noir et long tablier blanc. Du restaurant, au premier, on observe la maison d'en face: quatre étages, le dernier mansardé. Derrière les fenêtres du deuxième, plantes vertes, bibliothèque et lampe allumée. On imagine un étudiant studieux - une jeune fille aurait introduit un peu de fantaisie, bougeoir ou rideau de dentelle -, aimant les livres ou, pourquoi pas?, ému de Hans-Christian Andersen. L'écrivain vagabond habita tout près de là, au 67 Nyhavn, et ce n'est pas dans cette ville de tous les possibles que l'on va brider son imagination.

Nyhavn. Ce canal scintillant donne la meilleure idée de cette cité, moderne et vive dans ses habits anciens. Ville à taille humaine - trois tours seulement, de quel-ques 25 étages -, qui discute avec ferveur autour de tables polies par les ans. Ville belle par tous temps, brume ou soleil, car elle a le caractère de ses vieilles pierres, et qui aime fort ses enfants - jamais on ne vit autant de papas en promenade, serrant leur bébé contre leur cœur. Ce n'est pas tout: cosmopolite et polyglotte - 95 % de son million sept d'habitants parlent une deuxième langue -, ouverte sur le monde et la mer - voyez les voiliers, les gros ferrys blancs amarrés, là, au bout du quai, les canaux de cette cité qui ne tiennent pas en place, glissent et s'échappent à la première occasion. Libre. C'est pourquoi elle file à bicyclette.

Avec ça simple, familière et chic. Très chic même. Même la canette de bière à la main, assis par terre au pied de Nikolaj Kirke, le jeune Danois à l'ivresse douce, angélique. Ailleurs, il tanguait, l'œil fixe ou vide, ce qui revient au même. Ou braillait. Ici, il dérive dans une forme d'extase douce. On se demande d'ailleurs pourquoi le Danois monte en épingle l'ivresse arctique. Jamais vu autant de verres de bière, blonde ou brune, arrêtés ou ambulants.

A 14 heures, ce samedi de septembre, les cloches de Saint-Alban's ont sonné pour l'entente nommée Diana. On naviguait alors aux alentours de la très aristocratique place Amalienborg. Les six gardes, bonnet poilu, bride sous le menton, faisaient les cent pas devant les quatre petits palais royaux, claquant les talons avant de faire demi-tour. Dix minutes ambulatoires, cinq statiques. Une petite sacochette noire, marquée du « M » doré de Margrethe, bat dans leur dos. Parfaitement symétriques, idéalement XVIII<sup>e</sup> et raisonnablement rococo, les quatre hôtels particuliers se donnent exactement la réplique de sorte que, sans la présence des guérites, on ne saurait lequel habite la reine. Les pneus des grosses voitures écrasent silencieusement les pavés. Statues et urnes en bordure des toits, réverbères vert-de-gris diffusant une faible lumière. Très romantique la nuit. Bredgade, qui conduit à Amalienborg, a la distance et la distinction nécessaires. Tout le quartier d'ailleurs. Calme, beauté, assurance. Prendre Bredgade et ouvrir l'œil: église de marbre, demeures historiques, antiquaire et boutiques de design occupent le haut du pavé.

La Norvège a Gustav Vigeland, auteur d'un puissant cycle de vie, le Danemark, Bertel Thorvaldsen. Ne pas limiter son regard au marbre blanc, aux plâtres noirs du Danois, grand admirateur de l'Antiquité classique. S'enchanter des plafonds (grotesques), des dallages (mosaïques), différents dans chaque salle ou cabinet.

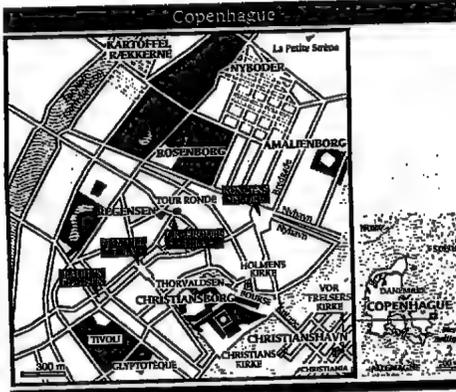


Place Gammeltorv, dans la vieille ville.

Coup de chapeau à Gottlieb Bindesbøll, l'architecte qui a conçu l'espace en forme de champ de course antique. En son centre, la tombe du sculpteur.

Monstre sacré, la Glyptothèque. S'il faut un fil d'Ariane, ce sera celui, voluptueux, de la sculpture. Des visages impassibles, à grosses lèvres, de Sumer à l'ironie de certaines têtes romaines. Admirateurs de la Petite Sirène, ne manquez pas les sculptures de Gerhard Henning (1860-1964), salles 47 et 47a précisément (il est facile de les manquer), mais aussi la danse des femmes de Carpeaux, le cynisme de Daumier, l'effort douloureux de Degas, le prosaïsme de Maillol. Et un Picasso, peint à vingt ans, qui console de toutes vos absences. Au terme du parcours, repos, thé et pâtisseries sous les palmiers luxuriants du Jardin d'hiver.

Christianhavn, sur l'île d'Amager, est sillonné de canaux. Avant de franchir le pont de Kjøppel, admirez son profil de la rive opposée et cherchez l'emplacement des « Cellules blanches », les maisons grises jumelles où Peter Høeg situe le drame de son roman *Smilla*. Dans les anciens entrepôts magnifiques, le ministère des affaires étrangères et le Centre danois d'architecture dont la pierre met en valeur l'espace intérieur. Inventaire à la Prévert: marins en costume noir, péniches, façades plates des anciens comptoirs, immeubles sobriement rénovés, cours pavées, roses trémières et chiens courant à côté de leur



maître à bicyclette. A 17 heures, cantates graves et fugues légères, les cloches des églises de Christianhavn carillonnent. Entrer, alors, dans Christians Kirke. C'est une petite originale, étalée en largeur et pourvue, sur trois côtés et deux étages, de loges fermées, comme à l'opéra. Mondaine assurément et dotée d'un grand Stenway de concert. Vor Frelsers Kirke, l'église de Notre-Sauveur, est extravagante. Autrement dit, baroque. Elle se signale de loin par sa tour en spirale. Ici aussi, l'on répétait. Et quelle musique! Défense d'entrer mais qui n'a jamais trompé la surveillance d'un be-

deau? Donc, on répétait: un chef, deux voix, des cordes, le bonheur Bach, Haendel? Qu'importe. Soprano et ténor chantaient et l'église faisait silence: la chaire à frise de marbre, le fabuleux orgue en bois porté par deux éléphants, l'autel furieusement excentrique. Ajoutez à cela un carillon moderne qui joue, toutes les heures, des hymnes enregistrés sur ordinateur; les concerts du carillon-ner le samedi à 13 heures et le dimanche à midi, les trois boîtes à aumônes que l'on ouvre une fois l'an, à Noël, et vous comprendrez que les églises de Copenhague sont tout sauf ennuyeuses. Quel-

ques pas et le décor change. Christiania, la commune libre de Copenhague - tags, rap, joints, hash, gros chiens, jardin sauvage, ordures, pacifisme - est conforme à son image. Ne pas en faire un plat.

Christian IV fit construire Nyboder pour les gars de la marine. Très beau, Nyboder. Les rues portent des noms d'animaux (crocodile, éléphant, dauphin) ou d'officiers. Longues maisons basses, à un étage et toit de tuile remontant légèrement sur les bords, peintes dans un jaune jadis foncé car on ajoutait, parait-il, du vitriol à la peinture pour protéger la brique de l'humidité. Et des réverbères comme on n'en fait plus. L'hot, pur XVII<sup>e</sup>, si élégant dans son dépouillement inaltéré, est sans cesse copié.

Autre curiosité, autre quartier rectiligne, celui des 480 anciennes maisons d'ouvriers alignées le long du Sortedams Sø, le Lac noir. Elles furent construites, de 1873 à 1889, pour les ouvriers des chantiers navals, que l'on avait incités à fonder une société immobilière avec leurs économies. A l'origine du projet, une philosophie moins noble visant à préserver l'ordre établi: « Un ouvrier propriétaire de sa maison serait moins révolutionnaire. » On les appelle les Kartoffel Rækkerne, les « maisons pommes de terre », allusion à ce tubercule qui pousse en rangées dans les champs. Très prisées, elles sont habitées aujourd'hui par la bourgeoisie et par les ouvriers qui en ont hérité.

Christian IV, le « roi bâtisseur », fut un souverain très inspiré. On le retrouve à chaque pas. Il fit construire, fin du XVI<sup>e</sup> et première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, au nord Rosenborg, le château des Roses, sa résidence d'été (en hiver, il habitait Christiansborg, aujourd'hui le Parlement). Au centre, dans ce qui est devenu le « quartier latin » que traverse Stroget, une suite de rues zigzagantes, la Tour ronde, l'université et Regensen, première résidence universitaire au monde, qui plus est réservée aux étudiants pauvres. Son charme est tel que, même aujourd'hui, la liste d'attente est longue. Pour s'en persuader, entrer par le n° 2 de Store Kannikestræde, la grande rue des Chanoines, aussi belle qu'austère, jalonnée par de vénérables collèges. Au sud, à côté de Christiansborg, la ravissante église Holmens et le long bâtiment de la Bourse, investi par la chambre de commerce, identifiable à sa tour formée de quatre queues de dragons entrelacées, symbole des quatre pays scandinaves alors réunis sous la couronne de ce grand roi. On lui doit enfin des quartiers entiers: Nyboder, Nyhavn, dont il fit dessiner le plan, et Christianhavn, déjà évoqués.

En ce sens, Christian IV est bien le père de Copenhague, métropole moderne qui ne jette pas son passé aux orties pour tout le design du monde.

Danielle Tramard

### Partir

■ UN WEEK-END À COPENHAGUE. La plus animée des capitales scandinaves est aussi la plus proche. Forfait Euro Pauli (tél.: 01-49-77-28-00) à partir de 2 600 F (voix au départ de Paris et des principales villes de province, 2 nuits d'hôtel et petits déjeuners). Nuit supplémentaire à partir de 375 F. On n'épuise pas les attraits de la ville en un week-end: les petits bars et restaurants du vieux port où l'on dégustera le hareng danois arrosé d'une bière et d'un verre d'aquavit, les musées, spectacles, expositions et le parc de Tivoli. Egalement Bennett (tél.: 01-48-01-87-77), Nouvelles Frontières (tél.: 0-803-33-33-33), Pandore Voyages (tél.: 01-40-56-02-56), Rédacteur (3615 RT), Scanditours (tél.: 01-42-85-64-30) et Visit France (agences de voyages).

■ BICYCLETTE. Moyen de locomotion idéal car il y a partout de vraies pistes cyclables. On emprunte les vélos disposés dans quelque 120 parcs moyennant 20 couronnes (18 F environ) que l'on récupère en remettant l'engin en place. Avantageuse, la « Copenhagen Card », valable 1, 2 ou 3 jours, coûte respectivement 130, 250 ou 300 F environ (moitié prix pour les enfants de moins de 12 ans) et s'achète sur place (aéroport, gare, hôtels et offices de tourisme). Pour entrer gratuitement dans les musées, voyager librement sur les transports en commun du Grand Copenhague et naviguer à moindre prix sur les canaux. Et Copenhagen this week guide gratuit des événements du mois.

■ UN DIMANCHE À LA CAMPAGNE. En voiture mais aussi en train, avec la Copenhagen Card, on peut aller voir la maison de Karen Blixen à Rungsted, le Musée d'art moderne de Louisiana à Humlebaek, le château de Frederiksborg construit par Christian IV à Hillerød et, à Helsingør, le château de Kronborg, où Shakespeare situe l'action de Hamlet.

■ AU FIL DES ROUTES. Découvrir, en une semaine, les différentes facettes du pays en parcourant le Jutland, la Fionie et le Seeland, trois régions aux paysages variés. Le calme et une certaine nonchalance ambiante sont propices à une détente romantique au fil d'un itinéraire décontracté (en moyenne 150 km par jour) qui, via l'Allemagne, remonte le Jutland puis traverse la Fionie pour gagner Copenhague et le Seeland. Forfait Scanditours (agences et au 01-42-85-64-30): 6 nuits en hôtels de bonne catégorie, petits déjeuners scandinaves et dîners, à partir de 5 160 F par personne, ferries et assistance inclus.

■ RENSEIGNEMENTS. Conseil du tourisme du Danemark, 18, boulevard Malesherbes, 75008 Paris (tél.: 01-53-43-26-26). De 13 heures à 16h30.

### CARNET DE ROUTE

ACCÈS. Copenhague est à 1h45 de Paris avec SAS (tél.: 0-801-25-25-25) qui propose plusieurs vols quotidiens à partir de 1 984 F A/R TTC de même qu'Air France (tél.: 0-802-802-802).  
■ HÉBERGEMENT. L'hôtel d'Angleterre, une star, sur le port, l'Admiral et le Nyhavn, d'anciens entrepôts, spectaculaires, ainsi que le Sophie-Amelie, moderne. Près de la gare, le Plaza (bar remarquable, chambres personnalisées) et l'Ascot (anciens bains). Le Neptun vit un peu sur sa réputation.  
■ TABLES. Peder Ox, très pittoresque, sur la jolie place Grabrodetorv. Au déjeuner, Slotskaelderens, l'un des premiers restaurants de smørrebrød, fine tranche de pain noir beurré recouverte d'une montagne de poisson ou de viande. Fondé en 1910, fréquenté par les membres du Parlement (en face) et les hommes d'affaires. Zélie (Store Strandstræde 6), charmant.  
■ CAFÉS. Nous avons aimé, près de Nikolaj Kirke, le Café Nick (Nicolajgade, 20), son atmosphère authentique, ses habitués, les toiles et croquis accrochés au mur, par lesquels les artistes pauvres payaient leurs consommations. La grande table ronde en bois figure d'ailleurs sur un tableau.  
■ CONCERTS. Dans les églises, du 1<sup>er</sup> juin au 31 septembre, la plupart

gratuit. Notamment à Vor Frelsers Kirke et Christians Kirke (programme sur place).  
■ ARCHITECTURE. Le Dansk Arkitektur Center (Strandgade 27B, 1401 Copenhague K, tél.: 00-45-3157-1930) abrite un salon de thé-restaurant et une librairie où l'on se procurera notamment l'excellent *Copenhagen Architecture Guide*, d'Olaf Lind et Anemarie Lund (Arkitekternes Forlag, 1998). Les architectes apprécieront *Architecture and Urban Renewal in Copenhagen (Gammel Dok)*, un ensemble magistral de vingt-cinq posters sur l'architecture danoise contemporaine (135 F l'un, 2 250 F l'ensemble). Le centre organise, de mai à septembre, des visites à thème de la ville et des environs sous la conduite d'architectes. De 100 F à 150 F environ.  
■ LECTURES. Nombreux guides sur le Danemark: Gallimard, Hachette, Michelin, Petit Futé. Nous avons utilisé le guide *Autrement Copenhague* et apprécié son approche culturelle et pratique très réussie. Les Danois ont une imagination prodigieuse. S'en persuader en (re)lisant les Contes d'Andersen (Folio), la belle prose classique de Karen Blixen qui redonne vie aux palais de Bredgade, notamment certains des *Nouveaux Contes d'hiver* (Folio), et *Histoire des rêves danois*, de Peter Høeg (Seuil).

## La découverte

# des terres du Nord

## a un nom... Clio

Clio 34, rue du Hameau - 75015 PARIS - Tél. 01 43 68 82 82 - Fax 01 43 68 82 00  
25, rue de Valenciennes - 75014 PARIS - Tél. 01 47 78 22 62

Partir

■ L'ÎLE EXTRÊME. « Kalaallit Nunaat », la « terre des êtres humains », est peuplée d'Inuits, c'est-à-dire d'« hommes », environ 56 000 (dont quelque 9 500 Danois), établis en majeure partie sur la côte ouest. Depuis 1971, elle s'est vu accorder un statut d'autonomie au sein du Danemark. La capitale, Nuuk, compte environ 13 000 habitants. Tout au Groenland, est extrême : la superficie (2 200 000 km²), cinquante fois le Danemark, vingt et une fois l'Islande, le climat, et donc le mode de vie.

■ LE GROENLAND À LA CARTE. Grand Nord Grand Large, spécialiste de la destination, propose des séjours et des circuits sur mesure, des randonnées en kayak ou à pied ainsi que des croisières sur des voiliers ou à bord de navires d'expédition. Voir également les propositions de Nord Espaces, autre bon spécialiste, notamment un circuit dans la baie de Disko (8 jours, 16 620 F). Petits villages isolés, promenades en bateau, culture Inuit, glaciers et pêche en mer au menu du circuit de 10 jours (hébergement dans de petits hôtels simples mais confortables) programmé par Scanditours, dans le sud du Groenland, du 26 juin au 28 août. A partir de 17 990 F avec départs garantis le vendredi.

■ LES FÉROÉ EN VOITURE. C'est la meilleure façon de visiter cet archipel, dont les petites routes, très bien entretenues, se faufilent sous les nombreux tunnels percés dans les montagnes. De petits ferris relient régulièrement la plupart des îles. Du 25 mai au 5 septembre, le Nórroña quitte Hantsholm, au Danemark, le samedi à 20 heures et accoste à Torshavn le lundi à 6 heures. Aller simple (couchette) à partir de 810 F, voiture à partir de 640 F. En profiter pour passer 4 jours au Féroé, du lundi au vendredi : le forfait Smyril Line, à partir de 3 990 F par personne en cabine double, inclut, outre la navigation, 4 nuits en hôtel ou chez l'habitant (la meilleure formule) et le petit déjeuner. Si l'on opte pour l'avion, on peut réserver une voiture depuis l'aéroport de Vagar : à partir de 2 055 F pour 3 jours (4 130 F la semaine). Si l'on se rend du Danemark en Islande à bord du même car-ferry Nórroña qui effectue la liaison Torshavn-Lerwick (Shetland)-Bergen (Norvège) et retour, on peut faire escale aux Féroé du lundi à l'aube jusqu'au mercredi à 18 heures. Soit deux jours et demi pour une rapide découverte, toujours avec séjour à l'hôtel ou chez l'habitant. Renseignements (cartes, guides, horaires des ferris locaux) et suggestions d'itinéraires au bureau de Smyril Line, à 300 mètres du qual. Brochures Smyril Line et Scanditours dans les agences de voyages.

■ À BORD DU NORDLYSID. Excursions d'une journée, le long des côtes escarpées des Féroé, à bord d'un deux-mâts. Selon la météo, la force du vent, le sens des courants et l'état de la mer, on peut observer les oiseaux, pêcher la morue et faire escale dans un petit village de pêcheurs. Le skipper prépare les repas. Il lui arrive même de plonger dans l'eau glacée pour ramener oursins et moules géantes à consommer crus dans l'instant. Renseignements : Smyril Line ou à bord du Nórroña.

■ À CHEVAL. Comme l'islandais, le cheval des Féroé est petit, robuste et docile. Si l'on n'a jamais pratiqué l'équitation, quelques minutes suffisent pour être parfaitement à l'aise sur sa monture et se laisser conduire par des guides qui prennent un réel plaisir à faire découvrir les plus beaux points de vue. Renseignements : Smyril Line et office de tourisme des Féroé.

■ VU DU PONT. Islande, Féroé et Groenland au programme d'une croisière de 20 jours (dont 18 nuits à bord), sur le Fanchal, petit paquebot (moins de 400 passagers) intime et chaleureux, avec un personnel spécialement affecté à la clientèle française. Dans la brochure « Croisières » de Scanditours.

ILLUSTRATION de notre envoyé spécial D'instinct, au sortir de l'appareil, on se sent loin, très loin. Est-ce les collines rabotées, les hangars arrondis, les autochtones trapus, bouille ronde et yeux bridés, les passagers en anorak et grosses chaussures ? Tout, ici, annonce une terre rude, sans compromis.

Illulissat, à bord du Disko, 31 août. La neige tombe sous le soleil, les icebergs ruissellent. Prendre les sommets des Alpes, des Andes et de l'Himalaya et les jeter dans l'océan. « La pêche est un gagne-pain, la chasse au phoque un plaisir. »

Le glacier d'Illulissat est le plus productif de l'hémisphère Nord (15 km³ de glace par an). Son fjord est si encombré d'icebergs que l'on ne peut y pénétrer. Leur formation est très simple. La neige tombe, recouvre la surface de l'inlandsis, se tasse, devient glace, glisse de l'arête centrale vers les côtes et se détache en icebergs. En prisonnant des bulles d'air et donc plus léger que l'eau, l'iceberg flotte. Seul un dixième de sa masse est visible, le reste est enfouï sous l'eau. Quand il fond, son centre de gravité se déplace et il pourrait basculer. D'où le danger pour la navigation. La calotte glaciaire occupe 82 % de la surface du Groenland. Si elle venait à fondre, le niveau des océans monterait de 6 à 7 mètres.

Saqqaa, village extrême. Deux cent cinquante âmes face à l'océan. Tousselement du Zodiac qui dépose les passagers sur le rivage. Tout le reste est silence, 365 jours par an, pendant toute la durée d'une vie. Et, du fin novembre à janvier, la nuit polaire. Aucune route. Deux rotations de l'hélicoptère par semaine en hiver, une du bateau en été. Seuls êtres vivants, les Inuits et les chiens. Attachés à l'extrémité d'une longue chaîne, boules endormies sur les rochers ronds. Au passage des voyageurs, ils donnent de la voix. On entendra longtemps la plainte modulée, lancinante, haut perchée, des chiens qui hurlent à la mort, leur gueule pointue prenant le ciel à témoin de leur infortune. Les chiens mangeurs de poisson, proches du loup et donc sauvages, sont les seuls autorisés ici, pour ne pas abâtardir la race. A Saqqaa, il y a 450 chiens pour 250 personnes. Avant, ils étaient libres. Il y a trente ans, on a commencé à les enchaîner à cause des accidents. Parfois, un chien attaque un enfant. Au Groenland, on appelle ça un « accident de la circulation ». Cependant, en ville, les scooters des neiges et les voitures tuent davantage que les chiens.

L'écrivain danois Palle Petersen, 29 ans de Groenland, vient depuis cinq ans à Saqqaa, en mars-avril, sa période hivernale préférée : « Il fait moins 30 degrés, le soleil est très brillant, les traîneaux à chiens circulent constamment. » Saqqaa, fondé par les Danois en 1757, est l'un des plus charmants villages du Groenland avec sa vieille église coloniale et ses centaines d'icebergs qui chahutent dans la baie. Des familles viennent y vivre comme au-

trois : un homme, un bateau, un traîneau à chiens. A Saqqaa, en 1990, il y avait 115 habitants. Aujourd'hui, il y en a 250. Et d'autres ne cessent de revenir.

La plupart des gens pensent qu'ils vivent mieux - ils ont une maison, la télévision et le téléphone. Mais ils ne veulent pas être obligés de travailler dans un bureau, une usine ou sur un gros bateau. Que faire, alors, sinon boire ? Leur passion, c'est la chasse. Leur nourriture principale est le phoque et la petite baleine, pas le poisson. « La pêche est un gagne-pain, la chasse au phoque un plaisir. »

Les Groenlandais savent à l'avance le temps qu'il va faire, quand la glace va se rompre et la tempête se déclencher. Quoi qu'il advienne, ils restent toujours sains et saufs. « Quand un Groenlandais dit : « Je reviens dans trois

jours », s'il ne réapparaît pas, on attend et il finit par revenir. Quand la même chose arrive à un Danois, on envoie un hélicoptère. »

Les maisons sont bien isolées, avec un poêle, une cuisine moderne et un mobilier simple, style Ikea, commandé sur catalogue. Ils reçoivent leur maison en kit dans des caisses et les montent eux-mêmes à l'aide d'une vidéo-cassette qui explique la marche à suivre. Le village a sa maison communale, avec douche et machine à laver, où l'on vient se réunir et danser, une école, une pizzeria au bord de l'eau, un magasin et une poste gérés par le gouvernement.

Dimanche, Saqqaa est calme. Les enfants rapportent les bouteilles vides au supermarché. On achète la bière le vendredi jusqu'à 16 heures. Le week-end, c'est inter-

dit. Et on creuse à l'avance des trous dans le sol en été pour la sépulture de ceux qui mourront en hiver.

Jummanaaq, au pied de la montagne en forme de cœur, est interdit pour cause de forte chaleur. Nous sommes dans une sorte de mer intérieure, au centre d'un amphithéâtre ouvert sur le large. En face, une clarté voilée et pourtant lumineuse, une de ces lumières surnaturelles du couchant. Derrière, les montagnes violettes. Sous un ciel comme tiré vers le bas par le poids des nuages. Et partout, nous touchant presque l'épaule, les grands icebergs arctiques.

Tartunaq. Une bande de terre élastique, souple, saturée d'eau, au pied d'une falaise. Palette subtile et innombrable, les lichens rouges, roses, ocre, rouille, roux, bruns, mauves, agrippent le sol car le vent

du large les harcèle. Vent froid qui garde le souvenir des blocs de glace semés sur l'océan et gèle les doigts et le bout des oreilles. Au lieu de tendre vers le ciel, la végétation naïve rampe sur le sol, écartant ses racines d'argent, étalant ses fines feuilles, gagnant en largeur ce qu'elle ne peut prendre en hauteur.

Et soudain, ô surprise, sur la lande empourprée, huit tombes. Et là, un peu plus haut, seize autres, et ce qui fut des croix et un monticule de pierres où l'on aperçoit des ossements. Qui ? Quand ? Par suite de quelle infortune ? Rien qu'une certitude : un petit village s'était établi là jusqu'à la dernière guerre mondiale. Les survivants ont donné à leurs compagnons une sépulture puis, eux aussi, s'en sont allés.

Ce soir, pendant le dîner, le Zodiac est allé s'approvisionner en glace. On choisit un petit keberg et, à coup de pic, on en fait tomber un bloc dans un filet. Puis, avec le treuil, on remonte le tout sur le pont. C'est cette même glace qui rafraîchit l'eau des cafés.

« Venez sur la passerelle à six heures du matin. » C'est chose faite. Ciel rose, montagne violette, eau frémissante, soleil levant. A l'arrière, le bloc de glace s'amenuise mais ne fond pas. De la baleine, point. Plus tard, braille général : mammifère marin signalé à l'avant. En scrutant Thorizon, jumelles sur les yeux, on verra un arc léger sur l'eau, un jet, puis, quelques instants plus tard, un autre jet, mince, évanescant.

A Sisimiut, 5 500 habitants, deuxième ville du pays, on voit tout : des jeunes filles à gros talons noirs comme en Europe, des enfants le carabine dans le dos, des gamins qui font du roller, des bicyclettes, des scooters, des tracteurs, des Toyota, des Mercedes, des bus et des taxis. La bâtisse bleu d'une usine de crevettes ultramodernes - par tradition, le magasin est rouge, l'hôpital jaune, la poste verte, les infrastructures bleues. Inutile de savoir lire - des supermarchés vendant bordeaux et whisky. Des escaliers accrochés au roc et d'horribles cages à lapins pour les humains. Désorienté, on cherche une présence familière et, soudain, on se sent orphelin : mais où sont donc les chiens ?

Kangerlussuaq, « le long fjord ». Un caribou se promène sur la lande rousse, les boeufs musqués se tiennent à distance. Les mêmes plantes, roses à Tartunaq, se hissent ici jusqu'à atteindre la taille de petits buissons. Au fond, la calotte glaciaire. En cinq minutes, un hélicoptère se pose à ses pieds. On voit distinctement la roche, la mince couche d'humus et la masse gelée, irrégulière, crevassée, dont le bord rabote la terre en avançant. Le front du glacier se déplace de 25 mètres par an. A Illulissat, il parcourt la même distance en un jour. Parfois, un coup de tonnerre éclate : la glace se fend.

Elle s'appelle Naja. Chef de service dans un bureau, à Sisimiut, elle a 43 ans, en paraît 30 et revient de vacances aux Caraïbes avec sa fille, après escale à Toronto. Enchantée, Naja. Pourtant, avoue-t-elle, « c'est bon de rentrer. Je ne pourrais pas vivre ailleurs ».

François Weill

Danielle Tramard



Prendre les sommets des Alpes, des Andes et de l'Himalaya et les jeter dans l'océan.

Cache-cache aux Féroé

TORSHAVN de notre envoyé spécial A mi-chemin entre l'Écosse et l'Islande, les îles Féroé semblent tanguer dans les brumes qui tantôt les dissimulent, tantôt les dévoilent, sous la lumière ci-sailante du Nord. Au rythme des vents aussi, dont le souffle charrie les cris des hulstriers-pie, des macareux et des innombrables oiseaux de mer qui peuplent le littoral. Sur cet archipel rude et majestueux, découpé à la serpe, cohabitent 70 000 moutons et 48 000 îlens. Ici, on vit de l'océan, de la pêche et de l'élevage. Aucun point n'est éloigné de la mer de plus de 5 kilomètres. Partout, de petits villages, des hameaux de pêcheurs égaient la côte déchiquetée de leurs couleurs franches : maisons de bois noires, rouges, blanches, aux toits recouverts de terre et d'herbe verte afin d'en conforter l'isolation. Rompant la mélancolie des grands espaces, des sentiers escarpés, des chutes d'eau et, omniprésente, cette brume qui apparaît et disparaît.

Torshavn, la capitale, est une petite ville portuaire, coquette et préservée. Elle étend ses habitations colorées sur les collines et, dans le vieux quartier, d'étroites ruelles séparent les maisons de pêcheurs. C'est dimanche. Demain, le car-ferry Nórroña débarquera ses passagers : habitants des Féroé, Danois, Islandais, Norvégiens mais aussi quelques touristes

en voiture, en camping-car ou à moto. En attendant, c'est le Nordlysid, un deux-mâts de 19 mètres, tout en bois, construit en 1945 par des pêcheurs de harengs, qui va appareiller. Birgir Enri, le skipper, accueille à son bord une poignée de visiteurs qui, vêtus de cirés, s'apprêtent à partir pour une journée de pêche autour des îles. Ça et là, sur les collines, des promeneurs juchés sur de petits chevaux robustes et dociles découvrent fjords et vallées. D'autres encore, jumelles autour du cou, s'en vont observer les oiseaux qui nichent dans les falaises. De mal à septembre, le jour règne une vingtaine d'heures durant. Alors, rien ne presse vraiment et le temps se fait discret.

Aux Féroé, chaque île a son histoire, ses familles, ses légendes. Toutes sont reliées entre elles par de modestes ferris ou de simples caboteurs qui, imperceptiblement, franchissent « creux » et courants. C'est le vent qui mène le bal. En un instant, le soleil disparaît derrière la brume. Une averse, et le ciel réapparaît, d'abord mauve et bronze, puis bleu virif. Une instabilité climatique qui a forgé un mode de vie, mélange de liberté et de fatalisme. « Nul ne sait le matin où il couchera le soir », prévient ainsi un proverbe local.

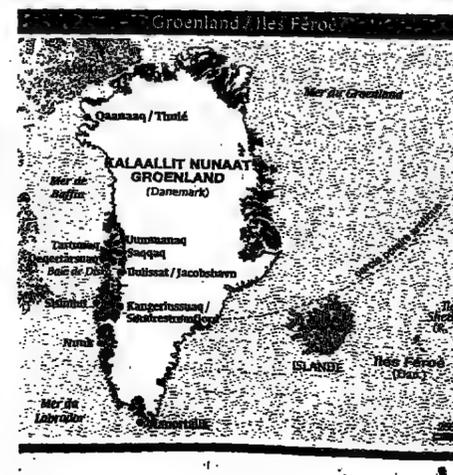
FÉROÉ

CARNET DE ROUTE

- GROENLAND ■ ACCÈS. SAS (tél. : 0-801-25-25-25) ; Paris-Copenhague (1 h 45) à partir de 1 984 F A/R, Copenhague-Kangerlussuaq (4 h 50), 3 562 F A/R. ■ CROISIÈRE. La seconde saison du M/S Disko (92 passagers) dans la baie de même nom commencera le 12 juin pour s'achever le 4 septembre. Cette croisière de 8 jours, de Sisimiut à Kangerlussuaq, avec les mêmes escales et, en outre, le glacier d'Eqip Sermia et l'île d'Assiaat, est proposée par Nord Espaces (tél. : 01-45-65-00-00) pour 17 700 F au départ de Paris, tout compris, ainsi que par Grand Nord (tél. : 01-40-45-05-14), Pandore Voyages (tél. : 01-40-56-02-56), et Scanditours (tél. : 01-42-85-64-30). ■ SAISON. Nuit polaire de fin novembre à mi-janvier, soleil de minuit de fin mai à fin juillet, dans la baie de Disko. Températures estivales de 5°C à +15°C. Meilleures périodes : mars-avril (courses en traîneaux à chiens) et le bref été (juillet-août). ■ GUIDES. Avec ses cartes, croquis, photos et cartes, l'Atlas Kalaallit Nunaat Groenland, de Christian Berthelsen, Inger Holbæk Mortensen et Ebbe Mortensen (Atuakkorfi, 1993), bilingue groenlandais/anglais, auquel nous avons emprun-

- té maintes données scientifiques, est complet, didactique, passionnant. Se le procurer à bord en attendant une prochaine réimpression. Le Groenland, de Gérard Naigeon (Peuples du Monde), qui s'en inspire fortement, est le meilleur guide en français. Également Groenland (DMJ éditions), Groenland, terre des fruits, d'Érik Bataille (Éditions du Dauphin) et Iceland, Greenland & the Faroe Islands (Lonely Planet). ■ LECTURES. Le Groenland de Jean Malaurie n'est plus d'actualité, mais son ouvrage Les Derniers Rois de Thulé (Terre Humaine/Flois) et Ultima Thulé (Presses Pocket). En ski à travers le Groenland (Hobbeke), de Fridtjof Nansen, n'est pas une double « première », sa traversée d'est en ouest, en 1888 et à ski. Racontars arctiques de Jørn Riel (Gala), histoires d'un rêveur éveillé. Smilla, de Peter Hoeg (Seuil), suspense groenlandais plein d'informations et de finesse. Un album sur les chiens de traîneaux (canadiens, mais ils sont si proches), Les Voyageurs du froid, de Dominique Cellura (Hobbeke). ■ RENSEIGNEMENTS. Greenland Tourism Copenhagen, Postbox 1139, Pilestræde 52, 1010 Copenhague, tél. : 00-45-331-369-75, fax : 339-336-83.

- REPÈRES. L'archipel des Féroé, rattaché au Danemark, conserve une certaine autonomie et une langue locale proche de l'islandais. ■ ACCÈS. Maersk Air (tél. : 01-53-77-13-42) relie Paris à Torshavn, via Billund, au Danemark, de 2 840 à 3 200 F A/R selon la saison. De Copenhague, avec Atlantic Airways (SAS, tél. : 01-53-43-25-25), qui propose également, au départ de Copenhague, des circuits accompagnés (en anglais). ■ SÉJOURNER. Le Foroyar, à Torshavn, confortable, vue panoramique (390 F par personne en chambre double), le Hafnia, sur le port (390 F), la pension de famille Bladryp (200 F), Auberge de jeunesse à partir de 100 F. Dans les îles, location de maisons, de chalets et logement chez l'habitant. Consulter la brochure Smyril Line. ■ DÉGUSTER. Spécialité locale, le macareux (puffin en anglais), un oiseau de mer à la chair ferme et au goût très marin, le saumon et le fétan (halibut en anglais). ■ S'INFORMER. L'Aidan, office du tourisme local (tél. : 00-298-19391) envoie brochures et documentation. La compagnie maritime Smyril Line, représentée en France par Scanditours (tél. : 01-42-85-64-30).



الموسم الشتوي



## Partir

■ À LA CARTE. Islandais, la compagnie aérienne nationale (tél. : 01-44-51-60-51), diffuse une brochure, *Islande 98*, décrivant tous les éléments d'un voyage « à la carte » : avion, location d'une voiture ou d'un 4x4 (indispensable pour sillonner l'intérieur de l'île), hébergements, excursions, suggestions d'itinéraires, etc. Consulter également les brochures des principaux spécialistes de la destination : Comptoir d'Islande/Alantours (tél. : 01-45-67-99-34), Bennett (tél. : 01-48-01-87-77), Scanditours (tél. : 01-42-85-64-30), Atalante (tél. : 04-72-53-24-89), et Nouvelles Frontières (tél. : 0-803-33-33-33) qui, outre de nombreux circuits, propose tous les ingrédients d'un voyage sur mesure et, notamment, du 1<sup>er</sup> juillet au 3 septembre, un charter (Corsair), de 1 615 F à 2 000 F A/R (hors taxes d'aéroport) selon la date choisie.

■ EN BATEAU. Du 23 mai au 5 septembre, le *Norröna* (Smyril Line) part d'Helsingør (Danemark), fait escale 2 jours au Féroé puis gagne Seyðisfjörður, en Islande. La bonne formule pour partir avec sa voiture (les locations sont relativement chères en Islande), son camping-car, sa caravane ou sa moto. Dans les agences et chez Scanditours (tél. : 01-42-85-64-30).

■ LE TOUR DE L'ÎLE. Si l'Islande se déguste vraiment hors des sentiers battus, la route qui fait le tour de l'île (1 500 km) permet d'accéder à la plupart des sites « touristiques ». Ceux que la conduite reboute opérèrent pour des circuits au autocar bien conçus avec de fréquentes haltes et de longues promenades. Les spécialistes proposent à peu près les mêmes programmes à quelques différences près. Citons, chez Comptoir d'Islande/Alantours, une « Saga Viking » (13 jours, 15 300 F), chez Bennett, un « Grand tour d'Islande » (14 jours, 14 960 F), chez Scanditours, un circuit analogue à 13 910 F et chez Nouvelles Frontières, une « Découverte de l'Islande » de 13 600 à 14 260 F avec, en prime, une visite des îles Westmann. Quant au lyonnais Atalante, associé au spécialiste Islande 66° Nord, il propose un très complet circuit de 3 semaines pour 17 400 F. Un conseil : commencez votre visite par l'hôtel de ville de Reykjavik où est exposée une superbe reproduction de l'île, en relief et en couleurs.

HELGA  
de notre envoyé spécial

Il est l'Islande. L'Islande a quatre pattes. Un résumé de l'histoire du pays. Sa mémoire vive. Parachuté sur cette terre vierge où, des siècles durant, ne résonna que le chant des oiseaux. Le nu, sans un arbre, sans un arbuste, sans un buisson. « Des pierres, des pierres, rien que des pierres », se lamentait un des Pêcheurs d'Islande de Pierre Loti. Une île où, dans la seconde partie du IX<sup>e</sup> siècle, il aurait été importé par les Vikings, originaires de Norvège. Puis, précise *Cheval Magazine*, liché dans les immenses hostiles de cette île du bout du monde, dont un dixième de la surface est recouverte par les glaciers et plus de la moitié dépeuple champs de lave et déserts. Pas d'autres solutions, pour survivre, que de s'adapter aux hivers rigoureux et d'apprendre à chercher sa nourriture sous la neige et la glace. Pas de meilleures conditions non plus pour que s'opère, au fil des ans, une implacable sélection naturelle.

Résultat : une race d'une exceptionnelle robustesse. A préserver, coûte que coûte. En interdisant par exemple, dès l'an 930, toute importation de chevaux dans l'île. Une loi toujours en vigueur. Ainsi, depuis près de mille ans, la petite merveille est élevée en vase clos, sans aucun apport de sang étranger. Malheur à celui qui, pour une raison ou pour une autre (un concours hippique, par exemple), quitte sa terre natale, condamné à l'exil à vie. Pas question, au pays des chevaux purs, de plaisanter avec d'éventuels « parasites exotiques ».

Il est l'Islande. Dans toute son altérité. Dans la singulière originalité d'une île dont les habitants parlent une langue restée si proche de l'islandais médiéval qu'ils sont capables de lire les sagas rédigées par leurs ancêtres. Même constance chez les chevaux islandais, descendants directs, eux aussi, de leurs ancêtres vikings. A l'image des races rustiques qui peuplaient alors la planète, le cheval islandais était, naturellement, doté de cinq allures. Alors que l'Europe, déclinée par la guerre, inventait des montures capables de porter des chevaliers en armure, l'Islande, retranchée dans son splendide isolement, n'eut jamais recours à une politique d'élevage systématique. Victimes des sélections successives opérées au nom de la taille et de la puissance, les chevaux européens finirent par « oublier » leurs allures pour n'en conserver que trois (le pas, le trot et le galop), les deux autres étant désormais considérées comme des défauts.

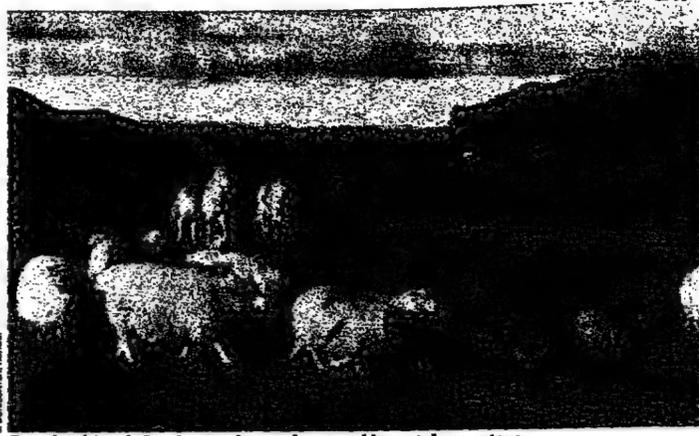
Des défauts qui font aujourd'hui l'admiration des cavaliers qui pra-

## Au pays des chevaux qui volent

Elevés en vase clos, ils sont la silhouette emblématique de ce royaume des grands espaces

tiquent ou découvrent cette race islandaise à qui on peut faire dérouler, presque naturellement, l'amble (mouvement à deux temps où le cheval lève simultanément les jambes d'un même côté) et l'amble rompu ou *tölt*, une allure à quatre temps, similaire à celle du pas et dont l'absence de phase de suspension assure un confort légendaire. Rapide ou lente, elle revêt le cavalier, qui, bien calé sur sa selle, a l'impression, lorsque sa monture, fière et redressée, lève haut les jambes, de flotter au-dessus du sol. Idem pour l'amble, qui, à grande vitesse (sur de petites distances, on peut atteindre 50 km/h), fait littéralement voler le cheval.

Il est l'Islande, ce cheval volant qui incarne à merveille cette île instable, à cheval sur la dorsale sous-marine atlantique et, de ce fait, en permanence écartelée. Résultat : un rodéo géologique, un cocktail dantesque de glace et de feu où les entrailles de la terre n'en finissent pas de frémir, un chardon où tout un peuple mijote dans l'eau chaude qui jaillit du sol tandis que les chevaux caracolent dans un décor en Cinémascope, au milieu d'une nature somptueuse mais parfois hostile. Mieux que la plus noble conquête de l'homme, le cheval islandais est surtout considéré comme son compagnon le plus fiable, notamment pour rassembler les milliers de moutons éparpillés dans l'île. Un allié qui,



Dans la région de Landmannaalaugar, le rassemblement des moutons.

grandes étendues clôturées, épaule contre épaule (un instinct grégaire qui le distingue des humains qui l'entourent), toujours adossé au vent dominant (ce qui en fait une précieuse groute), dans l'attente de la balle de foin quotidienne que l'on déposera dans cette immensité où il cultive ce caractère un peu sauvage et

s'attache à respecter et à entretenir. D'autant que le cheval islandais (et surtout son propriétaire) souffre de l'image de nombreux qui, en raison de sa petite taille (entre 1,30 m et 1,40 m au garrot), de sa bouille sympathique et de sa crotte épaisse, lui colle à la peau. En France, il est vrai, l'appellation *poney* s'applique à tout cheval mesurant moins de 1,48 m. « Et, reconnaît Nicole, sa docilité et son bon caractère en font le compagnon idéal des plus jeunes. Mais ne voir en lui qu'un jouet pour enfants serait oublier qu'il peut abattre des étapes de huit heures, en terrain difficile, et qu'il exige un niveau confirmé pour qui entend éprouver la grisaille de ses allures inédites ».

Un cheval à part entière donc, également réputé pour sa longévité (trente à quarante ans) et son tempérament équilibré. « Si vous ne lui montrez pas rapidement votre commande, précise Nicole, il n'en fera qu'à sa tête ». D'où l'importance accordée à son dressage. En raison de la maturité tardive de la race (elle n'est adulte que vers sept ans), le débouillage ne peut être entrepris avant l'âge de quatre ou cinq ans.

C'est à ce stade seulement que le jeune cheval pourra commencer à être monté. De plus, le dressage initial ne durera qu'un mois ou deux. Après quoi, il sera remis en liberté pendant presque un an avant d'être repris en main. « Pour obtenir de bons chevaux de selle, insiste Nicole, il est important de laisser les jeunes vivre en liberté avec les autres chevaux, afin qu'ils apprennent à obéir naturellement aux plus anciens. De tels chevaux seront plus alertes et plus intelligents, ils auront le pied plus sûr et seront plus

faciles à dresser que ceux qui seront restés en contact avec les hommes. » Une fraîcheur et un allant que l'on entretiendra en laissant chaque monture libre au moins deux mois par an.

Pour Nicole la Française, il est asséché l'Islande, ce cheval objet de toutes ses attentions. Presque sa vie. Au point qu'on se demande qu'il elle a épousé d'abord, ce pays dont elle parle couramment la langue, le cheval qui s'y épanouit ou Jon, cet éleveur au look de pêcheur qui, en hiver, emmène ses visiteurs tirer des bords en 4x4 sur les flancs de l'Helka, un volcan dont les mugissements, disent les chroniqueurs, ne seraient rien d'autre que les lamentations des damnés précipités en enfer. Toujours actif, en effet, il n'en est pas moins la vedette des randonnées équestres que le couple organise chaque été, depuis le gîte installé à deux pas du bungalow familial où Anita, douze ans, rêve à la Tanzanie...

Etrange analogie. Et pourtant, à Austvågsholt, dans cette ferme du bout du monde (mais à une heure seulement de Reykjavik) que l'on situerait volontiers en Patagonie ou sur les hauts plateaux tibétains, on pense spontanément à *Out of Africa* et au livre de Karen Blixen. « J'ai possédé une ferme en Afrique au pied du Ngong... » Magie des mots. Mystère de l'alchimie qui, un jour, lie un être à un lieu. Comme cette Française des bords de Loire qui s'est éprise d'un pays à des années-lumière du sien, l'a épousé et file le parfait amour avec une centaine de chevaux de feu... Grisée et ensorcelée. Plus islandaise que les Islandaises.

Patrick Francès

## Reykjavik la noctambule

Aussi étonnant que cela puisse paraître, la capitale de l'Islande est un vrai paradis pour les noctambules. En fait, si les Français l'ignoraient, les Américains, et plus particulièrement les habitants « branchés » de la Côte Est, étaient au contraire, eux qui ont fait de cet endroit une de leurs destinations de week-end préférées. Choix entériné récemment par la magazine *Newsweek*, qui n'a pas hésité à inscrire Reykjavik au palmarès des villes les plus « excitantes » de la planète. Deux jours sur place, de préférence un vendredi et un samedi, suffisent à confirmer ce jugement. Rarement en effet autant de bars, de pubs, de cafés ébourlés et de boîtes n'ont été rassemblés dans un périmètre aussi restreint. Inutile de donner des adresses : les adresses à la mode changent aussi vite que la météo locale et l'offre est si concentrée qu'on peut en faire le tour dans la soirée. Seul point noir, l'obligation imposée – et respectée – faite à tous ces établissements de fermer leurs portes à 3 heures du matin, heure à laquelle les trottoirs de la ville (chauffés en hiver) connaissent une affluence record. Les plus sages font la chasse aux taxis. Ceux qui trouvent que « la nuit est encore jeune » (diction local) se mettent en quête d'une soirée privée. Pour eux, la nuit ne fait que commencer.

Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, sera le seul et le mieux adapté des moyens de transport.

Aujourd'hui reconverti dans les loisirs et le tourisme, le cheval islandais (plus de 50 000 sur l'île) reste la silhouette emblématique de ce royaume des grands espaces où l'on respire à pleins poulmons. Toute l'année, quel que soit le temps, il vit en plein air, sur de

cette liberté d'âme instinctive qui, à en croire les spécialistes, le différencie des autres races.

Cheval rustique d'un pays âpre et rude où sa robustesse, sa résistance, son sens de l'orientation, la sûreté de son pied font merveille. Cheval de caractère. Un caractère bien trempé que les éleveurs, à l'instar de Nicole Chéné, une Française établie dans l'île depuis 1974,

## CARNET DE ROUTE

## ■ REPÈRES. Climat océanique très instable. De 8°C à 25°C en été. Jusqu'en avril, c'est l'hiver. En mai et juin, lumière permanente mais nombreuses pluies fermées. En juillet et août, toute l'île est accessible. Septembre et octobre : l'heure des aurores boréales. Décalage horaire en été : moins deux heures par rapport à la France. Coût de la vie plutôt élevé.

■ ACCÈS. Du 2 avril au 18 octobre, l'islandais (9, boulevard des Capucines, 75002 Paris, tél. : 01-44-51-60-51) propose, de Paris, de deux à cinq vols directs (3 h 30) par semaine pour Keflavik, situé à 50 km de Reykjavik. Compter environ 3 000 F A/R. De France, on peut également acheter un air-pass attractif pour les lignes intérieures. Offres spéciales d'Islandais avec vol et voiture de location et, chez certains voyagistes, des forfaits avec vol, transferts et une ou plusieurs nuits d'hôtel à Reykjavik. Chez Havas Voyages, par exemple, du 1<sup>er</sup> avril au 14 mai, forfait week-end à partir de 4 255 F avec vol islandais et 3 nuits à l'hôtel Borg.

■ SÉJOURNER. Dans l'île, les hôtels sont souvent des collèges affectés au tourisme, en été. On peut aussi loger dans une ferme ou chez l'habitant. Dans la capitale, le choix va de l'hôtel de luxe à la guesthouse, maison privée avec chambre confortable mais sanitaires communs à l'image de Gisti Inn (tél. : 00-354-561-3005) tenue par un couple charmant et mélomane. Dans le haut de gamme, l'hôtel Borg (tél. : 00-354-551-1440), établissement de charme avec un restaurant très fréquenté et un bar très branché, atmosphère d'une des boîtes les plus fréquentées en fin de semaine. Derrière une façade banale, l'hôtel Holt (tél. : 00-354-552-5700), membre des Reals à Châteaux, abrite une belle collec-

tion de tableaux, une table réputée et un grand choix de whiskies.

■ SE RESTAURER. Un grand choix de restaurants chaleureux et la certitude de déguster un excellent mouton et des produits de la mer d'une exceptionnelle fraîcheur. Citons Laekjarkrökka, Jonatan Livingstone Mavor, The Gallery Restaurant, Thrir Frakkar (steaks de baleine) et Perlan, sous un dôme de verre tournant.

■ TREMPER. Dans les eaux chaudes (25°C à 35°C) des piscines très fréquentées de la capitale ou, mieux encore, dans celles (excellentes pour la peau) du Blue Lagoon, un bassin en plein air dans un champ de lave, au pied d'une station géothermique. Une expérience surréaliste, à 40 minutes en voiture de Reykjavik.

■ EXPLORER. De la capitale, grand choix d'escapades dont la presqu'île de Reykjanes (avec le Blue Lagoon) et le village de pêcheurs de Grindavik et le « Cercle d'or » : Thingvellir (site du premier Parlement), Geysir (le plus célèbre des geysers) et Guiltfoss (la « chute d'or »).

■ CHEVAUCHER. L'élevage de Nicole et de Jon (120 chevaux) est à une centaine de kilomètres à l'est de Reykjavik. Accueil toute l'année, dans un confortable gîte situé à deux pas du bungalow familial où on prend ses repas. Les cavaliers peuvent s'initier au dressage, participer à la vie de la ferme, randonner en étoile ou, de fin juin à fin août, chevaucher (6 ou 8 jours) autour de l'Helka et jusqu'à Landmannaalaugar, région réputée pour ses sources chaudes. Escapes de 40 à 50 kilomètres, nuits en refuge. Bon niveau conseillé. De 12 à 15 cavaliers, de diverses nationalités. Renseignements auprès de Nicole Chéné, Austvågsholt, 851 Helka, Islande, tél. : 00-354-487-6598, fax : 00-354-487-6602.

tion de tableaux, une table réputée et un grand choix de whiskies.

■ FORFAITS. Les randonnées d'Islande sont programmées par plusieurs spécialistes dont Comptoir d'Islande/Alantours (tél. : 01-45-67-99-34) qui, de juin à août, propose, à travers l'Orsn, un circuit de 8 jours (9 700 F de Paris) avec véhicule pour transporter les bagages et, pour les cavaliers confirmés, un circuit de 10 jours (11 500 F). En septembre, circuit spécial à l'occasion du rassemblement des moutons (11 180 F). De son côté l'Islande 66° Nord (avec Atalante, tél. : 04-72-53-24-89) programme, les 21 juillet et 4 août, deux randonnées de 10 jours avec voiture (12 000 F par personne) dans les hautes terres volcaniques du Sud. S'y ajoutent des randonnées de 8 jours (9 900 F) le long des rives de l'Arctic Circle et une chevauchée de 12 jours (12 000 F) dans le Nord-Ouest. A signaler également un circuit aventure de Nouvelles Frontières (15 jours, 12 750 F).

■ LIRE. Les Vikings (« Que sais-je ? »), L'Édda, récits de mythologie nordique, de Snorri Sturluson (Gallimard), Sagas Islandaises (« La Pléiade », Gallimard), Contes populaires d'Islande (Icelandic Review), Voyage au centre de la terre, Jules Verne (Librairie de poche), L'île d'enfer, de Louis-Frédéric Rouquette (Editions de Paris), L'Or de l'Islande, Samivel (Arthaud), les livres de Halldor Laxness et Nuits à Reykjavik, Thor Villjalmsson (Actes Sud).

■ GUIDES. Islande, guide de l'île aux volcans (Marcus), Le Grand Guide de l'Islande (Gallimard), Le Guide de l'Islande et des Îles Féroé (La Manufacture), Le Routard Finlande/Islande (Hachette), le guide Jaguag, et le Petit Futé (avec le Grandland et les Féroé) et l'Islande l'île entre deux mondes, de Jean-Louis Mathon (Editions Anako).

Comptoir  
D'ISLANDE  
ALANTOURS"Mille et une"  
façons de  
composer votre  
Islande

VOLS

ITINÉRAIRES

VOYAGES SUR MESURE

ICELANDAIR

tous nos vols s'effectuent avec Icelandair

## LOCATION DE MAISON D'ÉTÉ

à partir de 2 620 Frs (2 semaines)

## VOYAGES EN INDIVIDUELS À LA CARTE

à partir de 8 400 Frs (1 semaine, 2 pers)

## CIRCUITS ORGANISÉS POUR PETITS GROUPES

à partir de 11 850 Frs (14 jours)

## POUR COMMANDER VOTRE BROCHURE

3615 COMPTOIRS (2,23 Fr/m)

## Comptoir d'Islande/Alantours

8 bd Pasteur 75015 Paris

Tél : 01 45 67 99 34 - Fax : 01 45 67 33 67

e-mail : cdi@club-internet.fr

السنة 1550

إلى من لا يرى

# Plein Nord

Du Finnmark aux Lofoten, en passant par Tromsø et l'archipel des Vesteralen. Un vrai parfum de bout du monde

## HENNINGSVAER de notre envoyé spécial

L'appel du grand Nord doit beaucoup aux pages fabuleuses de Malaparte dans *Kaputt* sur la luminosité des ciels scandinaves, le soleil de minuit, comme une « orange dans du papier de soie », les nuits blanches à se languir, à boire des alcools trop forts, à refaire le monde. Pourtant, de ce périple en Norvège, ce n'est ni la lumière ni le soleil, mais les mouettes de Tromsø qui émergent d'impressions confuses et inachevées. Non pas des mouettes paisibles à l'essor mélancolique mais des volatiles délégués, azimutés, goulus, qui guettent la fermeture des bars de nuit - sans nuit - et se jettent dans un tobu-bohu d'enfer sur les mielles de *kebab* sandwiches des noctambules. Des noctambules blafards et enivrés sous un ciel pâle qui se soutient par l'épaule comme dans une chanson de Brel et sont les figurants de la grand-ruée possédée par ces mouettes dont on craint qu'elles ne jouent aux Oiseaux de Hitchcock.

Tromsø haut lieu de la vie estudiantine, n'a pourtant rien d'un décor de film d'horreur. Vivante et ludique, au point qu'on dit ici que le week-end commence dès le mardi. Tant est si bien qu'on l'a surnommée « le Paris du Nord ». Avec sa géographie insulaire, ses maisons en bois peint, sa cathédrale antique, métaphore des aurores boréales et des nuits polaires, et les lagunes de époque du café Skarven. Elle fut une des heures surprises de ce voyage. À l'image de ce sautier géant présenté au musée de la ville et qui avait pour mission d'arrêter les interminables sermons des pasteurs... Un objet qu'il serait peut-être utile de réhabiliter dans nos sociétés frappées de logonibies tous azimutés.

Cette pensée réjouissante et fatigante hédoniste de Tromsø vient à point contrebalancer la déception et même la frustration, de notre expédition au cap Nord, mythique bout de l'Europe, habité par la fable de ce soleil de minuit qui « plonge à peine son disque dans l'océan et remonte, roulé, renoué comme s'il était descendu pour boire » (Knut Hamsun). Difficile, en effet, de ne pas démentir cet itinéraire par la pointe septentrionale de l'Europe (avant de descendre jusqu'aux îles Lofoten), histoire de sentir d'emblée tout le Vieux Continent nous pousser dans le dos vers l'océan Glacial. Après la traversée d'un paysage lunaire, on débarque sur un immense parking hors de prix où, telle une procession de chenilles, convergent bus et camping-cars.

Le fameux cap, une falaise noire de 307 mètres à pic sur la mer, est mangé par un hall à la manière d'un palais de Ceausescu disséminés. Ce jour-là, pluie, froid et brouillard dominaient le tempo, tandis qu'on réalisait qu'il n'était même pas le



Petit matin aux îles Lofoten

point le plus extrême. Son voisin, le Kvitkjellodden, lui donne en effet le pion de quelques degrés. Quant au rendez-vous avec le soleil de minuit, il tient du coup de poker en raison des facettes de la brume. On se console en l'observant à travers les images et les gadgets qui inondent le centre commercial, à l'atmosphère d'aéroport qui ne mène nulle part si ce n'est à une révélation gastronomique : les *mlute*, des baies arctiques qui ressemblent à des ours plongés dans une teinture jaune, un jaune d'or comme les doubles rideaux d'une salle du trône. Avec un vrai « goût étrange venant d'ailleurs ».

Autre étrangeté, un buste de Louis-Philippe et un petit musée-thal avec photos d'excellences royales, souvenirs et médailles. Dans ce moment de pure irréalité, on s'imagine alors à Bangkok remontant le Chao Praya sur une pirogue à longue queue. Le temps de se retrouver vraiment sur un gros bateau, dans le port voisin de Henningsvåg, pour entamer notre descente vers les Lofoten. Le bateau, c'est *L'Express côtier* qui est, à la fois, une route nationale plus que centenaire entre Kirkenes et Bergen, un produit touristique et un merveilleux voyage le long des côtes norvégiennes. On partage ainsi au milieu d'un lac d'îlots, de fjords, de montagnes, de bras de mer, de rochers fantastiques, d'horizons incertains aux soudaines métamorphoses. Le souffle de la nature alimente ainsi les moteurs du navire.

Mais attention, un express côtier peut en cacher un autre...

D'Honningsvåg à Tromsø nous avons navigué sur un de ces gros bateaux de la dernière génération, le *Nordkapp*, avec confort maximal et sensations minimalistes. On de ces bateaux de croisière, petit cousin des grosses caisses à savon aspiés qui font des clapotis dans les Caraïbes à partir de Miami. Des bateaux si imbus d'eux-mêmes que la mer en devient virtuelle. On aperçoit alors le spectacle de la nature à travers des baies vitrées, comme sur des écrans vidéo. L'ennui suite du bateau. La salle à manger a un parfum de maison de retraite et le personnel est à l'unisson. Le buffet sauve la mise, grâce notamment à la friture de harengs et de saumons à toutes les sauces. Mais la cafétéria est un cauchemar pour les papilles.

Et puis, à côté de ces bateaux de croisière en charentaises lyophilisées, il reste quelques vieux « rafiot » qui donnent encore à *L'Express côtier* lettres de noblesse et parfum d'aventure, en direct avec une fabuleuse nature, à l'aune de certaines pages de *Kaputt*. Ainsi, par une nuit crépusculaire comme une rasade d'agave, nous avons quitté ou plutôt nous nous sommes attachés à Tromsø sur le *Lofoten*, un vaisseau madré comme un vieux paysan. Le *Lofoten* donne l'illusion de prendre son temps, épouse l'eau, la respecte, la fait vibrer, nous fait vibrer, accoste avec émotion, cultivé le rétro. Il nous rappelle ce vieux ferry qu'on préfère à l'avion ou à l'« aliscafo » pour relier Naples aux îles Éoliennes, quand on surprend le Stromboli, à l'aube, auréolé d'une brume de majesté.

Notre *Express côtier* confère ainsi un aspect initiatique au voyage et exerce la magie nocturne du bateau. Doublement exacerbe, d'ailleurs, dans ces nuits qui ne connaissent que le jour. On redécouvre alors les passages plus disponibles, les barrières qui sautent, l'éveil des sens, la recherche plus ou moins avouée d'aventure romanesque. D'autant que la vision de

imprègnent les odeurs, les rocs, les chants d'oiseaux et va se nicher dans les coeurs. Autant d'éléments qui font regretter notre incapacité à être en totale osmose avec la nature, à l'instar du lieutenant Glahn, le héros solitaire de *Pan*, de Knut Hamsun.

Le port d'Henningsvåg est le point de chute ad hoc pour poser son sac, avec son côté Saint-Tropez qui aurait fait trempe dans un sauna finlandais. On y dort dans un *rorbu*, un cabanon de pêcheur aménagé pour le confort du voyageur. Personne n'aurait jadis parlé une langue de cabillaud que ces cabanes-dortoirs exigües et malodorantes deviendraient un jour la coquette des touristes en gogotte.

En été, l'archipel est assoupi à l'image des bateaux de pêche, bariolés comme des oiseaux de paradis, en hibernation le long des quais. La grosse saison de la pêche s'étale de janvier en avril, quand le skrei, l'or des Lofoten, un long cabillaud à chair blanche et fine, vient frayer dans les eaux de l'archipel. La période estivale fait mousser l'imaginaire et on visualise alors la procession de centaines d'embarcations, comme des lucioles d'or dans la nuit polaire.

Les œuvres du peintre Espolin exposées à Kabelvåg expriment bien la rudesse et la violence de la pêche hivernale avec son cortège de visages hagards, de chagrins, de solitudes, de voyage au bout d'une nuit polaire qui ne mène jamais au jour. Image forte de ce pêcheur endormi sur un rocher, intimement mêlé à la pierre, apaisé et peut-être soulagé par l'approche de la mort. Quelques villages de carte postale s'égrènent dans ce jubilé de la nature : Stamund, paradis des babas cool, Reine, ou encore Nusfjord, inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco avec son admirable ensemble de l'Orbuer du XIX<sup>e</sup> siècle, sans oublier la plage d'Haukland, si blanche, si lisse, si tropicale qu'on dirait un trucage vidéo.

Au printemps, les Lofoten sont hantées par les effluves des morues qui séchent sur de grands tréteaux. Au bout de la route, à A - prononcez « O » - existe d'ailleurs un étonnant Musée de la morue. On s'identifie alors pleinement au héros de Vasquez Montalbán dans son inénarrable *Discours de Robinson sur la morue*. Cet évêque auxiliaire en disponibilité se retrouve naufragé sur une île déserte quand l'irruption d'un container rempli de morues va bouleverser sa vie de Robinson. Résonne alors un hymne vibrant à la morue - uniquement salée ou séchée - car selon notre honneur, manger de la morue fraîche relève du « barbarisme gastronomique », « cette chair sans personnalité restant à mi-chemin entre le colin et l'infirmité ».

J. T.

## Partir

■ LES PLUS BEAUX FJORDS. Bras de mer pénétrant profondément à l'intérieur des terres, les fjords incarnent la Norvège la plus spectaculaire. À visiter en bateau mais aussi en voiture au gré des petites routes escarpées. A Geiranger ou sur la route des Treils, le panorama est époustouflant. Les trois plus beaux fjords sont le Hardangerfjord, le Sognefjord et le Geirangerfjord. De juin à août, des circuits sont programmés, le plus souvent avec un guide norvégien parlant français. Formule éprouvée pour une première approche du pays, elle est proposée par tous les spécialistes de la destination. Chez Benmett (tél. : 01-48-01-87-77), « les trois fjords » sont vendus à partir de 8390 F. Plus cher mais aussi plus confortable et très bien conçu, le « cabotage dans les fjords », à bord de petits bateaux, l'Épos et le Starreise, qui se fauillent dans les défilés les plus étroits. Les fjords sont également déclinés sous toutes les coutures (excursions, parties de pêche, petit train de montagne) par Scanditours (tél. : 01-42-85-64-30), Voyageurs du monde (tél. : 01-42-96-17-20) et Quartier libre (tél. : 04-78-53-39-28), spécialiste lyonnais.

■ LES ÎLES LOFOTEN. Bien au-delà du Cercle polaire, les montagnes de Lofoten semblent surgir de l'océan. C'est le royaume des pêcheurs de morue dont les maisons de bois rouge sur pilotis (*rorbu*), revues et corrigées, accueillent aujourd'hui les visiteurs. Cela va du très simple aux « 4 étoiles ». A Kabelvåg, le Nyvagar Rorbu Hotel (excellente table) loue, à la journée, de petits bateaux. A Kalle, près de Svolvaer, ces « hôtels » sont plus rustiques, mais authentiques. Dans les ports, on peut embarquer pour une journée de pêche à la morue. L'Office du tourisme envoie une documentation sur ces îles et sur les *rorbu*-hôtels.

■ RANDONNER AUX LOFOTEN. Une formule séduisante de juin à la fin août. Deux semaines dont 11 jours de randonnée permettent une exploration complète. Le climat est doux et le niveau de difficulté, modéré (3 à 6 heures de marche par jour), laisse du temps pour la contemplation. De Paris, compter 12 400 F. À consulter, les brochures de Club Aventure (tél. : 01-44-32-09-30), Grand Nord Grand Large (tél. : 01-40-46-05-14) et Terres d'aventure (tél. : 01-53-73-77-77).

■ À BICYCLETTE. Certaines régions proposent des circuits à vélo, avec ou sans guide, de 5 à 9 jours, notamment le long des fjords et aux Lofoten. Consulter notamment Nord Espaces (tél. : 01-45-65-00-00).

## CARNET DE ROUTE

■ ACCÈS. En avion, vols quotidiens directs pour Oslo à partir de 2 261 F avec Air France (tél. : 0-800-802-802) et SAS (tél. : 0-801-25-25-25), ce dernier desservant aussi Lyon et Nice et reliant Paris à Bergen (à partir de 2 571 F) et Stavanger (2 506 F). Bergen est également desservi de Paris par Maersk Air (tél. : 01-53-77-13-16). Chez Nouvelles Frontières (tél. : 0-803-33-33-33), vols réguliers pour Oslo (1 865 F A/R) et, de juin à août, charter pour Fagernes (1 825 F A/R), à mi-chemin entre Oslo et Bergen, ce qui permet notamment au voyageur d'y programmer un « week-end nature » (cheval, VTT, pêche) pour 2 700 F avion compris. En autocar, compter 28 heures, avec Eurorlines (tél. : 01-49-72-51-51).

■ SE LOGER. A Kamøyve (près du cap Nord), Havstua. A Tromsø, Comfort With Home Hotel. A Andenes, Bleik Havstua. A Henningsvåg, Fiskelroegen Rorbuer et Bryggehotel. A Bergen, Nertan, Radisson SAS et Bryggen Orion. A Oslo, Astoria, Grand Hotel, Holmenkollen Park et le Continental, localement situés.

■ SAUVAGES. Parmi les bonnes tables, citons à Tromsø, Store Norske Fiskekompani, Poppemillén et Skarven; aux Lofoten, Gammelbua (à Reine), Gjestegård As (à Ramberg), Borsen Spliseri et Kjekkenet (à Svolvaer); à Bergen, Wessel-Stuen, Banco Rotba, To Kølkes et Lucullus (hôtel Nertan); à Oslo, Ergebret, Gamle Radhus, Chez Louise et, au sommet, Statholdergården, Bagatelle, Feinschmecker, Le Canard et D'Arzaguen.

■ ITINÉRAIRE. De Bergen à Oslo (ou inversement), une escapade joliment baptisée « La Norvège dans une coquille de noix » offre un bon résumé du pays. Avec, notamment, une mini-croisière sur le Sognefjord et, de Flam à Myrdal, un itinéraire ferroviaire à couper le souffle.

■ LIRE. Côté guides, le Guide Bleu, le Routard et un très pratique *Une semaine en Norvège* (Hachette), le Petit Futé, les guides Arthaud et Gallimard, Oslo-Bergen (Seyfert), Côté Littérature, les œuvres de Knut Hamsun (*La Faute à Pan*, *Fragments de vie*), d'Henrik Ibsen (*Peer Gynt*) et de Johan Bojer (*Le Dernier Viking*).

■ VOIR. L'exposition « Visions du Nord », au Musée d'art moderne (11, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris), présente notamment des toiles d'Edvard Munch.



# ISLANDE

## Authentique

Ancrée tout en haut de la planète terre en Adantique Nord, l'Islande vous invite à goûter ce que nature veut dire. Ici les paysages ont gardé l'authenticité de leurs origines. Ici les habitants chaleureux ont le sens de l'accueil chevillé à l'âme. Tout est intact. Quand vous foulerez la roche des hauts plateaux de l'intérieur, vous serez de plain-pied aux origines du monde. Feu et glace, montagnes et volcans, lacs et rivières glaciales, invraisemblables cascades et marmites de boue bouillonnante, falaises et geyser, forêts de bouleaux et fjords déchiquetés ; Vous êtes en Islande et vous recommencez le monde...

OFFICE NATIONAL DU TOURISME ISLANDAIS

**ICELANDAIR**  
9, Bd des Capucines 75002 Paris  
Tél. 01 44 51 60 51 - Fax 01 42 65 17 52  
Minitel : 3615 ICEAIR (2,20 F/mn)

Partir

■ EN BATEAU. La croisière est l'une des meilleures formules pour découvrir la côte et les fjords norvégiens...

■ L'EXPRESS CÔTIER. Depuis 1893, l'express côtier dessert 35 localités de la côte, de Bergen à Kirkenes...

■ LE SPITZBERG EN VOILIER. A bord du Noorderlicht, une goélette de 46 mètres, un biologiste néerlandais orchestre quatre voyages de 13 jours...

■ S'INFORMER. Auprès de l'Office national du tourisme de Norvège, 28, rue Bayard, 75008 Paris...

OSLO de notre envoyé spécial Bergen était attendue comme le point d'orgue de notre périple...

Le touriste consciencieux visite le Musée hanséatique, intéressante leçon d'histoire sur cette Ligue de la Hanse dont Bergen fut l'un des comptoirs majeurs...

Le gourmet, lui, se rend impéativement au marché aux poissons, sur le port, pour s'y gémir de délicieux petits sandwiches au saumon dont raffolent également les mouettes locales...

En attendant, la bourgade provinciale n'hésite pas à se donner des airs de grande métropole cosmopolite. A l'instar de ces boîtes de nuit qui multiplient les portiers arrogants...

Les deux miroirs A Bergen et à Oslo, la face citadine du pays des fjords



A Oslo, le mariage réussi du verre et de l'acier.

Le Smauet, qui, sûr le front rouge par le baiser de la mode, se mettent, comme à Paris, à snobler le dîner anonyme.

Dernier soir à Bergen. Sur la place Ole-Bull, par une nuit lumineuse, un groupe de nocteurs sur son trente et un fait remonter à la surface une phrase de Kaputt: « Nous avions tous l'aspect de cadavres, écrit Malaparte, car rien ne fait tant penser à un mort qu'un homme en tenue de soirée en plein jour ou une jeune femme fardée, les épaules nues, couverte de bijoux scintillant au soleil ».

Dans la capitale, on a rendez-vous avec trois bateaux vikings parfaitement conservés et, surtout, avec les portraits d'Edvard Munch, ces portraits qui expriment l'angoisse, la mélancolie, l'érotisme et la mort.

Brygge, superbe réussite architecturale de verre, d'acier, de transparence, de passerelles et de clins d'œil à une nature omniprésente. Sur les pontons aménagés en gargotes, on se livre à des orgies de crevettes tout en posant un regard buissonnier sur des jouvencelles rayonnantes de santé et de naturel.

Au petit matin, dans l'interminable file d'attente d'une station de taxis, deux amoureux s'embrassent fougueusement, comme si c'était la dernière fois. On pense au Baiser de Munch, qui renvoie lui-même à celui de Klimt, à Vienne.

Autre charme, et non des moindres, d'Oslo, son côté très nature, mi-mer, mi-montagne. Voilà une capitale qui est, en quelque sorte, une ville à la campagne.

ment les concerts de la Philharmonique d'Oslo. Non loin de là, la terrasse du restaurant Frognerseter - un refuge de montagne en pleine ville - offre un superbe panorama de la capitale.

Légerement en contrebas, voici le chalet de bois, fenêtres vertes et herbes sur le toit, qui abrita les

pourparlers de paix entre Israéliens et Palestiniens. Un bel endroit pour les colombes. Un bel endroit pour rêver. Rêver avec nostalgie d'une ville inconnue: Oslo en hiver, « mi-rois-mosquée figé pour une apparence d'éternité ».

Jacques Tiana

Saveurs : de la survie au plaisir

LE GOURMET qui, papilles gustatives au vent, parcourt les circuits touristiques risque d'avoir une vision tronquée de la gastronomie norvégienne. Poissons architecturés et congelés, viandes carbonisées, légumes pulvérisés, sauces lourdes et approximatives, service expédié sont, trop souvent, le lot du voyageur.

Autre charme, et non des moindres, d'Oslo, son côté très nature, mi-mer, mi-montagne. Voilà une capitale qui est, en quelque sorte, une ville à la campagne.

La cuisine de Bent, elle, n'a rien du pipeau, à l'instar de son carrelé farci au crabe, de sa terrine en file de bouillabaisse et de ses filets d'agneau qui témoignent d'une belle maîtrise dans le jus de cuisson, sans oublier le ner plus ultra, un trou normand venu d'une autre galaxie: un sorbet de mûres arctiques dans un yaourt! En fin de compte, une cuisine de haute voltige où se mêlent avec bonheur les influences françaises.

pourvaient se sentir personnellement offensés d'en voir figurer dans leur assiette.

Autre personnalité haute en couleur, Hans Brunary, patron débouillant du Lucullus, la meilleure table de Bergen. Amateur de tableaux, bon vivant, parisien de cœur, l'homme a tissé des liens étroits avec quelques restaurateurs français émérites comme Edouard Carlier, Guy Savoy, les frères Conticini ou Morot-Gaudry.

Au cœur de la renaissance d'une cuisine qui reprend confiance en elle-même et en ses excellents produits (saumon, hareng, cabillaud, viande de renne et d'agneau, etc.), une initiative mérite d'être relevée. Celle d'Anne Ma Tellefsen et de Knut Hoiby, qui ont lancé le mouvement de la « cuisine arctique », outillé à la fois de promotion, de pédagogie et de création d'un authentique label.

Autre personnalité: Didier Kutz, un cuisinier alsacien installé à Rømsdal, au centre des Lofoten. Un géant débouillant qui met tout son cœur et son tour de main au service de cette nouvelle vague. Le feu en vaut vraiment la chandelle, à en juger par sa balaine, sèche à l'air libre puis marinée avec des baies de genièvre, pour ne rien dire des subtils saveurs d'une simple langue de cabillaud.

INVITATION AUX VOYAGES...

L'ISLANDE Avec ICELANDAIR. Demandez les brochures ISLANDE. PARIS VOYAGES ORGANISÉS

voyages gallica tourisme 12, RUE AUJER - 75009 PARIS Fax 01 47 42 84 07

3615 Réducteur. SEJOUR à GOSIER GUADELOUPE 7 nuits - Hôtel "Karalbes" 2\*

Découvrez L'ISLANDE Ses glaciers, ses volcans et ses glaciers avec un véritable SPECIALISTE

STOCKHOLM Capitale Culturelle de l'Europe 1998. Programme des manifestations et documentation gratuite sur séjours et week-ends

3615 Réducteur. SEJOUR à GOSIER GUADELOUPE 7 nuits - Hôtel "Karalbes" 2\*

Produit supplémentaire: TERRES D'ÊTE - TERRES DE FRANCE le 25 date 26 mars 1998

Handwritten Arabic text: عيسى بن الوليد

### Aux sources d'Aalto

#### La brique, le blanc, le bois, le verre; telle était la palette du plus célèbre des architectes finlandais

HELSINKI

de notre envoyé spécial

C'est en Finlande qu'il est né, mais c'est à New York qu'on en célèbre le centenaire. Une grande rétrospective de l'œuvre d'Alvar Aalto (1898-1976) vient en effet de s'ouvrir au Museum of Modern Art (MoMA), avec l'aide de la fondation finlandaise qui porte le nom de l'architecte. Un hommage au « moderne » le plus pur, mais à l'architecture la plus urbaine, la plus vivante, la plus riche en surprises. Un créateur qui, avec une formidable habileté, avec une palette la plus restreinte qui soit, au niveau tant des matériaux que des couleurs: la brique, le blanc, le bois, le verre.

Né deux ans avant un siècle dont il allait être l'un des plus grands constructeurs, Alvar Aalto fut, selon la vulgate, l'égal d'un Frank Lloyd Wright (qui qualifiait lui-même le Finlandais de génie), d'un Mies Van der Rohe ou d'un Le Corbusier. Un géant, pourtant presque inconnu du public, sans doute parce que la quasi-totalité de son œuvre a été édifiée en Finlande. Là seulement, quel que soit le talent démonstratif du MoMA, peut se mesurer la matérialité à la fois austère et gourmande du travail.

Car la première vertu d'Aalto était d'éviter l'abstraction, sinon la gratuité. Il disait vouloir construire plutôt qu'écrire - principe d'ailleurs mal respecté par l'intéressé. Le contraire, à cet égard, d'un Le Corbusier, qui, en comparaison, apparaît comme un théoricien prolifère et peu constructif. Et c'est justement parce qu'au-delà des célébrités l'architecte finlandais était ancré dans la réalité que le pèlerinage s'impose.

La Finlande est d'ailleurs plus proche que les Etats-Unis et elle est devenue financièrement accessible. Cinq millions d'habitants inégalement répartis sur 340 000 mètres carrés, 70 % de forêt, 10 % de lacs (187 888 exactement), partout des îles (179 584 précisément) et une lumière à se damner quand l'hiver s'éloigne, ce qui arrive quelques mois par an aux alentours de l'été. Alors, il y fait chaud, et le paradis des rennes, des saumons et des oiseaux devient aussi celui des moustiques, lesquels disparaissent vers le 15 août.

Après, fin septembre, la neige revient pour de longs mois. « Le bleu de nos lacs et le blanc de nos hiverns, voilà les couleurs de la Finlande », résume le poète Topelius, élaguant sans scrupule du drapeau national le vert de l'été. Le pays, dont un tiers est situé au nord du cercle polaire arctique, est le plus septentrional d'Europe, même si, en fin de course, il est doublé par la Norvège, sur la route du pôle.

Tout cela conditionne les hommes, leurs habitudes et leur architecture. Helsinki, la



ALVAR AALTO



ALVAR AALTO

Deux des nombreuses réalisations d'Alvar Aalto en Finlande. En haut, la villa Mairea (1937-1939), à Noormarkku, a été conçue pour un directeur de société, à la fois comme une résidence privée et comme un lieu de réception. En bas, l'hôpital de Palmio (1929-1933), initialement conçu comme un sanatorium.

capitale, est située tout au sud du pays, sur le golfe de Finlande, à peu près à la latitude de Stockholm et de Saint-Petersbourg, dont elle se trouve équidistante, géographiquement et, si l'on peut dire, historiquement. Entre de tels voisins, il a fallu une longue et courageuse histoire pour im-

poser la nation, et sa langue. Le finlandais est aussi mémorable que le son de l'eau, tour à tour dormante et courante. Et c'est dans ce bain-là qu'a grandi, mûri et construit le jeune Alvar Aalto.

Aalto est né en Finlande centrale, près de Kuortane, dans une région dont l'air

propre pays, ses églises, luthériennes, comme celle de Muurame (voir aussi son Musée du sauna), d'esprit italien.

Pessimiste, Aalto avait donné à son bateau l'un des plus rapides de l'immense lac Päijänne, un nom assez évocateur: *Nemo propheta in patria*, autrement dit « nul n'est prophète en son pays ». Ce doit être une habitude chez les architectes, ce sentiment d'ignorance, de désinvolture à l'égard de soi, alors même que leur pays s'appête à leur décerner leurs honneurs les plus distingués.

Pourtant, à partir des années 50, et alors qu'il s'imposait comme le plénipotentiaire de toutes les académies finlandaises, Aalto allait se voir confier la réalisation de plusieurs centres-villes. Un exercice de haute voltige dans des lieux qui émergeaient à peine de leur statut de village ou de bourg. On le voit ainsi à l'œuvre à Säynätsala, qui lui doit son hôtel de ville, à Alajärvi, où il intervient autour de la grande église de son enfance, ou encore à Seinäjoki, avec une vaste église à campagne, massive, intransigeante, vibrante de l'équilibre urbain qu'elle impose.

Ici, l'ensemble religieux fait face au centre civique: un noir hôtel de ville, une bibliothèque éventail, la déférente d'un grand théâtre - terminé par sa seconde femme, Elissa qui, dans le creux de la vague, dessine une grande salle attentive, sereine, sérieuse, in habituellement symétrique pour un architecte devenu maître de la modernité.

Vaasa, Seinäjoki, Alajärvi, Saarijärvi, Jyväskylä. Cette route vers l'est n'est pas très facile à mémoriser. Le paysage, pourtant, change sensiblement. Une plaine riche de sa forêt cède la place à une forêt riche de ses lacs. Jyväskylä (80 000 habitants) trône au cœur de la province des mille lacs. Ici, la pêche, la chasse, le ski nordique, la course automobile font jeu égal avec l'architecture moderne, celle d'Aalto en premier lieu. La ville est truffée d'édifices du maître, autant de chefs-d'œuvre pour le professionnel mais qu'un œil moins exercé pourra peut-être un peu écarter. La ville s'est dotée d'un centre Alvar-Aalto, dessiné en 1973 par Aalto et qui gère la mémoire... d'Aalto.

Le centre expose, trie le bon grain de l'ivraie, vend objets signés et souvenirs profanes. Il organise des voyages, des symposiums, des formations. Et c'est lui qui détient la clef de la maison de Muuratsalo, résidence d'été de l'architecte, qui y expérimentait *in vivo* le comportement de la brique, de la lumière et du bois, les joies de l'eau et de la forêt, les vertus des champignons sauvages.

Frédéric Edelmann

fruits ravit la jeunesse sportive qui s'y entraîne. Une petite cité, à 100 kilomètres à l'est du port de Vaasa. La maison familiale, toujours là, n'est pas vraiment un objectif indispensable, mais on peut y apprendre à prendre son temps, à s'accoutumer à la présence étonnante de la nature.

L'architecture, c'est d'abord des dizaines de fermes anciennes, du XVIII<sup>e</sup> ou du XIX<sup>e</sup> siècle, dont certaines ont conservé leur jus, leurs meubles et, jusqu'au lendemain de la guerre, leurs usages. Un sauna, au coin du jardin, près du lac, et une pièce unique où - hommes, femmes, enfants - on vit tous ensemble autour d'un grand poêle, où l'on se raconte une interminable légende, où l'on apprend l'indispensable sociabilité. L'hiver, l'été. Le froid et le chaud, le dehors et le dedans. C'est sur ce rythme apaisé que respire l'architecture finlandaise, et particulièrement celle d'Aalto.

On n'étouffe pas sous les excès de l'urbanisme à Alajärvi (moins de 10 000 habitants aujourd'hui), près de Kuortane, où les Aalto démenagent lorsque le futur prodige a cinq ans. Il y construira, dans les années 20, plusieurs de ses premiers édifices: la villa Viånölä pour son frère, un hôpital, une maison des jeunes. Lui-même est alors un jeune homme architecturalement sage, un tendre néoclassique qui aime les colonnes, la symétrie et l'Italie, qu'il découvre avec sa femme Aino, en 1924, et où il retournera souvent. Une Italie qui lui sera également fidèle en lui permettant de construire, au début des années 70, à Riola di Vergato, près de Bologne, une église, catholique, blanche, finlandaise. Aussi à l'aise sous un soleil de plomb que le sont, sous le soleil adouci de son

### Pot-pourri

IL FAUT VARIER LES PLAISIRS. A Helsinki même, le culte monothéiste entretenu par la Fondation Alvar Aalto, dans l'ancien atelier du maître, sera agréablement entrecoupé de visites à ses confrères: Engel, Gesellius, Saarinen, Lindren ou Leiviskä, qui a obtenu le prix américain Pritzker, l'équivalent du Nobel pour l'architecture. A fortiori en Finlande centrale, où l'hiver reste l'hiver, où les charmes de la modernité n'excluent pas le culte de la tradition et où la culture n'a pas davantage l'exclusivité que n'importe où ailleurs dans le monde. Le *sisu*, cette constance d'âme caractéristique des Finlandais et qui leur permet d'endurer les plages les plus arides de l'existence, n'est requise ni pour l'architecture ni pour le design. A peine avalé leur Aalto, quelques touristes, gavés de renne et farcis de saumon, aiment foncer à travers la forêt, Sibellus à fond dans les oreilles. Les habitants, eux, aiment plutôt la diversité.

De Vaasa à Jyväskylä, on trouve toutes sortes de musées, quelques monuments ou, simplement, de grandes fermes où l'on peut s'arrêter, le temps d'un repas, et, l'été venu, séjourner, les pieds dans l'eau. A Savuttujan Apaja, près de Jyväskylä, une collection de maisons rachetées à travers le pays, démontées puis reconstruites, forment un village à vocation ethnologique mais à rentabilité muséographique folklorique. Subtil cocktail d'un musée des arts populaires et de Disneyland, on y mange

et boit mieux que dans l'un et l'autre, et l'on n'est pas forcé de prendre au pied de la lettre les explications d'un guide emporté par le Kalevala, la grande épopée finlandaise. Animés d'un *sisu* collectionneur, d'autres ont rassemblé, près de Jyväskylä, des armes et des avions, vestiges de la chasse ou de la guerre et encore lestés d'héroïsme. Ailleurs encore, à Haapamäki, des locomotives à vapeur, grandeur nature et modèles réduits. La guerre, les transports, l'environnement, les traditions, le sport, autant de thèmes d'inspiration pour des floppées de musées à travers le pays, souvent spectaculaires, et qui reposent avantageusement de l'immobilisme de l'architecture moderne.

Pas très loin des locomotives, à 30 km de Jyväskylä, se dresse l'église en bois de Petäjävesi, inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Elle a été construite en 1764 et préservée depuis. Une merveille, où l'art le plus expert de la charpente s'exprime dans la nature la plus émuevante. A l'entrée, on trouve encore un banc à gradins, sorte de trône des pêcheurs ou trompeurs et voleurs pris en faute étaient priés de s'asseoir, plus ou moins haut, selon la gravité de leurs fautes. Dans l'église, à gauche de l'autel, un portrait approximatif. On jurerait Luther, bible sous le bras.

F. E.

### Partir

■ L'HIVER LAPON. Au-delà du cercle polaire, l'hiver se prolonge jusqu'à la fin avril. C'est le royaume du ski de fond et de la motoneige, incontournable pour pénétrer dans les régions sauvages présées des grands troupeaux de rennes. Éviter les balades autour de Rovaniemi, sans intérêt sinon pour s'initier à la conduite de Pengin. Les vraies expéditions partent de Sodankylä, d'Ivalo ou de Kemi. Les détracteurs insistent sur la pollution (notamment sonore) et les outrages infligés à la nature. Procès quelque peu exagéré dans une région vaste comme la moitié de la France, recouverte d'une épaisse couche de neige et sillonnée par quelques centaines de motoneiges mises à la disposition des touristes. S'y ajoute une ambiance conviviale et bon enfant, assez différente de l'esprit motard, en vogue au Québec. Compter de 8 000 à 13 000 F pour une randonnée de qualité. Renseignements dans les agences, chez Norvistä (tél.: 01-49-24-05-97), Bennett Voyages (tél.: 01-48-01-87-77) et Scanditours (tél.: 01-42-85-64-30).

■ L'ÉTÉ ARCTIQUE. Sous le soleil de minuit, la Laponie offre aux amoureux d'espaces loviés un spectacle de choix. Notamment dans le parc national de Lemmenjoki, à l'extrême nord de la Laponie finlandaise, non loin d'Iinari. Région inhabitée, hormis par quelques chercheurs d'or, c'est l'une des plus vastes zones forestières d'Europe. Collines, rivières, boulevards et pins se succèdent à perte de vue. Aucun itinéraire fléché en dehors de la vallée. Carte et boussole recommandées. Mais les sentiers sont assez faciles à suivre et l'on trouve aisément cabanes, refuges et aires de camping. L'idéal est de louer un chalet pour une semaine dans la région d'Iinari puis de partir un jour ou deux en randonnée. Autre formule, celle proposée par Vivatours (tél.: 01-40-85-05-51), qui organise des circuits de 8 jours dans la région de Muonio, près de la frontière suédoise. On séjourne au Centre Harriniva, simple et convivial. Compter de 6 400 à 6 990 F par personne en chambre double.

■ MUSÉE LAPON. Un quart des 8 000 habitants d'Iinari, la plus grande commune du pays (17 300 km<sup>2</sup>), est d'origine sami. D'où la présence en ce lieu d'un beau musée lapon de plein air. En avril, un nouveau bâtiment abritera une exposition permanente sur la nature et la culture de Laponie.

■ L'ART DU SAUNA. « La première année le Finlandais construit son sauna, la seconde année il construit sa maison autour »; ce vieil adage illustre bien la place accordée au sauna dans chaque habitation. Ici, il s'agit d'un mode de vie, d'un plaisir aux règles bien établies. Le vrai sauna, celui des chalets, est simple et, si possible, près d'un lac. Le *ne plus ultra*, c'est le sauna « à la fumée », chauffé par un poêle à bois. La température peut atteindre 120°C et le taux d'humidité 100% lorsqu'on asperge les pierres chauffées à blanc. Une température très supportable après quelques minutes d'acclimation. On s'y détend, nu, assis ou allongé sur les gradins de bois. On y transpire généreusement. Aussi longtemps qu'on s'y sent bien. En quittant les lieux, on plonge dans un lac ou une piscine, voire dans la neige, en hiver. La sensation de froid est presque inexistante. Le tout est d'oser. Ensuite, il faut se reposer au moins une demi-heure en buvant abondamment. L'été, les Finlandais aiment grignoter, bière à la main, des saucisses grillées en contemplant un soleil qui refuse de se coucher. A vivre dans le cadre du circuit de 5 jours programmé, les 12 juin, 3 juillet et 7 août, par Norvistä: de 8 000 à 9 400 F par personne, en pension complète, de Paris.

### CARNET DE ROUTE

■ REPÈRES. Nombreuses expositions à l'occasion du centenaire de la naissance d'Aalto. A Litlaia, au Musée du Centre, jusqu'au 20 novembre, une exposition consacrée aux meubles Artek et aux verreries de Iittala, les deux fabrications ayant l'exclusivité des créations de celui qui fut aussi un grand designer. A Jyväskylä, outre l'exposition permanente du Musée Alvar-Aalto, le musée de Finlande centrale mettra Aalto en vedette du 6 juin au 27 septembre et du 7 octobre au 15 novembre. A Helsinki, « Alvar Aalto en sept bâtiments » dans le Hall des arts (jusqu'au 29 mars), « Alvar Aalto et Helsinki » au palais Finlandia (jusqu'en décembre) et « Alvar Aalto - visions urbaines » au Musée d'architecture (du 10 juin au 13 septembre).

■ CIRCUITS. Pour les amateurs, deux voyages « points » (du 1<sup>er</sup> au 28 juin et du 8 au 14 août) à la découverte des créations du grand architecte, en compagnie d'un spécialiste d'Aalto. Du néoclassicisme au fonctionnalisme, de la période rouge à la blanche, sans oublier ce qui fut à la source de son inspiration: la nature finlandaise. Au programme, ses réalisations à Helsinki, le musée de Hvittrask, la maison-atelier des architectes Saarinen, Lindgren et Gesellius. En juin, visite de l'exposition qui lui est consacrée au musée d'Ostrobothnie (nombreuses œuvres de verrerie) et participation au séminaire de 2 jours, organisé par cette ville, sur le thème « Alvar Aalto: home and abroad ». En août, visite de l'exposition du Musée de l'architecture, à Helsinki. En option, du 14 au 17 août, la participation au symposium « Design for Architecture » dont le thème, « Empty Space », sera dédié à Alvar Aalto. Prix par personne au départ de Paris, en pension complète, avec les transports et les visites: en juin, 13 550 F en chambre double (15 155 F en chambre individuelle); en août, 12 200 F (13 650 F en chambre individuelle). Pour l'option symposium, 4 050 F en chambre double et 4 750 F en chambre individuelle. Renseignements auprès de ACES (Fédération Voyages), 7, square Marc-Antoine-Charpentier, 69000 Nice (demandeur Corinne Giuge), tél. et fax: 04-93-87-37-82.

■ LIRE. Alvar Aalto, de l'œuvre aux écrits, textes établis et choisis par Göran Schildt (Editions du Centre Pompidou). Alvar Aalto, Rainier Hodde (Ed. Hazan), en avril. Maisons de bois, architectures scandinaves, T. et J.-M. Dresseon (Ed. Dunod).



intômes

Le monde... samedi 7 mars 1998



3  
XI  
Partir  
L'HIVER LAPON  
L'ÉTÉ ARCTIQUE  
MUSÉE LAPON  
L'ART DU SAUNA

Partir

**UN BAIN DE NATURE.** Moins imprégnés de luthéranisme que leurs voisins scandinaves, les Finlandais cultivent un art de vivre bon enfant où la vie en plein air et le sauna tiennent une place de choix. Une hygiène de vie perturbée par quelques excès spectaculaires de bière et de vodka. Débarquer en Finlande, c'est plonger dans un décor de lacs et de bouleaux, et découvrir une culture particulière (en Carélie notamment) située entre Scandinavie et Europe de l'Est. Ainsi certaines consonances du finnois, langue totalement différente des idiomes scandinaves, évoquent, pour les oreilles expertes, le hongrois. A la timidité du premier contact succède rapidement une chaleur communicative. Raison de plus pour ne pas hésiter à opter pour le voyage individuel. Ainsi échappera-t-on aussi à la frustration de voir défiler les grands espaces naturels et les forêts de bouleaux derrière les vitres d'un autocar... La Finlande est avant tout le pays des grandes balades, des plaisirs naturels, des séjours dans un confortable chalet ou chez l'habitant.

**A LA CARTE.** Air France (tél. : 0-802-802-802) et Finnair (tél. : 01-47-42-33-33) proposent des vols directs à partir de ZIU F A/R TTC, prestation présente dans les brochures des spécialistes de la destination. Chez Nouvelles Frontières (tél. : 0-803-33-33-33), la fourchette s'échelonne de 1 775 F à 1 805 F mais avec une escale en Suisse ou en Allemagne. Plus économique, l'autocar (et le bateau), avec Eurolines (tél. : 01-49-72-51-51). En été, on peut préférer partir en voiture via l'Allemagne (Travemünde) où on embarque à bord du Finnjet (Silja Line) qui dessert directement Helsinki. La traversée dure de 24 à 36 heures selon la date de départ (réservation indispensable). Pour une famille de 2 adultes et 2 enfants (en cabine 4 couchettes) et une voiture, compter de 3 000 à 6 000 F selon la date et la cabine choisies. L'Office de tourisme finlandais diffuse gratuitement des cartes ainsi que des brochures thématiques (auberges et hôtels, terrains de camping, vacances en chalet, randonnée, pêche, cyclisme, tourisme fluvial) et des brochures présentant les diverses régions du pays. Consulter aussi les formules de séjours en liberté de Norvika (agences de voyages et au 01-49-24-05-97) et les propositions de Tourisme chez l'habitant (tél. : 01-34-25-44-44).

**S'INFORMER.** A l'Office national du tourisme de Finlande, 13, rue Auber, 75009 Paris, tél. : 01-42-66-40-13 et Minitei 3615 Finlande. Côté guides, le Routard et le Guide Bleu (Hachette), le Petit Futé, le Grand Guide Gallimard, le Jaguar ainsi que le Petit Planète et le Que sais-je ? Une librairie spécialisée, Le Livre ouvert, 48, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris, tél. : 01-48-87-97-33.

La Finlande en toute liberté

Vol A/R Paris Helsinki : **1 690 FF** par personne.  
(prix à partir de, hors taxes d'airport)

Location de voiture à partir de **1 600 FF** par semaine.  
(Categorie A, Motorisé(e) libéré)

Locations de chalet à partir de **1 300 FF** par semaine.  
(holiday cottages)

**Norvika**  
Le spécialiste de la Finlande

Demandez notre brochure auprès de votre agence de voyages ou de NORVISTA

01 49 24 05 97

# L'opéra au naturel

Chaque été, une armée de mélomanes décontractés prend d'assaut un château investi par la musique

SAVOLINNA

de notre envoyé spécial  
En juillet, presque chaque jour, vers 19 heures, aux abords du château Olavinlinna, les mouettes rieuses qui cherchent à attirer l'attention des touristes sont confrontées à une concurrence inattendue. Une nuée d'enfants parcourt les lieux en lançant, d'une voix forte mais traînante, d'incantatoires « oh-jet-mia ! », en français « Deezemandez ! programme ! ». Entonnés sur un immuable motif de trois notes (le patet finnois comporte des intonations réellement musicales), ces appels annoncent l'imminence d'une représentation d'opéra, dans le cadre du festival de Savonlinna, principal événement musical de l'été finlandais.

Savonlinna, qui, littéralement, signifie « château du Savo », évoque, dans un seul nom, les deux volets majeurs d'une culture quatre fois centenaire. L'histoire, d'abord, avec la forteresse Olavinlinna (« château d'Olaf ») ainsi baptisée en l'honneur du saint patron... norvégien, avant-poste d'une ville édifée à l'initiative d'un Suédois... Edifié en 1475, l'édifice était destiné à repousser une éventuelle attaque en provenance de l'est. Crainte justifiée vingt ans plus tard par une grande guerre avec la Russie. La géographie, ensuite, avec la référence à la province du Savo qui s'étend au cœur du Salmaa, le principal réseau lacustre du pays. Un environnement naturel auquel les exigences de l'architecture militaire devaient parfaitement s'adapter.

Le château, qui accueille aujourd'hui le festival d'opéra, présente une forme allongée et asymétrique (trois tours seulement) qui épouse harmonieusement la configuration du long rocher sur lequel il se dresse, au beau milieu du détroit de Kyrössalmi. Mais il ne reflète qu'une des faces de cette cité au double visage. Gardé par un bélier noir, le château en désigne le versant exposé tandis que la vieille ville, station balnéaire très prisée à la fin du siècle dernier, en représente le visage paisible et intime, tout comme les superbes édifices (établissement thermal, casino, luxueuses villas de bois) qui se dressent sur les petites îles voisines.

Un cadre idyllique où, en 1907, se produit Aino Ackté, première cantatrice finlandaise acclamée sur la scène internationale. Venue prêter son concours (vocal) à une réunion patriotique, elle tombe sous le charme d'Olavinlinna et envisage aussitôt d'y monter des opéras. « La cour du château », observe-t-elle, convient remarquablement à de telles prestations. Elle possède une acoustique très avantageuse et offre au public un immense espace que l'on peut accueillir en aménageant les murs et les ruines ». Séduite par l'idée, toute la population s'implique activement dans l'entreprise. Chacun met la main à la pâte et peintres, menuisiers et couturiers participent, bénévolement, à la préparation du premier festival. Une semaine d'opéra qui débute, le 3 juillet 1912, avec la représentation d'Aino de Melartin. Dans le rôle-titre, bien sûr, Aino Ackté. La diva peut s'estimer comblée. Elle a réussi son pari. Un pari que le festival confirmera au fil des années : permettre à un grand nombre de Finlandais de découvrir



En haut, les figurants d'« Aïda » de Verdi, se mêlent aux spectateurs. En bas, le château Olavinlinna.

l'opéra et aux étrangers, amateurs d'art lyrique, de découvrir la Finlande.

Après s'être dévouée pendant quatre ans à la cause qui lui était chère, Aino Ackté sera finalement obligée, sous les effets conjugués de la première guerre mondiale, des difficultés financières et des intrigues d'un milieu plutôt machiste, de renoncer à son rêve. Non sans avoir interprété, devant un parterre de curistes et de gens du peuple, le rôle de Marguerite, dans le Faust de Gounod, rôle qui, vingt ans plus tôt, l'avait vue triompher à Paris.

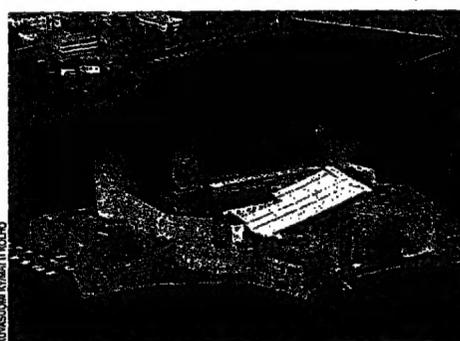
Il faudra attendre 1967 pour voir le festival de Savonlinna renaitre, timidement, de ses cendres à l'initiative de la municipalité. Plus déterminants encore, l'engagement de l'État, en 1972, et surtout l'investissement personnel d'un autre chanteur réputé, Martti Talvela. A l'instar d'Aino Ackté mais avec davantage de rusticité (il s'adonnait à l'élevage des moutons et préférait la tenue de fermer au smoking), il s'attachera à développer le charme typiquement finlandais de Savonlinna. C'est ainsi que le répertoire national (avec des compositeurs tels que Joonas Kokkonen ou Aulis Sallinen) connaît un essor déterminant, les années 80 marquant l'âge d'or du festival. Il favorisera également la visite de compagnies étrangères telles que celle du théâtre Mariinski de Saint-Petersbourg. Et c'est à Savonlinna qu'aura lieu, en 1988, la première prestation, en Occident, de l'opéra de Pékin.

Les 60 000 lycromanes qui, chaque été, se mêlent aux 25 000 habitants de Savonlinna apprennent vite que, dans la journée, le petit marché local est le lieu à fréquenter. On peut en effet y rencontrer des chanteurs finlandais déambulant dans les allées, un sac de petits pois ou de fraises à la main. On peut également y découvrir la façon dont les artisans de l'ébénisterie utilisent la céramique, le bois ou le textile. Difficile, aussi, au milieu des effluves exhalés par les restaurants-péniches environnants, de résister au saumon cuit au feu de bois. Mais si on préfère pique-niquer au bord du lac, un kalakuikko (pain fourré de petits poissons) et des omenalibrotit (variété locale de beignets aux pommes) feront merveille.

A partir de 19 heures, il devient presque impossible de marcher dans Savonlinna autrement que dans la direction du château. Se trouvent ainsi coude à coude membres de la haute société finlandaise descendus dans les deux ou trois grands hôtels joutant le casino, couples de mélomanes moins fortunés ayant réussi, après un hâlet marathon téléphonique, à accéder aux résidences universitaires transformées en motels économiques, et étudiants ayant investi des auberges de jeunesse très internationales. Une armée de festivaliers qui forment un long serpent humain que l'on dirait aimanté par la forteresse. Jadis, c'est en barque que l'on accédait au château. Aujourd'hui, on emprunte une passerelle de bois où une foule de curieux



En haut, les figurants d'« Aïda » de Verdi, se mêlent aux spectateurs. En bas, le château Olavinlinna.



En haut, les figurants d'« Aïda » de Verdi, se mêlent aux spectateurs. En bas, le château Olavinlinna.

vient guetter des visages connus ou admirer les toilettes des élégantes. Dans la cour, des ouvresses en costume traditionnel placent les spectateurs. Certains, arrivés en avance, en profitent pour admirer le paysage lacustre depuis l'ancien chemin de ronde, un verre de mesimarja (bière de baie locale) à la main. D'autres, étudiants, en expert, la disposition des éléments du décor sur le grand mur du château. Les premières notes retentissent. L'orchestre, dirigé par Leif Segerstam, a la réputation d'offrir un échin idéal (contours fermes et consistance soyeuse) aux voix qui s'élevaient dans le crépuscule qui s'attarde. Des voix auxquelles se mêlent inopinément les cris des hirondelles, quand le ciel est serein, ou les claquements du toit de toile, quand le soir est venteux. Rien, néanmoins, de nature à perturber des choeurs (une spécialité locale) et des solistes (dont le baryton Jorma Hynninen, directeur artistique du festival) qui, chaque soir, justifient le surnom d'« Italie du Nord » donné, de longue date, à la Finlande.

Avant de quitter Olavinlinna, on ne manquera pas de faire un petit tour en hydravion et d'explorer les environs. Les enfants iront guetter les phoques qui glissent dans les eaux du canal de Salmaa. Les parents se rendront à Kerimäki pour y visiter une imposante église en bois. Sur le chemin du retour, on s'arrêtera à Puumaharju, une petite localité juchée sur la crête d'une moraine datant de l'ère glaciaire. Son centre d'arts plastiques (Retreitti), réputé, est logé dans une succession de grosses nappes où sont organisés des concerts.

Il y a quelques années, les responsables de Savonlinna ont tenté d'y créer, en février (le mercure oscille alors entre -20 et -30 degrés !), un pendant hivernal du festival de juillet. La programmation ne concernant que des œuvres à effectif réduit, certains esprits moqueurs parurent alors d'opéra de chambre... froide. Tout le contraire, assurément, du vrai festival de Savonlinna.

Pierre Gervasoni

## Une passion nationale

LES FINLANDAIS, qui ont passé sept siècles sous la tutelle suédoise avant de former, en 1809, un grand duché gouverné par le tsar de toutes les Russies, n'ont pas attendu l'autonomie politique de leur nation (en 1917) pour s'adonner à la passion de l'opéra. Ainsi, les premiers grands compositeurs du pays, Bernhard Henrik Crusell et Carl Ludvig Lj. Thander, se sont manifestés, dès 1824, à Stockholm. En 1873, la fondation d'un Opéra finlandais, à Helsinki, permet de constater que l'art lyrique avait déjà davantage de public que le théâtre parlé. Un siècle plus tard, Savonlinna confirmait ce phénomène et l'opéra devenait, tout bonnement, un art populaire. Tour à tour souverain Sarastro d'une *Flûte enchantée* de Mozart donnée en finnois puis humble pénitent des *Dernières Tentations de Kokkonen*, Martti Talvela, un géant barbu aux yeux couleur de lac, devait ouvrir la voie aux grandes basses de Pécolo finlandais, Matti Sallinen et Jaakko Ryhanen. Trois chanteurs d'opéra qui, comme beaucoup d'autres ensuite, exercèrent d'abord le métier d'instituteur. Il est vrai que le chant, le chant choral en particulier, occupe une place de choix dans l'éducation nationale et la vie du pays. Ainsi quand, en 1993, on inaugure à Helsinki un nouveau théâtre d'opéra (l'équivalent de la Bastille à Paris), la cérémonie est retransmise en direct à la télévision. Et le nouveau directeur, Walton Grönroos (un baryton), interprète, pour l'occasion, une cantate écrite spé-

cialement par son prédécesseur, le compositeur Ilkka Kuusisto. On comprend, dans ces conditions, que l'opéra se porte bien au pays de Sibelius, même si ce dernier n'en a jamais écrit.

En 1984, des cars entiers de retraités ont contribué à remplir l'ancien Théâtre national d'Helsinki. A l'échelle, une création contemporaine, *Le Tambour de soie*, de Pavo Helminen. Et, cette année, c'est, dit-on, sous la pression populaire que *La Vie des insectes*, de Kalevi Aho (une œuvre créée en 1996), a été réintégré, au dernier moment, dans la programmation de la capitale. Ici, l'opéra est une priorité à respecter et les responsables s'en donnent les moyens. Ainsi le *Kullervo* d'Aulis Sallinen (une œuvre créée en 1992 à Los Angeles) était-il disponible en CD quelques jours avant la première ! Idem pour *L'Arbre chantant* d'Erik Bergman. En programmant les œuvres de Sallinen (*Le Cavalier*, *Le Traité rouge*, *Le roi s'en va-t-en France* et, dernièrement, *Le Palais*) Savonlinna s'est forgé une image de pionnier, non seulement aux yeux du public mais aussi parmi les professionnels du monde entier. Fidèle à sa réputation, le festival a annoncé, pour l'an 2000, la création d'un opéra issu de la collaboration d'un librettiste et de trois compositeurs, Kalevi Aho, Olli Korttekanas et Hermann Rechberger.

P.G.

## CARNET DE ROUTE

**ACCÈS.** De Paris, vols quotidiens d'Air France (tél. : 0-802-802-802) et Finnair (tél. : 01-47-42-33-33) pour Helsinki (3 heures). La voiture impose une traversée maritime (au moins 24 heures) en paquebot luxueux (Silja Line, tél. : 01-42-85-64-30), depuis Travemünde (Allemagne) ou en ferry (une nuit), de Stockholm (Suède). D'Helsinki à Savonlinna, compter une heure d'avion, 5 heures de train et 336 km en voiture.

**FESTIVALS.** Finland Festivals rassemble une soixantaine de manifestations culturelles, dont la plus célèbre est le festival d'opéra de Savonlinna. Au programme de l'édition 1998, *Tannhäuser* de Wagner (les 4, 8, 12, 16 et 21 juillet), *Cavalleria rusticana*, de Mascagni, et *Paillasse*, de Leoncavallo (les 6, 10, 15, 18, 22 et 24 juillet), et *La Forza del destino*, de Verdi (les 11, 14, 17, 20, 23 et 25 juillet), la nouveauté de l'année, mise en scène par l'Allemand Michael Hempel. Troupe invitée, le Royal Opera House de Covent Garden présentera *Peter Grimes*, de Britten (les 28 et 30 juillet, le 1<sup>er</sup> août), et *Les Brigands*, de Verdi (les 29 et 31 juillet, le 2 août). Renseignements : Savonlinna Opera Festi-

Finlande

FINLANDE

Val, Olavinlinna 27, 57130 Savonlinna, Finlande (tél. : 00-358-15-476-730 ; Fax : 476-7540, internet : www.opera-festival.fi).

**FORFAITS.** Pendant le Festival, Norvika (tél. : 01-49-24-05-97) programme des week-ends de 4 ou 5 jours, avec 2 ou 3 opéras, à partir de 5 230 F par personne, de Paris.

**CROISIÈRE ET OPÉRA.** Au départ d'Helsinki, une croisière d'une semaine à bord du *Kristina Brahe*, pour découvrir le golfe de Finlande, Saint-Petersbourg, la région lacustre du lac Salmaa et assister à deux opéras à Savonlinna. Départs les 7 et 13 juillet. Renseignements : Kristina Cruises, Korkeavuorenkatu 2, FIN-00100 Kotka, tél. : 00-358-5-2181-011 ou 00-358-5-2181-206.

**LIRE.** Le numéro 7073 de la revue *Boréales* consacré à la musique finlandaise. Ecrire au Centre de recherches Internordiques (CRIN), 28, rue Georges-Apappy, 92150 Suresnes.

**S'INFORMER.** Pour organiser son séjour : Savonlinna Tourist Service, Sulkokatu 1, FIN-57100 Savonlinna, tél. : 00-358-15-273-492 ou 493, fax : 00-358-15-514-449.

DE ROUTE

السلاوة من الاله